

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15672 - 7 F

VENDREDI 16 JUIN 1995

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Désaveu public du patron de la Compagnie de Suez

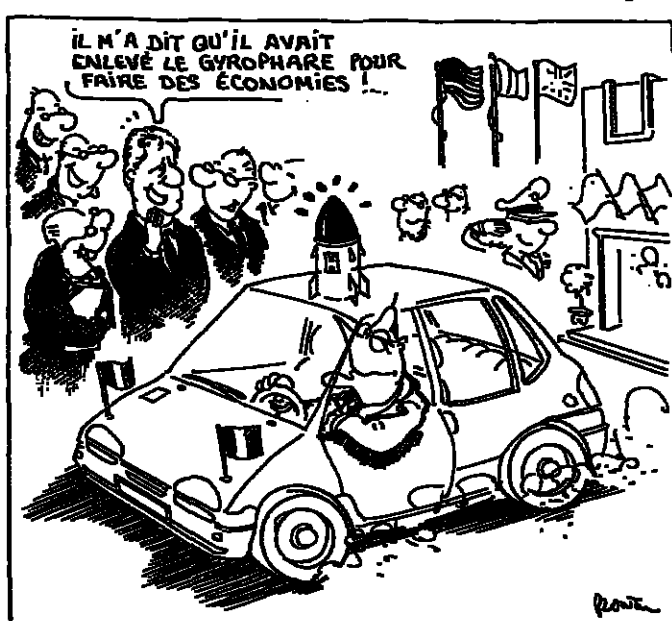
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de Suez a révélé au grand jour, mercredi 14 juin, une rupture au sein du conseil d'administration de la compagnie. Elle a opposé, d'un côté, FUAR Eif Aquitaine et Saint-Gobain, les principaux actionnaires, partisans d'un projet de fusion entre FUAR la BNP et Suez et, de l'autre, les alliés du président de la compagnie, Gérard Wozniak, qui a envisagé un rapprochement avec le groupe Pinault. Fait unique dans les annales, Jacques Friedmann, président de FUAR a pris la tête de la fronde, suivi par Philippe Jaffré et Jean-Louis Beffa, respectivement patrons de Eif Aquitaine et de Saint-Gobain, infligeant à M. Wozniak un désaveu public au cours d'une séance survolée. Ils ont obtenu *in extremis* la modification d'une résolution qui rendait impossible le projet de rapprochement entre le groupe Pinault et Suez.

Lire page 18 et notre éditorial page 15

M. Chirac a reçu le soutien de M. Clinton sur la Bosnie

La Maison Blanche n'a pas critiqué la reprise des essais nucléaires français

LES DIRIGEANTS des sept pays les plus industrialisés étaient attendus, jeudi 15 juin en fin de journée, à Halifax (Canada), pour l'ouverture de leur sommet annuel. Ils traitaient de la situation de l'économie mondiale, affaiblie par les crises monétaires et par le différend nippo-américain à propos de l'automobile, et passeront en revue les grands sujets de l'actualité internationale, à commencer par la crise en Bosnie.



Celle-ci a été au centre des entretiens que le président de la République, Jacques Chirac, a eus, mercredi, à Washington. M. Chirac a pu vérifier le soutien de Bill Clinton à sa politique en Bosnie. L'annonce, faite la veille à Paris, d'une reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique sud n'a apparemment pas altéré le bon climat de la rencontre entre les deux présidents. Le chef de l'Etat français a d'autre part plaidé en faveur de la Force de réaction rapide (FRR) auprès des représentants du Congrès américain réticents, qui restent partisans d'un retrait des forces de l'ONU et d'une levée de l'embargo sur les armes au profit du gouver-

nement bosniaque. La Bosnie, ainsi sans doute que la Tchétchénie, devrait également figurer parmi les sujets qui seront abordés à Halifax devant le président russe. Boris El-

sine doit en effet rejoindre les dirigeants du G7, vendredi.

Lire pages 2 et 3 et les points de vue en pages 16 et 17

La Ville de Paris contrôle 150 000 appartements

La municipalité loge le quart des Parisiens

LE PATRIMOINE foncier et immobilier contrôlé par la Ville de Paris représente, avec 5 120 hectares de terrain, près de la moitié de la surface de la commune et 10 450 immeubles. 150 000 appartements sont ainsi gérés par la Ville et par ses services, offices ou sociétés d'économie mixte. Directement ou indirectement, la municipalité loge plus de trois cent mille Parisiens, soit 26 % de la population. Cette situation, qui apparaît au terme d'un recensement systématique du parc immobilier administré par la Ville, permet de mesurer l'ampleur du problème posé par les attributions de logements ayant, ou non, un caractère social.

Ce domaine ne représente toutefois qu'une petite partie - mille trois cents logements - de l'énorme masse d'appartements placés sous l'autorité de l'Hôtel de Ville et de ses dépendances. Les conditions d'attribution des appartements à caractère social souffrent en outre, dans la capitale, d'une opacité que l'on n'observe pas toujours ailleurs. La pénurie explique, selon les responsables des services municipaux, que les « recommandations » et le « piston » soient déterminants pour obtenir, à Paris, un logement de type HLM ou intermédiaire, alors que rôle des commissions prévues par la loi est réduit à peu de chose. Dans l'entretien qu'il nous avait accordé avant le premier tour des élections municipales (Le Monde du 7 juin), M. Tiberi reconnaissait la nécessité de « mieux expliquer et de clarifier » les procédures d'attribution. Il défendait néanmoins le rôle des élus, dont le droit d'intervention, disait-il, « ne doit pas être remis en question ».

Lire pages 8 et 9

Le rêve américain et le basket-ball



HAKEEM OLAJUWON

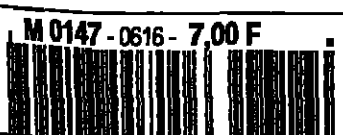
LE BASKETTEUR d'origine nigérienne Hakeem Olajuwon n'a pas grandi sur les terrains de fortune aménagés au pied des immeubles où naissent les stars du basket-ball américain.

Le football a été le sport de prédilection de son enfance, à Lagos (Nigéria), où un recruteur américain a repéré sa grande taille et son adresse sous les paniers. Contacté par le Saint-John College de New York, il a préféré le Texas et l'université de Houston pour faire ses débuts aux Etats-Unis, en 1984.

Onze ans plus tard, ce basketteur surnommé « The Dream » (le rêve) par les Américains, a remporté, mercredi 14 juin, son deuxième titre consécutif dans le championnat professionnel de la NBA, avec les Houston Rockets. Avec 32,8 points marqués en moyenne dans les quatre matches de la phase finale contre les Orlando Magic, il a été le principal artisan du triomphe de son équipe. Naturalisé américain, il devrait faire partie de la Dream Team, qui défendra son titre olympique aux Jeux d'Atlanta en 1996. D'ici là, Hakeem Olajuwon assurera la promotion du riz Uncle Ben's. Avec ce contrat de trois ans, la société espère donner à ce produit une image noble et dynamique.

Lire page 24

Allemagne, 9 DM; Autriche, 9 S; Belgique, 45 FB; Canada, 2,55 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 220 PTA; Grèce, 160 Dr; Hongrie, 100 HUF; Italie, 2700 L; Luxembourg, 40 FL; Maroc, 9 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 95 P; Suède, 800 F CFA; Suisse, 15 KRS; Tchécoslovaquie, 200 Kcs; Turquie, 1 Lira; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



Le dérapage anti-écologique de Shell scandalise l'Allemagne

BONN

de notre correspondant

Rien ne suscite autant d'indignation, en Allemagne, que le mépris de l'environnement. Les pollueurs sont considérés comme des criminels en puissance, et leur insouciance comme un mépris suprême du prochain. La compagnie Shell est en train d'en faire l'expérience. A 250 kilomètres au nord de l'Ecosse, dans l'Atlantique nord, ses ingénieurs ont décidé d'enfouir sous la mer, par 2 000 mètres de fond, une plate-forme pétrolière hors d'usage. En raison de cette opération, qui risque de provoquer le rejet de résidus pétroliers en mer, Shell fait subitement l'objet d'un boycott très largement suivi en Allemagne. L'église luthérienne du nord de l'Allemagne et le club des automobilistes allemands appellent les consommateurs à changer de stations-service.

« Arrêtez cette folie ! », s'exclame le secrétaire général de la CSU (branche bavaroise de la Démocratie chrétienne), dans une lettre à John Jennings, président de la Royal Dutch Shell. Enfin, le ministre des finances, Theo Waigel, en-

tend bien aborder le sujet au cours du sommet du G7 à Halifax (Canada). Les Allemands sont d'autant plus choqués que l'opération d'immersion de la plate-forme a été annoncée au lendemain d'une conférence sur la protection de la mer du Nord, qui s'est tenue la semaine dernière à Esbjerg, au Danemark.

Le nom de la plate-forme - « Brent Spar » - rejoint déjà confusément, dans l'imaginaire collectif des Allemands, d'autres incarnations du mal telles que Tchernobyl (le mal absolu), le trou dans la couche d'ozone (le mal invisible), ou les essais nucléaires de Mururoa (le mal guerrier). L'excellente image de marque de la reine Béatrix en Allemagne risque d'en prendre un coup : la Royal Dutch Shell est à hauteur de 60 % propriété de la maison royale des Pays-Bas.

Ce phénomène collectif est d'autant plus étonnant que les côtes allemandes ne sont absolument pas menacées par une éventuelle marée noire. Aucun autre pays d'Europe n'a réagi jusqu'ici à la menace supposée. Sur place, seul un bateau de Greenpeace tente d'empêcher

l'immersion de la plate-forme et de forcer son déplacement sur les côtes. La compagnie Shell se défend en soulignant que la méthode de l'immersion est « la plus sûre, la moins chère, mais aussi la plus recommandable du point de vue de l'environnement ». La compagnie commence une campagne publicitaire pour expliquer ses arguments et limiter les dégâts provoqués en termes d'image.

Shell aurait donc mieux fait, au plan des coûts financiers, de déplacer la plate-forme sur la côte. Désertée, les stations-service à l'enseigne en forme de coquille Saint-Jacques se plaignent d'un brutal recul de leur chiffre d'affaires. L'une d'entre elles, dans la région de Gross-Gerau (non loin de Francfort-sur-le-Main), a été la cible, en pleine nuit, d'un commando terroriste qui a ouvert le feu sur deux pompes à essence, la vitre du magasin et une enseigne publicitaire. L'attaque, commise en pleine nuit, n'a heureusement provoqué aucune victime.

Lucas Delattre

Le retour économique du « balladurisme »

POUR CAUSE d'élections municipales, la France aura donc vécu sept semaines sans politique économique. Pour lutter contre le chômage et tenter de réduire la « fracture sociale », Jacques Chirac avait promis « le changement ». Il a même parlé d'une nécessaire « révolution culturelle ». Quelles poli-

tiques - budgétaire, monétaire et des revenus - cette ambition recouvre-t-elle ?

Pour l'instant, le président et ses équipes n'ont en réalité rien dévolé de leur vraie stratégie. La relance ou la rigueur ? La priorité à l'offre ou à la demande ? L'approche volontariste ou libérale ? La fixité du

rapport franc-deutschmark ou une vague stabilité monétaire au sein d'un système monétaire européen (SME) aux marges élargies ? Les messages envoyés par le palais de l'Élysée et par Matignon depuis un mois sont encore très contradictoires. Au point que certains observateurs proclament déjà le

« retour de Balladur ». Depuis son élection, Jacques Chirac n'a certes pas chîmé. Il a multiplié les décisions destinées à éclairer les acteurs du jeu économique. A l'issue d'une rencontre, le 11 mai, avec le chancelier allemand Helmut Kohl, il a expliqué que la France resterait attachée à la stabilité de sa devise et respecterait ses engagements européens. Il a confirmé cette orientation en nommant Alain Juppé à Matignon.

Dans cette optique, le choix d'Alain Madelin à Bercy avait d'abord surpris. Mais libéral « anti-Maastricht » à l'origine, le nouveau ministre de l'Économie s'est rapidement aligné sur l'orthodoxie monétaire et est devenu, en public, le meilleur porte-voix de Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France et parangon de la « pensée unique ». M. Madelin n'hésite pas à lui emprunter jusqu'à ses excès, reprenant par exemple à son compte la thèse selon laquelle « le franc aurait encore quelque marge d'appréciation ».

Résolument social, le discours de politique générale du premier ministre traduisait un autre message : la volonté du nouveau pouvoir de respecter ses engagements électoraux.

Erik Izraelowicz

Lire la suite page 15

PHILIPPE SÉGUIN

240 dans un recueil

Editions du Seuil

Un raid meurtrier en Russie

Moscou attribue à des « terroristes tchétchènes » l'opération militaire contre Boudenkov, ville du sud de la Russie, mercredi 14 juin. De deux cents à trois cents personnes auraient été prises en otage et on aurait relevé des dizaines de morts. Le président tchétchène dément toute participation de ses troupes à ce raid. p. 4

Mutinerie en Irak

Une rébellion a été réprimée, mercredi 14 juin, à Abou Gharib, près de Bagdad. Des blindés avaient attaqué des émetteurs de la radio irakienne. p. 32

Augmentation du tabac le 1^{er} août

Les cigarettes devraient être vendues 6 % plus cher à partir du 1^{er} août. La fiscalité représente déjà en moyenne, actuellement, 75 % du prix de vente au détail par paquet. p. 11

Le mystère de « Beta Pictoris »

Les astronomes cherchent un système solaire autour de cette étoile située à 450 000 milliards de kilomètres de la Terre. p. 23

L'art contemporain à Bâle

La 26^e Foire suisse d'art contemporain, qui a lieu jusqu'au 19 juin, est l'une des plus importantes du monde. Elle ne cache pas sa volonté de concurrencer la FIAC parisienne. p. 26

Les éditoriaux du « Monde »

Les nouveaux marchands de mort : Gouvernement d'entreprise ? p. 15

moyens de remédier aux crises financières futures. Boris Eltsine devait avoir vendredi à Halifax une rencontre avec les dirigeants des sept pays les plus industrialisés.

Fort de l'appui de Bill Clinton, le chef de l'Etat a plaidé en faveur de la Force de réaction rapide. A la veille du sommet du G7, il a évoqué les problèmes monétaires avec le président américain

**Alain Frachon
et Philippe Lemaître**

Le coût de la Force de réaction rapide que Paris et Londres ont déjà commencé de constituer en Bosnie est estimé à environ 300 millions de dollars pour six mois. La force, participant à une opération de l'ONU, doit être financée par les Etats membres. Le gouvernement américain, qui contribue pour plus de 30 à la dépense, craint les opérations de maintien de la paix des Nations unies, se trouve en difficulté face au Congrès qui estime qu'une levée de l'embargo sur les armes se rait un meilleur moyen d'aider le gouvernement bosniaque. Le vote de la résolution du Conseil de sécurité qui doit créer cette force a été reporté mardi 13 juin à la demande des Etats-Unis. L'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright, s'est rendu à Washington pour consultations au Congrès.

CONCENTRATION DE TROUPES
D'autre part, des dirigeants bosniaques ont publiquement minimisé la portée de la concentration de leurs troupes autour de Visoko, alors qu'à Washington, le premier ministre Haris Silajdzic, lors de son entrevue avec Warren Christopher, a défendu, selon une source américaine, « l'idée que le gouvernement

Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés (Allemagne, Canada, France, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie et Japon) tiennent leur sommet annuel à Halifax (Canada) où les discussions sont prévues du 15 au 17 juin inclus. Les Sept vont passer en revue la situation économique de chaque pays, le nombre et tenter de doter les institutions financières internationales - à commencer par le FMI - de mécanismes susceptibles de prévenir et de remédier aux crises financières futures. La discussion sera aussi consacrée à l'Amérique latine et à l'Amérique du Nord. Une déclaration américaine à propos de l'aide multilatérale figurera aussi en arrière-plan de ces conversations.

Sur le plan politique, les Occidentaux profiteront de la présence de Boris Eltsine, qui doit les rejoindre le 16 juin, pour aborder la question bosniaque.

S'il est encore trop tôt pour évoquer un aboutissement prochain des négociations que les grandes puissances mènent avec M. Milošević pour obtenir de lui la reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine, l'opinion de la plupart des acteurs politiques à Belgrade rejoint celle d'un diplomate occidental : « Nous sommes maintenant à un point extrêmement important et sensible, et dans les semaines qui viennent on peut s'attendre à de nombreux développements. Slava

« DERNIER PETIT PAS »

Malgré l'absence de leurs dirigeants, emprisonnés, les nationalistes du parti radical serbe semblent bien sentir le danger de cette période et le risque que finisse par s'imposer l'idée de la reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine, dont ils ne veulent pas. Ils paraissent en effet de plus en plus isolés sur la scène politique. Les deux partis les plus proches des radicaux - le Parti démocrate serbe (PDS) et le Parti démocrate (PD) - ont décliné l'invitation à se joindre au mouvement de protestation. Et si le PDS n'envisage pas une reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine, le président du PD, Zoran Djindjic, ne l'exclut plus totalement. « Nous croyons en une possibilité de sursis de crise, dit M. Djindjic. Si le groupe de contact s'en donne, les moyens, même si les per-

Malgré l'enthousiasme de leurs dirigeants émigrés, les nationalistes du parti radical serbe semblent bien sentir le danger de cette période et le risque que finisse par s'imposer l'idée de la reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine, dont ils ne veulent pas. Ils paraissent en effet de plus en plus isolés sur la scène politique. Les deux partis les plus proches des radicaux - le Parti démocrate serbe (PDS) et le Parti démocrate (PD) - ont décliné l'invitation à se joindre au mouvement de protestation. Et si le PDS n'envisage pas une reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine, le président du PD, Zoran Djindjic, ne l'exclut plus totalement. « Nous croyons en une possibilité de sortie de crise, dit M. Djindjic. Si le groupe de contact s'en donne les moyens, même si la per-

Jovica Stanisic, chef de la sécurité d'Etat de Serbie et émissaire spécial de Slobodan Milosevic dans la crise des otages, n'a pas tout-à-fait été l'homme de la négociation, élégant comme un diplomate de haut rang, que l'on a vu ces derniers jours à la télévision lorsqu'il a organisé le regroupement des otages et leur évacuation vers la Serbie. M. Stanisic a derrière lui une longue carrière dans les services secrets, commencée bien avant la montée au pouvoir en 1987 de Slobodan Milosevic. Mais c'est surtout aux activités qu'il a exercées depuis le début des conflits dans l'ex-Yugoslavie qu'il doit son influence auprès des Serbes de Bosnie. Il a été en effet leur pourvoyeur d'armes et celui des Serbes de Croatie. Il a été aussi l'organisateur de leurs polices paramilitaires, qui ont prêté main forte à l'armée yougoslave au début des hostilités et qui, ensuite, ont effectivement le «nettoyage ethnique». Les mauvaises langues à Belgrade affirment donc que les dirigeants de Pale le craignent plus que le frappe de FOTAN, car M. Stanisic détient des dossiers qui intéressent les services secrets de l'Occident.

russe en essayant d'entraîner la Serbie dans la guerre, et il a échoué. Le président Milosevic a sincèrement compris qu'il était indispensable d'éviter la guerre dans l'intérêt de l'Etat et du peuple.»

Vuk Draskovic, qui a été arrêté plusieurs reprises dans le passé par la police du régime, va même jusqu'à affirmer aujourd'hui que «Menachem Begin et Yasser Arafat étaient des terroristes et ont obtenu le prix Nobel de la paix. Malgré ses responsabilités dans la guerre, je ne verrais pas d'inconvénient à ce que Milosevic obtienne ce prix».

M. Draskovic souhaite lui aussi qu'après la guerre «viennent les temps des réformes radicales et d'un partage de la Serbie au sein de l'Europe».

Grufica Spasojevic, rédacteur en chef du quotidien d'opposition *Naša Borba*, n'est pas soupçonné d'une quelconque proximité avec le président yougoslave. Son journal fait l'objet de nombreuses pressions de la part du régime, qui mûrit ses publicités, lui interdit l'accès au papier subventionné encore multiple les obstacles pour sa distribution. Mais Grufica Spasojevic affirme : « Actuellement, Milošević remporte une victoire ».

blesse et les travers de son régime doivent très vite apparaître, c'est avant tout un pragmatique et un excellent manipulateur. Il cherche toujours la meilleure solution pour se maintenir au pouvoir et il se maintient que le temps de l'insurrection et de l'effacement de son

Le «Joueur d'échecs», comme le président Milosevic en parlait si souvent, est donc pour l'heure dans une position confortablement assise. Une petite anecdote le résume : à la fin de la semaine entre la manifestation des nationalistes et le départ radical serbe, le match de basket qui opposera l'équipe yougoslave à une sélection de joueurs professionnels américains et, au fin, la présentation en avant-première du film d'Emir Kusturica, *Underground*, récemment primé

Quelques observateurs ma-
cieux sont allés jusqu'à voir
main du président Slobodan Mi-
sevic dans la diversité de cette p-
lette offerte aux habitants de la
pitale et qui risque de dimin-
l'attrait de la manifestation qu'i-
ganisent samedi les ultranatio-
listes. On ne prête qu'aux riches
est bien connu.

— — — — —

Les hommes une page

Le monde de Sydney se déchaine

[illegible]

11-11-68

Plusieurs pays européens concent la décision de M. Chirac

[illegible]

Les huit essais nucléaires français auront une puissance inférieure à 150 kilotonnes

Le coût d'un seul essai s'élève à quelque 100 millions de francs

Ces expérimentations visent à la fois à prévenir le vieillissement des armes actuelles et à mettre au point une filière industrielle d'armes repro-

ductibles sans risques. Ces tirs, effectués en vraie grandeur, donneront naissance à une base de données scientifiques permettant d'extrapo-

ler le programme de limitation des expériences nucléaires (Polen) et de lancer le mécanisme de simulation numérique.

LES HUIT ESSAIS nucléaires, auxquels la France se propose de procéder entre septembre 1995 et mai 1996, auront lieu sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa, distants d'une quarantaine de kilomètres. Ils seront organisés en alternance sur les deux sites, de façon à pouvoir mener à bien dans le minimum de temps la campagne de tirs commandée par le chef de l'Etat. Ces expérimentations souteraines s'appliqueront à des têtes explosives d'une énergie déagagée inférieure à 150 kilotonnes, soit huit fois la puissance de la bombe sur Hiroshima.

Auparavant, dès juillet prochain, les deux sites en question vont être progressivement réactivés. En avril 1992, François Mitterrand décida un moratoire en exigeant toutefois du ministre de la défense que les atolls puissent être remis en état de fonctionner dans les meilleurs délais, si besoin s'en faisait sentir. C'est pour cette raison que les armées ont continué de dépenser quelque 2 milliards de francs par an en frais fixes. En revanche, le personnel sur place avait été réduit de moitié.

A partir de juillet, de nouvelles

équipes de spécialistes et de techniciens se rendront sur Mururoa et sur Fangataufa pour préparer les atolls. Une première inspection des installations est prévue avant la remise en état. Ensuite, il faudra renforcer les effectifs d'entretien et de sécurité sur place, puis amener sur des barges les conteneurs de matières nucléaires. Ce travail préparatoire devrait prendre deux mois. D'ores et déjà, l'ordre a été donné de forer les puits où sont descendues les charges nucléaires, à des profondeurs qui peuvent atteindre 1 000 mètres et qui confineront les produits radioactifs au point d'explosion. Cette série d'opérations peut prendre trois semaines environ.

DES ARMES ROBUSTES

Selon des estimations du ministère de la défense, le coût d'un essai est de quelque 100 millions de francs, non compris le prix de revient de la matière première assemblée au cœur du conteneur et acheminée sur le site de l'expérimentation par un transport spécial depuis la France.

Dans la mesure où, selon les directives données par le chef de l'Etat, il

ne s'agit pas de fabriquer des armes nouvelles mais de continuer dans la gamme des engins actuels, le but de ces huit essais est double. D'abord, il faut se prémunir contre le vieillissement des armes - toutes les charges en service aujourd'hui devront être remplacées entre 2000 et 2015 - et mettre au point une filière industrielle d'armes reproductibles sans risques, c'est-à-dire des armes stables, robustes, probablement plus lourdes et plus volumineuses que les têtes TN 75 sophistiquées et miniaturisées équipant les missiles M. 45 des sous-marins stratégiques du modèle *Le Triomphant*. Ensuite, il faut, par des tirs en vraie grandeur, acquérir une base de données scientifiques initiales qui permettront plus tard des extrapolations au profit du programme Polen (préparation à la limitation des expériences nucléaires) et d'engager la simulation numérique en calibrant les différents moyens en jeu (laser et ordinateurs). Ce qui implique de modifier les phénomènes physiques, souvent complexes et inéluctables, intervenant dans l'explosion d'une arme.

Ces considérations techniques ont

pour conséquence que les huit essais français, une fois suspendu le moratoire, n'ont pas besoin d'être très puissants pour garantir l'objectif fixé. La France devrait donc pouvoir prétendre qu'elle respecte une gamme d'énergies inférieures à 150 kilotonnes, c'est-à-dire des puissances (huit fois la bombe d'Hiroshima) ne dépassant pas la limite établie par le traité dit du « seuil » (Threshold test ban treaty), qui remonte à 1974 et que les grandes puissances nucléaires observent tacitement sans l'avoir toujours ratifié.

Les Etats-Unis ont précédé la France en la matière. Nombre de leurs expérimentations sont demeurées non détectées à l'époque, car elles étaient dans la gamme des puissances kilométriques, voire hectométriques, c'est-à-dire très faibles. Il a fallu attendre la fin de l'année 1993 pour que le département américain de l'énergie avoue que quelque deux cents essais, sur un total de mille trente réalisés depuis 1945, étaient restés inconnus parce qu'ils avaient échappé à toute comptabilité.

Jacques Isnard

M. Juppé qualifie de « médiocres » les critiques de l'opposition

L'idée d'un débat parlementaire a été écartée

LA REPRISE des essais nucléaires français a continué à provoquer, mercredi 14 juin, une multitude de réactions. Lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, Henri Emmanuelli, premier secrétaire du PS, a dénoncé « cette initiative inutile et coûteuse » et Jacques Bruhnes (PC), reprenant la condamnation très vigoureuse de Robert Hue, a jugé la décision du président de la République « inadmissible » et « choquante ». Le premier ministre, Alain Juppé, s'est employé lui-même à répondre, non sans agacement, aux critiques de la gauche qu'il a qualifiées de « médiocres ». Au grand dam de l'opposition, il a écarté l'idée d'un débat parlementaire sur ce sujet.

Le gouvernement a toutefois reçu le soutien de toute la majorité. L'ancien ministre de la défense, François Léotard (UDF) a jugé cette décision « nécessaire », et Jean-François Poncet, sénateur UDF et ancien ministre des affaires étrangères, a approuvé une mesure « qu'il était difficile de ne pas prendre ». Au-delà, Philippe

de Villiers a estimé la reprise des essais « indispensable » tandis que Jean-Marie Le Pen, président du Front national, assurait le gouvernement « de son total soutien dans cette perspective ». L'ancien ministre socialiste de la défense, Jean-Pierre Chevènement, lui-même, n'a « pas désapprouvé » la reprise des essais nucléaires, tout comme Jacques Lafleur, député (RPR) de Nouvelle-Calédonie, qui soutient cette initiative « coûte que coûte ».

Mais les réactions hostiles sont les plus nombreuses, émanant notamment du monde syndical - la CGT, la CFDT et la FEN à l'unisson -, de l'ensemble des mouvements écologistes, de tous les témoins de l'opposition, ainsi que, en Nouvelle-Calédonie, de Paul Néaoutyine, président du FLNKS, qui dénonce une « provocation ». Quant à l'écrivain Bernard Clavel, qui déclare avoir « eu la faiblesse » de voter pour M. Chirac, il a écrit à ce dernier pour exprimer son indignation : « Vous pouvez être l'honneur de la France, vous avez choisi d'en être la honte. »

La presse de Sydney se déchaîne

AUCKLAND

de notre envoyée spéciale
La presse australienne a pris sa revanche sur les premières réactions relativement modérées du gouvernement. « Pourquoi la France fait-elle tout pour s'attirer les foudres du monde entier ? », s'interroge *The Australian* ; « Merci [en français dans le texte] pour notre couverture radioactive », ironise le *Sydney Morning Herald*. Un auteur anonyme du *Sydney Morning Herald* écrit même sous un titre en français : « Pourquoi les Français sont des connards ».

En Nouvelle-Zélande, tous les députés du Parlement néo-zélandais, à l'exception de cinq membres du gouvernement, ont signé une pétition adressée au président Chirac, où ils « demandent respectueusement à la France de ne pas recommencer ses essais nucléaires dans le Pacifique sud ». La pétition a été présentée jeudi à l'ambassadeur de France par douze députés. « Leur démarche, une première dans ce pays, symbolise leur unité autour de cette question », nous a déclaré M. Le Blanc,

ambassadeur de France à Wellington. Bien que l'instigatrice de cette initiative fût le leader de l'opposition au Parlement, la travailliste Helen Clark, le premier ministre conservateur, Jim Bolger, du Parti national, a personnellement signé.

Dans les deux pays plane la menace de boycottage des produits français. Greenpeace n'y est pas favorable : « La majorité des Français est contre la reprise des essais. Un boycottage économique nous semble donc injuste », explique Michael Szabo, porte-parole de Greenpeace Nouvelle-Zélande. Plusieurs gros contrats sont menacés : qu'il s'agisse du rachat de National Mutual par AXA en Nouvelle-Zélande, un investissement évalué à environ 4 milliards de francs, de la vente d'hélicoptères à la marine néo-zélandaise ou d'un projet de privatisation de l'électricité du Victoria en Australie. La plupart des institutions françaises sont submergées d'appels, souvent agressifs, et certains Français se sont fait insulter.

Florence de Changy

Plusieurs pays européens dénoncent la décision de M. Chirac

L'ANNONCE par Jacques Chirac d'une ultime série d'essais nucléaires français dans le Pacifique continue de susciter dans le monde des réactions allant de la critique modérée à la diatribe virulente. Les plus mesurés sont en général les gouvernements des grands pays - puissances nucléaires ou partenaires proches de la France -, les plus véhéments les gouvernements de la zone pacifique - sans parler des opinions publiques et de la presse.

En Europe, Bonn considère officiellement qu'il s'agit d'une « décision nationale de la France », et se félicite de l'arrêt des essais à partir de l'automne 1996. Mais en coulisses, on se dit « très gêné » par la décision de Jacques Chirac, qui met le gouvernement allemand dans une position « difficile » vis-à-vis de son opinion publique. Pour les chrétiens-démocrates, « le fait que la France conserve sa capacité nucléaire est dans l'intérêt de l'Europe », alors que les Verts dénoncent l'attitude de la France, « signal à tous les despotes de la terre ». L'Italie, les pays du Benelux, le Danemark, la Norvège, la Finlande ont exprimé officiellement leur réprobation.

Les pays riverains du Pacifique ont fait preuve d'une fermeté plus grande encore, à l'exception de la Chine, qui a simplement « pris note ». Washington a exprimé ses regrets, et la Russie a officiellement protesté, le ministre des af-

aires étrangères estimant que la décision de la France « contredit l'esprit des accords conclus à New York par les pays signataires du traité de non-prolifération nucléaire ». Le Canada, qui accueille à partir de jeudi 15 juin le sommet du G7, a exhorté Paris à revenir sur sa décision, afin « de ne pas entrer dans un engrenage qui encouragerait d'autres pays à effectuer des essais ». Le Chili, le Pérou, l'Équateur ont aussi demandé à la France de renoncer. La Corée du Sud juge l'affaire « très regrettable ». Le Japon, dont le ministre des affaires étrangères avait, « à chaud », accusé Paris de « trahir la confiance des pays non nucléaires », n'envisage pas d'émettre une protestation officielle. Au cours d'un entretien, qui, précise-t-on, n'avait rien d'une « convocation », jeudi 15 juin, avec l'ambassadeur de France à Tokyo, Jean-Bernard Ourvrien, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Saito, a réitéré les « regrets » de son gouvernement mais a exprimé le souhait que cette affaire n'entame pas la bonne entente globale entre les deux pays. Par comparaison avec la réaction suscitée par l'expérimentation nucléaire chinoise le mois dernier et, bien que les termes employés soient proches, la volonté de modération est manifeste. On note avec satisfaction l'engagement du chef de l'Etat français de mettre fin définitivement en 1996 aux essais nucléaires.

A VOTRE AVIS, COMMENT DIT-ON L'ORÉAL À NEW-YORK ?



L'ORÉAL, LEADER MONDIAL DE L'INDUSTRIE COSMÉTIQUE, EST PRÉSENT DANS PLUS DE 150 PAYS À TRAVERS 500 MARQUES TELLES QUE LANCÔME, KÉRASTASE, VICHY, GARNIER, CACHAREL... ET L'ORÉAL.

LE SECRET DE NOTRE DÉVELOPPEMENT : LA PASSION DE LA BEAUTÉ, L'INNOVATION ET LA QUALITÉ. QUALITÉ DE LA RECHERCHE. QUALITÉ DES PRODUITS. QUALITÉ DES FEMMES ET DES HOMMES. NOUS RECHERCHONS DES TALENTS, DE CULTURES, DE FORMATIONS ET DE NATIONALITÉS DIFFÉRENTES. DÉBUTANT OU AVEC UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE, VOUS ÊTES IMAGINATIF, ENGAGÉ, VOUS AIMEZ PRENDRE DES RESPONSABILITÉS : ALORS VOUS TROUVEREZ AU SEIN DE L'ORÉAL, UN VASTE CHAMP D'OPPORTUNITÉS DANS UNE DIVERSITÉ D'ENTREPRISES À FORTE IDENTITÉ. VOUS L'AVEZ COMPRIS, NOUS RECHERCHONS DES COMPÉTENCES MAIS SURTOUT DES PERSONNALITÉS. NOUS SOMMES EXIGEANTS, VOUS AUSSI ? ALORS ÉCRIVEZ-NOUS !

L'ORÉAL
PARIS

Direction des Ressources Humaines de l'Oréal, 41, rue Martre 92117 Clichy.

Moscou attribue à des « terroristes tchétchènes » l'attaque contre une ville du sud de la Russie

Le président Doudaev dément toute implication de ses combattants dans cette opération meurtrière

Selon les informations russes, des commandos tchétchènes auraient attaqué la ville russe de Boudenovsk, mercredi 14 juin, tuant

des civils et prenant des centaines de personnes en otage. Cette opération, qui intervient à la veille du sommet du G7 à Halifax ou

doit se rendre Boris Eltsine, a été dénoncée par les responsables tchétchènes comme une manipulation de Moscou.

MOSCOU

de notre correspondante
Que s'est-il réellement passé, mercredi 14 juin, dans la ville de Boudenovsk (50 000 habitants, à une centaine de kilomètres au nord de la Tchétchénie), justifiant la mise en alerte de la Russie contre « la menace terroriste » ? Selon les agences de presse russes, des combattants tchétchènes y détenaient, jeudi matin, deux à trois cents otages, au lendemain d'un raid qui aurait fait des dizaines de morts et de blessés. Mais alors que les autorités russes annonçaient la mise en état d'alerte de la région, l'annulation des vols aériens vers cette destination et le renforcement des mesures de sécurité à Moscou, les bulletins télévisés de la soirée n'avaient pas grand chose à montrer : un bâtiment de Boudenovsk, un car et une voiture brûlés, deux ou trois cadavres dispersés dans la ville et un habitant brandissant un grand drapeau tchétchène, affirmant qu'il avait été « hissé sur la mairie par les attaquants ».

Les informations, données par les agences russes, dressaient un tableau beaucoup plus tragique, tout en se contredisant au fil des heures. Citant des sources locales du FSB

(ex-KGB), l'agence Interfax avait donné la première l'alerte : une quarantaine d'inconnus arrivés dans la matinée à bord de deux camions ont tenté de prendre d'assaut le bâtiment local de la police, mais furent repoussés au prix de « nombreux morts et blessés ». Puis les agences ont affirmé que l'attaque n'avait pas été repoussée, que les assaillants avaient pris jusqu'à 300 otages et réclamaient « le départ immédiat des troupes russes de Tchétchénie ». Le nombre des morts et des blessés, enfin, s'élèverait à plusieurs dizaines.

Dans la soirée, un communiqué officiel du gouvernement russe donnait sa version : « Les bandits étaient une centaine à bord de deux camions militaires, portant des uniformes et équipés d'armes automatiques. Ils ont tenté de prendre d'assaut le poste de police puis se sont séparés en petits groupes, tirant et mettant le feu à des maisons, à des voitures et à un bus où se trouvaient six passagers. » Ces assaillants, poursuit le communiqué, ont installé sur le toit d'un bâtiment en flammes une mitrailleuse de gros calibre, puis ont pris position sur l'hôpital, menaçant de tuer plusieurs dizaines de personnes. Des écoliers ont été pris en

otage dans la ville et d'autres otages ont été emmenés vers le village voisin de Pokoinoe.

Le communiqué officiel indique, enfin, que « les forces de l'ordre repoussent vers le sud les assaillants qui se protègent avec des boucliers humains » et que « la plupart des terroristes ont été tués, quelques-uns ayant été arrêtés et interrogés ». Le président tchétchène, Djokhar Doudaev, a pour sa part déclaré jeudi, selon l'agence Tass, qu'il n'avait « donné aucun ordre pour une telle attaque qui discrédite la lutte de libération du peuple tchétchène ».

L'arrivée sur place des ministres russes de l'Intérieur et de la Sécurité a été annoncée dans la soirée. Ces derniers auraient engagé des négociations avec des assaillants qui détenaient des otages dans l'hôpital. Ces négociations se poursuivaient toujours jeudi matin. Un premier bilan du FSB précisait que l'opération avait fait 17 morts parmi la population, 12 parmi les forces de l'ordre et 8 parmi les attaquants. Ces derniers, selon le commandement militaire à Grozny, cité jeudi par l'agence Tass, auraient été « dirigés par Chamil Bessiev », un des deux plus célèbres commandants des forces du général Dou-

daev. Boris Eltsine, qui doit quitter vendredi Moscou pour Halifax, s'est dit « outragé par l'attaque terroriste tchétchène ». Cité par son porte-parole, il a ordonné « de rétablir l'ordre constitutionnel » dans la région et de « libérer immédiatement les otages ». Le ministère des Affaires étrangères a pour sa part profité de l'occasion pour justifier la guerre en Tchétchénie. Dans un communiqué, il appelle le sommet du G7 à « prendre des mesures efficaces contre le terrorisme » et affirme que « l'action terroriste de Boudenovsk doit ouvrir les yeux des responsables politiques étrangers (...) qui ont choisi de faire la leçon à la Russie plutôt que de lui apporter un soutien efficace dans la lutte contre le séparatisme et le crime organisé ». Jeudi matin, la radio indépendante Echo de Moscou annonçait l'interpellation à Moscou de Hamad Kourbanov, représentant du général Doudaev dans la capitale russe, où des « mesures prophylactiques dans les milieux tchétchènes » étaient annoncées. M. Kourbanov avait affirmé la veille que « l'opération de Boudenovsk était une provocation montée par la Russie ».

Sophie Shihab

Nouveau scandale en Espagne : le roi Juan Carlos était sur écoute

MADRID

Correspondance

Le roi était sur écoute : certains de ses amis aussi : un ancien chef du gouvernement, quelques ministres, des personnalités politiques, des ambassadeurs, des journalistes et des industriels l'étaient également. Depuis dix ans, leurs conversations ont été non seulement enregistrées mais archivées par le Centre supérieur d'information de la défense des services secrets espagnols (Cesid) : on comprend que l'« affaire », révélée par le quotidien antifouguernamental El Mundo, ait fait l'effet d'une bombe. Ce nouveau scandale est d'autant plus important qu'il affecte la personnalité la plus respectée et la plus populaire du pays : le roi Juan Carlos. A la maison royale, la réaction est : « étonnement et inquiétude ».

C'est grâce à un puissant scanner qu'auraient été interceptées et enregistrées toutes ces conversations, dont celles du roi Juan Carlos avec plusieurs de ses amis d'enfance, dont le prince Zorab Tchokotouva et l'un de ses proches, l'ambassadeur Prado Colon y Carvajal. Celles-ci auraient été classées par les services secrets espagnols sous le dossier numéro 38-SM (Sa Majesté). L'ancien chef du gouvernement es-

pagnol, Adolfo Suarez, a été également mis sur écoute, ainsi que plusieurs ministres socialistes, des directeurs de journaux et des journalistes qui enquêtaient sur le Groupe antiterroriste de libération (GAL). Sur la liste publiée par El Mundo, figurent, aussi, les échanges téléphoniques du président du Real Madrid et d'une amie, d'un industriel italien et de « son amant ». L'ambassade du Maroc a ainsi appris par la presse espagnole que les services secrets avaient écouté et enregistré le roi Hassan II et ses services de sécurité lors d'une visite officielle à Madrid en 1989.

« EN ACCORD AVEC LA LÉGALITÉ... »

Le Cesid reconnaît les faits mais dit n'avoir pas utilisé ces enregistrements. Les services secrets ont expliqué qu'il fallait recourir aux écoutes téléphoniques pour combattre les activités illégales de certains individus et que, si des conversations avaient été enregistrées, c'était dû au hasard. « Le Cesid est convaincu », a dit le ministre de la défense, Julian Garcia Vargas, qu'à tout moment il a agi en accord avec la légalité. C'est à la justice de se prononcer. Le ministre a assuré que les services secrets n'avaient pas espionné toutes

les personnalités citées, qu'il s'agissait d'une information obtenue d'une façon « aléatoire » et qu'elle était détruite. Pour Julian Garcia Vargas, qui se dit prêt à assumer les responsabilités de cette affaire, quelqu'un « lié directement au Cesid » a volé les enregistrements et commence à les utiliser. Qualifiant les faits de « très graves », le procureur général de l'Etat, Carlos Granado, a ordonné l'ouverture d'une enquête.

Alors que l'opposition exigeait la comparaison urgente de Felipe Gonzalez devant le Parlement, ce soit le vice-président du gouvernement, Narcis Serra, qui fut ministre de la défense de 1982 à 1991, et l'actuel ministre, Julian Garcia Vargas, qui devaient comparaître, jeudi 15 juin, devant la commission parlementaire dite « des secrets officiels ». Narcis Serra, considéré comme le véritable patron des services secrets, avait mis en place la cellule d'écoutes en 1984. « L'enquête », a déclaré hier Felipe Gonzalez, devrait établir toutes les responsabilités découlant des enregistrements, de la substitution ou de la diffusion de ces communications téléphoniques. Quant au chef de l'opposition, José Maria Aznar, il a demandé à Felipe Gonzalez « de cesser de jouer à la roulette russe avec l'Espagne ». (Interim.)

Ministre colombien de la défense, le fils du sculpteur Fernando Botero a été indirectement visé par les tueurs de Medellin

C'EST A LUI qu'était sans doute destiné le message des auteurs de l'attentat sanglant qui a fait 28 morts et plus de 200 blessés, samedi 10 juin, à Medellin, au nord-est de la Colombie. Il est l'un des vedettes du gouvernement colombien, un ministre de la défense bouillonnant et controversé. Fils du sculpteur de renommée mondiale Fernando Botero et de Gloria Zéa, qui fait office d'ambassadrice de la culture colombienne, connue pour son élégance, Fernando (comme son père) Botero Zéa est très fier de sa lourde mission, qui consiste à « ramener l'ordre public » en Colombie. Il fait partie de l'aile dure du gouvernement libéral d'Ernesto Samper, élu le 19 juin 1994.

Le père est notamment célèbre pour ses caricatures de généraux bedonnants. Le fils est, à quarante-deux ans, le chef - civil - des armées et de la police que les journalistes colombiens ont souvent décrit comme plus « militariste » que ses généraux. Ses déclarations « muscées » ont provoqué des remous au sein du gouvernement ; elles ont aussi mis en péril les pourparlers de paix, difficilement ébauchés, par d'autres que lui, avec les différentes composantes de la guérilla. Diplômé d'Harvard et de l'Institut d'études politiques de Paris, parfaitement trilingue (français, anglais, espagnol) et très cultivé, le brillant ministre a le sens du spectacle. Il est rapidement devenu le « chouchou » des médias.

Pour montrer l'efficacité de son gouvernement dans la lutte contre

la drogue, il a pris l'habitude d'inviter régulièrement les diplomates ou les délégations de parlementaires étrangers de passage en Colombie à des spectacles tournés en hélicoptère : des champs de pavots ou de coca sont détruits par fumigation devant des spectateurs de marque. Le « tour » peut parfois mal tourner, car la guérilla veille... Ainsi, l'ambassadeur des Etats-Unis, Myles Frechette, et le sous-secrétaire d'Etat américain à la défense, qui l'accompagnait, ont échappé de justesse aux tirs des rebelles.

ARBITRAGES DIFFICILES

Ex-sénateur, il fut directeur de la campagne du candidat libéral à l'élection présidentielle, et concerné à ce titre par les accusations selon lesquelles le cartel de Cali avait contribué aux dépenses électorales d'Ernesto Samper. Les tribunaux colombiens n'ont pas trouvé matière à

poursuite. A peine entré au gouvernement, Fernando Botero avait choqué en proposant de créer des « coopératives de sécurité rurales » destinées à légaliser les milices formées par les propriétaires terriens pour se protéger de la guérilla. Un grand débat national avait suivi : « Faut-il ou non armer les civils ? ». Plus à gauche, le ministre de l'Intérieur Horacio Serpa avait alors menacé de démissionner. Le projet avait été enterré, jusqu'en mai 1995, où, plus discrètement, Fernando Botero a décidé de mettre en « expérimentation » quatre de ces coopératives baptisées « associations communautaires de vigilance rurale » (Convivir).

A plusieurs reprises, le président Samper a été amené à effectuer de difficiles arbitrages entre, d'une part, son ministre de la défense, décidé à lutter contre l'insécurité et désireux de ne pas mécontenter

l'armée, et, d'autre part, le ministre de l'Intérieur et le haut-commissaire chargé des négociations avec la guérilla, Carlos Trujillo Holmes. Ce dernier a parfois envisagé la démolition d'une immense zone au nord du pays pour satisfaire les rebelles. Au lendemain de nouvelles attaques de la guérilla et quelques jours avant l'attentat de Medellin, Fernando Botero avait déclaré publiquement à la surprise générale, que le gouvernement allait offrir des récompenses en échange de toute information permettant la capture des chefs de la guérilla. Horacio Serpa venait d'engager des pourparlers, notamment avec deux dirigeants de l'ELN (Armée de libération nationale, castriste) emprisonnés. L'ELN, l'une des deux principales composantes de la guérilla, a aussitôt suspendu les négociations.

Les dix kilos d'explosifs qui ont explosé samedi au pied de L'Obispo, la statue de Fernando Botero père représentant une colombe, visent symboliquement et le fils et la paix. Une paix à faire avec tant les rebelles que les narcotrafiquants ou encore les anciens tueurs à gages occupés par la guérilla. Interrogé par une radio colombienne, le père a déclaré qu'il laisserait tel quel son oiseau blessé comme « monument à l'impérialisme et à la criminalité ». Le fils, lui, promettant que les coupables seraient identifiés, a offert une récompense de 750 000 dollars contre toute information conduisant à leur arrestation.

Anne Proenza

Des touristes français ont été tués par un séisme en Grèce

PLUSIEURS SECOURS sismiques, dont l'un a atteint 6,1 degrés de magnitude sur l'échelle de Richter, ont frappé le nord du Péloponnèse, en Grèce, dans la nuit du mercredi 14 au jeudi 15 juin. Selon un bilan provisoire, dix personnes, dont deux touristes français, ont été tuées. A Aigion, au bord du golfe de Corinthe, un immeuble s'est effondré, tuant cinq personnes. Non loin de là, à Valimataka, la destruction de l'hôtel Helios, où se trouvaient cent cinquante-huit clients - des touristes français pour la plupart - a provoqué la mort de plusieurs personnes. Selon les pompiers, vingt personnes au total seraient bloquées sous les débris. On est sans nouvelles d'une dizaine de touristes français - (AFP Reuters.)

EUROPE

■ **UNION EUROPÉENNE** : le groupe de réflexion des Quinze sur la réforme des institutions européennes, constitué début juin à Messine, Italie, a tenu, mercredi 14 juin à Luxembourg, sa première session. Dans une conférence de presse, le président du groupe, Carlos Westerndorp, secrétaire d'Etat espagnol aux affaires européennes, a souligné que la question de l'extension de la règle de la majorité se révélait « délicate » et suscitait des idées « divergentes et éloignées ». - (AFP)
■ **UN TERS DES EAUX** de baignade européennes n'étaient pas de bonne qualité en 1994, selon un rapport de la Commission européenne publié le 14 juin. Sur 172 zones de baignade analysées dans les rivières et les lacs, 65 % étaient en conformité avec les normes européennes. Pour les eaux littorales en mer, le taux de conformité aux normes monte à 90 %. L'Irlande et la Grèce obtiennent les meilleurs résultats. - (AFP)
■ **ITALIE** : dix-huit parlementaires du parti d'extrême-gauche Rifondazione comunista ont annoncé, mercredi 14 juin à Rome, qu'ils le quittaient, en désaccord avec la ligne d'« isolement » conduite, selon eux, par la direction. Rifondazione - créé par d'anciens membres du Parti communiste italien - est la quatrième formation politique du pays. La scission devrait renforcer le centre-gauche au Parlement. - (AFP)
■ **RUSSE** : le président Eltsine a accepté la démission, mercredi 14 juin, du général Alexandre Lebed, commandant en chef de la 14^e armée russe en Moldavie. Le général Lebed, l'un des militaires les plus populaires du pays, avait indiqué qu'il pourrait se présenter aux élections législatives de décembre. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ **PÉROU** : les députés ont amnistié, mercredi 14 juin, par 47 voix contre 11, les militaires accusés d'avoir violé les droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre la guérilla depuis 1980 et ceux qui ont fomenté un coup d'Etat contre le président Fujimori en 1992. La loi concerne également les officiers à la retraite condamnés pour avoir critiqué le haut commandement de l'armée lors du conflit avec l'équateur. - (Corresp.)
■ **ÉTATS-UNIS** : en poste depuis deux ans et demi, le chef de la police de la ville de Washington, Fred Thomas, a annoncé sa démission, lundi 12 juin. Il a estimé que les coupes budgétaires décidées par les autorités de la capitale allaient réduire à néant les bons résultats obtenus sous sa direction. - (AFP)
■ **CUBA** : le gouvernement cubain a légalisé, mercredi 14 juin, les restaurants privés. Mais ils ne pourront pas accueillir plus de douze clients ni employer de salarié. - (AFP)
■ **Seize baleros cubains** interceptés en mer alors qu'ils tentaient de gagner illégalement la Floride ont été reconduits, mercredi 14 juin, à Cuba, par une unité des garde-côtes américains. Ce rapatriement est le troisième effectué depuis l'annonce, le 2 mai, d'un accord cubano-américain prévoyant le rapatriement obligatoire des boat people cubains vers leur pays. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN** : le gouvernement allemand a refusé un visa à Mariam Radjavi, épouse de Massoud Radjavi, chef de l'organisation des Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime iranien. M^{me} Radjavi devait prendre part, ce vendredi, à Dortmund, à une manifestation organisée par les Moudjahidines. - (AFP)
■ **L'ambassade de la République islamique d'Iran** à Paris a démenti l'information selon laquelle les autorités iraniennes ont menacé de tuer l'épouse et les enfants d'un pilote qui s'est réfugié dans le Kurdistan irakien (Le Monde du 10 juin).
■ **PALESTINE** : le Quai d'Orsay a annoncé, mercredi 14 juin, que Paris reconnaissait la validité du nouveau passeport palestinien comme document de voyage. Des diplomates avaient indiqué, la veille, à Gaza, que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Espagne avaient reconnu, dans les mêmes conditions, la validité du nouveau passeport palestinien.

AFRIQUE

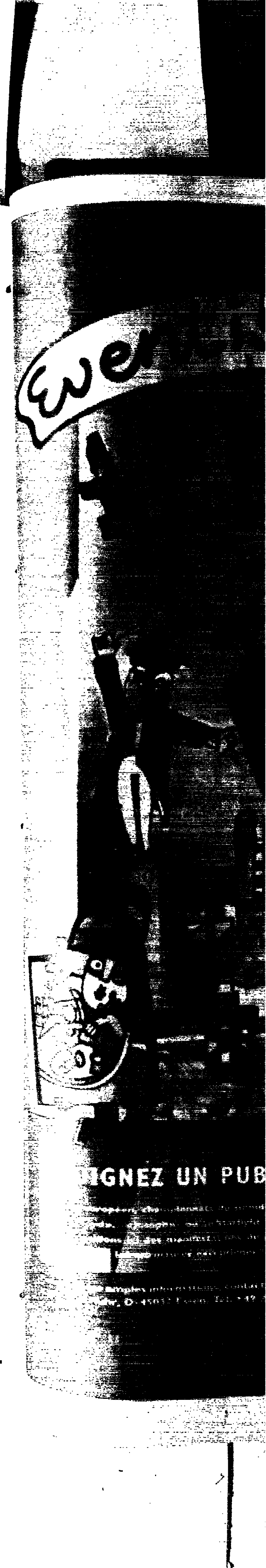
■ **CÔTE-D'IVOIRE** : des affrontements entre factions libériennes ont fait six morts, mardi 13 juin, dans la ville ivoirienne de Tai, à la frontière avec le Liberia. Il s'agit de l'incident le plus meurtrier en territoire ivoirien depuis le début de la guerre civile au Liberia en 1989. - (AFP)
■ **ZAIRE** : l'épidémie de fièvre hémorragique due au virus Ebola a fait 220 morts sur 280 cas avérés ou suspects au Zaïre, selon un nouveau bilan publié mardi 13 juin à Genève par l'Organisation mondiale de la santé. - (AFP Reuters.)
■ **NIGERIA** : le général Oluşgun Obasanjo, ancien chef de l'Etat (1976-1979), a été de nouveau arrêté mardi 13 juin par des militaires dans sa ferme d'Otta, à 60 kilomètres au nord de Lagos, où il n'a plus reparu depuis. - (AFP)

ASIE

■ **INDE** : la canicule a tué près de trois cents personnes depuis qu'une vague de chaleur s'est abattue sur le nord du pays. Voilà plusieurs semaines que le thermomètre monte à plus de 40 degrés à New Delhi. Au Rajasthan, où il a frôlé les 50 degrés, soixante-trois personnes ont trouvé la mort et cent quinze dans l'Uttar-Pradesh. Les pluies de mousson, qui font baisser la température, ne sont pas attendues avant la fin du mois. - (AFP Reuters.)

ÉCONOMIE

■ **BRESIL** : le gouvernement a présenté, mercredi 14 juin, au Congrès une « loi provisoire », applicable immédiatement, qui limite les importations d'automobiles en exigeant en contrepartie des exportations presque équivalentes. Cette mesure a provoqué des protestations en Argentine, l'un des principaux fournisseurs en automobiles du Brésil.
■ **GRANDE-BRETAGNE** : le comité d'application des conventions du Bureau international du travail a « regretté profondément et déploré », mercredi 14 juin, que le gouvernement britannique refuse depuis onze ans le droit de se syndiquer aux employés du centre d'écoutes des services secrets à Cheltenham, mais a renoncé à le « réprimander » comme le souhaitaient les syndicats, en lui laissant « une dernière occasion de régler le problème » d'ici à l'an prochain.
■ **ÉTATS-UNIS** - **JAPON** : les discussions entre Américains et Japonais sur l'ouverture du marché nippon de l'automobile reprendront le jeudi 22 et vendredi 23 juin à Genève, ont annoncé, mercredi 14 juin, le ministre japonais de l'Industrie et du Commerce international (MITI) et l'ambassadeur des Etats-Unis à Tokyo. Le président Clinton a l'intention d'aborder le sujet à l'occasion du G7 à Halifax (Canada). - (AFP)
■ **JAPON** : les commandes de biens d'équipement industriel du secteur privé (chantiers navals, télécommunications et sidérurgie...) ont connu une hausse importante en avril : 14,9 % par rapport à mars et 22,2 % sur un an, selon l'Agence de planification économique. Pour la première fois en trente et un mois, elles ont dépassé les mille milliards de yens (58 milliards de francs environ). - (AFP)



مكة امنه لاص

LE MONDE / VENDREDI 16 JUIN 1995 / 5

Eventissimo!



REJOIGNEZ UN PUBLIC DE 5 MILLIONS DE PERSONNES.

Sommet européen, championnats du monde, congrès, «Pink Floyd», «Joseph» ou «Starlight Express», nous accueillons ici des manifestations de renommée mondiale. Des infrastructures exceptionnelles – 10.000

centres sportifs, 120 musées et plus de théâtres et salles de concert qu'à Broadway – nous permettent d'attirer aussi bien le grand public que les organisateurs. La région est un événement en soi. Venez donc nous rejoindre.



Pour de plus amples informations, contactez :
KVR – La Ruhr, D-45032 Essen, Tél. +49-201-2069-574

FAX +49-201-2069-555

L'opposition guinéenne conteste les premiers résultats des élections législatives

Le parti du président Lansana Conté est largement en tête

Après les premières élections législatives plurales de l'histoire de la Guinée, le Parti de l'unité et du progrès (PUP), du président Lansana

Conté, dispose d'une confortable majorité, selon les résultats officiels publiés mercredi 14 juin, portant sur 24 des 38 circonscriptions.

Les trois principaux partis d'opposition ont rejeté ces indications et accusé le pouvoir de fraudes et de manipulations.

LES PREMIERS résultats des élections législatives en Guinée donnent une large avance au Parti de l'unité et du progrès (PUP), qui regroupe les partisans du président Lansana Conté. Mais les trois principaux partis d'opposition ont refusé ces résultats, qui portent sur vingt-quatre des trente-huit circonscriptions. Le PUP compterait vingt-deux élus qui, tous, auraient obtenu au moins le double des voix des candidats arrivés en deuxième position. Le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG) d'Alpha Condé, le Parti du renouveau et du progrès (PRP) de Siradiou Diallo, qui s'étaient alliés pour le scrutin, remportent chacun

un siège. Ils ont annoncé, avec l'Union pour la nouvelle république (UNR) de Bah Mamadou, qu'ils refuseraient de siéger dans la nouvelle Assemblée nationale.

Les Guinéens avaient voté le 11 juin pour élire cent quatorze députés. Outre les trente-huit représentants choisis au scrutin de circonscription uninominal à un tour, soixante-seize autres sont élus à la proportionnelle sur une liste nationale.

« IRREGULARITÉS »

Les premiers résultats portent sur des circonscriptions de Basse-Guinée (Coyah, Dubreka, la ville natale du président Conté), du centre du pays et de

Guinée forestière. Ce sont, sans doute, les scores fleuves des candidats gouvernementaux dans les villes de cette région, Nzérékoré ou Macenta - à la frontière avec le Libéria - qui ont provoqué la colère des dirigeants de l'opposition. Le RPG est assez bien implanté en Guinée forestière, où vit une forte minorité malinké, et pouvait espérer un meilleur score que celui qui lui attribue la Commission nationale de centralisation des résultats.

Théoriquement, la Commission aurait dû publier l'ensemble des chiffres dans les quarante-huit heures suivant les opérations de vote. Or les résultats n'arrivent qu'au

compte-gouttes. Il est toujours impossible d'avoir une estimation du taux de participation, et la totalisation des résultats nationaux pour l'attribution des sièges à la proportionnelle n'a pas commencé. Il faudra attendre les résultats des régions traditionnellement acquises à l'opposition - Haute-Guinée et Fouta Djallon - pour savoir si ces élections n'ont été entachées que de « irrégularités », comme le disent les observateurs de la Commission internationale des juristes dans un communiqué publié mercredi, ou s'il y a eu des fraudes massives, comme l'affirment les dirigeants de l'opposition.

Le durable héritage de l'« homme du non »

CONAKRY

de notre envoyé spécial

Près de la grande mosquée de Conakry, le mausolée de Sékou Touré, l'« homme du non » à la France, reçoit toujours des visiteurs. Le 26 mars, pour le onzième anniversaire de la mort du « Syll » (l'éléphant, en malinké), des dizaines de fidèles s'y sont retrouvés. Le Parti des démocrates de Guinée (PDG), l'ancien parti unique - surnommé « parti des géolés », par la presse satirique -, existe toujours, au point qu'il s'est dédoublé en deux formations qui rivalisent dans la fidélité à la pensée du « Père fondateur de la nation guinéenne ».

Au-delà de ces survivances folkloriques (les scores électoraux des deux PDG restent microscopiques), la Guinée se débat toujours avec le souvenir et l'héritage d'Ahmed Sékou Touré, qui mena le pays à l'indépendance et le dirigea sans partage jusqu'à sa mort, de cause naturelle, en 1984. Au long de ce règne, au moins trois mille opposants ont été tués ou portés disparus et des centaines de milliers de Guinéens ont choisi l'exil.

En plein Conakry, les géolés du Camp Boiro ont vu mourir les détenus condamnés à la « diète noire » - privation d'eau et de nourriture - parmi lesquels Diallo Telly, qui fut le premier secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), avant d'encourir la fureur de Sékou Touré. « Mais aujourd'hui, au gouvernement, coexistent d'anciens détenus et d'anciens gardiens du Camp Boiro », fait remarquer un journaliste guinéen. Et si l'une des avenues de Conakry a été rebaptisée du nom de Diallo Telly, le corps de son bourreau n'a pas été délogé de son mausolée.

Cette extraordinaire ambivalence se limite au domaine politique. Sur le plan économique, l'héritage « socialiste » a été rapidement liquidé et le passage au libéralisme s'est fait à marche forcée. Mais les fonctionnaires « délégués », licenciés - sur les conseils du FMI, les effectifs de la fonction publique sont tombés de 30 000 à 18 000 -, ou les mères de famille qui paient le riz - autrefois subventionné - au prix fort se souviennent d'un

temps où la subsistance quotidienne n'était pas un casse-tête sans fin.

La rupture avec un système « importé des pays socialistes », selon l'expression d'un ancien policier, formé en Tchécoslovaquie, a été beaucoup plus lente. Mûs à part les partisans de l'actuel régime, les Guinéens estiment qu'elle est loin d'être terminée.

« Aujourd'hui, au gouvernement, coexistent d'anciens détenus et d'anciens gardiens du Camp Boiro », où périrent des milliers de condamnés à la « diète noire »

La plupart des libertés formelles sont respectées, sauf quand les exécutants restent fidèles aux méthodes de l'ordre ancien. Un voyageur victime de tracasseries policières à son départ de Conakry s'est entendu répondre par les agents qui le fouillaient énergiquement : « Vous savez, nous avons appris notre métier en URSS. » Dans de nombreuses régions, les préfets restent convaincus que toute faiblesse à l'égard de l'opposition sera perçue par le pouvoir central comme un manquement à leur mission.

Les responsables des exactions commises sous le régime du parti unique n'ont jamais été jugés. La commission d'enquête mise en place après l'arrivée au pouvoir de Lansana Conté a été enterrée après la tentative de putsch. L'année suivante, un diplomate occidental croit déceler dans l'intérêt que les Guinéens portent au procès des « bar-

dis » devant la cour d'assises de Conakry (Le Monde du 9 juin) la manifestation d'un désir d'exorcisme judiciaire jamais satisfait.

Des années de répression demeurent aussi la césure entre les Guinéens de l'intérieur et de la « diaspora ». Intellectuels, commerçants, membres de communautés persécutées comme les Peuls, les exilés ont retrouvé un pays qu'ils ne reconnaissent plus. Ceux de leurs compatriotes qui avaient subi la répression leur reprochent encore leur « fuite ». « Nous avons manqué de psychologie », reconnaît Ahmed Tidiane Cissé, ancien bras droit d'Alpha Condé. Les dirigeants sont revenus au pays avec des valises pleines d'argent pour mener leur campagne et n'ont pas su écouter les gens.

Il reste du premier quart de siècle de l'indépendance guinéenne quelque chose que revendiquent tous les responsables du pays : un nationalisme ombrageux qui fait feu de tout bois. Dans les conflits du Libéria et de Sierra Leone, la Guinée joue son propre jeu, se démarquant aussi bien des autres pays francophones que du Nigeria.

Et près de deux décennies de rupture entre Paris et Conakry ont laissé des traces. Les nostalgiques de Sékou Touré ne pardonnent pas l'hostilité inébranlable et active dont furent preuve le général de Gaulle et Jacques Foccart. Et les opposants font remarquer que le soutien de Paris aux tentatives factieuses a puissamment aidé le dictateur à asseoir sa légitimité.

Cette méfiance face aux interventions extérieures se manifeste encore. Face au refus de la Banque mondiale de financer le barrage de Garafiri, le général Conté a lancé une souscription nationale. Mais ce qui faisait recette dans les années 60 ne rencontre plus le même écho. « Comme nous avions refusé de participer, on nous a coupé le courant dans la cité universitaire », raconte un étudiant de Conakry. Nous avons occupé le bureau du recteur, la lumière est revenue et on n'a plus parlé de la souscription.

Thomas Sotinel

Un convoi officiel tombe dans une embuscade au nord du Burundi

Un observateur de l'Organisation de l'unité africaine a été tué

BUJUMBURA

de notre envoyé spécial

Le ministre burundais des relations extérieures et l'ambassadeur des États-Unis au Burundi ont échappé à une embuscade meurtrière, mercredi 14 juin, dans le nord-ouest du pays. Ils faisaient une tournée dans la province de Cibitoke, où sévissent les rebelles hutus et qui subit une répression militaire, quand leur convoi a été pris sous le feu d'éléments non identifiés. L'agression a coûté la vie à un officier de la Mission d'observation de l'OUA au Burundi (MIOB), ainsi qu'à un militaire burundais, et fait neuf blessés : cinq soldats et deux civils burundais, un observateur nigérien de la MIOB et une journaliste américaine.

Le représentant spécial du secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Léandre Bassolé, le chef de la diplomatie burundaise, Jean-Marie Ngendahayo, et l'ambassadeur américain, Robert Krueger, qui voyageaient dans la voiture blindée de ce dernier, sont indemnes. Selon un communiqué de la MIOB, l'embuscade a été « vraisemblablement tendue par des bandes armées qui, ces derniers jours, opèrent activement dans la région ». Les rebelles hutus des Forces pour la défense de la démocratie (FDD) multiplient, en effet, leurs coups de main dans cette province frontalière du Zaïre qui leur servirait de base arrière.

Fin mai, ils avaient tué un offi-

cier burundais et ce meurtre avait déclenché de vastes représailles contre les civils, de la part des forces régulières, majoritairement tutsies. Un rapport du gouvernement de la province sur le comportement des militaires pendant la première semaine de juin dénombre plus de cent cinquante morts, ainsi que plusieurs centaines d'habitations incendiées. A Buganda, « le ciel est noiré par la fumée des maisons qui brûlent », écrit le gouverneur de la province. Le bilan reste inconnu car personne n'ose y pénétrer, sauf les militaires.

COMPLICITÉS

Dans la plupart des communes, l'administrateur a dû fuir, accusé par le chef militaire local, comme toute la population hutue, de soutenir la rébellion. « Les militaires ne discernent pas les honnêtes citoyens des malfaiteurs » (les miliciens hutus), se plaint le gouverneur. Quant à l'embuscade du convoi officiel, plusieurs diplomates interrogés hésitent à se prononcer sur l'identité des agresseurs et rappellent que si les maquisards hutus ont pu s'en prendre au convoi et à son escorte, il ne faut pas oublier que l'ambassadeur américain, violemment critiqué par l'opposition tutsie pour avoir dénoncé - après plusieurs tournées sur le terrain -

des massacres de civils hutus commis par l'armée ou les extrémistes tutsis, a été récemment qualifié par l'un de leurs journaux d'« homme à abattre ».

Et tous de se remémorer aussi l'assassinat, au début d'avril, d'un journaliste sud-africain et de deux jeunes Tutsis - son chauffeur et son traducteur -, sur une route proche de la capitale. Tout le monde avait alors conclu à une embuscade des miliciens hutus. « Mais, confie un diplomate, les tueurs n'avaient dérobé que des cassettes vidéo prises sur les lieux d'un massacre de Hutus découvert par M. Krueger. Et quelques temps plus tard, à notre grande surprise, il s'est avéré que des extrémistes tutsis se vantaient de détenir ces cassettes ».

Plusieurs diplomates en poste à Bujumbura semblent convaincus aujourd'hui que les meurtriers du journaliste sont issus des milices tutsies qui bénéficient de solides complicités au sein de l'armée. Prudents, ils refusent de conclure à propos du traquenard de Cibitoke qu'il s'agit d'agresseurs hutus uniquement, parce que des soldats tutsis ont été visés. « Dans ce pays, conclut l'un d'eux, même les hypothèses criminelles les plus invraisemblables se révèlent plausibles ».

Jean Héline

Un professeur du Caire est condamné à se séparer de sa femme pour apostasie

Ses recherches « portent atteinte à l'islam »

LE CAIRE

de notre correspondant

Le crime d'apostasie, abrogé il y a plus d'un siècle par l'Empire ottoman, est de nouveau sanctionné par la justice égyptienne. La cour d'appel du Caire a, en effet, ordonné, mercredi 14 juin, la séparation, contre leur gré, du professeur Nasr Hamid Abou Zeid et de son épouse, Ibtihal Younés. Son président a donné raison à un groupe d'avocats islamistes qui avaient intenté un procès, affirmant que ce professeur de littérature arabe à l'université du Caire devait être séparé de sa femme, étant donné que la loi islamique (charia) interdit à une musulmane d'épouser un non-musulman. A les en croire, M. Abou Zeid n'était plus musulman puisque « ses études et recherches portent atteinte à l'islam », termes repris dans le verdict.

Le groupe d'avocats islamistes avait intenté un premier procès pour séparer M. Abou Zeid de sa femme après le refus de l'université du Caire de lui accorder une chaire à cause de ses écrits qui « attaquent l'islam ». Son livre *Critique du discours religieux*, dans lequel il démonte le mécanisme qui consiste, pour les islamistes, à accaparer l'interprétation des textes sacrés pour empêcher toute critique de leur projet politique, avait été jugé « blasphématoire » par des professeurs fondamentalistes.

Alexandre Bucciardi

Menace de grève des journalistes égyptiens

LE CAIRE

de notre correspondant

Le premier ministre a été chargé, mardi 13 juin, par le président Hosni Moubarak, d'étudier un mémorandum du syndicat des journalistes qui réclame l'abrogation d'une nouvelle loi sur la presse. La décision du chef de l'Etat intervient quelques jours après qu'une assemblée générale dudit syndicat a décidé d'organiser une grève générale, le 24 juin, si une solution n'était pas trouvée.

La loi 93 sur « les crimes de publication » annule l'exemption de détention préventive dont bénéficiaient les journalistes et prévoit des peines allant jusqu'à cinq ans de prison, en cas de publication « d'informations fausses, tendancieuses, méprisantes les institutions, portant atteinte à l'ordre public ou à l'économie nationale ». La décision du syndicat a été publiée par l'ensemble de la presse. L'officier Al Ahram, dont le rédacteur en chef Ibrahim Nafieh, est considéré comme un proche du président Moubarak, a consacré deux pages à l'assemblée générale. Même Hassanin Heykal, le plus célèbre des journalistes locaux, est sorti de sa réserve, estimant que la loi « reflète la crise d'un pouvoir vieillissant et dépassé par les événements ».

Or si la non-parution momentanée des journaux d'opposition n'a pas eu de grands résultats la semaine dernière, celle de la presse officielle ne peut que toucher l'opinion publique. L'Egyptien moyen ne comprendrait pas d'être privé de son numéro quotidien d'Al Ahram ou d'Al Akhbar. Ce serait une première depuis le renversement de la monarchie, il y a plus de quarante ans. Le seul précédent remonte à 1951, dans la foulée d'une proposition de loi similaire, à laquelle le parlement avait fini par renoncer.

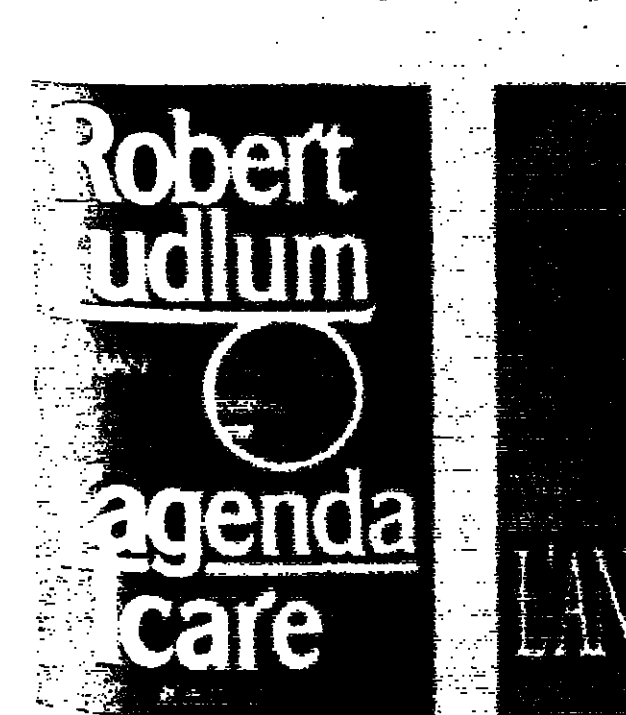
Seule la convocation d'une session extraordinaire pourrait permettre une révision de la loi. Opter pour un bras de fer avec la presse comporte des risques pour le gouvernement. Aller en campagne électorale avec une presse hostile peut renforcer l'opposition, notamment islamiste.

A. B.

Achetez



Nous v



Le monde à la sélection de

R

BAC 95

Certaines occasions méritent une bonne révision.

3615 LEMONDE

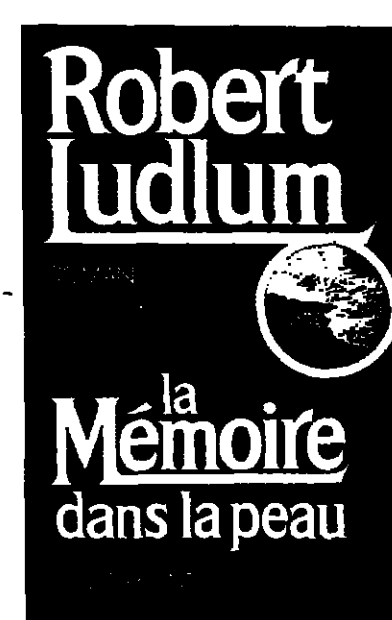
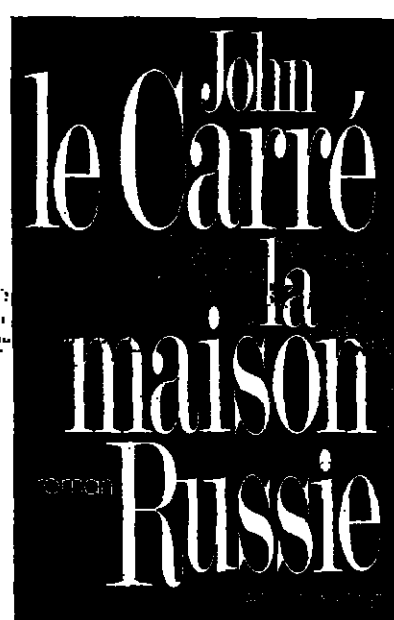
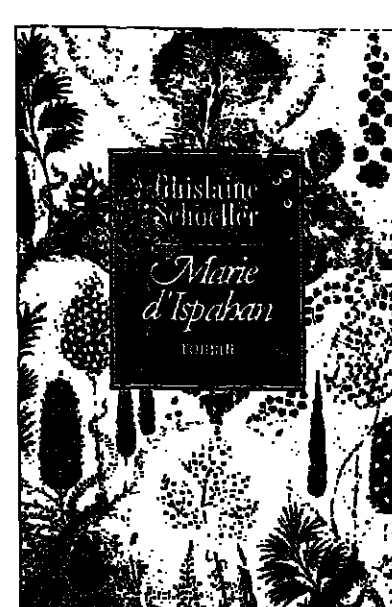
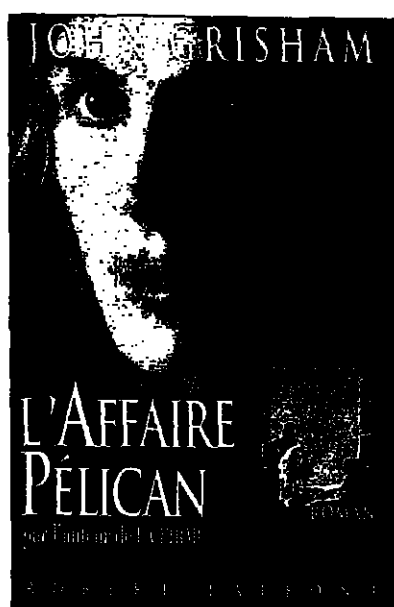
2,9 Frs

قائمة أمنة لـ

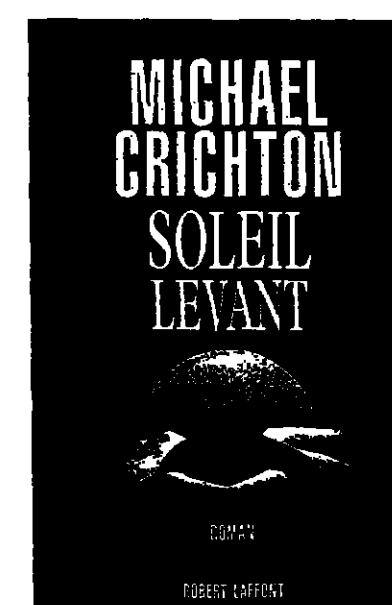
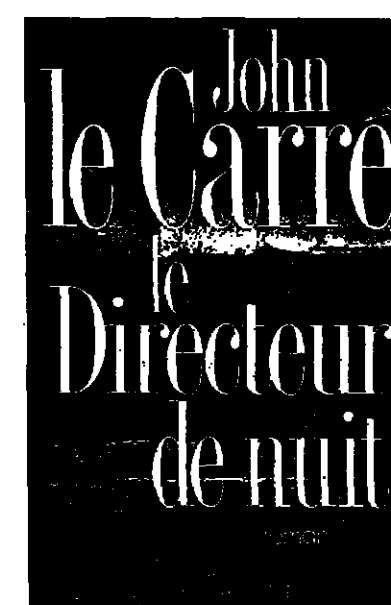
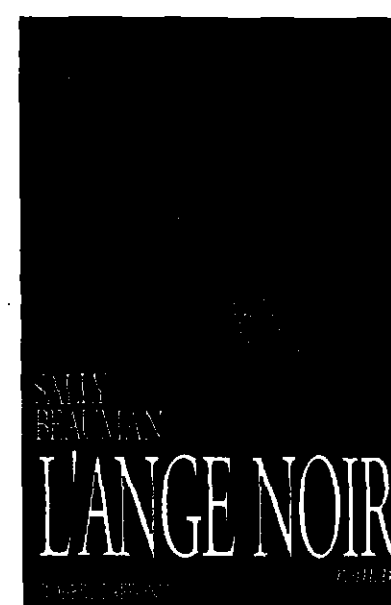
ما كان من الاصل

LE MONDE / VENDREDI 16 JUIN 1995 / 7

Achetez 2 « Best-sellers » pour cet été



Nous vous offrons le 3^{ème} !



Offre limitée à la sélection des 12 titres présentés ci-dessus dans la limite des stocks disponibles.
Du 1^{er} Juin au 1^{er} Septembre 1995.

Robert Laffont

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 16 JUIN 1995

IMMOBILIER La polémique sur la gestion de son parc de logements par la Ville de Paris s'est aiguisée à l'approche du second tour des élections municipales. Lionel Jospin a dé-

noncé le caractère « scandaleux » et « obscur » du système pratiqué depuis dix-huit ans (lire page 7). Il se révèle à présent que la Ville contrôle en fait près de la moitié de la super-

ficie de la commune et le logement de quelque trois cent mille Parisiens. ● **ATTRIBUTIONS.** Les conditions d'accès aux logements sociaux, à Paris, sont rendues opaques par la pratique

généralisée des « recommandations » et le rôle limité, voire nul, des commissions chargées d'examiner les demandes. ● **« SDF ».** Alors que Jacques Chirac avait fait de la lutte

contre l'exclusion l'un des principaux thèmes de sa campagne présidentielle, des « sans domicile fixe » parisiens sont toujours en attente d'un abri décent (lire page 9).

La Ville de Paris contrôle près de la moitié de la superficie de la commune

Les révélations sur les bénéficiaires du parc d'appartements de la capitale n'ont soulevé qu'un coin du voile. Le patrimoine immobilier est en réalité de 150 000 logements et la municipalité loge 26 % des Parisiens

LA VILLE DE PARIS est, de très loin, le plus gros propriétaire foncier et immobilier de la capitale. Elle y possède 5 120 hectares, soit près de la moitié de la surface de la commune, et 10 450 immeubles. Aucune autre institution, que ce soit l'Etat, les banques, les compagnies d'assurances ou les congrégations religieuses, n'est à la tête d'un pareil patrimoine. Il abrite des milliers de places de parkings, 3 600 boutiques, des centaines d'ateliers d'artistes, 14 200 locaux d'artisans ou de petits industriels et surtout 150 000 appartements. Directement, par l'intermédiaire de son office d'HLM et par le biais d'un réseau quasi inextricable de sociétés d'économie mixte agrémentées de filiales, la municipalité loge plus de trois cent mille Parisiens, soit 26 % de la population.

On trouve, d'abord, 1 618 logements de fonction ou logements dits « d'utilité de service ».

Concierges, directeurs d'école, éclusiers, responsables de maison de retraite, gardiens de cimetière, secrétaires généraux de mairie, techniciens de voirie ou ingénieurs-électriciens tenus à des per-



manences à domicile y sont installés par l'administration, le plus souvent gratuitement. Le plus célèbre est l'immense appartement du maire, dont les 1 400 mètres carrés occupent l'aile droite de l'Hôtel de Ville. Leur attribution est fondée sur des critères techniques, mais on murmure qu'il n'est pas facile d'en déloger les bénéficiaires quand ils changent de poste.

L'exemple de Jacques Dominati

Surprise, au Conseil de Paris, le 29 avril 1981 : Christian de la Malène (RPR), alors second de Jacques Chirac et adjoint aux finances, demande aux élus de voter une délibération autorisant la Ville à augmenter substantiellement le loyer d'un appartement situé 6, rue de Seine, dans le sixième arrondissement. Ce vaste et ancien logement (274 mètres carrés) a été modernisé à grands frais, puis attribué, quelques années auparavant, à Jacques Dominati (UDF-FR), conseiller municipal devenu, en 1981, secrétaire d'Etat dans le gouvernement de Raymond Barre.

M. Dominati paie un loyer fort modique, type loi de 1948. Le Cour des comptes s'en est étonnée et a demandé des explications, mais le locataire a refusé toute révision de son tarif. Pour se conformer aux observations de la Cour, la Ville est donc obligée de modifier le classement de l'appartement, qui va passer en catégorie 2 A. L'affaire avait fait li couler son siège de député à M. Dominati.

manences à domicile y sont installés par l'administration, le plus souvent gratuitement. Le plus célèbre est l'immense appartement du maire, dont les 1 400 mètres carrés occupent l'aile droite de l'Hôtel de Ville. Leur attribution est fondée sur des critères techniques, mais on murmure qu'il n'est pas facile d'en déloger les bénéficiaires quand ils changent de poste.

Concierges, directeurs d'école, éclusiers, responsables de maison de retraite, gardiens de cimetière, secrétaires généraux de mairie, techniciens de voirie ou ingénieurs-électriciens tenus à des per-

M. Dominati paie un loyer fort modique, type loi de 1948. Le Cour des comptes s'en est étonnée et a demandé des explications, mais le locataire a refusé toute révision de son tarif. Pour se conformer aux observations de la Cour, la Ville est donc obligée de modifier le classement de l'appartement, qui va passer en catégorie 2 A. L'affaire avait fait li couler son siège de député à M. Dominati.

M. Dominati paie un loyer fort modique, type loi de 1948. Le Cour des comptes s'en est étonnée et a demandé des explications, mais le locataire a refusé toute révision de son tarif. Pour se conformer aux observations de la Cour, la Ville est donc obligée de modifier le classement de l'appartement, qui va passer en catégorie 2 A. L'affaire avait fait li couler son siège de député à M. Dominati.

manences à domicile y sont installés par l'administration, le plus souvent gratuitement. Le plus célèbre est l'immense appartement du maire, dont les 1 400 mètres carrés occupent l'aile droite de l'Hôtel de Ville. Leur attribution est fondée sur des critères techniques, mais on murmure qu'il n'est pas facile d'en déloger les bénéficiaires quand ils changent de poste.

Concierges, directeurs d'école, éclusiers, responsables de maison de retraite, gardiens de cimetière, secrétaires généraux de mairie, techniciens de voirie ou ingénieurs-électriciens tenus à des per-

M. Dominati paie un loyer fort modique, type loi de 1948. Le Cour des comptes s'en est étonnée et a demandé des explications, mais le locataire a refusé toute révision de son tarif. Pour se conformer aux observations de la Cour, la Ville est donc obligée de modifier le classement de l'appartement, qui va passer en catégorie 2 A. L'affaire avait fait li couler son siège de député à M. Dominati.

M. Dominati paie un loyer fort modique, type loi de 1948. Le Cour des comptes s'en est étonnée et a demandé des explications, mais le locataire a refusé toute révision de son tarif. Pour se conformer aux observations de la Cour, la Ville est donc obligée de modifier le classement de l'appartement, qui va passer en catégorie 2 A. L'affaire avait fait li couler son siège de député à M. Dominati.

manences à domicile y sont installés par l'administration, le plus souvent gratuitement. Le plus célèbre est l'immense appartement du maire, dont les 1 400 mètres carrés occupent l'aile droite de l'Hôtel de Ville. Leur attribution est fondée sur des critères techniques, mais on murmure qu'il n'est pas facile d'en déloger les bénéficiaires quand ils changent de poste.

Concierges, directeurs d'école, éclusiers, responsables de maison de retraite, gardiens de cimetière, secrétaires généraux de mairie, techniciens de voirie ou ingénieurs-électriciens tenus à des per-

M. Dominati paie un loyer fort modique, type loi de 1948. Le Cour des comptes s'en est étonnée et a demandé des explications, mais le locataire a refusé toute révision de son tarif. Pour se conformer aux observations de la Cour, la Ville est donc obligée de modifier le classement de l'appartement, qui va passer en catégorie 2 A. L'affaire avait fait li couler son siège de député à M. Dominati.

M. Dominati paie un loyer fort modique, type loi de 1948. Le Cour des comptes s'en est étonnée et a demandé des explications, mais le locataire a refusé toute révision de son tarif. Pour se conformer aux observations de la Cour, la Ville est donc obligée de modifier le classement de l'appartement, qui va passer en catégorie 2 A. L'affaire avait fait li couler son siège de député à M. Dominati.

main-des-Prés et l'Institut, est en grande partie propriété municipale. De même que les 11 hectares de l'ancien « îlot 16 », s'étendant derrière l'église Saint-Gervais jusqu'au village Saint-Paul. Là se trouvent de superbes appartements, parfois nichés dans des hôtels particuliers et souvent soumis au tarif de la loi de 1948.

SECRET SUR LES ATTRIBUTIONS

Georges Sarre (Mouvement des citoyens) raconte que, jeune élu au conseil municipal, il avait en la naïveté, en 1971, il y a donc près d'un quart de siècle, de demander quelques éclaircissements sur ce domaine réservé. « J'avais parlé de corde dans la maison du pendu », dit-il. Pourtant, en 1976, la Cour des comptes avait épinglé l'opacité et les anomalies de gestion de ce parc et recommandé de le vendre. A son arrivée à l'Hôtel de Ville, Jacques Chirac avait décidé d'y mettre bon ordre, mais on n'expose pas des préfets traités ou des conseillers municipaux « historiques ». Il faut attendre leur décès. Quelques appartements avaient été vendus, mais, devant les protestations exprimées par certains élus, on avait arrêté cette tentative de privatisation et remplacé les amis des préfets... par les obligés du maire.

A la veille des élections municipales de 1983, éclate le premier scandale. Le *Canard enchaîné* révèle les noms de ces nouveaux nommés. M. Chirac avait promis, alors, de renverser vigoureusement leurs loyers, mais il a continué à refuser, obstinément, de communiquer l'état du domaine

Les réactions de Jean Tiberi

Jean Tiberi, maire de Paris et candidat à ce même poste pour la prochaine mandature, arpente le pavé du dixième arrondissement, mercredi 14 juin, sous une pluie fine. Il venait soutenir ses amis du RPR, le député Claude-Gérard Maroux et le maire sortant, Claude Challe, en ballottage difficile.

Interrogé sur l'affaire des attributions de logements du domaine privé de la Ville, M. Tiberi a déclaré : « La campagne électorale est polluée par les attaques personnelles. Pour les attributions de logements sociaux, nous appliquons la loi, mais je suis ouvert à des améliorations. Pour le domaine privé de la Ville, on attire l'attention sur quelques dizaines d'appartements, en oubliant les mille trois cents autres qui ne posent pas de problème. Tous ont des loyers un peu au-dessous de ceux du marché, car la Ville ne veut pas encourager la spéculation, mais je suis prêt à ouvrir le débat. Enfin, les attaques contre ma famille ont dépassé l'acceptable. C'est affligeant. »

Curieusement, ces documents ont été « oubliés », et le silence est retombé jusqu'à aujourd'hui. Il est vrai que la Ville s'est prestement débarrassée de huit cents de ces appartements à problème, en confiant leur gestion à quatre sociétés d'économie mixte, mais le cabinet a gardé la haute main sur les attributions, dont le rythme est d'ailleurs fort lent : une trentaine par an.

En définitive, le parc municipal d'appartements à loyers « normaux » est beaucoup plus considérable qu'on ne l'annonçait (sans doute plus de seize mille logements). Pour une bonne part (plus de dix mille appartements), son système d'attribution échappe à toute autre loi que celle du bon vouloir du maire. Cette situation est comme un abcès ouvert depuis dix-huit ans au flanc de la municipalité, un facteur de scandale et de polémique.

F. Ch.

Marc Ambroise-Rendu

Jean-François Blet, Saint-Just de l'urbanisme

SI LA GAUCHE l'emporte dans le 19^e arrondissement, Jean-François Blet, président de la Coordination et liaison des associations de quartier (CLAQ) et cinquième sur la liste d'union de la gauche, sera conseiller de Paris et peut-être adjoint à l'urbanisme dans cet arrondissement : belle promotion, pour ce pourfendeur de l'urbanisme chiraquien.

« 85 % de cet arrondissement a été massacré en deux vagues successives, dans les années 60 et dans les années 80-90. Il faut créer des zones de protection », affirme ce professeur de sciences politiques à Paris-Dauphine qui a réalisé un audit sur cette question. Cela fait des années que M. Blet dénonce des batailles juridiques et organise des manifestations dès que des bulldozers menacent des vieilles pierres ou perturbent l'équilibre d'un quartier. Il est parti à l'assaut des zones d'aménagement concerté (ZAC), dénonce les expulsions d'habitants, la corruption et l'absence de concertation, déplore le choix, pour les quartiers, de la destruction-construction plutôt que de la réhabilita-

tion. Sa bête noire est l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR).

Tout a commencé en 1990, avec la défense, dans le 10^e, du jardin Villiers, menacé par une opération immobilière. De là est née l'idée de regrouper les associations, qui se battaient, chacune dans son quartier. Mais au-delà d'une simple coordination, la CLAQ imagine une contre-politique : « Il pèse une chape de plomb et un système du secret sur toutes les opérations menées par la Ville. Les associations de quartier s'y sont toujours heurtées lorsqu'elles ont voulu obtenir des informations sur les projets en cours », accuse Jean-François Blet.

La CLAQ a posé les bases d'un « nouvel urbanisme parisien » : réhabilitation des quartiers populaires, information et consultation des citoyens, modification du plan d'occupation des sols (POS). Dans le 19^e, en pleine transformation, il peut faire des travaux pratiques tout en menant campagne.

F. Ch.

Marc Ambroise-Rendu

Les mésaventures corréziennes de Georges Pérol, ancien directeur de l'office HLM de la capitale

MEYMAC

de notre envoyé spécial
« Maintenant que Jacques Chirac est à l'Elysée, je vais m'occuper des journalistes qui racontent n'importe quoi », a lancé Georges Pérol lors du dernier conseil municipal de Meymac (Corrèze) avant le premier tour des municipales, sans plus s'appesantir sur ses problèmes judiciaires et sa mise en examen par le juge Eric Halphen, pour « trafic d'influence », en qualité d'ancien directeur de l'Office public d'aménagement et de construction de la Ville de Paris (OPAC). S'en « occuper », peut-être ; mais les rencontrer, surtout pas. En campagne électorale dans les hautes terres isolées d'une commune qui s'étend sur 8 600 hectares, « Monsieur le maire » s'y entend comme personne pour jouer les courants d'air. Depuis une gigantesque affaire de fraude, dont il a aussi, dans le passé, assuré la direction, au sein de l'Office national interprofessionnel du bœuf et de la viande (Onibev) dont il assurait la direction, l'ancien ingénieur du génie rural a pris en grippe les médias.

Insaisissable, M. Pérol l'est presque autant pour ses admi-

nistrés. Depuis dix-huit ans qu'il est à la tête de la mairie de Meymac où Jacques Chirac l'avait envoyé en « mission », loin de s'être « ré-enraciné » dans cette superbe bourgade de pierres et d'ardoises de 3 000 habitants, où vécut son grand-père, il n'y vient que pour des week-ends laborieux durant lesquels il ne quitte pratiquement pas son bureau. Domicilié officiellement chez un pâtissier – le juge Halphen, venu perquisitionner, n'a trouvé qu'un débarras –, M. Pérol demeure en réalité dans les combles de l'hôtel de ville où, sans rien demander à personne, il s'est fait aménager un logement discret. Pas de plaque sur la porte, pas de téléphone : M. Pérol est le contraire du notable « installé ».

Après trois mandats, l'image de ce maire presque fantomatique s'en ressent. Si personne ne conteste la force de travail de ce presque septuagénaire, beaucoup critiquent un autoritarisme, un mépris de l'opinion, une idéologie à la tête de l'office HLM de Paris. N'affirme-t-on pas ici qu'à l'OPAC, quelle que fût sa sensibilité politique, un Corrèzien bénéficiait d'une priorité

pour l'attribution d'un logement ?

An conseil général – où il a succédé à Jacques Chirac en 1988 – M. Pérol se contente de faire acte de présence, mais il s'est fortement investi depuis 1980 au conseil régional du Limousin où il anime le groupe RPR-UDF. Son vif intérêt pour les enjeux régionaux explique peut-être que, pour financer la campagne des élections de 1992, les comptes de l'association Réussir le Limousin aient été généreusement, mais imprudemment, provisionnés par des entreprises parisiennes sous contrat avec l'OPAC.

UNE SITUATION CRITIQUE

La seconde « filière corrézienne » suspecte identifiée par le juge Halphen concerne le Centre national d'art contemporain (CNAC) de Meymac, implanté depuis 1979 dans l'abbaye Saint-André, joliment restaurée. M. Pérol avait fait un pari audacieux et pas totalement gagné. C'est un euphémisme de dire que la population locale se sent peu concernée par cet équipement plutôt élitiste, où sont actuellement exposées des créations as-

sez arides de Eric Duyckaerts et de Patrice Carré. La municipalité verse une subvention annuelle de 100 000 francs mais, parallèlement, une Association des amis du CNAC reçoit des dons provenant des mêmes entreprises de la région parisienne.

Le conseil régional, autre pourvoyeur de subventions du CNAC, a récemment fait procéder à un examen des comptes : celui-ci aurait fait apparaître un déficit de 650 000 francs, mais, selon Bernadette Bourzai, vice-présidente (PS) chargée de la culture, n'aurait pas révélé d'irrégularités flagrantes. Hervé Cheze, conseiller municipal (PS) sortant, s'étonne pourtant que, à quelques semaines d'intervalle, les responsables du CNAC aient pu verser deux fois à la commune une somme de 400 000 francs, par chèques, correspondant à la participation du centre à l'installation d'une œuvre monumentale du sculpteur danois Robert Jacobsen, sans s'apercevoir du doublement. Le président de l'association et la directrice du CNAC ont au moins deux points communs avec le maire : ils résident dans les combles de la mairie et ne

sont présents à Meymac qu'à l'occasion des week-ends.

Fidèle entre les fidèles de Jacques Chirac, M. Pérol a réussi à se faire plus d'ennemis au sein du RPR et de la majorité qu'à gauche, où son franc-parler et une certaine hauteur de vue sont respectés : c'est ainsi qu'un premier tour, le dépôt à la préfecture d'une liste, « Oser pour réussir ensemble » – dont les membres appartiennent pour la plupart à la bourgeoisie meymacoise –, une heure avant la clôture légale, a pu prendre les allures d'une conjuration anti-Pérol. « C'est d'abord une question de génération, souligne l'un des membres de cette liste, Myriam Brange, militante RPR et épouse de médecin : le maire ne s'intéresse pas aux problèmes quotidiens des gens en général et des jeunes en particulier. Le ras-le-bol est général... » De fait, au premier tour, M. Pérol, avec 628 voix sur 1 566 suffrages exprimés, a fait le plus mauvais score de sa liste. La rumeur meymacoise dit qu'au second tour sa liste obtiendra la majorité des sièges, mais que le maire sortant, lui, perdra son fauteuil.

In fine, ce sont beaucoup

moins les dédémés de M. Pérol avec la justice que ses choix de politique locale – l'aménagement d'une place qui a coûté 5 millions de francs et vieillit très mal, la non-conformité aux normes de sécurité de la maison de retraite, le lourd endettement (56 millions de francs) de la commune, une augmentation de la taxe d'habitation de 89 %, en cinq ans, ou encore l'implantation d'une sanisette bien canard – qui semblent l'avoir placé dans cette situation critique. En soulignant ces « ratages », Georges Mavrier, conseiller communiste sortant qui, faute d'un accord, a pris la tête d'une liste d'Union de la gauche où le PS n'est pas officiellement représenté, n'oublie pas une anecdote révélatrice : « Lorsque Jean-Claude Decaux a lancé les panneaux d'information électroniques à Paris, quarante-neuf exemplaires ont été installés dans la capitale et un cinquième a été offert à Meymac. Jean-Claude Decaux l'a installé gratuitement mais, dans la foulée, il a rajouté le marché de la signalisation ici et dans toutes les communes environnantes... »

Robert Belleret

Les oubliés des cabanes

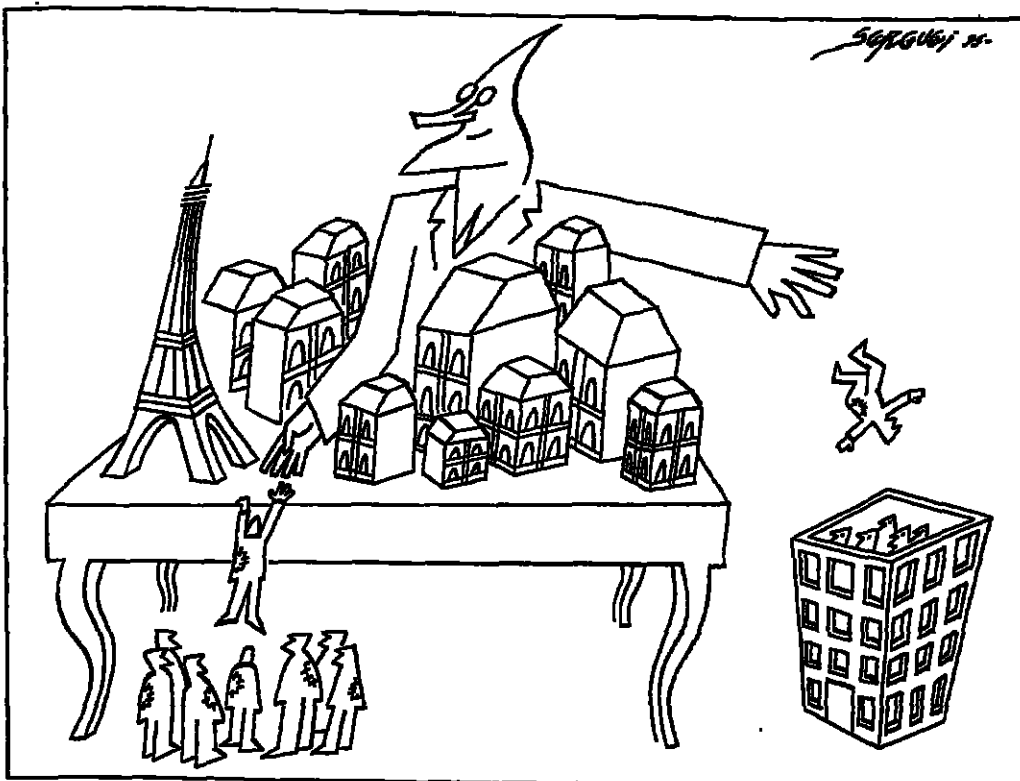
« Je suis allé à la messe et j'ai vu... » Jacques Chirac, président de la République, a été surpris par un journaliste de l'AFP de se voir en train de prier à la messe de Noël de l'église de la Madeleine. Jacques Chirac a répondu : « C'est une erreur de la part de l'AFP. Je ne suis pas allé à la messe de Noël de l'église de la Madeleine. »

« Il y a trop de monde... » Jacques Chirac, président de la République, a été surpris par un journaliste de l'AFP de se voir en train de prier à la messe de Noël de l'église de la Madeleine. Jacques Chirac a répondu : « C'est une erreur de la part de l'AFP. Je ne suis pas allé à la messe de Noël de l'église de la Madeleine. »

« Il y a trop de monde... » Jacques Chirac, président de la République, a été surpris par un journaliste de l'AFP de se voir en train de prier à la messe de Noël de l'église de la Madeleine. Jacques Chirac a répondu : « C'est une erreur de la part de l'AFP. Je ne suis pas allé à la messe de Noël de l'église de la Madeleine. »

« Il y a trop de monde... » Jacques Chirac, président de la République, a été surpris par un journaliste de l'AFP de se voir en train de prier à la messe de Noël de l'église de la Madeleine. Jacques Chirac a répondu : « C'est une erreur de la part de l'AFP. Je ne suis pas allé à la messe de Noël de l'église de la Madeleine. »

« Il y a trop de monde... » Jacques Chirac, président de la République, a été surpris par un journaliste de l'AFP de se voir en train de prier à la messe de Noël de l'église de la Madeleine. Jacques Chirac a répondu : « C'est une erreur de la part de l'AFP. Je ne suis pas allé à la messe de Noël de l'église de la Madeleine. »



Les logements sociaux de la capitale sont attribués hors des circuits habituels

Le « piston » est la règle dans une ville où règne la pénurie

Les révélations sur les conditions d'attribution des logements sociaux parisiens et sur les privilèges des occupants du « domaine privé » de la Ville attirent l'attention sur les

mécanismes de « recommandation » en vigueur dans la capitale. Les procédures en vigueur dans d'autres villes sont loin d'être toujours respectées à Paris.

PLANTÉ AU CŒUR DU MA-RAIS, rue du Jouv, c'est une « HLM » de rêve : propre, neuve, bien entretenue et jouissant d'un environnement quasi incomparable. Juppé, Saint-Prix, Charles : les noms d'un premier ministre, d'un préfet, d'un député du Nord décédé. Comme l'a révélé *Le Canard Enchaîné* dans son édition du 14 juin (*Le Monde* du 15 juin), les boîtes à lettres, protégées par plusieurs codes d'accès, alignent quelques noms connus logés là, dans la même cage d'escalier, à 57 francs le

mètre carré, par la SAGI (société anonyme de gestion immobilière), l'une des trois principales sociétés propriétaires et gestionnaires de logements sociaux à Paris.

Les intéressés - « des enfants de... » selon le voisinage - conservent téléphones muets et portes closes. Chez les locataires plus anonymes, on est passablement gêné et peu disert. Sur la dizaine de locataires du fameux « escalier des célébrités » qui acceptent de parler, un seul déclare avoir obtenu « normalement », c'est-à-dire « après deux ans et demi d'attente », son appartement rue de Jouv. Tous les autres reconnaissent avoir « fait intervenir », selon l'expression consacrée, qui en y allant, expliquent-ils, de leur « lettre à M^{me} Chirac » ou de leur « petite cour au maire du quatrième », qui en faisant intervenir une tante travaillant à la SAGI, etc.

Tous veulent conserver l'anonymat car, comme l'explique une locataire, « nous ne nous sentons pas très à l'aise, étant nous-mêmes privilégiés, pour dénoncer les agissements de nos voisins ». Deux des personnes rencontrées, seulement, s'émouvent de ces passe-droits : une jeune femme « en attente d'un logement depuis trois ans », qui raconte qu'elle fait, une fois par mois, « au moins », le siège de la mairie du quatrième et qui habite, en attendant, chez une amie locataire en titre rue de Jouv ; une autre qui, traversant une très mauvaise passe, s'est retrouvée momentanément sans ressources et sans logement. Elle a fait, raconte-t-elle, « des pieds et des mains pour obtenir une HLM », y est finalement parvenue « après des dizaines de lettres notamment à M. Juppé et à M^{me} Chirac ».

Ch. G.

OPAC, RIVP, SAGI : le maquis des sociétés bailleuses

APRÈS l'OPAC, l'office HLM de Paris, qui détient plus de la moitié du parc (92 000 logements, dont 10 000 en banlieue), les deux principales sociétés bailleuses de la capitale, la SAGI et la RIVP, sont des sociétés d'économie mixte, dans lesquelles la Ville est majoritaire.

« Réservatoire » quasi exclusive dans ces deux sociétés, la Ville choisit les locataires de 22 000 logements sur les 32 000 (soit 71 %) appartenant à la SAGI, une société fondée dans les années 30 entre un actionnaire privé et la Ville.

Dans la constitution du patrimoine ancien de la SAGI, la Ville a apporté des terrains ou fortement subventionné leur achat. En contrepartie, c'est elle, au prorata du financement apporté, qui maîtrise, pour chaque programme, l'attribution des logements.

Cela se fait sans aucun contrôle extérieur, puisque les SEM ne sont tenues de mettre en place des commissions d'attribution que pour les logements de statut PLA (prêts locatifs aidés), forme récente des anciens HLM. Or, les logements PLA ne représentent que 15 % du patrimoine de la SAGI. Les anciennes HLM, où sont généralement logées les familles disposant

des plus faibles ressources, et les logements intermédiaires destinés aux couches moyennes, sont « distribués » sans avis de commission.

Encore faut-il préciser de quel type de commission il s'agit pour les logements PLA. Les associations de locataires n'étant pas représentées aux conseils d'administration des SEM - à la différence des offices et des SA d'HLM -, elles ne le sont pas non plus dans les commissions où siègent, explique-t-on à la SAGI, « un représentant de la mairie d'arrondissement concerné et un représentant de notre société ».

AUCUNE HIÉRARCHIE DANS LES CRITÈRES

Dans ces conditions, l'existence ou non d'une commission d'attribution ne change pas grand-chose à l'affaire. Pour résumer, la Ville est maîtresse des attributions de près des trois quarts du parc de la SAGI et de la RIVP (qui obéit aux mêmes règles de fonctionnement), et le tiers de ces attributions s'effectuent, le plus légalement du monde, sans aucun contrôle extérieur.

S'y ajoute, officiellement, la maîtrise directe de 20 % à 25 % des logements sociaux gérés par l'OPAC et diverses SA d'HLM (parmi lesquelles

les 3F, le logement français, etc.). Les commissions d'attribution de l'OPAC et des SA d'HLM n'interviennent qu'en bout de course et se prononcent sur un tri effectué en amont. La direction du logement classe les dossiers en « prioritaires » et « non-prioritaires », mais comme aucune hiérarchie de critères n'est prévue, la Ville considère que « près de 80 % des demandeurs peuvent être considérés comme prioritaires ». Seules ont théoriquement droit à une vraie priorité les familles les plus démunies, prises en charge par protocole d'occupation du patrimoine social (POPS), instauré par la loi Besson de 1990 et cogéré par la Ville, la préfecture et les associations.

Le représentant des locataires d'une SA d'HLM, filiale de la RIVP, raconte le cas récent d'une femme seule avec quatre enfants, présentée par le POPS à la commission dont il est membre, mais jugée insuffisamment solvable pour s'acquitter d'un loyer de 500 francs par mois. Renseignements pris, la candidate payait, rubis sur l'ongle, 2 000 francs de loyer dans le parc privé...

Les oubliés des cabanes de la porte de Bercy

C'EST UNE BANDE d'herbes folles qui surplombe la Seine, à l'ombre de l'échangeur du boulevard périphérique. « Ici, on dit *Porte de Bercy*, sans adresse », dit Jean-François. Quinze mètres de large, cent mètres de long, une dizaine de platanes, et l'autoroute de l'Est comme clôture. Onze personnes ont échoué sur ce bout de terre. Jean-François, quarante-huit ans, Jean-François, trente-huit ans, Pierre, soixante-trois ans, Lorella, trente-trois ans... Hommes, femmes, Français, Polonais, Allemands ou Italiens. Des « sans adresse », des « rien-du-tout », dit Jean-François. Ils sont arrivés là au hasard de la misère, vivant dans des cabanes de bois et de tôles adossées aux arbres.

« Je suis pos étonné, les gens s'en foutent, et j'attendais rien ! », dit Jean-François. Plus de six millions de téléspectateurs ont découvert, le 12 mai sur France 2, Jean-François et ses amis dans l'émission « Envoyé spécial ». C'était « Un dimanche en mai », ou la chronique du second tour de l'élection présidentielle. Au chapitre exclusion, sont apparus ceux de la porte de Bercy, dans un reportage signé du journaliste Marcel Trillat. La télé est venue, puis repartie. Et, un mois plus tard, la misère se porte toujours à merveille sur cette bordure d'autoroute.

« Non, on n'a vu personne, dit Jean-François, sauf la police municipale, qui continue de passer pour vérifier si on est bien là. » Les services de la mairie de Charenton sont toujours aux « abonnés absents », tout comme les assistantes sociales. « Rien, pas un responsable », confirme Jean-François. Lui, il s'était pris à espérer que « la TV amènerait quelque chose, du concret, surtout, parce qu'ici, le matériel, c'est important ».

Le journaliste Marcel Trillat rend quelques visites, transmet quelques centaines de francs donnés par un téléspectateur. Le 6 juin, Guy Jublot, du Secours populaire du Val-de-Marne, l'accompagnait. Pour dire que son association pouvait aider aux démarches, qu'il fallait s'inscrire au RMI, mais que lui, non, malheureusement, il ne pouvait fournir ni logement, ni emploi.

« Je vais aller à la mairie et les secourir », prévient Jean-François. Jean-François, sweat-shirt et bottines noires immaculées, il a, cette fois, décidé qu'il ne passera pas un nouvel hiver ici, que la Ville de Paris ou la mairie de Charenton doivent l'aider. Il lui reste quatre mois pour « partir n'importe où, faire n'importe quoi ». En juillet 1993, éconduits par la promiscuité du foyer La Mûre de pain, lieu d'accueil à Paris des sans-abri, Jean-François et Jean-François ont pris leurs quartiers porte de Bercy.

Quelques tables, des piliers, un parasol ont été posés dehors, dans le vacarme automobile. C'est là que les uns et les autres se retrouvent. Autour des barbecues creusés dans la terre, près des lapins de Jean-François et de quelques plants de salade. L'eau est à cinq minutes à pied. L'hiver, les cabanes sont réchauffées « avec de l'alcool à brûler versé dans des casseroles avec du gravier ». Mais il faut faire attention au feu, dit Lorella.

« Il y a trop d'alcool, ici. Il y en a qui craquent : dès qu'il y a 100 balles, c'est le cubi de cinq litres »

De la porte de Bercy, personne encore n'a pu s'échapper, se souvient Jean-François. Sauf un, emporté d'urgence à l'hôpital parce qu'il se mourait d'un cancer, et jamais revu. En revanche, les morts ont marqué les lieux. « Un jeune gars est mort le 24 janvier, dit Jean-François. Il est sorti la nuit plisser dans la Seine, est tombé et s'est écrasé six mètres plus bas dans une barge. »

Et puis, il y a Marie-Jo, la quarantaine, qui a décidé de ne plus sortir de sa cabane. Deux de ses amis sont morts. Le premier, « le fofa a explosé à cause de l'alcool », dit-on. Le deuxième est lui aussi tombé à la Seine. Vingt jours plus tard, son corps était retrouvé coincé dans les barges, emmêlé dans

des sacs plastiques. Depuis, Marie-Jo reste couchée dans la cabane et boit du rosé. Pierre, retraité, s'en occupe avec sa petite pension de quelques centaines de francs.

« Il y a trop d'alcool, ici. Il y en a qui craquent : dès qu'il y a 100 balles, c'est le cubi de cinq litres », dit Jean-François. Souvent, le soir, autour des braseros ou de la table branchée sur une batterie de voiture (« achetée à Carrefour, elle est garantie deux ans et on va la recharger »), de grands projets prennent corps. Les lendemains pour certains sont de violentes gueules de bois. Plus le courage de se lever, de marcher, de chercher. Jean-François essaie « de ne pas repiquer à la bière ». « Il faut se bouger, dit son amie Lorella, aller aux douches, au marché, faire les petites annonces. Si on bouge jamais, on se met à boire, c'est le style de vie qui veut ça. »

Ancien ouvrier-pâtissier, Jean-François est un des rares à toucher le RMI. Inscrit au bureau d'aide sociale de Paris, on ne lui a jamais rien proposé, ni stage ni « contrat d'insertion ». Lui n'a pas plus demandé que ça. « J'aime pas trop aller dans ces trucs-là », dit-il. Un temps, il a fait les métaux avec Jean-François et quelques autres. Fouiller les barges de remblai remplies par les entreprises de démolition. « Le cuivre est à 10 francs le kilo, le plomb à 2 francs, le laiton à 6 francs. Un gars pas fatigué arrive à en vivre », raconte Jean-François.

Mais après avoir « fait tous les systèmes de démerde », Jean-François accuse le coup et s'en tient aux petites annonces. Jean-François, lui, n'a pas le RMI. L'ANPE, l'aide sociale, quand vous dites SDF, vous passez en trentième position. « Il fait maintenant « la biffe », poubelles et encombrants, et revend aux puces. Ce jour-là, un bric-à-brac s'entasse dans sa cabane. « J'ai 300 francs de stock », dit-il. Au prix de longues nuits de marche et de fouilles dans les commodes alentour, il « ramasse 2 500, peut-être 3 000 balles par mois ».

Mais pas l'hiver. Le vent et la pluie rendent trop souvent le travail impossible. « C'est le plus dur, dit-il, plus que le froid. La pluie fout

en l'air tout mon système de récupération. » La petite bande reste alors coincée dans les cabanes. Au fil des ans, bon nombre d'énergies se sont épuisées. Jean-François se reprend à y croire, « prêt à embaucher à 5 heures du matin ». Jean-François entretient également sa détermination. Un parcours sinuieux, sur lequel il reste discret, l'a rendu « un peu plus dur que la normale », reconnaît-il. Lorsqu'il était démenageur, il rêvait d'être ouvrier forestier. Maintenant, à quarante-huit ans, il se dit prêt à tout. « N'importe quel boulot, je mets de l'argent de côté pendant deux-trois mois, et j'essaie de décrocher un logement. » N'importe quoi, à condition de quitter la porte de Bercy et ses cabanes avant décembre.

François Bonnet

OPACITÉ

A Paris, où le fichier de la Ville répertorie soixante-dix mille candidats au logement aidé pour environ cinq mille appartements attribués tous les ans, c'est la pénurie, explique-t-on, qui banalise le passe-droit, normalise le « piston ».

D'un bout à l'autre de la chaîne, depuis le locataire jusqu'aux bailleurs en passant par les fédérations de locataires, l'argument est repris. Le directeur de la construction et du logement de la Ville de Paris, Philippe Laffouge, lui-même, en convient : « Tout le monde est recommandé par parfois un, deux ou trois élus et plusieurs associations, et ces interventions sont consignées dans les dossiers. »

« Il suffit d'un rapide calcul pour prendre la mesure des choses, explique Jean Baptiste Combrisson, responsable de l'Union régionale

FICHER CENTRAL

La constitution, il y a cinq ans, d'un « fichier central des demandeurs » partait d'un bon sentiment : mettre un peu d'ordre, éliminer les demandes obsolètes et informatiser, puiser cent cinquante mille dossiers traités manuellement s'entassaient alors dans le fichier. Chaque demandeur a été coté et éliminé en cas de non réponse : ce grand ménage a permis de faire tomber ce chiffre à 70 000 (dont 13 000 pour le logement dit « intermédiaire »). La nouvelle règle instaurée - le renouvellement annuel de la demande - est, depuis, censée garantir la validité permanente du fichier. Pour l'instant, les ordinateurs de onze mairies d'arrondissement sont connectés à ce fichier.

A quoi sert-il, en réalité ? A rien, si l'on en croit M. Laffouge, puisqu'il insiste sur le fait que ses services « ne jouent aucun rôle dans l'attribution des logements », que le fichier central ne sert qu'à « évaluer la demande », qu'il n'est « qu'un système de contrôle et de suivi des dossiers ». Tous ces efforts pour que « les véritables lieux de pouvoir en matière d'attribution se trouvent complètement en dehors des circuits administratifs », comme il le précise encore : le jeu en vaut-il la chandelle ?

Christine Garin

Avec Air Inter
l'Europe n'est plus qu'à 1250F A.R. de Paris.

ALICANTE, IBIZA, MALAGA, MADRID, PALMA, SEVILLE
VALENCIE, BILBAO, BORNEO, BORNEO

A Nîmes, les retrouvailles au sommet du PS et du PCF

MM. Emmanuelli et Hue tiendront deux autres réunions communes

Le premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli, et le secrétaire national du PCF, Robert Hue, ont participé, mercredi 14 juin, à une réunion publique unitaire, à

Nîmes (Gard) où la liste de gauche conduite par un communiste espère l'emporter. Ils devraient faire de même à Marseille et au Havre.

NÎMES

De notre envoyé spécial
De mémoire de militant, on ne savait plus depuis quand pareil événement s'était produit. Peu avant l'entrée en scène d'Henri Emmanuelli et de Robert Hue, mercredi 14 juin, au Parc des expositions de Nîmes, Vladimir Guin, mandataire de la liste d'Union de la gauche, et conseiller municipal communiste de la ville depuis un quart de siècle, se souvenait seulement que l'organisation de ce grand rassemblement unitaire lui avait été commandée quarante-huit heures auparavant.

C'est lundi, en effet, après le premier tour des élections municipales, que les directions nationales du Parti socialiste et du Parti communiste ont décidé d'organiser trois grandes réunions publiques successives. A Nîmes d'abord, puis à Marseille et enfin au Havre. Il fallait bien rappeler aux électeurs, de façon unitaire, le danger qu'il y aurait à remettre tous les pouvoirs à la droite. Et cet appel du sommet a suffi, semble-t-il, à apaiser la base des polémiques vieilles de toujours. « Les socialistes sont aussi des gens de gauche », assurait ainsi un militant communiste, tandis que l'ancêtre du moment, Emile Jourdan, maire de Nîmes de 1965 à 1983, aujourd'hui âgé de quatre-vingts ans, rappelait volontiers que lui-même avait été élu, la première fois, à la tête d'une liste de « large union ».

EMPLOIS ET BOMBES

Après une interminable succession de discours destinés à refléter la diversité de la liste conduite par Alain Clary, vice-président (PCF) du conseil général du Gard, arrivée en tête le 11 juin, le premier secrétaire du PS a été applaudi, pour la première fois sans doute depuis



longtemps, par un public composé en majorité de sympathisants communistes. Particulièrement caustique à l'égard du maire de Nîmes, Jean Bousquet (UDF-rad.), à propos duquel il a dénoncé « la confusion entre la politique et le carriérisme », M. Emmanuelli s'est taillé un franc succès en fustigeant « cette majorité qui, à défaut d'emplois, nous fabrique des bombes ». Évoquant la reprise des essais nucléaires, il a ajouté : « La première préoccupation du chef de l'État a été de donner un coup de menton ». Vendeuse américaine - si l'on ose dire - de cette première réunion publique unitaire, le député des Landes a surtout recueilli les bravos du public en multipliant les références à la corrélation et en soulignant la mise à mort politique - « avec un peu de panache » - du maire actuel.

Pour le secrétaire général du PCF, l'essentiel de la mission était alors accompli. Fidèle à lui-même, M. Hue a plaidé, une nouvelle fois - se rapportant aussi bien à la situation électorale de Nîmes qu'à la réprobation qui a accompagné l'annonce de la reprise des essais nucléaires - pour la nécessité de « se retrouver ensemble sur l'essentiel ». Ce sera sans doute le sens du rapport qu'il présentera lui-même les 22 et 23 juin devant le comité national de son parti. Il sait qu'il sera d'autant mieux entendu si Le Havre, première ville de France gérée par le PCF, ne bascule pas à droite, et si Nîmes, autre ville de plus de 100 000 habitants, peut revenir dans le giron communiste.

Jean-Louis Saux

MM. Giscard d'Estaing et Quilliot se sont affrontés sur France 3

La chaîne publique régionale a organisé plusieurs débats diffusés par ses stations locales pour préparer le second tour des élections municipales

LE MÊME. Le même homme, droit comme un « i » dans le cadre télé, grâce au bottin qu'il a placé dans son dos. Les mêmes mains fines et volontaires posées à plat sur le bord de la lourde table ovale, confectionnée à la hâte pour France 3-Auvergne. Le même œil vif, qui évite de croiser ceux de son adversaire, Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, pendant les deux pauses publicitaires. La même certitude, fichée à vie, qu'un débat en direct fait l'élection. « Et les images ? Elles étaient assez gaies ? La seule chose qui compte, ce sont les images », lance Valéry Giscard d'Estaing, à peine expirées les quelques secondes de silence recueilli qui marquent, selon l'usage, la fin d'un duel télévisé.

Dans la capitale auvernoise, tout le monde, forcément, était au courant. Chez le boulanger, chez le boucher, des affiches anonymes prévenaient soigneusement que, mercredi 14 juin à 20 h 40, Valéry Giscard d'Estaing rencontrerait le socialiste Roger Quilliot, maire sortant, pour « un grand débat en direct ». En direct ? C'était en tout cas le souhait du président du conseil régional, qui souhaitait bien écraser son adversaire en temps réel devant « les Clermontois et les Clermontoises », convaincre les 36,50 % d'absentéistes, et resserrer l'écart - 627 voix - qui le séparait, au premier tour, de l'ancien ministre du logement. Le maire sortant, lui, ne souhaitait pas débattre après « dix heures passées à la mairie », alors « qu'il [Valéry Giscard d'Estaing] aura pu se promener tout l'après-midi », avait-il expliqué à France-Auvergne, en début de semaine. D'accord pour le débat, mais à l'heure du déjeuner. C'est à prendre ou à laisser.

On a fait les choses au plus

simple : Giscard à droite de l'écran, Quilliot à gauche, soixante-neuf ans tous les deux, et Dominique Souchier au milieu des micros estampillés Europe 1. « Bonjour ! », lance le journaliste d'Europe 1. « Bonjour, bonsoir, on ne sait plus très bien », rectifie Giscard, mauvais prince, qui a toujours son différé au travers de la gorge. Qu'on se le dise : ce sera un vrai débat, de la vraie politique, sans consensus, avec des petites phrases bien travaillées et des attaques bien menées. « Franchement, le débat Chirac-Jospin, je m'y suis ennuyé », confie plus tard Giscard, en aparté.

ANNULATION À LILLE

Renversé en arrière, légèrement goguenard, Roger Quilliot ne s'en laisse pas conter. « Tout ceci, c'est l'imagination que nous nous aurons pas à la mairie de Clermont-Ferrand », lance le sénateur du Puy-de-Dôme après que le député a présenté ses projets pour la ville. Ou encore : « Je m'excuse encore, mais puisque M. Giscard d'Estaing a l'air d'ignorer la loi française... » L'ancien président alterne lyrisme et sévérité. « La ville n'a pas de bonheur. La ville n'a pas de vie heureuse », scandé-t-il.

Hors antenne, il se lâche. « Il y a

un sujet dont j'aurais aimé parler, ce sont les attaques personnelles dont je suis l'objet », dit Giscard. « Vous pouvez bien parler de votre famille. Vous êtes l'un des rares du Who's who qui y fassent allusion », répond Quilliot, qui, en réunions publiques, s'inquiète de la place prise par la « dynastie Giscard », avec « Louis Giscard d'Estaing candidat à Royat ».

A Lille, Pierre Mauroy avait fait savoir que, non décidément, les débats télévisés, ce n'est pas sa tasse de thé. Il avait en outre déjà largement donné de sa personne sur les ondes des radios avant le premier tour des municipales. Privée de la présence du maire de Lille, France 3 Nord-Pas-de-Calais a pris le parti de renoncer au débat triangulaire entre Pierre Mauroy, Alex Türk et Carl Lang, pour qui l'aurait été une bonne affaire médiatique, pour s'ouvrir sur la région. Mercredi soir, deux villes du Nord, Roubaix et Saint-Amand-les-Eaux, et une commune du Pas-de-Calais, Boulogne-sur-Mer, avaient donc, un peu par défaut, les honneurs de l'émission spéciale organisée par la station décentralisée de France 3.

Ariane Chemin et Sylvie Kerviel

Traits d'union

LE MAIRE DE NICE, Jean-Paul Baréty, vient d'inventer la plus jolie formule de la campagne. Pour mobiliser sur son nom les abstentionnistes du premier tour, il s'est fixé l'ambition d'être « le trait d'union du rejet ».

« Le trait d'union du rejet », de son adversaire le plus menaçant, Jacques Peyrat. On connaissait déjà le « sur-saut national », le « front républicain », l'« union sacrée », voilà le « trait d'union du rejet ». Tous contre et lui au milieu. Le trait d'union du rejet, c'est un peu comme le rassemblement dans la division, la fraternité dans la haine.

Jean-Marie Le Pen doit s'en vouloir de ne pas l'avoir inventé, cette formule. Elle lui va à merveille. Le « trait d'union du rejet », c'est plus fort que la « bande des quatre » et « l'établissement » réunis. Tous contre et lui au milieu. Jusqu'au premier tour, on avait presque oublié que les élections municipales, c'est de la politique. Dimanche 11 juin, le Front national est venu le rappeler. Partout. Même à Nîmes, où il n'obtient que 3,50 % des suffrages et où Lionel Jospin, venu soutenir la candidature de Ségolène Royal, évoque, le plus sérieusement du monde, « le risque de faire flirer, avec l'appui du Front national, une municipalité de droite ». Même à Clermont-Ferrand, où Jean-Marie Le Pen, en appelant à voter pour l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, s'invite dans le débat qui l'oppose au socialiste Roger Quilliot, alors que la capitale auvergnate, plus encore qu'en 1989, a signifié son dédain de l'extrême-droite avec 4,41 % des voix.

LA TAPE RESSUSCITÉ
Dans le Sud, on a dû s'habituer à sa présence et à celle, synchrone, de Bernard Tapie. L'ancien président de l'OM, interdit de candidature à Marseille, a été ressuscité par Vitrolles, où Bruno Mégret, le numéro deux du Front national, est susceptible d'être élu maire. Mercredi 14 juin, Bernard Tapie a fait irruption sur la pelouse d'un stade de football des quartiers Est de Marseille où Jean-Claude Gaudin (UDF) et Renaud Museller (RPR) faisaient tranquillement campagne aux côtés du joueur Eric Di Meco. « Je suis venu parler de Vitrolles (...), vous êtes un démocrate, aidez-nous à faire quelque chose », a-t-il lancé au président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, avant de dénoncer, dans la

soirée, « l'accord » existant selon lui, entre MM. Gaudin et Mégret. Les scores alarmants du parti de Jean-Marie Le Pen ont aussi tracé un trait d'union entre le grand-maire du Grand Orient de France et l'archevêque de Marseille, dans le rejet des idées xénophobes. Aucun ne fait de la politique, bien entendu. « Mais nous avons des principes de vie », dit Patrick Kessel, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour contrecarrer cette ascension ». L'Eglise respecte tous les électeurs dans leur choix », observe M. Panafieu, mais « il ne lui est pas interdit d'éclairer les consciences sur les problèmes que se pose la société (...) Marseille a une vocation d'accueil ».

ÉPOUVANTAIL

A Vallauris, dans les Alpes-Maritimes, comme à Fos, dans le Val d'Oise, on ne s'est pas posé de tels problèmes de conscience. Dans le premier cas, l'équipe UDF-CNI conduite par Alain Gumiel, n'a retenu, de la formule de Jean-Paul Baréty, que la partie qui l'arrangeait, en proposant au Front national, un opportuniste trait d'union entre leurs deux listes. A Fos, un autre candidat unioniste, s'est vu retirer, par les instances départementales du RPR, l'investiture de son parti.

La droite se serait volontiers passée de cet épouvantail. Elle avait même eu l'espoir d'en être totalement débarrassée par la victoire de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, qui devait faire le trait d'union jusqu'aux municipales. « On s'est gouré », s'est lamenté Eric Raoult, ministre de l'Intégration et de lutte contre l'exclusion, au cours d'une réunion électorale, mercredi, à Sarcelles : « On a cru que le nouveau président de la République allait nous porter, et bien, c'est faux. On l'a constaté, à notre vive déception, dans tout le pays ».

Ces questions là ne se posent pas aux 270 électeurs de Réminiac, dans le Morbihan. En, le seul rejet qui les inquiétait, c'était celui de son mandat par le maire sortant. Léon Pillard n'y arrivait plus, entre la ferme et la mairie. Seulement voilà, personne ne s'est présenté pour lui succéder et Léon a été réélu triomphalement, bien malgré lui, dès le premier tour. « La confiance que m'ont témoignée les électeurs m'a obligé à réfléchir. Je décide donc d'accepter mon élection », a-t-il déclaré dans Le Télégramme de Brest. Et voilà pour quoi, résolu à tirer un trait, il s'est résigné à faire l'union.

Réécit de nos correspondants

A Vitrolles, Simone fait de la résistance contre l'extrême droite

VITROLLES

De notre envoyé spécial
Elle est née à Orléansville mais elle a grandi à Oran. Lors d'un des premiers référendums organisés par de Gaulle, elle se revêtit, avec son père, d'un des algériens de leur entourage à mettre « le bon bulletin » dans l'enveloppe. « Ils ne savaient pas lire et ceux qui voulaient apprendre l'arabe devaient attendre la quatrième. Tout cela nous paraissait normal, inimmuable, comme l'Algérie française... » Aujourd'hui, Simone vit à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), elle fait de la résistance à « l'effet Mégret ». Quitte à se faire encore un peu plus mal voir par ses voisins du quartier du Bosquet, dont beaucoup sont, comme elle, d'anciens pieds-noirs et se sont laissés reprendre par de vieux démons.

Entre avant-hier et maintenant, elle a « vu l'OAS à l'œuvre », ce qui lui a « ouvert les yeux », elle a été rapatriée en France, s'est installée dans la Drôme, s'est mariée puis s'est vite retrouvée veuve avec quatre jeunes enfants et un revenu divisé par six. C'était autour de 1968. D'un seul coup, elle a appris ce qu'était le prolétariat, l'exploitation, le syndicalisme, la solidarité... Lorsque Simone a emménagé dans sa petite maison de Vitrolles, au début des années 70, elle avait mûri mais la ville nouvelle sortait tout juste des limbes. « Le Bosquet n'était qu'un village-expo au milieu de la garrigue et je traversais un champ d'oliviers pour me rendre à l'école où

j'étais employée, se souvient-elle. J'ai vu sortir de terre les HLM du quartier des Pins dont le directeur du groupe scolaire renvoyait tous les enfants maghrébins vers l'école du Bosquet. En revanche, les gens d'ici pouvaient inscrire leurs enfants aux Pins et du coup, à chaque entrée et sortie de classe, les gosses se croisaient sur la passerelle... » Certaines attitudes, selon elle, ne se sont pas améliorées.

SIBRES ET PROPAGANDE

A presque soixante ans, Simone, retraitée mais toujours militante syndicale, communiste, n'a pas du tout envie de perdre la bataille, décisive à ses yeux, qui se joue dans sa ville contre le Front national et son « idéologie d'exclusion ». Elle figurait en cinquième position sur la liste Pour Vitrolles à gauche, conduite par le PCF et qui vient de fusionner avec celle du maire (PS) sortant. La montée largement irrationnelle du racisme et de la xénophobie dans les esprits de beaucoup de Vitrollois, elle l'a sentie venir, vécue et mesurée au quotidien. « Les gens sont de plus en plus caftés chez eux et ne supportent plus rien. L'autre jour, deux jeunes maghrébins discutaient près de chez moi, appuyés contre le mur d'une villa, une voisine est venue leur demander d'aller plus loin. Si mon fils reçoit des copains beurs, on les regarde de travers... et on les traite de zonzards. Là-dessus, il ne manquait plus que Mégret, ses sibres et leur propagande pour exciter tout le monde... » Ce qui

l'inquiète le plus, c'est l'inconscience avec laquelle les gens qu'elle côtoie se laissent gagner l'esprit : « Tout en s'affirmant non racistes, ils utilisent de plus en plus couramment des mots comme bougnoules ou youpins... »

Pendant que Simone raconte son histoire, Riadh écoute et il opine du chef. Il est né en France mais ses parents étaient algériens. Riadh qui doit avoir vingt-cinq ans, porte une casquette, une panoplie de rappeur et parle avec une « tchache » toute méridionale. Mais son discours est plus stéréotypé, plus abstrait que celui de Simone pour exprimer des sentiments assez proches : une angoisse mêlée de révolte qui s'apparente à de la rage. Il fait part d'un désarroi et d'une relative impuissance qu'il partage avec d'autres jeunes d'origine maghrébine.

Riadh parle de provocation à propos d'un ou deux sifflis récemment pulvérisés ; il affirme que les statistiques de la petite délinquance sont « gonflées » ; il s'étonne que les partisans de la liste Mégret n'aient pas manifesté leur joie le soir du premier tour, et il admet que les filles sont encore plus préoccupées par le coup de frein à leur intégration, en bonne voie, que donneraient les amis de Jean-Marie Le Pen. Et puis, à cours d'arguments, Riadh, soulève sa casquette, se gratte la tête et il soupire encore une fois : « Mégret à 43 %, j'y crois pas... ! »

Robert Belleret

RECTIFICATIFS

PLUSIEURS ERREURS se sont glissées dans l'attribution des sièges dans les villes où l'élection a été acquise au premier tour de scrutin, le 11 juin (nos éditions du 13 juin). Les résultats rectifiés sont les suivants :

■ Longjumeau (Essonne). Liste d'union de la gauche conduite par Philippe Schmit (PS, m.), 26 sièges ; liste d'union de la droite emmenée par Pierre-André Wiltzer (UDF, d.), 7 sièges ; liste (divers) d'Alain Veltesse, aucun.

■ Brioude (Haute-Loire). Liste d'union de la droite de Jean-Jacques Faucher (div. d.), 23 sièges ; liste socialiste dissidente de Jean-Noël Lhéritier, 6 sièges ; liste socialiste officielle d'André Chapaveire, aucun.

■ Moulins (Allier). Liste

d'union de la droite de Pierre-André Périssol (RPR), ministre du logement, 28 sièges ; liste d'union de la gauche de Jean-Claude Mairal (PS), 7 sièges ; liste du Front national, conduite par Danièle de Salvert, aucun.

■ Saint-Avoid (Moselle). Liste UDF de François Harter (UDF-CDS, m.), 26 sièges ; liste RPR Guy Schoumacker, 6 sièges ; liste d'union de la gauche conduite par Jean-Claude Brem (PC), 1 siège.

■ Pamiers (Ariège). Liste d'union de la droite d'André Trigano (UDF, d.), 26 sièges ; liste d'union de la gauche de François-Bernard Soula (PS, m.), 7 sièges ; liste écologiste d'Alain Humbert (Verts), aucun.

■ Ronchin (Nord). Liste socia-

liste de Michel Laiguel, maire sor-

tant, 30 sièges ; liste d'union de la droite de Désiré Vanbrabant (UDF-PR), 2 sièges ; liste divers droite de Michel Bonfils (UDF diss.), 1 siège ; liste communiste de Bernard Lessaffre, aucun.

■ Montvilliers (Seine-Maritime). Liste d'union de la gauche du maire sortant Michel Vallières (PS), 26 sièges ; liste d'union de la droite Danièle Hippert, 6 sièges ; liste (div. d.) Marcel Leclercq, 1 siège.

■ Parthenay (Deux-Sèvres). Liste (PS) de Michel Hervé, maire, 26 sièges ; liste d'union de la droite conduite par Gilbert Favereau (div. d.), 7 sièges ; liste divers conduite par Jean-Paul Barigault, aucun.

■ Marseille, 4^e secteur

(Bouches-du-Rhône). Liste

d'union de la droite conduite par Jean-Claude Gaudin (UDF-PR, s.), prés. c. r.), 13 sièges ; liste d'union de la gauche conduite par Francis Allouch (PS), 1 siège ; liste du Front national conduite par Hubert Savon, 1 siège.

■ Romans (Drôme). Le score de Bernard Pinet (Front national), 20,3 %, a été attribué par erreur à Jean-Luc Depouillon (RPR) qui a réuni 8,2 % des suffrages.

■ Albertville (Savoie). La liste (div.) conduite par René Duchamp (div. d.) a obtenu 838 voix (et non 891) et la liste communiste conduite par Gilles Coigny, 660 (au lieu de 607). En conséquence, la liste de M. Coigny se voit attribuer 2 sièges, et non un seul, et la liste d'union de la droite d'Albert Gibello (RPR), arrivée en tête, 25.

Le com entrera en

de présentation

Plus d'un an, une enquête de terrain, des centaines d'entrevues, des milliers de pages de notes, des dizaines de réunions de travail, des mois de travail acharné, et voilà que le livre de Pierre Mauroy, « L'union sacrée », est enfin prêt à paraître. Ce livre, qui sera publié par Grasset, est une véritable œuvre de synthèse, une œuvre de réflexion, une œuvre de courage. Pierre Mauroy, qui a été le premier ministre de la France de 1981 à 1984, nous livre ici un témoignage unique, une analyse lucide de la vie politique de notre pays. Ce livre est une véritable œuvre d'art, une œuvre de génie. Il est écrit avec une plume sûre, une plume expérimentée, une plume qui sait ce qu'elle dit. C'est un livre qui mérite d'être lu, un livre qui mérite d'être discuté, un livre qui mérite d'être défendu. C'est un livre qui mérite d'être aimé.

accord entre le patronat et les synd

Les syndicats et le patronat ont signé un accord de principe pour la mise en œuvre d'un plan de développement économique et social. Ce plan, qui sera présenté au Conseil d'État, vise à améliorer les conditions de travail, à augmenter les salaires, et à promouvoir l'innovation technologique. L'accord est considéré comme une étape importante dans la relation sociale en France.

la fiscalité sur le tabac va augme

Les augmentations du collectif budgétaire sera examin

Le gouvernement a annoncé une augmentation de la fiscalité sur le tabac à partir de 1996. Cette mesure vise à réduire la consommation de tabac et à augmenter les recettes fiscales. Les syndicats ont exprimé leur opposition à cette mesure, considérant qu'elle est discriminatoire et qu'elle va à l'encontre des intérêts des travailleurs.

La fiscalité sur le tabac va augme

Les augmentations du collectif budgétaire sera examin

Le gouvernement a annoncé une augmentation de la fiscalité sur le tabac à partir de 1996. Cette mesure vise à réduire la consommation de tabac et à augmenter les recettes fiscales. Les syndicats ont exprimé leur opposition à cette mesure, considérant qu'elle est discriminatoire et qu'elle va à l'encontre des intérêts des travailleurs.

La fiscalité sur le tabac va augme

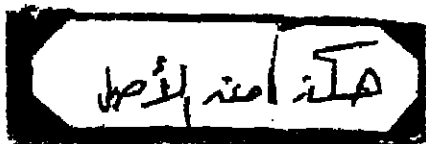
Les augmentations du collectif budgétaire sera examin

Le gouvernement a annoncé une augmentation de la fiscalité sur le tabac à partir de 1996. Cette mesure vise à réduire la consommation de tabac et à augmenter les recettes fiscales. Les syndicats ont exprimé leur opposition à cette mesure, considérant qu'elle est discriminatoire et qu'elle va à l'encontre des intérêts des travailleurs.

La fiscalité sur le tabac va augme

Les augmentations du collectif budgétaire sera examin

Le gouvernement a annoncé une augmentation de la fiscalité sur le tabac à partir de 1996. Cette mesure vise à réduire la consommation de tabac et à augmenter les recettes fiscales. Les syndicats ont exprimé leur opposition à cette mesure, considérant qu'elle est discriminatoire et qu'elle va à l'encontre des intérêts des travailleurs.



Le contrat initiative-emploi entrera en vigueur dès le 1^{er} juillet

Alain Juppé présentera l'intégralité de son plan contre le chômage le 22 juin

Alain Juppé a annoncé, mercredi 14 juin à Versailles, qu'il présenterait son plan de lutte contre le chômage jeudi 22 juin. Ce plan

comporte la création du contrat initiative-emploi (CIE), qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet, et prévoit une baisse des charges sociales pour les

emplois peu qualifiés, ainsi qu'une aide au premier emploi des jeunes, dont les principes ont été définis par les partenaires sociaux.

LE PREMIER MINISTRE a dévoilé, mercredi 14 juin à Versailles, une partie de son plan de lutte contre le chômage, qui sera rendu public le 22 juin dans son intégralité, avant la présentation du projet de loi de finances rectificative pour 1995, prévue le 28 juin. Alain Juppé, qui assistait à la réunion du comité départemental pour l'emploi des Vellines, a ainsi annoncé que le contrat initiative-emploi (CIE), dont le projet sera présenté le 5 juillet en conseil des ministres, entrera en vigueur dès le 1^{er} juillet. « Nous le ferons tel qu'il a été annoncé par Jacques Chirac avant les élections et dans mon discours de politique générale », a-t-il précisé. Après avoir étudié un dispositif à plusieurs niveaux dans lequel l'effort aurait été concentré sur les chômeurs de très longue durée, le gouvernement est, finalement, revenu à une formule que le premier ministre a qualifiée de « puissante et simple d'usage ».

Le nouveau contrat concernera les 1 227 500 personnes qui étaient inscrites, fin avril, à l'ANPE depuis

plus d'un an, ainsi que les RMistes sans emploi et les handicapés. Les entreprises qui les embaucheront bénéficieront pendant deux ans d'une exonération totale des charges patronales de Sécurité sociale pour la partie du salaire ne dépassant pas le SMIC (soit 6 000 francs bruts par mois) et d'une prime mensuelle de 2 000 francs. Le CIE représentera, selon Matignon, un allègement de charge de 40 % pour un salarié rémunéré au SMIC. Les pouvoirs publics ont posé deux conditions : l'employeur devra ne pas avoir licencié dans les six mois précédents et embaucher un « CIE » sur un contrat à durée indéterminée ou déterminée d'au moins un an.

350 000 EMPLOIS PAR AN

M. Juppé a également indiqué que ce nouveau dispositif remplacera le contrat de retour à l'emploi (CRE), créé par Michel Rocard, et le contrat pour l'emploi des allocataires du RMI (Cermi), instauré par Edouard Balladur. En rythme de croisière, le CIE permettra, se-

lon lui, l'embauche de 350 000 personnes par an (contre 187 000 CRE en 1994) pour un coût annuel brut de l'ordre de 21 milliards de francs. Dans la mesure où le CIE entraînera des économies sur le RMI, l'indemnisation du chômage et le contrat de retour à l'emploi, le coût net pour le budget de l'Etat sera ramené à environ 14 milliards de francs par an.

Enfin, le premier ministre a confirmé que ce contrat « n'édige pas de création d'activités nouvelles », contrairement au projet présenté par Jacques Chirac durant sa campagne. Les experts ont jugé cette condition trop restrictive et pratiquement impossible à contrôler. Le CIE sera une formule très large, destinée à devenir un des piliers de la politique d'aide publique à l'emploi (2,4 millions de personnes en 1994). Le premier ministre parle sur le « civisme » des employeurs. Il n'y aura pas, selon lui, d'effet de substitution entre des emplois « normaux » et des emplois à coût réduit. Mais « s'il y a constat de détournement

de la procédure (...), il y aura évidemment sanction, et, en tout état de cause, la prime tombera », a-t-il prévenu. Les délégués du personnel, les membres du comité d'entreprise et les comités départementaux pour l'emploi veilleront à ce qu'il n'y ait aucun détournement.

« Tout sera financé sans aucune espèce d'impasse », a assuré M. Juppé. Le plan du 22 juin devrait confirmer que l'Etat est prêt à consacrer 5 milliards de francs (pour les derniers mois de 1995) à la baisse des charges pour les emplois peu qualifiés. Le chef du gouvernement a précisé, mercredi, que la lutte contre le chômage comprendra bien des mesures en faveur des jeunes - les partenaires sociaux ont avancé sur ce point -, du logement, des nouveaux métiers et d'une simplification des démarches administratives pour les PME, qui sont, selon lui, « les plus à même dans les prochaines années de créer des emplois ».

Jean-Michel Bezat et Jean-Claude Pierrette

Préaccord entre le patronat et les syndicats sur l'insertion des jeunes

LE PATRONAT et les syndicats sont arrivés laborieusement, mercredi 14 juin, à un préaccord sur l'emploi des jeunes, au cours de leur seconde réunion au sommet. Le texte définitif pourrait être arrêté le 16 juin. Réunis pour un premier bilan de trois mois de négociations, les partenaires sociaux, selon Marc Blondel, secrétaire général de FO, « ne savaient pas avec quoi le faire, il y a encore quelques jours ». Des trois thèmes retenus, le 28 février - temps de travail, articulation entre les niveaux de négociation et insertion des jeunes -, seul ce dernier a permis de dégager un accord de principe. Le CNPF et quatre syndicats (la CGT ayant émis de fortes réserves) se sont déclarés favorables à la création du complément d'aide à l'emploi (CAE), adaptation du contrat d'accès à l'emploi annoncé par M. Juppé. Ce nouveau dispositif s'ajoutera à l'aide au premier emploi des jeunes (APEJ), actuellement de 1 000 francs. Il serait de 1 000 francs par mois, pour les jeunes en grande difficulté et pour les jeunes diplômés de la recherche d'un emploi depuis plus de six mois, et de 2 000 francs par mois pour les jeunes diplômés embauchés pour des postes hors du terri-

toire national. « Aucune des mesures arrêtées ou évoquées ne permet de dire qu'elles vont se traduire par des créations d'emplois supplémentaires », a expliqué Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, qui a exprimé sa crainte que « les dispositifs mis en place prennent la forme d'une anti-chambre de dix-huit mois dans laquelle tous les jeunes devront passer ». Sur les niveaux de négociation et le temps de travail, les points de vue entre le patronat et les syndicats restent très divergents, mais les discussions se

poursuivront. Une proposition commune CFDT-FO est à l'étude pour créer un « fonds actif » abondé par l'Unedec, qui permettrait de financer la cessation progressive d'activité de salariés ayant quarante ans de cotisations sociales, en échange de l'embauche de jeunes. Le président du CNPF, Jean Gandois, a fixé à 150 000 le nombre des jeunes qui pourraient être aidés. 350 000 jeunes faisant déjà l'objet d'aides variées, ces nouvelles formules porteraient à 500 000 le nombre des moins de vingt-cinq ans sous contrat.

« Trente-deux heures pour les travailleurs »

« Trente-deux heures pour les travailleurs, c'est du boulot pour les chômeurs ! », ont scandé les manifestants, mercredi 14 juin à Paris, de la place de l'Opéra jusqu'à l'avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, où siège le CNPF. Venus exclusivement d'Ile-de-France, à l'appel de l'Union régionale de la CFDT, de la CGT, de la Fédération syndicale unitaire (FSU) et de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), ils étaient 25 000 selon les organisateurs et 6 000 selon la police. Le gros des troupes était composé de militants de la CFDT qui, à l'attention de leur secrétaire générale, Nicole Notat, ont chanté : « Le jour où tu négocieras, Nicole, on est tous avec toi ! ». A l'adresse du président du CNPF, les manifestants ont martelé : « Gandois, on vient pour des emplois ! ». La journée d'action a été aussi marquée par des manifestations inégalement suivies en province. Les fonctionnaires s'étaient joints au cortège pour réclamer des négociations sur la réduction du temps de travail et l'emploi dans la fonction publique.

La fiscalité sur le tabac va augmenter

Le volet recettes du collectif budgétaire sera examiné le 28 juin

LE GOUVERNEMENT est en passe de boucler la mise au point du volet fiscal du projet de loi de finances rectificative, qui sera examiné le 28 juin en conseil des ministres. Comme prévu, la hausse de 18,6 % à 20 % du taux supérieur de la TVA, dont l'entrée en vigueur devrait intervenir le 1^{er} août, sera la disposition la plus spectaculaire puisqu'elle rapportera 13 milliards de francs à l'Etat en 1995 et 37 milliards en année pleine. Le gouvernement a aussi retenu le principe de l'instauration d'une surtaxe exceptionnelle de 10 % à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui devrait être mise en œuvre à l'automne, ce qui dégagerait 800 millions de plus.

A ces deux mesures, déjà connues, il faut en ajouter une troisième : le gouvernement devrait également décider une hausse sensible de la fiscalité qui pèse sur le tabac.

Les fumeurs-contribuables sont assujettis à une fiscalité à double détente. D'abord, les fabricants doivent répercuter les 18,6 % de TVA qu'ils paient - ainsi que 0,62 % au titre d'une taxe au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (Bapsa) -, sur la base des prix industriels. Sur ce premier prélèvement, un second vient se greffer mais, cette fois, sur les prix de vente au public : l'Etat

prélève un droit de consommation de 54,95 % du prix de vente au détail, majoré d'une somme forfaitaire de 30,9975 francs les mille cigarettes.

La fiscalité pèse donc déjà très lourd dans le prix des cigarettes. Si l'on retient la marque la plus vendue en France, le prix de vente de 16,50 francs le paquet se décompose ainsi : la part du fabricant est de 2,805 francs, celle du détaillant de 1,32 franc, tandis que la TVA et le Bapsa comptent pour 2,689 francs et les droits de consommation pour 9,686 francs. Au total, la fiscalité représente donc 12,375 francs, soit 75 % du prix de vente au détail.

« TAKE SUR LA TAXE »

En théorie, un relèvement de 1,4 point de la TVA sur les cigarettes devrait avoir une conséquence infime sur les prix. Mais le système présente une astuce. Puisque les droits de consommation s'appliquent sur les prix publics, ils augmentent mécaniquement, si la TVA est relevée, même si leurs taux ne sont pas majorés. Les industriels parlent d'une « taxe sur la taxe ». Concrètement, si les fabricants répercutent entièrement sur leurs prix la hausse de la TVA, les cigarettes devraient être vendues 6 % plus cher, ce qui rapporterait à l'Etat près de 3 mil-

liards de francs, soit plus de trois fois la surtaxe sur l'ISF.

Pour que cet effet pervers ne joue pas, les industriels du tabac, qui ont été reçus, mardi 13 juin, par le ministre de l'Economie et des finances, Alain Madelin, lui ont demandé que les droits de consommation diminuent légèrement, de sorte que les prix publics n'augmentent que du relèvement de la TVA. Peine perdue : le gouvernement, qui cherche les moyens de financer les mesures de son collectif budgétaire, n'a pas voulu en entendre parler.

Les industriels ne sont, certes, pas obligés de répercuter ces hausses fiscales sur leurs prix. Face à une mesure identique en 1993, ils avaient réagi en ordre dispersé. Certains fabricants avaient relevé leurs prix, d'autres les avaient laissés inchangés et quelques-uns, même, pour manifester leur colère, et faire baisser les recettes fiscales de l'Etat, les avaient diminués.

Cette année, la profession pourrait rechigner mais devrait très largement répercuter la mesure gouvernementale. C'est la raison pour laquelle les prix de vente des cigarettes devraient très sensiblement augmenter dans le courant de l'été.

L. M.

La liste d'union de la gauche se retire à Noyon

ALAIN JUPPÉ et Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR et président du conseil général de l'Oise, ont lancé, mercredi 14 juin, un « appel solennel » à « l'ensemble des électeurs de Noyon » (Oise). « La gravité de la situation exige une mobilisation sans faille des démocrates en dehors de toute considération partisane », affirment-ils dans un communiqué.

Le candidat de gauche André Meunier (DVG), ancien communiste, soutenu par le PS et le PCF, qui a obtenu 13,84 % au 1^{er} tour, a annoncé, mercredi, le retrait de sa liste en évoquant « le risque que représente l'accession à la mairie du FN ». Sans mobilisation des abstentionnistes (32,8 % au premier tour) et un vote des électeurs de gauche en faveur du maire sortant RPR, Pierre Descaves, conseiller régional FN, qui est en tête avec 44,04 % des suffrages, semble en position d'enlever la ville au maire sortant Bertrand Labarte, qui n'a rassemblé que 31,31 % des votants.

Lionel Jospin : Paris a besoin d'une bouffée d'oxygène

EN VISITE, mercredi 14 juin, dans le troisième arrondissement de la capitale, Lionel Jospin a dénoncé « la gestion scandaleuse et obscure » de Paris. Faisant référence à l'affaire des logements HLM, l'ancien candidat socialiste à l'élection présidentielle a souhaité que les listes de gauche puissent apporter, dimanche prochain, « une bouffée d'oxygène ». « Non seulement c'est possible, a-t-il déclaré, mais il faut le faire, car on se rend compte qu'une ville dirigée uniquement par des équipes et par des clans depuis des années, sans transparence, sans contre-poids, est une ville où toute une série de dérives se produisent. » « Je me souviens d'une époque, a conclu M. Jospin, où M. Chirac disait : « Il faut le grand chelem. » Eh bien, aujourd'hui, le mot d'ordre pour les Parisiens, c'est : surtout pas le grand chelem ! »

ÉLECTIONS MUNICIPALES

■ FRONT NATIONAL. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a demandé, jeudi 15 juin, aux électeurs du FN de voter, à Arles (Bouches-du-Rhône), pour l'adversaire du socialiste Michel Vauzelle, le RPR Jean-Pierre Camoin. Le FN n'avait pas de candidat dans cette ville. M. Le Pen a indiqué aussi sur RMC que les joueurs de handball de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), qui ont affirmé qu'ils quitteraient la ville si le délégué général du FN, Bruno Mégret, était élu à la mairie, n'étaient que des joueurs du « gang Tapie », « des joueurs professionnels qui ont fait ce qu'on leur a dit de faire sous peine d'être licenciés ». M. Le Pen a aussi brocardé les handballeurs en affirmant que « ce ne sont, après tout, que des acrobates, des professionnels du spectacle sportif ».

DÉPÊCHES

■ CANDIDAT : François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, a annoncé, le 12 juin, sa candidature à la succession de Gérard Longuet à la présidence du PR, organisée le 27 juin. Dans une lettre adressée aux militants, M. Léotard se fixe comme perspective de préparer les élections législatives de 1998. « Membres d'un parti entier de la majorité présidentielle, nous aurons à apporter un soutien actif, loyal et imaginatif au gouvernement pour que les engagements pris soient respectés », ajoute le maire de Fréjus. M. Léotard est pour l'instant le seul candidat déclaré à la succession de M. Longuet.

■ AGRICULTURE : Alain Juppé a assuré, mercredi 14 juin, à la FNSEA que la France demanderait, lors du conseil des ministres des Quinze les 19 et 20 juin, que l'on aille « au-delà du remaniement agricole proposé » en autorisant « s'il le faut » des mesures de compensation nationale pour les agriculteurs (éleveurs, producteurs de fruits et légumes) confrontés aux variations monétaires au sein de l'Union européenne. S'exprimant à l'issue d'un entretien avec le premier ministre, le président de la FNSEA, Luc Guyau, a expliqué que « toute la difficulté » était d'obtenir « l'autorisation de Bruxelles » pour débloquer ces aides nationales.

■ AMNISTIE : le bureau national du PS a exprimé, mercredi 14 juin, « sa grande stupeur » de voir que les dispositions de la loi d'amnistie « assurent la plus grande impunité aux membres des commandos anti-IVG ». « Alors que la multiplication des agressions de ces commandos contre des services de santé remet en cause le libre exercice d'un droit reconnu par la loi, la décision du gouvernement, déplore le PS, aggrave fort mal de ce que sera sa politique dans ce domaine ».

■ ORDRE DU JOUR : la conférence des présidents de l'Assemblée nationale, réunie mercredi 14 juin, a fixé l'ordre du jour de l'assemblée jusqu'à la fin du mois de juin. Le seul texte important qui devrait être examiné par les députés - les 27 et 28 juin - est le projet de loi d'amnistie, qui a été adopté par le conseil des ministres du 13 juin.

■ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Bernard Pons, ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports a indiqué, mercredi 14 juin dans une conférence de presse, que la mission du gouvernement était de mettre en œuvre la loi du 4 février 1995 sur l'aménagement du territoire. Il s'est déclaré favorable à la multiplication des expérimentations, notamment pour l'organisation des « pays ». Raymond-Max Aubert, secrétaire d'Etat au développement rural, a annoncé la préparation d'un projet de loi sur cette question.

« Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve »

MAROC
L'ÉBLOUISSEMENT DES SENS

MARRAKECH 950 F

- vol aller retour
- départ de Paris
- à certaines dates
- hors taxes aériennes
- 160 agences en France
- (1) 41 41 58 58
- 3615 NF*

NOUVELLES FRONTIÈRES

Tout le monde s'y retrouve

L. M.

buté le 6 juin. ● MALGRÉ LE DOUTE qui s'est installé dès l'ouverture des débats, l'avocat général François Baxerres avait demandé la réclusion criminelle à perpétuité.

Les jurés n'ont pas voulu suivre l'avocat général qui avait requis la réclusion criminelle à perpétuité. Un procès exemplaire, qui a permis, jusqu'à la caricature, de mettre en lumière les dysfonctionnements de la machine judiciaire.

une étrange perversion des principes du droit français à prouver l'innocence de son client. Il s'y employa, soulignant longuement toutes les incohérences du dossier, avant de demander au jury : « Vous acquitterez non seulement avec le bénéfice du doute, mais avec la certitude de l'innocence. »

parfaitement maîtrisé. Mais, tous les d'assises n'ayant pas le culte de la ritaliano, l'avocat général Lascaris-Pavesi, qui avare admettait que, si un appel de restauré, il ne pouvait avoir lieu que jury, le jugement en première instance, laissé à un tribunal criminel composé de magistrats professionnels et de jurés.

en attendant cette réforme de la cour
n'en pèche dès à présent M. Toussaint
sur l'attitude des avocats généraux.
Certes, selon l'usage, « la parole est
à lui » ; il est sans doute possible de modifier
d'esprit, de briser une idée reçue se
le par quet doit soutenir l'accusation
Au procès d'Henri Jacomet, l'avocat
requis comme s'il n'avait pas vu le
du dossier. Portant jusqu'au bout le
l'accusation, il a été jusqu'à la justice
formule : « Ça ne peut être que lui ».
et même une conception normale
parquet, auraient dû le conduire
sur l'accusation ou tout au moins
au jury de son embarras. Le parquet
orti grandi.

BERNARD TAPIE a été condamné, mercredi 14 juin, par le tribunal correctionnel de Paris à deux amendes, l'une de 10 000 francs, l'autre de 15 000 francs, pour avoir outragé et diffamé les policiers venus l'interpeller à son domicile, munis d'un mandat d'amener du juge d'instruction Eva Joly, le 29 juin 1994. Les policiers qui s'étaient présentés à l'aube au domicile de M. Tapie avaient été traités notamment d'« *ânes bêtes* » et de « *petits cons* ». Les policiers avaient expliqué à l'audience du 10 mai (Le Monde du 12 mai) que l'intervention s'était très mal déroulée et que l'avis du 10 menottait M. Tapie pour l'emmener dans leurs locaux. Remis en liberté par le juge qui souhaitait l'entendre dans le dossier d'abus de biens sociaux concernant son navire, le *Phocée*, M. Tapie avait ensuite expliqué, au journal de France 2 le soir du 30 juin, que les policiers s'étaient servis de leur voiture comme d'un bélier contre le portail de son immeuble, ce que le tribunal a jugé diffamatoire.

■ **ISLAM** : en vue d'assainir le marché de la viande rituelle (*halal*) le recteur de la Mosquée de Paris, Dalié Babouat, a signé une convention, jeudi 15 juin, avec la Fédération nationale des exploitants d'abattoirs (Fneap). La Mosquée de Paris fournira une expertise théologique et technique « aux établissements de la Fneap et effectuera des « contrôles permettant de garantir la conformité de l'abattage rituel et des produits halal », stipule la convention. En contrepartie, les propriétaires de l'animal abattu verseront une contribution de 1 F par kilo pour toutes les viandes abattues disposant de la garantie de la Mosquée. Les viandes se verront apposer des poinçons d'authenticité.

■ OBJECTEURS DE CONSCIENCE : le Mouvement des objecteurs de conscience (MOC) a appelé les objecteurs en service civil à se mettre en grève jeudi 15 et vendredi 16 juin pour protester contre la non-revalorisation des indemnités de service civil depuis dix ans, entraînant, selon le mouvement, une réduction de leur valeur de moitié en francs constants. Le MOC déplore également des retards de remboursement de l'Etat « écrasants » pour les organismes d'accueil des objecteurs.

■ **FOOTBALL.** Ljubomir Barin, un intermédiaire croate des meilleurs du football, a été mis en examen, mercredi 14 juin, du chef de recel d'abus de confiance et de complicité de faux par Patrick Flévet, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris. Cette mise en examen s'inscrit dans le cadre d'une information judiciaire ouverte le 21 avril 1992 sur les comptes du Paris-Saint-Germain, en même temps que huit informations visant d'autres clubs de football. M. Barin est soupçonné d'avoir perçu des honoraires non justifiés ou insuffisamment justifiés, pour des interventions qualifiées d'*obscur* par les enquêteurs, à l'occasion de transferts de joueurs. M. Barin a déjà été mis en examen par M. Pierre Philippon, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Marseille, chargé du dossier sur les comptes de l'OM, et par M^{me} Bernadette Pragout, juge d'instruction à Bordeaux, chargée de l'enquête sur les comptes des Girondins. Cette dernière l'a fait écrouer.

a engagé une série d'actions similaires contre les sociétés Reynolds et Philip Morris, ainsi que contre la British Stout et la Guinness. Le climat de plus en plus tendu, les garetiers cherchant, par voie de presse notamment, à obtenir une réécriture de la loi Evvin alors que les associations anti-tabac ne cessent de durcir leurs actions (*Monde* du 16 juin).

Cet affrontement, dont l'issue est essentielle en termes de santé publique, est d'autant plus vif que le gouvernement n'a pas encore fait connaître sa volonté dans le domaine. Les informations les plus contradictoires circulent depuis plusieurs semaines, l'activité de groupes de pression n'a jamais aussi intense et Elisabeth Huber, ministre de la santé publique et de l'assurance maladie n'a, curieusement, pas encore jugé nécessaire de faire connaître sa position.

François de Bouchory

CARNET DU MOND
Télégrammes :
45-06 77-13
Téléphones :
40-87 28-84
40-88 28-88

DISPARITION

Sony Labou Tansi

Un écrivain à l'écoute de son pays

L'ÉCRIVAIN congolais Sony Labou Tansi est mort du sida, à l'âge de quarante-huit ans, mercredi 14 juin à Brazzaville, quelques jours après sa femme qui souffrait de la même maladie.

Avec la disparition de Sony Labou Tansi, le Congo et toute l'Afrique francophone perdent une voix qui avait évoqué les grandeurs mais aussi les vicissitudes de la période post-coloniale sur le continent noir. Comme ses maîtres et amis, les écrivains Tchicaya U'Tamsi ou Henri Lopes, Sony Labou Tansi était de ces « congolais » qui écrivent en français mais pensent et vibrent dans la langue de leur conscience, celle de la forêt, de la magie, de l'invisible. « Un jour la terre et le ciel se recroiseront », prophétisait Sony, dont l'œuvre romanesque (cinq romans, parmi lesquels *La Vie et la mort* et *Les Sept Solitudes de Lora Lopez*, tous deux parus au Seuil) s'inspirait aussi de la générosité et du grain de folie répandus dans la littérature latino-américaine. Le Seuil doit publier, en octobre, un roman inédit intitulé *Le Commencement des douleurs*. On croiserait dans ses romans des dictateurs burlesques et cruels, des héros immortels capables de sur-

vivre aux supplices les plus odieux. Tour à tour satirique et bouffon, familier de l'absurde et de la fable qui tourne en virulente critique sociale, Sony Labou Tansi portait en lui la mesure et parfois les caprices du fleuve Congo. « Je ne vendrais pas mes crânes à ceux qui creusent leur pognon dans les culottes de l'État », écrivait-il dans *Les Yeux du volcan* (Seuil). « Parce que mes ancêtres et moi avons appris à respecter le peuple, à ne pas uriner sur sa mère. »

REINVENTION DE LA LANGUE

En prise avec son époque, il prolongeait à travers sa passion pour le théâtre une activité débordante de dramaturge, où jaillissait l'ivresse des mots. *Moi, veuve de l'Empire*, *Je soussigne cardiaque*, *L'Arc-en-Terre*, *La Rue des Mouches* : Sony Labou Tansi avait, au cours des années 80, présenté nombre de ses pièces au public français, en particulier au Théâtre de Limoges. Il avait aimé la langue française, mais pas dans le même esprit que les chanteurs de la négritude guidés par Léopold Sédar Senghor ou Aimé Césaire. Le français valait, à ses yeux et aux yeux des écrivains congolais,

comme une référence, pas comme une obligation de révérence. Aux pères grammairiens parlant de leur condition de nègre avec les mots de la rue d'Orléans, Sony Labou Tansi s'était illustré par des critiques souvent très sévères à l'encontre du régime du président Pascal Lissouba. Ses positions lui avaient valu d'être privé, un temps, de ses droits d'expression et de circulation. Son passeport fut ainsi bloqué dans les services du ministère congolais des affaires étrangères.

Encre en Afrique, c'était s'astreindre à la solitude au milieu de la multitude, être sans cesse « dérangé » par les gens du village pour soigner le genou d'un enfant, aider, réparer, consoler. C'était s'en remettre à la nuit pour voir enfin, dans une lumière faible, le travail avancer. Sony Labou Tansi recherchait le contact avec les siens et le théâtre lui apportait les liens que l'écriture, par certains aspects, lui retirait. « Pour sortir de la solitude, il faut apprendre à parler et à écouter. C'est le sens exact que nous autres Kongo donnons à l'existence », expliquait-il, en 1978, dans un entretien à *Jeune Afrique*. « Je tente de vérifier avec les mots l'absence profonde de l'existence humaine », poursuivait-il.

Par là, il creusait le sillon ouvert avant lui par Amadou Hampâté Bâ, Amadou Kourouma ou encore Cheikh Hamidou Kane, ces incarnations d'un véritable message de

la langue. Élu député après les changements politiques intervenus au Congo en 1993, Sony Labou Tansi s'était illustré par des critiques souvent très sévères à l'encontre du régime du président Pascal Lissouba. Ses positions lui avaient valu d'être privé, un temps, de ses droits d'expression et de circulation. Son passeport fut ainsi bloqué dans les services du ministère congolais des affaires étrangères.

Ancré dans une opposition résolue, l'écrivain avait exercé son ton et son verbe sur un pouvoir à qui il reprochait son inaptitude au dialogue et quelques dérives militaires dont furent victimes certains quartiers de Brazzaville lors d'interventions armées en novembre 1993. Un appel signé par mille sept cents personnalités, dont Elie Wiesel, Jean Lacouture et Tahar Ben Jelloun, avait demandé que l'écrivain retrouve la jouissance de ses droits. Sony Labou Tansi avait terminé un roman avant de se trouver très affaibli par la maladie. « J'écris pour être vivant et le demeurer, disait-il, j'écris pour qu'il y ait de la vie. »

Eric Fottorino

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Catherine JOBIN, François ROUX et Clément, sont heureux d'annoncer la naissance de

Claire,

le 9 juin 1995.

12, rue Pavée, 76100 Rouen.

Anniversaires de naissance

Maïmon, maman et papa, Orany et grand-père, Many et papy, Marie-Bernard, Yves et Elodie, Patrick, Elisabeth, souhaitent, pour le jour anniversaire de sa naissance, le 16 juin 1986, à

Benjamin COUTURE,

un très joyeux anniversaire et une très longue et heureuse vie.

Décès

Jean-François BERNIGAUD

nous a quittés.

Nous continuons à l'aimer.

Marie Bernigaud-Montezem, Anne et Jean-Philippe Bernigaud, Les familles Bernigaud, Rodolphe et Montezem, Ses amis si proches.

L'inhumation aura lieu au Père-Lachaise, lundi 19 juin, à 15 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La rédaction de France 2 Et le bureau de Moscou,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-François BERNIGAUD, grand reporter, journaliste reporter d'images,

survécu le 12 juin 1995.

Ses amis et collègues de France 2 témoignent toute leur amitié à sa famille et à tous ses proches.

NINA RICCI

SOLDES

Lundi 19 juin 1995
et jours suivants
de 10h00 à 18h30

39, avenue Montaigne
22, rue Cambon

ET POUR L'HOMME:

Ricci-Club

19, Rue François 1^{er}

M. Michel Fontayne,

M. et M^{me} Samuel Fontayne,M. et M^{me} Jérôme Fontayne,M^{me} Corinne Fontayne et M. Jean-Baptiste Pommé,M. et M^{me} Charlotte Agbavor,M. et M^{me} Céline Blass,

Et tous ses petits-enfants Sarah,

Maxime, Adrien, Jean, Komla, Denis,

Léon, Romain,

Ses frères et sœurs,

M^{me} et M. le pasteur Jean Diezy,M^{me} et M. le docteur Jacques David-Beigbeder,M^{me} Lise Blayo,

Tous ses amis,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Sylvie FONTAYNE,

née Beigbeder,

survécue à son domicile, au 136 rue de Ménilmontant, 75020 Paris, dans sa soixante et unième année.

Un culte aura lieu au temple de l'Étoile,

54-56, avenue de la Grande-Armée,

75017 Paris, le samedi 17 juin 1995, à 11 heures.

- La famille

Et les amis de

René FORGEOT,

nom de plume

Noël DEVAULX,

ont la douleur de faire part de son décès,

le 9 juin 1995, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

10, avenue Henri-Rocher,

26110 Nyons.

- Jean-Claude Lépine,

Mireille Grebowski,

Sophie et Laurence,

Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Armand LÉPINE,

ancien magistrat,

ancien juge directeur du tribunal

d'instance de Saint-Nazaire,

conseiller honoraire de la cour d'appel

de Rennes,

chevalier de l'ordre national du Mérite,

survécue le 9 juin 1995.

Les obèques ont eu lieu le 12 juin, à

Saint-Aignan-sur-Cher (Loir-et-Cher).

Le Sirois,

44750 Campanon.

- Odile Levy,

Stephan et François Levy-Kuentz,

Sa famille,

Ses amis,

ont la douleur de faire part de la disparition de

Edmond LEVY,

cinéaste,

chevalier de l'ordre des Arts

et Lettres.

survécue dans sa soixante-dixième année.

Requiescent à la chapelle Saint-Louis

de l'hôpital La Pitié-Salpêtrière, vendredi 16 juin 1995, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu, dans l'intimité,

au cimetière de Robiac (Gard).

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Herschel,

75006 Paris.

CARNET DU MONDE

Télécopieur :

45-66-77-13

Téléphone :

40-65-29-94

40-65-29-96

- Les familles Menut, roi, Bekarian

ont la douleur de faire part du décès de

Georges MENUT,

professeur émérite

à la faculté de médecine,

survécue le 13 juin 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée

au temple du Chambon-sur-Lignon

(Haute-Loire), le samedi 17 juin, à

15 heures, et sera suivie de l'inhumation

au cimetière du Chambon.

M^{me} Martine Menut,

21, rue Blatin,

63000 Clermont-Ferrand.

- M^{me} Marie-José Prouzet-Zinetti,

son épouse,

Le docteur et M^{me} Charles Prouzet,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Luc PROUZET,

survécue le 6 juin 1995.

Les obèques religieuses ont été célébrées

le 10 juin, en l'église de Salles-d'Aude.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Florin,

93220 Gagny,

30, rue Carnot,

11110 Salles-d'Aude.

- M. Jean Sella,

M. et M^{me} Philippe Sella,

et leurs enfants Jean-Philippe et Elise,

M^{me} Véronique Maury-Sella,

M. Philippe Maury

et leurs enfants Sébastien et Paul,

M^{me} Marguerite-Marie Brouillet,

sa tante,

Les familles Sella, Gros, de Béco, Mercereau,

Martellière, Tuttleers, Vaerman,

Knechtelmann, Maury,

font part du passage à la maison de Père de

M^{me} Jean SELLE,

née Joséphine Tuttleers,

née le 12 juin 1995, dans sa

soixante-quinzième année.

A la joie d'annoncer sa seconde

naissance dans l'Amour de Dieu,

sa mère la grande peine de la séparation terrestre.

La cérémonie religieuse sera célébrée,

le vendredi 16 juin, à 10 h 45, par le Père

Bernard Grognet, curé, archiprêtre de la

cathédrale Saint-Louis de Versailles,

en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye.

L'inhumation aura lieu à l'ancien cimetière

de Saint-Germain-en-Laye, dans le

caveau de famille.

Messes et prières.

10, route de la Faisanderie,

78110 Le Vésinet.

Fabrice VILLAIN,

mon compagnon, s'est éteint chez lui,

apaisé, le 13 juin 1995, après une lutte

longue et courageuse contre le sida.

Que soient remerciés ici tous les amis

et proches qui ont accompagné de leur

affection.

Jean-Claude Capelle,

32, rue de Dunkerque,

75009 Paris.

- Paris, Beaumont, Saint-Florent.

Lundi 12 juin 1995.

Jean-Michel RÉGNIER

nous quitte.

Ses parents,

Sa famille,

Ses amis,

vous prient de vous associer à l'office qui

sera dit, vendredi 16 juin 1995, à

11 heures, en l'église Saint-Séverin, 3, rue

des Prêtres-Saint-Séverin, Paris-5^e.

« Toute vie est ponctuée de morts

ou de départs, et chacune ou che-

cun cause de grandes souffrances

qu'il vaut mieux endurer que de

ne pas avoir connu la présence de

ces personnes quand elles exis-

tent. »

Marguerite Yourcenar.

Remerciements

- Jacqueline Cobbi,

et ses enfants,

remercient tous ceux qui leur ont témoi-

gné leur sympathie lors du décès de

Claude COBBI.

Un office religieux sera célébré, le

lundi 19 juin 1995, à 17 h 30, à la synagogue

du MJLF, 11, rue Gaston-de-Callavet,

Paris-15^e.

- Hardelet (Pas-de-Calais).

Profondément touchés des nom-

breuses marques de sympathie qui leur

ont été témoignées lors du décès de

M. Henri MADEUF,

M^{me} Lucienne Madeuf-Sénart,

Et toute sa famille,

prient toutes les personnes qui se sont

associées à leur peine de trouver, ici, leurs

sincères remerciements.

R.P. François (21838602).

Messes anniversaires

- Il y a huit ans,

M^{me} Jacques FURET,

née Jeanne Vilmain,

professeur de lettres classiques,

rappelée tragiquement à Dieu, nous

quitte.

Ceux qui l'ont connue voudront bien

avoir un pensée pour elle, en union avec

la messe qui sera célébrée à son intention,

le samedi 17 juin 1995, à 18 h 45, en

l'église de Saint-Gervais-la-Porte (Loir-

et-Cher).

Son mari, ses enfants et petits-enfants.

« Elle a trop pensé aux autres

pour qu'elle soit jamais oubliée. »

Saint Augustin.

Anniversaires

- (73) Château de Beauffort.

Le 15 juin 1987,

Thierry TRICAUD,

ancien élève de l'ENA,

nous quitte à l'âge de trente ans.

Il repose dans son jardin préféré.

A son souvenir est associé celui de son

père, décédé le 5 octobre 1978.

Martial TRICAUD,

médecin général de l'armée de l'air.

Une pensée est dévouée à ceux qui

les ont connus, estimés et aimés.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. : DROUOT 842 260
Informations téléphoniques au : 48-00-20-17
ou sur minitel, 36-17 Drouot
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

LUNDI 19 JUIN
S.12- Victoires. Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR
S.14- Livres anciens et modernes, rurs et précieux en différents
genres. Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VILLIET.

MERCREDI 21 JUIN
S.8 et 9- Arts primitifs. Collection Pierre HARTER. Me de RICOLES
Expert : M. de Montfaucon.
S.11- Numismatique. Collection J. et S. Monnaies françaises et
étrangères. Jetons de toutes monnaies papales.
Mes DELORME et FRAYSSE.

S.13- Tableaux modernes. Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD,
TAILLEUR.
S.14- 11H et 14H : Importantes estampes anciennes, modernes et
contemporaines. Livres illustrés et affiches. Mes LOUDMER.

VENDREDI 23 JUIN
S.1- Importantes et anciennes collections d'ARTS PRIMITIFS.
Mes LOUDMER.
S.5 et 6- 15H Importants tableaux et sculptures des XIX^e et XX^e siècles.
Me PICARD. Expert : M. Thierry Picard.
S.9- Collection de Mr Roger Lambert. Dessins et tableaux du XIX^e
siècle. Objets de vitrine et rare mobilier d'époque Charles X.
Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VILLIET.

S.14- Livres. Autographes. Tableaux, bibelots, mobiliers.
Mes BOSCHER, STUDER, FROMENTIN et Me Rami ADER.
SAMEDI 24 JUIN
S.8- ARTS PRIMITIFS. 11H Documentation. 14H Art précolombien.
Mes LOUDMER.

Rami ADER, 14, rue Favart (75002) 42.60.62.56
AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VILLIET, 32, rue Drouot (75009)
47.70.67.68
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002)
42.60.87.87
DELORME, FRAYS

HORIZONS

ENQUÊTE

L'Asie défigurée

L'Asie du Nord, du Nord-Est et du Sud-Est, une région qui connaît un développement phénoménal depuis un quart de siècle, est en train de payer un lourd tribut écologique à la croissance. Loin de tirer les leçons de l'expérience du Japon engagé dans les années 1960-1970 dans une expansion économique effrénée, qui frôla la catastrophe écologique, mais qui sut réagir, elle répète ses erreurs à un rythme et avec une ampleur inquiétantes.

Ce furent d'abord les « petits Dragons » (Corée, Hongkong, Singapour et Taïwan) qui marchèrent sur les brisées du Japon, puis apparurent les « nouveaux Dragons » de l'Asie du Sud-Est et enfin la Chine, devenue aujourd'hui une superpuissance polluante. Les effets de cette expansion transparaissent dans les statistiques. Shenyang, au nord-est de la Chine, déverse annuellement 200 000 tonnes d'anhydride de soufre dans l'atmosphère ; les enfants de Manille ont une densité en plomb dans le sang dix fois supérieure à la moyenne ; respirer à Séoul ou à Taipei équivaut à fumer un paquet de cigarettes par jour...

Peut-être est-il déjà trop tard, avancent des chercheurs, pour que ces pays puissent enrayer la destruction de l'environnement à laquelle ils se livrent. Ils avaient pourtant pour voisin le Japon, qui a été le plus dramatique exemple de croissance aveugle et de pollution à outrance des rivières, des mers et de l'atmosphère. Un pays qui connut aussi un sursaut de conscience écologique.

L'archipel a enduré, jusqu'à un certain point, la destruction de son environnement après avoir ajouté des drames à la longue histoire de la douleur humaine. Les grandes maladies de la pollution des années 1950-1960 (Minamata, Itai-itai, asthme de Yokohama ou de Kawasaki). En dépit de la résistance des pouvoirs publics et des industriels accrochés au culte de la croissance, qui, pendant dix ans, nièrent la relation de cause à effet entre maladies et pollution, le mouvement social, largement relayé par la gauche, que suscita ces drames, finit par faire admettre la triste réalité. En août 1968, le gouvernement reconnut les faits dans l'affaire de Minamata. Deux ans plus tard était créée une agence pour l'environnement.

La maladie de Minamata, la plus dramatique empoisonnement par le mercure organique de l'histoire industrielle, fit 1 283 morts et fut à l'origine de la naissance de centaines d'enfants handicapés. Fin 1993, près de 3 000 personnes avaient été reconnues victimes tandis que 2 000 autres attendaient que la justice se prononce. On compte par ailleurs cent mille victimes recensées et indemnisées de la pollution de l'air.

D'une manière générale, le Japon connaît des niveaux de qualité de l'air supérieurs à ceux de la plupart des pays industrialisés à la suite de l'adoption des normes les plus sévères du monde pour les moteurs à essence. Mais le cas Kawasaki, dans la banlieue de Tokyo, où l'atmosphère demeure la plus polluée du Japon par l'oxyde d'azote (cinq fois plus que le niveau autorisé par l'Organisation mondiale de la santé), et où sont recensés six mille malades, est symptomatique : le problème est loin d'être réglé.

Le Japon, qui a plus ou moins maîtrisé la plupart des pollutions industrielles « classiques » au moyen d'un arsenal réglementaire parmi les plus sévères au monde, cherche, depuis le sommet de Rio sur l'environnement (1992), à apparaître sur la scène mondiale comme une « grande puissance verte ». En quête d'un « leadership » de grande puissance civile, il voudrait devenir un chef de file de la défense de l'environnement de la planète, en consacrant à cette question une part importante de son aide au développement.

Le Japon a certes accompli des progrès remarquables en matière de lutte contre la pollution, mais il est loin d'être un paradis écologique. Selon Kenichi Miyamoto, spécialiste des questions d'environnement de l'université d'Osaka, la

Le Japon cherche à apparaître comme une « grande puissance verte », mais les efforts entrepris sur son territoire, dans les années 70, pour lutter contre la détérioration de l'environnement, se sont relâchés

pollution sur l'archipel est désormais moins aiguë mais plus insidieuse : « Elle est devenue un mal chronique ».

APRÈS l'effort des années 70, un relâchement s'est fait sentir dans la lutte pour la protection de l'environnement : depuis le début de la décennie est notable une remontée des taux de pollution par les gaz d'échappement. Le taux de traitement des eaux usées est en outre le plus faible des pays industrialisés

(44 %) et les déchets solides posent des problèmes insolubles. L'urbanisme reste enfin mal contrôlé et la protection des sites très insuffisante.

Le gouvernement a réagi : un effort d'équipement considérable est entrepris dans le sillage, partagé par l'ensemble des forces politiques, d'améliorer le cadre de vie. Les budgets publics consacrés à l'environnement bénéficient d'augmentations substantielles (170 milliards de yens, soit 9,3 milliards de francs en 1994), et les dépenses en re-

cherches et développement, essentiellement menées par le secteur privé, continuent à progresser. En 1994, le marché annuel des éco-industries au Japon représentait 7 000 milliards de yens (soit 370 milliards de francs) et sa croissance annuelle était de l'ordre de 8 %.

Parmi les retards enregistrés par le Japon vient en premier lieu le traitement des eaux potables ou résiduaires. Ce retard s'explique pour deux raisons : insuffisance des raccordements des habitations au ré-

seau de tout à l'égout et concurrence entre les administrations, qui paralysent l'adoption de normes unifiées. Depuis quelques années, le marché des équipements de traitement des eaux est en pleine expansion (croissance de 6 % par an d'ici à la fin du siècle). Il pourrait profiter notamment aux entreprises françaises en raison de leur avance technologique en ce domaine.

La progression rapide du volume des déchets et la rarefaction des sites de décharge est devenue l'une des obsessions de la politique de l'environnement au Japon. Les décharges illégales au bord des routes sont une illustration visible du problème. L'archipel doit gérer 50 millions de tonnes de déchets domestiques par jour et 350 millions de tonnes de déchets industriels par an. La séparation des ordures ménagères est désormais devenue une obligation. Par ailleurs, 70 % des déchets urbains sont incinérés. Mais beaucoup ne peuvent pas l'être.

Le secteur de la construction est responsable de la majorité des décharges illégales de déchets dans la nature. Longtemps laxistes (la construction étant un des « foyers » des lobbies politiques par le biais des appels d'offres publics), les autorités ont cependant commencé à réagir.

En ce qui concerne les plastiques, on estime qu'au rythme actuel, les dépôts d'ordures auront atteint leur pleine capacité à Tokyo d'ici cinq ans. La prolifération de l'emballage au Japon rend le problème particulièrement aigu et conduit à intensifier les pratiques de recyclage. A ce type de déchets s'ajoutent les 14,5 millions d'appareils électroniques (téléviseurs, réfrigérateurs, machines à laver ou conditionnements d'air) jetés chaque année et souvent abandonnés dans la nature comme les épaves de voitures. Un mouvement de recyclage se dessine chez les constructeurs automobiles.

Un autre des domaines où le Japon ne peut guère être un exemple est la protection de la nature et des sites. S'il existe des parcs naturels (4 % du territoire), la législation n'a pas empêché les constructions et un enlaidissement certain de leurs paysages. Le « tout-béton », pour des raisons de sécurité, a en outre longtemps été la norme pour le lit des rivières ou les côtes susceptibles d'être frappées de raz de marée. Résultat : comblements, béton ou tétapodes enlaidissent plus des deux tiers des côtes nippones.

La destruction, par l'industrialisation des années 60, des paysages de la mer intérieure, qui comptaient parmi les plus beaux du Japon, est tristement légendaire. Les îles de la mer intérieure, relativement épargnées par les méfaits de la forte croissance en raison de leur isolement sont aujourd'hui la proie du tourisme de masse. Depuis la construction de trois ponts entre le Honshu (le centre de l'archipel) et Shikoku, un « leisure boom », presque aussi dévastateur que l'industrie, avec ses parcs d'attraction, ses marinas, ses plages artificielles, déferle sur les îles.

D'une manière générale, le Japon a beaucoup détruit son patrimoine naturel et défiguré son patrimoine culturel. Le sentiment de l'imperméabilité de toute chose enseigné par le bouddhisme créait les conditions favorables à un effacement de l'ancien. Cette disposition a été subvertie dans le monde moderne par un souci de rentabilisation maximale des terrains et s'est traduite par une destruction irréversible.

Même Kyoto, l'ancienne capitale aux milliers de temples, subit les assauts des promoteurs de l'immobilier et du tourisme. De nouveaux immeubles défigurent l'horizontalité de cette ville entourée de collines boisées et, dernièrement, la municipalité, qui était à grand renfort de slogans sur l'attachement à la tradition le 1200^e anniversaire de la ville, a pourtant laissé s'installer des salons de « massages » dans le quartier traditionnelle de Pontcho, qui court le long de la rivière Kamo... L'Etat japonais a encore à assumer le rôle qui devrait être le sien, afin ne pas laisser aux seules mains des promoteurs la « mise en valeur » du patrimoine, ramenée à son exploitation.

Depuis un siècle, l'Etat nippon, influencé par l'Europe, se dit sensible à la préservation de son patrimoine. Sans succès probants. A sa décharge, on peut faire valoir des facteurs qui limitent son action : la faiblesse, en termes d'influence et de moyens, de l'Agence de la culture, qui dépend du ministère de l'éducation ; la gestion privée de bon nombre de sites par des associations religieuses, qui ne sont pas les dernières à percevoir ceux-ci comme des sources de profit. Le Japon a encore à inventer une politique de protection du patrimoine adaptée à sa culture.

On note une absence similaire de vision dans l'« eco leadership » que voudrait avoir Tokyo sur la scène mondiale. Le Japon est l'un des premiers fournisseurs d'aide pour la protection de l'environnement : au sommet de Rio, il s'est engagé à mettre au service de cette cause près de 1 000 milliards de yens (soit 1 milliard de dollars) pendant cinq années. Et il a tenu sa promesse, se contentant de verser des subventions sans avoir une politique coordonnée.

L'internationalisation de la protection de l'environnement relève

Tokyo est l'un des premiers donateurs pour la protection de l'environnement, mais derrière cette générosité se profile une stratégie commerciale

reils électroniques (téléviseurs, réfrigérateurs, machines à laver ou conditionnements d'air) jetés chaque année et souvent abandonnés dans la nature comme les épaves de voitures. Un mouvement de recyclage se dessine chez les constructeurs automobiles.

aussi des intérêts bien compris de Tokyo. Les deux tiers des émissions d'anhydride de soufre qui se déversent sur la région proviennent de la Chine et, au rythme actuel, elles atteindront 27 millions de tonnes en l'an 2000. Il n'est pas surprenant que figurent, dans la nouvelle trame d'aide au développement japonaise à Pékin, quinze projets portant sur la lutte contre les pollutions. Une autre considération qui n'est pas des moindres : le marché mondial pour l'environnement va doubler d'ici à la fin du siècle pour atteindre 600 milliards de dollars par an. Le « messianisme » écologique nippon n'est donc pas dénué d'arrière-pensées : l'eco business se profile derrière sa générosité. Dernière ambiguïté de la « diplomatie écologique » nipponne : l'archipel ne semble pas pour autant renoncer à participer à la destruction de l'environnement chez ses voisins : déforestation pour alimenter son industrie du papier, exportation de pollution par la délocalisation de certaines industries, ravages causés par la prolifération des terrains de golf en Asie du Sud-Est, qui nécessitent l'utilisation de pesticides qui détruisent les sols.

PARTIE avec pratiquement un siècle de retard sur le Japon dans la course à la modernisation (qui a commencé dans son cas au début des années 60), la Corée a parcouru les étapes à un train d'enfer au point aujourd'hui d'être candidate à l'entrée à l'OCDE. Mais c'est aussi l'un des plus pollués des « petits Dragons » : réseau hydraulique contaminé, air vicié (Séoul est la seconde ville la plus polluée du monde derrière Mexico et devant Pékin), pluies acides de plus en plus fréquentes, dégradation des sols par les engrais et les pesticides les plus nocifs. Le gouvernement, qui vient d'élever l'Agence pour l'environnement au rang de ministère, prend tardivement conscience de la gravité de la situation. Prix de ses poussées économiques : la Corée est un pays écologiquement sinistré.

Philippe Pons



Le Monde

Les nouveaux marchands de mort

« Les nouveaux marchands de mort » : une expression qui résonne comme un avertissement. Elle désigne ceux qui, dans le monde entier, profitent de la destruction de l'environnement pour enrichir leur poche. Ces hommes, souvent anonymes, sont les véritables maîtres d'œuvre de la catastrophe écologique. Ils sont les responsables de la pollution des rivières, des mers et de l'atmosphère. Ils sont les responsables de la destruction des forêts, des parcs naturels et des sites historiques. Ils sont les responsables de la perte de biodiversité, de la disparition d'espèces et de la dégradation de la qualité de l'air et de l'eau. Ils sont les responsables de la crise climatique, de l'élévation du niveau de la mer et de l'augmentation des catastrophes naturelles. Ils sont les responsables de la destruction de l'environnement, de la destruction de la vie et de la destruction de l'humanité.

Le n... éco... du...

ment d'entreprise ?

« Le n... éco... du... » : une expression qui résonne comme un avertissement. Elle désigne ceux qui, dans le monde entier, profitent de la destruction de l'environnement pour enrichir leur poche. Ces hommes, souvent anonymes, sont les véritables maîtres d'œuvre de la catastrophe écologique. Ils sont les responsables de la pollution des rivières, des mers et de l'atmosphère. Ils sont les responsables de la destruction des forêts, des parcs naturels et des sites historiques. Ils sont les responsables de la perte de biodiversité, de la disparition d'espèces et de la dégradation de la qualité de l'air et de l'eau. Ils sont les responsables de la crise climatique, de l'élévation du niveau de la mer et de l'augmentation des catastrophes naturelles. Ils sont les responsables de la destruction de l'environnement, de la destruction de la vie et de la destruction de l'humanité.

طاقة امنه الوطن

Le Monde

Les nouveaux marchands de mort

EN plein Salon du Bourget, qui est aussi une foire aux armements, l'Institut International de recherche sur la paix, le Sipri de Stockholm, dont la qualité des travaux est reconnue, publie ses statistiques annuelles qui bouleversent notablement les idées reçues et d'abord l'ordre établi dans le palmarès des marchands de mort.

D'une manière générale, le commerce des armes, c'est-à-dire le volume des transactions enregistrées, est en déclin depuis une dizaine d'années et 1994 marque un nouveau recul, avec une diminution de 11 % du chiffre d'affaires (quelque 21,7 milliards de dollars) par rapport à 1993. Les années-record de la décennie 80, où l'on a atteint des 46,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires comme en 1987, sont bel et bien du passé. A cette époque, encore, les États-Unis et l'ancienne URSS se disputaient la place traditionnelle de numéro un et, derrière, la France ou le Royaume-Uni caracolaient, au coude-à-coude.

L'écroulement de l'empire soviétique a eu, aussi, ses effets en matière de commerce international des armements. La situation établie de Moscou s'est effondrée au fil des années parce que le régime de Boris Eltsine et les industriels russes paraissent beaucoup moins crédibles aux yeux des clients. En 1994, la chute de ses ventes - elles ont été divisées par quatre d'une année sur l'autre - a été si spectaculaire que la Russie s'est classée, pour la première fois, au cinquième

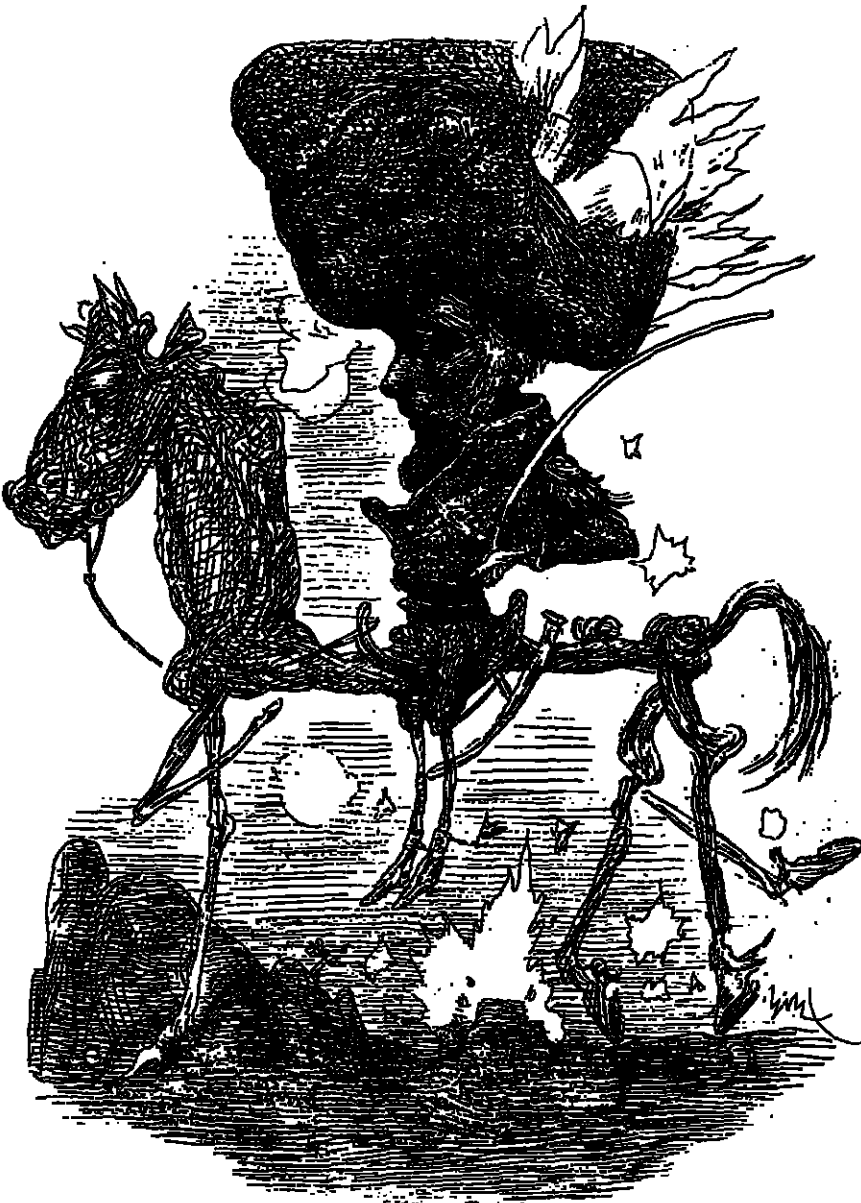
rang mondial. La France connaît, elle aussi, une dégringolade comparable, passant de son troisième rang mondial - en compétition avec la Grande-Bretagne selon les années - à la sixième place. Certes, les Français ont obtenu des contrats, notamment au Moyen-Orient et en Asie, qui ont eu du retentissement. Mais, leur conclusion, pour importante qu'elle ait été sur un plan diplomatique, n'entraîne pas à coup sûr des résultats financiers vertigineux dans la mesure où la France serre ses prix - quitte à faire des opérations blanches - pour enlever des marchés.

Ce qui est radicalement nouveau, en revanche, c'est la montée en puissance de pays fournisseurs qui donnent le change en n'étant pas sur le devant de la scène et en sachant rester discrets, ou moins modestes. Outre le Royaume-Uni, qui conserve la troisième place mais qui n'a pas l'habitude de claquer ses contrats, sont apparues l'Allemagne et la Chine, respectivement au deuxième et au quatrième rang en 1994.

L'Allemagne liquide à tout va les stocks de l'ancienne armée de l'Est, au point d'avoir doublé son commerce entre 1993 et 1994, et la Chine a repris une bonne part de la clientèle de l'ex-URSS. Ce sont les nouveaux marchands d'armes de ces dernières années. Leurs rivaux les connaissent bien, pour se heurter à eux sur le terrain du commerce, le grand public les ignore, et la clientèle les apprécie pour leur discrétion.

La question tchétchène

par Carlos Nino



AU FIL DES PAGES / Politique

Serviteur de l'Etat et du héros

A tous ceux qui rêvent d'un portefeuille ministériel, et aux autres qui s'interrogent sur la fonction, il faudrait conseiller la lecture des *Mémoires*, de Michel Debré, dont le cinquième et dernier tome vient de paraître. Toute considération politique mise à part, ils auraient ainsi une idée forte de ce que doit être un ministre dans l'exercice de ses fonctions : un serviteur de l'Etat qui n'hésite pas à se plonger dans les dossiers, à entreprendre des réformes, à orienter avec précision l'action de ses services, à veiller à l'exécution de ses directives, à sanctionner les fautes, à se porter sur le terrain même en l'absence des médias, à faire et à refaire la loi. De ce point de vue, Michel Debré aura été un ministre, un premier ministre et un élu particulièrement actif.

Le dernier tome de ses *Mémoires* est celui de l'adieu aux affaires et à la vie politique, dont il s'est retiré en 1992, à l'âge de quatre-vingts ans. Il couvre la période allant de 1969, année marquée par la démission du général de Gaulle, à 1993. Michel Debré fut ministre d'Etat chargé de la défense nationale dans les gouvernements Chaban-Delmas et Messmer, sous la présidence de Georges Pompidou, jusqu'à son renouvellement législatif de 1973. De Jacques Chaban-Delmas, qu'il tient pour un ami, il n'en relève pas moins « la prodigieuse ignorance », notamment dans les dossiers sociaux auxquels il prétendait s'attaquer, et il livre ce jugement de Georges Pompidou : « Notre ami n'est pas et ne sera jamais un homme d'Etat. » Le même lui confiera que Valéry Giscard d'Estaing avait tenté « d'être directement le successeur du Général ».

De l'action menée au ministère de la Défense, on retiendra le coup de pouce donné à la poursuite du projet Ariane, au moment où il paraissait menacé, la promotion des femmes jusqu'à l'école polytechnique, la prise en compte de la menace susceptible de provenir du Sud. Le mémorialiste revient sur ce dernier point pour en souligner la pressante réalité de nos jours, de même qu'il marque sa réserve à l'égard des missions de l'ONU confiées aux contingents nationaux.

Combattre tout ce qui pouvait conduire à la primauté de l'entité européenne sur les nations

Comme député de la Réunion, jusqu'à 1988, et maire d'Amboise, Michel Debré est ensuite passé d'une attitude toute de méfiance à l'égard du président Giscard d'Estaing à celle d'opposant déclaré au pouvoir socialiste incarné par François Mitterrand. Il a relevé l'étendard du gaullisme, concurrentiellement à Jacques Chirac, à l'élection présidentielle de 1981, avec un résultat décevant (1,66 %), ce qui l'avait conduit à s'interroger sur son retrait de la vie politique. Mais il y avait, pour un tel tempérament, d'autres combats à mener, comme il l'avait fait avant le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958. Il s'agissait, cette fois, de s'opposer à tout ce qui menaçait l'édifice institutionnel de la V^e République, dont il avait été l'un des principaux artisans, de combattre tout ce qui pouvait conduire à la primauté de l'entité européenne sur les nations, d'œuvrer à une politique nataliste et de dénoncer la décentralisation, etc.

Au terme de sa carrière, Michel Debré s'interroge sur le gaullisme sans de Gaulle : il le définit comme « l'expression la plus forte et, en même temps, la mieux adaptée, la plus fidèle à nos traditions et, en même temps, la plus neuve de ce long mouvement qui a fait des Français et des Françaises des hommes et des femmes libres au sein d'un peuple fier d'être lui-même et ouvert au travail en commun avec tous les peuples de la Terre (...), la forme la plus moderne du patriarisme ». Il s'est mis au service de cette ambition, comme serviteur de l'Etat et du « héros » qu'était, à son sens, de Gaulle. Les héros sont rares, notamment en politique, observe le mémorialiste qui, si passionné qu'il soit, déclare que c'est la raison qui l'a attaché à celui qu'il a rencontré.

André Laurens

* *Combattre toujours. Mémoires 1969-1993*, de Michel Debré, Albin Michel, 332 p., 150 F.

RECTIFICATIF

M. TRANI ET VÉLIZY

Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 13 juin, en commentaire des résultats des élections municipales dans les Yvelines, Antoine Trani (div.d.), ancien maire de Vélizy, n'avait pas été « invalidé pour délit d'ingérence », mais déclaré inéligible par le Conseil d'Etat, le 26 février 1990, en tant qu'entrepreneur de service public, qualité incompatible, à l'époque de cet arrêt, avec un mandat électif. M. Trani n'a donc pas fait l'objet d'une condamnation pénale, comme l'implique le terme de « délit », employé par erreur.

Erik Izraelwicz

Gouvernement d'entreprise ?

LE mode de fonctionnement du nouveau capitalisme à la française, né des campagnes de privatisations de 1986-1987 et 1993-1994, semble toujours aussi contestable et incohérent. La logique des conseils d'administration et des intérêts qui y sont représentés est loin de correspondre à la défense des intérêts du plus grand nombre des actionnaires. Jusqu'à présent, les solidarités idéologiques et sociologiques entre dirigeants, issus pour la plupart de la haute administration, et le système des participations croisées rendaient difficile la sanction des échecs et des erreurs.

L'arrivée de pratiques venues d'outre-Atlantique et baptisées « gouvernement d'entreprise » devait donner aux actionnaires anonymes - et à leurs intérêts - voix au chapitre. Il est à craindre que cette irruption de la démocratie dans les conseils d'administration et les assemblées ne soit qu'une mode ou un leurre. L'exemple des malheurs de la compagnie Suez suffirait à le démontrer.

Les actionnaires de Suez ont ainsi pu assister, mercredi 14 juin, à un spectacle rare et consternant : celui de grands patrons français de groupes privatisés au cours des dernières années réglant des comptes en public. Tout à tour, Jacques Friedmann, Philippe Jaffré et Jean-Louis Beffa, respectivement présidents de FIAP, d'Elf et de Saint-Gobain, s'en sont

pris à la stratégie d'un groupe dont ils sont les principaux actionnaires depuis de longues années. Un groupe qui est également actionnaire de chacune de leurs sociétés selon la règle de base du capitalisme à la française, celle des participations croisées.

Voilà dans ce spectacle l'émergence d'un prétendu « gouvernement d'entreprise » et la montée en puissance, tant attendue, du pouvoir des actionnaires est abusif. Il s'agit en fait d'ambitions opposées et contraires. Celle des patrons de FIAP et de la BNP, frustrés de voir Suez leur échapper et de ne pouvoir réaliser leur rêve de « très grande firme », et celle de Gérard Worms, président de Suez, désireux de limiter l'influence d'actionnaires encombrants en se jetant dans les bras de François Pinault.

Sans une accélération subite, au cours des dernières semaines, de la compétition entre les projets des uns et des autres, les grands actionnaires de Suez se seraient sans doute préoccupés avec moins d'énergie d'un vide stratégique et d'une rentabilité insuffisante qu'ils ont cautionnés pendant des années. Ils ont en tout cas démontré qu'il ne suffit pas en France d'être les principaux actionnaires d'un groupe - avec 30 % du capital - pour le contrôler. Quant à la masse des anonymes, des petits porteurs et autres possesseurs de parts de sciv et de contrats d'assurance-vie, qui en détiennent 70 %, elle peut seulement compter les coups.

Le retour économique du « balladurisme »

Suite de la première page

Hausse du SMIC, des salaires et des retraites, lancement d'un contrat initiative-emploi (CIE) généreux et d'un contrat d'aide à l'emploi des jeunes (CAE), allègements des charges sur les emplois non qualifiés, mais aussi création d'allocations nouvelles pour les plus âgés et pour les familles : toutes les promesses du candidat allaient devoir engager le gouvernement. Tout y était, sauf les moyens pour les financer. C'était l'amorce de l'*« autre logique »* : la réduction du chômage comme condition de la baisse des déficits.

Confirmée par les « lettres de mission » qu'Alain Juppé envoya à ses ministres, cette approche - keynésienne et volontariste, « séguiniste » en quelque sorte - a depuis été largement contredite par les lettres de cadrage pour le budget 1996, puis par les travaux sur le collectif budgétaire. Après la relance, c'est la rigueur toute là. La priorité est à la réduction des déficits. Les dispositions de soutien à l'emploi - en projet - se réduisent comme peau de chagrin. Les dépenses doivent être réduites, les impôts augmentés, ainsi que la TVA, l'impôt sur la fortune (ISF) et peut-être d'autres taxes diverses.

La relance ou la rigueur ? Tout dépendra de définitive des équilibres globaux qui ressortiront du collectif budgétaire prévu pour le 28 juin. Côté dépenses, chacune des mesures proposées peut en effet avoir un coût global très différent selon les modalités précises qu'elle accompagneront. Le CIE coûtera plus ou moins cher selon qu'il bénéficiera à 10 000, 100 000 ou 500 000 chômeurs de longue durée. Le débat en cours sur les allègements de charges en faveur des emplois non qualifiés - un allègement « massif » ou des réductions limitées et ciblées - laisse, de même, apparaître des stratégies économiques radicalement différentes.

Pour les recettes, les choix sont, là aussi, encore très ouverts. Ils portent sur le montant global de l'effort qui sera demandé aux Français et sur sa répartition. La logique keynésienne poussée à l'extrême conduirait à n'augmenter aucun impôt. Stimulée par les dépenses nouvelles, la consommation devrait doper la croissance, favoriser la création d'emplois et conduire ainsi, à terme, à une réduction des déficits publics et sociaux. C'était l'*« autre logique »* si souvent opposée par le candidat Chirac aux tenants de la « pensée unique ». Le président Chirac semble vouloir lui préférer maintenant la rigueur budgétaire immédiate.

Volontarisme ou libéralisme ? Jacques Chirac n'a pas encore vraiment choisi entre M. Séguin et M. Madelin. L'attitude adoptée à l'égard des PME est significative. Sous l'influence de M. Madelin, le candidat Chirac avait annoncé qu'il « libérerait les forces vives » du pays : il pensait alors aux 2,4 millions de petits entrepreneurs, des créateurs d'emplois en puissance. Alain Juppé a bien annoncé, dans son discours de politique géné-

rale, un « plan PME », avec des financements nouveaux, des droits de transmission réduits et un allègement de l'impôt « formalités ». C'est un plan pour demain. Dans l'immédiat, le gouvernement promet aux patrons de PME des réductions de charges sociales, mais il les contraint d'abord à augmenter leurs « smicards », à ne pas répercuter la hausse de la TVA dans leurs prix et à payer, éventuellement, une surtaxe sur l'ISF. S'inspirant du volontarisme de M. Séguin, l'Etat mobilise dans le même temps les préfets et dernière aux toute l'administration.

M. Chirac bénéficiait de conditions très favorables pour mettre en œuvre le changement promis. Il disposait, avec ses amis, de toutes les manettes du pouvoir. L'amélioration de la conjoncture économique et la perspective de nouvelles baisses de taxes en Allemagne alimentaient la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise. Depuis le 7 mai, Jacques Chirac n'a peut-être pas tiré le meilleur parti de cette situation. Il a brouillé ses messages : la France le paie d'ores et déjà par le maintien de taux d'intérêt à des niveaux toujours élevés. Il y avait bien sûr les élections municipales. M. Chirac et M. Juppé ne voulaient rien faire qui puisse perturber. Il leur fallait temporiser, pour éviter une crise monétaire, un conflit social ou une crispation politicienne. Tout indique pourtant que la pente suivie désormais par l'équipe Juppé conduit vers un « retour de Balladur » : la stabilité du franc et la rigueur budgétaire prenant progressivement le dessus sur la priorité à l'emploi.

RALLIEMENT APPARENT

Comment expliquer ce ralliement apparent de M. Chirac et de ses amis à la « pensée unique » ? Première hypothèse : les chiraquiens étaient réellement déterminés à mener « une révolution culturelle ». Ce n'est qu'en prenant les clés du pouvoir qu'ils auraient découvert l'ampleur réelle des déficits et l'absence totale de marge de manœuvre. Une telle hypothèse ne peut être retenue : l'équipe du nouveau président est composée de personnalités compétentes et avisées. Dix des ministres d'Alain Juppé faisaient partie du gouvernement d'Edouard Balladur. Faut-il invoquer alors, autre hypothèse, le cynisme nécessaire des hommes politiques ? Les chiraquiens en campagne savaient parfaitement qu'il n'y avait pas une « pensée unique », mais une réalité unique. Ce serait faire un procès d'intention que de retenir un tel scénario.

Il reste une dernière hypothèse : celle de la ruse. Jacques Chirac et Alain Juppé sont déterminés à faire ce qu'ils ont promis - la « révolution culturelle » - et à obtenir une réelle décade du chômage. Ils ont un projet et sont prêts à l'imposer, quitte à provoquer des crises. Pour des raisons électorales mais aussi pour mieux se préparer, ils ont préféré temporiser. Pendant l'hiver, ils ont profité pour donner quelques gages. Aux chômeurs et aux exclus, ils ont montré qu'ils avaient la fibre sociale : c'est la hausse du SMIC et de l'impôt sur la fortune. Aux marchés financiers, ils ont dit leur volonté de préserver le SME. S'il devait y avoir maintenant une crise, ce ne serait pas alors de leur fait. Et ce serait l'occasion de lancer le vrai changement, le « chiraquisme ». Ce qui distinguera le « chiraquisme » du « balladurisme », on devrait finalement le savoir bientôt.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil, directeur de la publication : Dominique Auby, directeur général. Rédaction : 11, rue Falguère 75011 Paris Cedex 13. Tél. : (01) 46 45 25 25. Télécopieur : (01) 46 45 25 29. Tél. : 205 60 65. Directeur adjoint de la rédaction : Fabry Pinaud. Rédacteurs en chef : Thomas Renard, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction : Jean-Paul Basse, Bruno de Crous, Laurent Colliette, Dominique Heymann, Bernard Le Gendre, Marcel Luchet, Luc Rieunov. Alain Rollat, conseiller de la direction : Daniel Verne, directeur des relations internationales (Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction). Médiateur : André Laurens. Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1969), Jacques Pauze (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecoq (1991-1994). Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 120 000 F. Périodique trimestriel ; société civile « Les rédacteurs du Monde ». Association Hubert-Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil. RÉDACTION ET SERVICES SOCIAUX : 11, RUE FALGUÈRE 75011 PARIS CEDEX 13. Tél. : (01) 46 45 25 25. Télécopieur : (01) 46 45 25 29. Tél. : 205 60 65. ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BONNE-MÉRY 94002 VILLENEUVE-CEDEX. Tél. : (01) 46 45 25 25. Télécopieur : (01) 46 45 25 29. Tél. : 261 31 17.

Prolifération nucléaire et pensée unique

par Jean-Louis Bessis

L'INCARTADE française sur les essais nucléaires déchaîne les controverses. L'obsolescence du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) passe inaperçue. La récente recondiction illimitée, inconditionnelle et unanime du TNP a été présentée comme une avancée pour l'humanité, un succès pour les diplomates occidentales. Et si celles-ci faisaient fausse route ? Obsédées par la recondiction *ad vitam aeternam* du TNP par le plus grand nombre de pays possible, elles ont peut-être laissé passer l'occasion de compléter un traité dont on cerne mieux, vingt-cinq ans après sa première mouture, les insuffisances et les effets pervers. Encore faut-il s'extraire, ne serait-ce qu'un instant, de la « pensée unique » qui règne sur les états-majors et les chancelleries.

Le TNP institue une dissymétrie entre deux types de pays : ceux dotés de l'arme nucléaire et les autres. Les premiers, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, se voient reconnaître le « port d'arme » nucléaire en tant qu'ayant fabriqué et fait exploser une telle arme avant le 1^{er} juillet 1967 (article 9). Ils s'engagent à ne pas aider un Etat non doté à acquérir l'arme

nucléaire. Les autres, les non-dotés, s'engagent à la fois à ne pas chercher à s'en doter et à accepter les contrôles de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA).

En somme, le TNP ferme les portes du club nucléaire. En contrepartie, les États non dotés se voient reconnaître « le droit au développement pacifique de l'énergie atomique » (article 4) et les dotés s'engagent à cesser la course aux armements et à progresser dans la voie du désarmement nucléaire général (article 6).

On peut faire de cet article 6 deux lectures. Cynique : il s'agit d'une simple « clause de style » destinée à introduire dans le TNP un semblant d'équilibre, histoire de le rendre « signable » par le plus grand nombre. Lecture « canale » : il s'agit d'une clause déterminante du traité. L'engagement, par les uns, de désarmer, constitue la principale contrepartie à l'acceptation, par les autres, de « rester faibles ». En somme, si le TNP consacrait, en 1970, une aristocratie nucléaire, celle-ci n'était que provisoire et avait vocation à se résorber avec le désarmement.

Les puissances nucléaires ont résolument opté pour la lecture cynique : elles n'ont jamais renoncé à l'arme nucléaire. Du reste,

elles ne se privent pas de la moderniser. En arrachant à la communauté internationale la reconduction illimitée du TNP, tout en repoussant le moindre calendrier de désarmement, les puissances nucléaires ont choisi de pérenniser la dissymétrie entre Etats dotés et Etats non dotés.

La reconduction du TNF fait l'impasse sur l'introduction d'un mécanisme de contrainte au sein du traité comme sur l'insuffisance manifeste des moyens de contrôle et de sanction dont dispose l'AIEA. Et aussi sur le sort des trois Etats nucléaires « officieux » : Israël, Inde et Pakistan. Non signataires du TNF, ils ne peuvent le rejoindre sans renoncer à l'arme nucléaire. Sauf à modifier le traité pour leur faire place dans le club. Cela constituerait, nous dit-on, une prime au fait accompli.

Pour justifier leur maintien hors du club, on invoque aussi la renonciation unilatérale à l'armement atomique par l'Afrique du Sud, en mars 1993 : ce précédent « historique » donnerait une raison d'être à un geste analogue des trois autres « officieux ». Mais on omet de préciser que le président De Klerk était essentiellement animé par la crainte de voir la bombe passer aux mains de la majorité noire. Israhël, Inde et Pakistan ne sont pas

près de conclure des accords régionaux de dénucléarisation. Dès lors, pour commodité que soit la fiction de puissance officieuse, le choix s'impose : les officialiser ou les contraindre à renoncer. Dans un cas comme dans l'autre, l'actuelle rédaction du TNP est inadaptable. Les Etats-Unis eux-mêmes n'ont-ils pas déjà proposé d'élargir le club en échange du gel des arsenaux des nouveaux venus ?

**Il faudra
tôt ou tard
substituer au TNP
un instrument
juridique
plus équilibré,
plus réaliste
et plus contraignant**

« Toutes les parties s'engagent à faciliter le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en particulier sur le territoire des Etats non dotés » (article 4). Seule contrepartie tangible à l'engage-

ment de rester faibles, cette clause fait du TNP un traité de prolifération du nucléaire civil. L'AIEA a comme mission à la fois de promouvoir l'usage pacifique du nucléaire et de vérifier que ces applications demeurent bien pacifiques. Mais peut-on à la fois être promoteur et régulateur, acteur et surveillant, assistant et contrôleur ?

En 1970, on pouvait encore croire difficilement franchissable la frontière du civil au militaire. On sait aujourd'hui que tout plutonium est à la fois militaire et civil, que tout uranium faiblement enrichi (UFE) est source potentielle de plutonium et d'uranium hautement enrichi (UHE), que tout pays doté d'une capacité de retraitement et d'enrichissement peut réaliser cette conversion.

Le TNSP est organisé autour d'une ligne de partage dont on mesure désormais la porosité : fallait-il le reconduire en l'état, sans y intégrer un dispositif réglementant la production et le marché des matières nucléaires « militaires » ? Par exemple, en concentrant dans les pays « nucléairement sûrs » les capacités de retraitement ?

Il faudra bien, tôt ou tard, substituer au TNP un instrument juridique plus équilibré, plus réaliste.

et plus contraignant. La convention d'interdiction des armes chimiques (CIAC), conclue en janvier 1993 par 154 pays, après plus de vingt ans de négociations, pourrait servir de modèle au futur TNE Equilibre : le CIAC ne fait pas deux poids, deux mesures. Les Etats signataires s'engagent tous à renoncer aux armes chimiques, à ne pas en développer, à ne pas en s'en déposséder. Réaliste : il prend la mesure du caractère dual de nombreuses substances chimiques. Il prévoit un régime d'inspection sévère, notamment pour les sites « non déclarés ». Contraignant : il prévoit des sanctions à l'encontre des signataires récalcitrants et des pressions draconiennes sur les non-signataires suspects.

Ce qui a été possible pour le chimique doit l'être pour le nucléaire. Encore faudra-t-il que les chancelleries se résolvent à reconsidérer le dogme de la non-réécriture du TNP. Un chantier en regard duquel la question des essais français apparaît bien dérisoire.

Jean-Louis Bessis enseigne le droit à l'université Paris-VIII et à l'Institut d'études politiques de Paris.

Les essais contre la dissuasion

par Pascal Boniface

LE président de la République, mettant fin au moratoire déclaré en 1992, a décidé que la France procédera à huit essais nucléaires d'ici au mois de mai prochain. Cette décision a été prise « *après mûre réflexion* » par le chef de l'État afin de préserver la fiabilité de notre dissuasion. Les experts civils et militaires consultés étant unanimement convaincus de cette nécessité. Ce n'est guère étonnant. Les experts du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ont aussi peu vocation à se prononcer pour l'arrêt des essais nucléaires que les diodes sont portées à désintégrer les nucléons.

Notre dissuasion aurait-elle été menacée en cas de prolongation du moratoire ? Si cela avait été le cas, nul doute qu'il aurait fallu être prêt à payer le prix des protestations internationales prévisibles. Le général de Gaulle a eu raison, en son temps, de braver l'opposition pure et simple de la partie du monde pour doter le France d'un outil de dissuasion nucléaire, garante de notre indépendance et de notre sécurité, demain comme hier. Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'accéder au statut de puissance nucléaire - ce qui n'a effectivement pas de prix - mais de perfectionner notre arsenal. La vraie question est de savoir si les avantages techniques qu'apportent ces essais n'auront pas un coût stratégique exorbitant.

**La fin du moratoire
va permettre
de jeter le bébé
de la dissuasion
avec l'eau du bain
des essais nucléaires**

Il est difficile - ou inquiétant - de croire que la sécurité de nos armes nucléaires a encore besoin d'essais. Si cela était, on pourrait dire, au minimum, que le CEA n'a guère été prévoyant. On peut craindre que ce dernier ne fasse preuve d'un perfectionnisme qui pourrait se révéler coupable.

En 1981, la France procédait à douze essais par an. Lorsque le pouvoir politique a voulu en réduire le nombre, le CEA a, à chaque fois, mis en avant les dangers mortels qu'une telle réduction ferait courir à la France. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cet alarmisme n'était heureusement

pas de mise. De même, il y a deux ans, le CEA estimait indispensable de procéder à de nouveaux essais pour valider la tête du M45. Il reconnaît aujourd'hui que ce n'est pas nécessaire et que la crédibilité de la dissuasion est assurée jusqu'en 2005-2010.

Certes, il n'y a aucun danger écologique à procéder à des essais nucléaires, ce que pourront constater les experts internationaux invités par le président. Le véritable problème est ailleurs, car il dépasse largement le cadre soudanais devenu étroit du Pacifique sud. C'est en effet l'ensemble des pays qui, du nord au sud, et y compris chez nos alliés occidentaux, vont condamner la reprise des essais et provoquer un isolement diplomatique de la France.

Il y a plus grave encore. La décision de reprendre les essais va constituer un extraordinaire cadeau à tous ceux qui s'opposent à la dissuasion. Les grandes vagues antinucléaires des années 80 étaient retombées. La fin du moratoire va permettre la mise sur pied d'un tribunal permanent qui risque de jeter le bébé de la dissuasion avec l'eau du bain des essais nucléaires.

La prolongation illimitée du traité de non-prolifération a déjà été payée par une certaine délégitimation de la dissuasion. La reprise des essais va l'accentuer et provoquer la mise sur la sellette du principe même de la dissuasion. Les cicatrices resteront ouvertes bien après mai 1996. De plus, au moment où on réfléchit sur la coordination entre les dissuasions française et britannique et la défense européenne, cette décision va réveiller les démons antinucéaires qui ne dorment que sur une oreille, en Allemagne et dans le reste de l'Europe occidentale.

Loh, donc, de renforcer à long terme notre force de dissuasion les essais risquent de la saper politiquement. Si l'état doit aujourd'hui être modeste tout en étant efficace, la modestie de notre concept de dissuasion est la condition même de son efficacité. Si nous paraissions arrogants, nous serions condamnés. *Last but not least*, on peut craindre que la reprise des essais n'ait pour but véritable de mettre au point des armes permettant des frappes chirurgicales. On abandonnerait alors, en fait, le concept de dissuasion pour aller vers des armes nucléaires d'emploi.

Pascal Boniface est directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS)

Incohérences

par Bruno Barrillot

FAUT-IL se rendre à l'avis des experts - juges et parties - du Commissariat à l'énergie atomique, annonçant aujourd'hui qu'ils renouent à la validation de la tête nucléaire dite TN-75 qui devait équiper les sous-marins nucléaires lance-engins de la nouvelle génération ? En 1993, ils avaient - après un an de moratoire - présenté l'homologation de la TN-75 comme « l'aboutissement d'un projet difficile et ambitieux ».

Pourquoi, il y a quelques mois, fallait-il vingt essais et, aujourd'hui, seulement huit pour « modéliser » les simulations ? N'importe quel responsable de la Direction des applications militaires reconnaît que chaque tir nucléaire « réel » n'est que le prolongement d'une longue série d'analyses programmées, répétées et interprétées par les super ordinateurs Cray (américains) du centre d'études de l'Inell. Qu'ont-ils donc fait de trente ans de mesures ainsi engrangées ?

Faut-il se laisser impressionner par ce laser mégajoule - gigantesque pompe à finances - si indispensable aux simulations, mais qui n'entrera en service qu'en 2002, six ans après l'arrêt définitif des essais annoncés pour 1996 ? Les lasers,

on le sait, sont à la base d'une immense panoplie d'armes nouvelles, dites non létales. L'attribution d'un tel champ de recherche à la Direction des applications militaires du CEA ne promet rien qui vaille. En septembre prochain, l'ONU s'apprête d'ailleurs à condamner ces fusils lasers et autres armes aveuglantes comme contraires au droit de la guerre, ce qui inquiète les autorités fran-

Les experts, qui disent tout et le contraire de tout, l'emportent encore. Mais personne ne paraît se soucier de la Polynésie, au bord de l'explosion sociale.

çaises, qui veulent « préserver les utilisations courantes et légitimes des faibles lasers ».

Faut-il se rendre à l'avis des experts militaires ? L'amiral Lamoignon, au lendemain du moratoire, s'était déjà fait le porte-parole de leurs « nombreuses interrogations ». Le démenti présidentiel fut rude, en effet, notamment pour le patron

de la Direction des centres d'expérimentations nucléaires, le général Paul Véricel, qui, un mois avant l'annonce du moratoire, déclarait à pleines pages de *La Dépêche de Tahiti* que Mururoa serait « bon pour le service jusqu'en 2010 » !

Après s'être heurtés à l'intransigeance ombrageuse de l'ancien locataire de l'Élysée, les experts militaires ont vite sondé la « résistance » du nouveau et sa

commission des mêmes chefs militaires et des mêmes directeurs du CEA - sans le moindre débat contradictoire - répètent rapport après rapport que « demain, les essais seront indispensables » ? En réalité, l'urgence n'était pas à la reprise des tirs nucléaires, mais bien au réajustement des perspectives de sécurité de la France. Révision qui aurait conduit notre pays vers un désarmement progressif de sa force de frappe, en cohérence avec son adhésion au Traité de non-prolifération.

Si l'on se réfère à une récente estimation du Département of Energy, aux États-Unis, ni les crédits ni les emplois ne devraient faire défaut aux bureaux d'étude du CEA au terme d'une telle évolution. On prévoit en effet, outre-Atlantique, que la réhabilitation des installations nucléaires militaires américaines nécessitera une dépense de 500 milliards de dollars sur plus de soixante-quinze ans.

A-t-on oublié, dans le débat, que les sites d'expérimentation - Mururoa et Fangataufa - se trouvent en Polynésie, territoire d'outre-mer au bord de l'explosion sociale ? L'argent de la bombe déversé à flots depuis trente ans n'a servi qu'à enrichir la bourgeoisie au pouvoir, qui a perdu toute crédibilité, ainsi qu'un représen-

tant de l'Église évangélique de Polynésie le rappelait récemment avec véhémence, dans ce langage émaillé de réminiscences bibliques : « Ta parole n'a plus de poids parce que ta bouche est pleine d'argent ».

De fait, l'exaspération est grande pour toute une frange de la jeunesse maorie - privée de son propre paradis - exclue très tôt de l'école, sans espoir d'emploi, vouée à la délinquance et à la mendicité. Aujourd'hui largement émancipés de l'emprise des Églises et de moins en moins dociles aux directives non violentes des chefs indépendantistes et des responsables syndicaux, ces jeunes des bidonvilles tahitiens ne se contenteront peut-être plus de brûler, comme en février dernier, le seul drapeau tricolore devant les camé-

ras de télévision. Qu'on se rappelle les émeutes qui avaient mis Paapea à feu et à sang en octobre 1987.

A Tahiti, l'urgence n'était certainement pas à la reprise des essais. Il eût mieux valu amorcer le bilan - politique, économique, social, sanitaire et environnemental - de trente ans du Centre d'expérimentation du Pacifique. Il eût été préférable de mettre en route le développement « durable » d'un pays que trois décennies de crédits déversés sans compter par la France n'ont pas réussi à amorcer.

Bruno Barrillot est directeur du Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits de Lyon

Confiscation

par René Cruse

LEmot « expert », surtout en matière nucléaire, résonne aujourd'hui de manière magique. En forçant un peu les choses, ce mot évoque le « gourou », celui qui sait, face à celui qui ne peut répondre en connaissance de cause.

Je ne discute pas ici de la compétence des experts qui ont remis récemment un rapport au président de la République tendant à mettre fin au moratoire international au bénéfice d'une stimulation de la bombe atomique française. Mais je veux dire, à la suite du philosophe phénoménologue Karl Jaspers (dans son livre *La Bombe atomique et l'Avenir de l'homme*), que, dans une telle matière, où il en va de l'avenir même de l'humanité, personne n'est compétent sans les autres. Sans tous les autres.

Certes, en matière atomique, le physicien a une compétence, de même le stratège militaire, l'économiste, le politique, l'ingénieur. Et il faut ajouter le moraliste, trop souvent laissé pour compte. La compétence de l'un ne peut être liée de celle des autres, au risque de s'enliser dans l'irrationnel absolu. Or, le domaine de l'atome en général et de l'arme nucléaire en particulier appartient exclusivement aux groupes de pression, qui échappent, par nature, à l'appréciation démocratique. Domaine ô combien réservé !

Il s'ensuit que, le débat étant verrouillé, on nous fabrique un « consensus » purement artificiel. Il n'est pas vrai que l'arme nucléaire, pas plus d'ailleurs que le nucléaire dit « civil », soit inévitable, et qu'il ne se trouve plus personne pour contester l'un et l'autre. Cette contestation n'a jamais pu s'exprimer autrement que par un bulletin de vote politique. Choix indistinct parce que noyé dans mille autres projets. Faute d'un débat contradictoire largement et honnêtement médiatisé, le bulletin de vote n'a jamais été, en la matière, qu'un blanc-

seing. L'opposant reste marginalisé par une machine à faire l'opinion. Le citoyen, ainsi frustré de son droit le plus élémentaire de débattre, a toujours été relégué au rang d'irresponsable, aussi généreux que farfelu, au dire des experts.

Il y a, certes, les spécialistes de l'armement nucléaire. Mais tous les autres, qui les entendent ?

C'est pourquoi, en 1967, j'avais tenté, à Nevers, de soulever publiquement, politiquement, la question des compétences, en me présentant à une élection législative. J'avais centré ma campagne sur le renoncement à « la bombe ». Pour ce faire, et afin de ne pas être taxé d'idéalisme, j'avais mis en avant, sur la base de l'argumentation de François Mitterrand, qui prétendait alors en faire sa « priorité des priorités », tous les dossiers techniques et politiques dont je pouvais disposer à l'époque. On sait que M. Mitterrand au pouvoir s'est, par la suite, soumis - un temps du moins - aux groupes de pression. J'ai échoué. Seul le PSU m'avait soutenu.

Mais je n'ai pas pour autant changé d'avis sur la question de la compétence tronquée des experts. Il reste évident, compte tenu de la conjoncture internationale, que la reprise des essais nucléaires relève du fait du prince. Au mépris de toutes les populations concernées. Pour la plus grande honte de la France.

René Cruse, ancien pasteur, est un militant antinucléaire

Itineris a la plus grande couverture nationale pour qu'on puisse vous joindre aux quatre coins de l'hexagone.

itineris

Etre abonné à Itineris, c'est bénéficier de la couverture nationale la plus large. Jugez plutôt ! Aujourd'hui, le réseau Itineris couvre déjà 90% de la population et poursuit son développement pour vous aider dans vos déplacements, que vous soyez à Lille, Marseille, Nantes, Strasbourg... bref, aux quatre coins de l'hexagone.

N° Vert 05 10 07 07

On va beaucoup plus loin avec Itineris.



France Telecom Mobiles

AU COURRIER DU « MONDE »

TOUCHE PAS À MON JAURES !

Une fois de plus, Madeleine Rébérioux, professeur émérite - et présidente d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, dont je suis membre également - monte au créneau pour réhabiliter la mémoire de son grand saint laïc, Jean Jaures (*Le Monde* du 27 mai).

La séance de la Chambre des députés de juillet 1898 ; les *Preuves* publiées en 1899. Certes, c'est bien, et il faut le saluer. Mais dans ce cas, il faut tout dire. Qu'a fait Jaures en 1894 ? En 1895 ? En 1896 ? En 1897 ? Et même encore au début de l'année 1898 ? Nicole Lebovitz a rappelé dans *Le Nouvel Observateur* que « jusqu'en 1896 Jean Jaures n'a pas caché son hostilité à l'égard d'Alfred Dreyfus. Cette année-là, il a même signé le manifeste du groupe socialiste exhortant les uns et les autres à se méfier des « anarchistes » et des « judaïsants ». Pour finir, elle le qualifie de « ruffin de la dernière heure ».

Par contre, c'est tout de suite que dans la justice du 17 novembre 1894, le premier, l'anarchiste Bernard Lazare, a dit non, et déjà tout y est. Il va revenir à la charge en rédigeant

trois brochures en 1896, 1897 et 1898.

Jean-Jacques Gandini Montpellier

GROTESQUE APPEL AUX ARMES

Une fois de plus, il y a beaucoup de beaux discours ou de beaux écrits. Et aussi de belles âmes, dont aucune n'est prête à mourir ou à envoyer son fils mourir pour la Bombe. Tous ces gens n'ont rien appris. Sans parler de 1914, il suffit d'évoquer l'indochine ou l'Algérie, où beaucoup d'entre nous sont allés. On ne règle pas une guerre civile avec des armées étrangères. On ne préserve pas la paix avec des bombardiers. On ne fait pas la guerre « en blanc », comme l'a si justement dit un général anglais en Borne.

Tout cela est grotesque et lamentable, mais « l'appel aux armes » de certains journalistes et « intellectuels » est, lui, scandaleux. Il n'y a aucune chance de rétablir un minimum de paix dans ces régions avec de telles conditions.

Bruno Lambert, Croix (Nord)

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 16 JUIN 1995

FRONDE L'assemblée générale de Suez qui s'est tenue le mercredi 14 juin en début d'après-midi a révélé une rupture entre les principaux actionnaires de la compagnie

et ses dirigeants. Jacques Friedmann, président de l'UAP, a pris la tête de l'opposition, suivi par Philippe Jaffré et de Jean-Louis Beffa, respectivement patrons d'Elf Aquitaine et de Saint-Gobain. Ils ont in-

fligé à Gérard Worms, le patron de Suez, un désaveu public au cours d'une séance survoltée. Ce dernier se refuse à envisager une démis-

sion. **LES ACTIONNAIRES** opposants ont obtenu en extrême la modification d'une résolution qui rend de fait impossible à réaliser le projet de rapprochement avec le groupe

Pinault envisagé par les amis de Gérard Worms. **L'UAP, ELF AQUITAINE ET SAINT-GOBAIN**, étaient partisans d'un projet de fusion entre l'UAP, la BNP et Suez.

L'assemblée générale de Suez a tourné à l'affrontement

Jacques Friedmann (UAP) a pris la tête de l'opposition des grands actionnaires contre Gérard Worms et lui a reproché publiquement son absence de stratégie et son manque de transparence

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de Suez avait été convoquée à 14 h 30 mercredi 14 juin à la Maison de la chimie à Paris. Dès 13 h 30, un flot continu de petits actionnaires envahissait la rue Saint-Dominique pour assister à la réunion. Certains d'entre eux venaient de l'autre rive de la Seine, où venait de se dérouler l'assemblée générale de la Lyonnaise des eaux, serrant encore sous leur bras la documentation et le « petit cadeau » — une montre — qui venait de leur être remis. La séance présidée par Jérôme Monod avait somme toute été banale. Rien de comparable à ce que promettait l'assemblée de Suez.

Depuis quinze jours, aucun des participants n'ignorait la guerre ouverte que se livraient — par presse interposée — certains grands actionnaires et Gérard Worms, le patron de Suez, sur fond de projets concurrents concernant l'avenir de la compagnie. La veille encore, Jacques Friedmann, le président de l'UAP et premier actionnaire de Suez, avait donné le ton dans une interview accordée à *La Tribune Desfossés* (*Le Monde* du 14 juin).

« SAINT-BARTHÉLEMY »

L'atmosphère était donc par avance électrique, et le grand amphithéâtre lui-même, rempli de centaines de places, se remplissait un peu dans la bousculade. Dans l'escalier conduisant au premier étage, on pouvait croiser les administrateurs, visage fermé ou affichant une désinvolture de façade. « La Saint Barthélemy n'est pas prévue pour au-

jourd'hui », lançait, optimiste, le vicomte Davignon, président de la Société générale de Belgique (SGB), principale filiale de Suez. « Le conseil risque d'être long », avertissait, goguenard, Philippe Jaffré, patron d'Elf Aquitaine, en s'enfonçant dans la petite salle. Il savait de quoi il parlait. Car la partie de bras de fer entre la coalition hostile au projet de rapprochement du Suez avec François Pinault, dont il fait partie aux côtés de Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain, et Jacques Friedmann, et les autres administrateurs promettait d'être sportive. Au centre du débat, la résolution numéro 10 (*voir ci-dessous*). Un blanc-seing accordé à Gérard Worms lors du conseil du 11 avril, qu'il s'agissait désormais pour MM. Friedmann, Jaffré et Beffa, de bloquer, compte tenu des événements de ces dernières semaines.

14 h 45, la salle, comble, commence à frapper dans ses mains pour manifester son impatience. 14 h 50, un haut-parleur résonne : « Le conseil se prolongeant, nous vous demandons d'avoir un peu de patience ». Huées. « C'est inadmissible », s'insurge un petit actionnaire. « Ils n'ont pas le droit de s'engager avant ». Un résumé de la situation qui provoque un petit sourire chez son voisin, Georges Chodron de Courcel, patron des participations de la BNP, qui, au cours des derniers mois, est régulièrement monté dans le capital de Suez pour atteindre quelque 5 %. L'arrivée de Gérard Worms à la tribune calme à peine l'assemblée. Il

est blême. Sa voix chevrote légèrement lorsqu'il s'excuse pour ce retard, dont il n'est, précise-t-il, que « partiellement responsable ». Le premier rang est encore pratiquement vide, hormis Jean-François Lepetit, vice-président directeur général d'Indosuez, dont la banque devrait sous peu quitter l'orbite de Suez. A la tribune, le directeur financier égrène les résultats 1994. Gérard Worms met régulièrement la main dans sa poche pour y puiser les petits cachous qu'il mâche sans discontinuer. Dans les allées, un ballet incessant commence. Jean-Louis Beffa et Jérôme Monod arrivent après avoir clos un conseil qui s'est poursuivi en l'absence de Gérard Worms.

CHUCHOTEMENTS

Ce dernier vient de terminer son exposé sur le bilan des cinq premiers mois de l'année, la stratégie et les résolutions à venir et passe le relais aux commissaires aux comptes. Son fidèle bras droit, Philippe Liotier, descend les quelques marches de la tribune pour parler à Jérôme Monod. Jean-Louis Beffa retransmet la salle pour sortir. Gérard Mestrallet, directeur général de la SGB, et Etienne Davignon viennent rejoindre leurs collègues au premier rang. On passe aux questions écrites. Philippe Liotier redescend de la tribune pour se concerter avec Gérard Mestrallet. Jacques Friedmann et Philippe Jaffré arrivent à leur tour. M. Beffa revient. En passant, il chuchote quelques mots à M. Chodron de Courcel. Jacques Friedmann se décale de deux

places pour se pencher vers Jérôme Monod. Les questions écrites sont épuisées face à une salle très réactive. « Avant de passer aux questions orales, je me tourne vers le premier rang et donne la parole à M. Friedmann. » Il est 16 h 10. Le patron de l'UAP empoigne le micro, tire de sa poche un papier sur lequel il a griffonné un texte et commence un réquisitoire sévère de l'action de Gérard Worms (*voir ci-contre*).

Jérôme Monod se veut arbitre

Jérôme Monod se refuse à choisir. Publiquement, du moins. Interrogé, mardi 14 juin lors de l'assemblée générale de ses actionnaires, sur l'avenir de Suez dont il est administrateur, le PDG de la Lyonnaise des eaux s'est fait aussi équilibré que possible. « Les grands ensembles sont intéressants, a-t-il d'abord déclaré en faisant allusion à l'ambitieux projet de rapprochement entre la BNP, l'UAP et Suez. Je comprends tout à fait l'intérêt de constituer un groupe de taille mondiale. » Mais, a-t-il aussitôt ajouté en évoquant le projet concurrent d'alliance entre Suez et l'Empire de François Pinault, « il y a de l'autre côté un entrepreneur-né, qui a gagné beaucoup d'argent ». Le PDG de la Lyonnaise des eaux en a conclu : « Il faut réfléchir, calmer le jeu. Nous avons un peu de temps. Pas trop. Les informations dont nous disposons sont insuffisantes aujourd'hui. »

Jérôme Monod ne veut se fâcher avec personne. On le comprend. La compagnie financière est son principal actionnaire, avec plus de 20 % des droits de vote.

De mémoire d'actionnaire, on n'avait jamais vu ça. Un désaveu public que le président de Suez accuse sans broncher. A peine Jacques Friedmann s'est-il rassé, laissant l'audience interloquée, que Jérôme Jaffré prend à son tour la parole : « Je m'associe pleinement à M. Friedmann. Nous avons des difficultés de stratégie. Le

fleuret mouicheté : « A propos de la BNP je trouve totalement naturel que les présidents des grands groupes puissent s'entretenir entre eux. Il est aussi naturel que le président de Suez indique que telle ou telle idée ne lui paraît pas opportune pour son groupe. » Ajoutant peu après, s'agissant des administrateurs « dissidents » : « Je vou-

drais leur donner acte, même si certains se sont exprimés avec véhémence, qu'ils agissent dans l'intérêt de votre société. » Interpellé par un actionnaire qui lui demande s'il va tirer les conséquences de ce désaveu public, le patron de Suez précise qu'il n'a pas l'intention de démissionner.

MACHINE BLOQUÉE

« Je ne me retirerai pas tant que le conseil me conserve sa confiance », affirme-t-il. Il joue sa tête et le sait, mais résiste à la pression qui monte. Seule l'assimilation par un intervenant de Suez à une Sicav rend sa voix plus tranchante : « Un groupe qui a pris la SGB et l'a rentabilisée, ce n'est pas une Sicav. Un groupe qui a pris Sofinco n'est pas une Sicav. Un groupe qui a acheté Garmore, WI Carr et Chevreux de Virieux, ce n'est pas une Sicav. »

Il se battra jusqu'au bout. La sortie des trois témoins est cependant allée au-delà de son objectif : rendant impossible un éventuel rapprochement entre Suez et de Pinault, elle a bloqué la machine Suez. Il est 17 h 30. Après avoir donné lecture du rapport des votes, l'ensemble des résolutions ont été adoptées à la quasi-unanimité. Gérard Worms lève la séance devant une salle totalement désertée. Les petits porteurs sont déjà repartis avec une bouteille de Sauternes et un bloc de foie gras, en ignorant encore tout de l'avenir de la société dont ils sont actionnaires.

Hubette Stern

La déclaration de Jacques Friedmann aux actionnaires

« MONSIEUR le président, mesdames et messieurs les actionnaires, je m'adresse à vous en tant que président de l'UAP, un des principaux actionnaires et un administrateur de la Compagnie de Suez. L'évolution et le fonctionnement de notre compagnie au cours de ces derniers mois ne me paraissent pas satisfaisants et justifient une réaction ferme de l'actionnaire que je suis. »

Après les ventes d'actifs et la perte considérable de 1994, la définition d'une stratégie globale, cohérente et correspondant à l'intérêt de l'ensemble des actionnaires, était indispensable et urgente. Des administrateurs l'ont demandée à plusieurs reprises. Le conseil d'administration n'a été saisi d'aucun plan répondant à ces exigences. C'est par des voies inhabituelles que certains projets,

modifiant de façon fondamentale l'orientation de notre société et engageant son avenir, ont été publiquement révélés alors qu'ils avaient, semble-t-il, été étudiés et fait l'objet de conversations approfondies depuis plusieurs mois. « Cela fragilise l'évidence de notre groupe. Ma qualité d'actionnaire m'impose de manifester publiquement devant l'assemblée générale ma désapprobation devant de telles pratiques. Soucieux de mes responsabilités, je voterai pour les résolutions ressortant de l'assemblée générale ordinaire. A l'inverse, je ne pourrais accepter de voter la résolution n° 10 de l'assemblée générale extraordinaire qu'à la condition que cette résolution ne puisse en aucune façon s'appliquer aux offres publiques d'échange. »

Je dépose donc un amendement en ce sens, que le conseil d'administration a approuvé. Je demande que ma déclaration soit annexée au procès-verbal et la dépose donc sur le bureau de l'assemblée. »

Le rapprochement avec le groupe Pinault devient impossible

Les grands actionnaires de la Compagnie bloquent toute initiative de son président

LES PRINCIPAUX actionnaires de Suez sont l'UAP, Saint-Gobain, Elf Aquitaine et la BNP sont parvenus à leur fin en rendant impossible à réaliser le rapprochement entre Pinault-Printemps-La Redoute (PPR) et Suez. Le projet, très avancé selon ses adversaires, et à l'état de simple esquisse « parmi d'autres », selon Gérard Worms, le président de Suez, aurait consisté à réaliser l'échange des actions PPR contre des titres Suez nouvellement créés.

Jacques Friedmann, le président de l'UAP, Jean-Louis Beffa, le patron de Saint-Gobain, et Philippe Jaffré, celui d'Elf, ont obtenu, en passant en force, la modification de la dixième résolution présentée mercredi 14 juin au vote de l'assemblée. Elle donnait la possibilité au conseil, pendant vingt-six mois, d'émettre des actions nouvelles dans la limite maximale de 10 milliards de francs de nominal. L'amendement à cette résolution, présenté par M. Friedmann et finalement adopté, supprime la possibilité pour le conseil d'émettre des titres dans le cadre d'une OPE (offre publique d'échange) et condamne M. Worms, s'il veut toujours une fusion avec PPR, à obtenir ce qu'il n'avait pas le 14 juin, un soutien inconditionnel de ses actionnaires.

Pour MM. Friedmann, Beffa, Jaffré et pour Michel Pébereau, le président de la BNP, qui n'est pas au conseil mais possède 5 % de Suez,

il était hors de question de laisser Suez « tomber entre les griffes » de François Pinault. D'autre part, que l'UAP et la BNP aient bien voulu mettre également la main sur Suez via un schéma, plus ou moins avancé selon les sources, de « très grande fusion » (*Le Monde* du 6 juin).

Mais le paradoxe et le malheur de Suez, c'est que ses principaux actionnaires n'ont pas le pouvoir et sont même très nettement minoritaires au sein d'un conseil qui prend ses décisions à la majorité. Ils ont donc utilisé leur seule arme : la possibilité de rejeter les résolutions votées en assemblée, à partir du moment où au moins un tiers des actions représentées votent contre. L'UAP, Saint-Gobain, Elf et leur allié, la BNP, disposent à eux quatre d'environ 22 % des actions Suez et près de 30 % des droits de vote ; les « opposants » à M. Worms n'ont donc aucun mal à bloquer les résolutions. D'autant plus facilement d'ailleurs que lors de l'assemblée, 55,62 % des actions étaient représentées et 18,5 % des titres suffisaient pour rejeter toutes les résolutions.

La situation est donc aujourd'hui complètement bloquée. Les principaux actionnaires ne peuvent forcer le conseil à se plier à leurs desirs et ce dernier ne peut obtenir, lors des assemblées, le vote des résolutions dont il a besoin pour mettre ses schémas en place. Cet

imbroglio ne facilite pas la définition pour Suez d'une stratégie enfin claire qui permettrait de répondre à la question de fond : à quoi sert la Compagnie et quel est son métier ? Une interrogation qui aurait moins d'acuité si la Compagnie affichait une rentabilité satisfaisante.

« RECOLLER LES MORCEAUX »

En tout cas, Gérard Worms ne renonce pas. Il a évoqué devant l'assemblée d'autres possibilités que celle de l'alliance avec PPR pour « redonner à Suez son esprit de conquête ». *Le Nouvel Observateur* du 15 juin révèle un de ses schémas : une fusion entre Suez et sa principale filiale, la Société générale de Belgique. Les deux groupes pourraient transférer l'ensemble de leurs participations à une filiale commune dont ils détiendraient chacun 50 %. Aux dires des dirigeants de Suez, les principaux actionnaires sont au courant de l'existence d'un tel projet, mais il en existe d'autres, et de grande ampleur. Un nouveau conseil devrait se réunir dans les prochaines semaines pour « recoller les morceaux ». Mais il faudra que les administrateurs dépassent leurs querelles d'amour-propre pour se préoccuper de donner enfin un avenir cohérent à Suez.

Eric Léser

La perspective d'une baisse des taux d'intérêt allemands s'éloigne

Le statu quo de la Bundesbank accroît, pour le moment, la nervosité des marchés financiers

LA BUNDESBANK a une nouvelle fois déçu les opérateurs des marchés financiers, mercredi 14 juin, en décidant de ne pas baisser ses taux directeurs. Reflet de ce désappointement, le contrat notional du Matif a reculé de 52 centimes, la Bourse de Paris s'est repliée de 1,52 % tandis que le dollar glissait de 1,41 mark à 1,3975 mark.

Les analystes estiment que la présence du ministre allemand des finances Theo Waigel à ce conseil était une raison suffisante pour que la Bundesbank n'agisse pas. La banque centrale allemande veille jalousement à son indépendance. Une baisse de ses taux directeurs, mercredi, aurait pu être interpré-

tée comme une décision politique et une concession au gouvernement allemand, d'autant qu'elle se serait située à la veille du sommet du G7 d'Halifax. De nombreux experts avaient déjà reproché à la Bundesbank d'avoir assoupli sa politique monétaire, le 30 mars dernier, pour des raisons d'ordre externe et en particulier pour tenter d'enrayer la chute du billet vert. La banque centrale allemande ne pouvait pas se permettre d'éveiller un nouveau soupçon et risquer de perdre une partie de sa crédibilité.

Des éléments économiques plaident également pour le statu quo. L'indice des prix à la consommation au mois de mai, initialement annoncé en hausse de 2,1 %,

a été révisé à 2,2 %. De la même façon, l'agrégat monétaire M3 s'est finalement replié de 1,5 % en avril (et non de 1,8 %). Si ces révisions n'ont pas fondamentalement remis en cause la qualité de ces chiffres, elles avaient quelque peu assombri l'horizon.

Les investisseurs ont également été déçus par les propos tenus par plusieurs dirigeants de la Bundesbank lors de la conférence de presse qui a suivi le conseil. « Nous ne voyons pas de ralentissement de l'activité économique à ce stade », a expliqué son président Hans Tietmeyer. Deux jours plus tôt, avec un certain sens de la provocation, il avait affirmé qu'« une hausse des taux était improbable », alors

même que les opérateurs n'avaient guère baissé des taux à l'esprit. Otmar Issing, chef des économistes de la Bundesbank, a pour sa part estimé qu'« il n'est pas encore temps de dire au revoir au danger inflationniste ».

Certains économistes gardent toutefois espoir. Ils jugent que si ces commentaires ni le statu quo sur les taux décidés mercredi ne remettent en cause les perspectives d'assouplissement de la politique monétaire allemande au cours des prochains mois. Celui-ci pourrait prendre la forme d'une réduction progressive du taux des primes en pension qui se situe aujourd'hui à 4,5 %. Les opérateurs des marchés financiers sont plus sceptiques. Se-

lon les cours des contrats à terme, les taux à trois mois en Allemagne se situeraient à 4,36 % à la fin du mois de septembre, soit une baisse minime par rapport à leur niveau actuel de 4,45 %. Pis : les taux allemands commenceraient à remonter dès l'automne pour s'établir à 4,50 % à la fin de l'année. Si elles se révélaient exactes, ces anticipations constitueraient une mauvaise nouvelle pour l'économie française dans la mesure où elles impliqueraient le maintien de taux d'intérêt à court terme très élevés en France.

Mais il se pourrait que les marchés financiers changent à nouveau d'avis et redevenaient plus optimistes. Ils ne sont plus à un re-

virement près. Vendredi, le marché obligataire américain avait très brutalement baissé après que le président de la Réserve fédérale Alan Greenspan eût écarté l'idée d'une récession aux Etats-Unis. Il s'est violemment repris mardi lorsqu'Alan Greenspan a évoqué cette fois la perspective « d'une récession molle ». A vrai dire, la volatilité actuelle des cours résulte avant tout de l'incapacité manifeste des autorités monétaires internationales, notamment aux Etats-Unis et en Allemagne, à savoir précisément où se situe l'activité économique et quelle attitude adopter en conséquence.

P.-A. D.

Le président est confirmé

des courants

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la Compagnie pour la durée de son mandat.

Le conseil d'administration de la Compagnie de Suez a élu à l'unanimité Gérard Worms président de la

Le président d'Air France est confirmé dans ses fonctions

Christian Blanc a « les coudées franches » pour restructurer Air Inter

Le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, Bernard Pons, met l'emploi au centre de ses priorités et défend un service public à la française. Le gouvernement ne remettra pas en question l'unité de la SNCF et prendra son temps pour la privatisation de la Compagnie générale maritime.

« POUR ce qui est du groupe Air France et des deux compagnies Air France et Air Inter, le gouvernement entend confirmer Christian Blanc dans la mission qui lui a été confiée », a annoncé le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, Bernard Pons, mercredi 14 juin. « Son objectif demeure le maintien d'un groupe aérien français », a précisé le ministre.

Nommé à la tête d'Air France par le gouvernement d'Edouard Balladur, Christian Blanc, homme de gauche et artisan de la réconciliation calédonienne, a reçu le soutien de son ministre de tutelle, Bernard Pons, qui avait décidé l'assaut de la grotte d'Ouvéa, en 1988, comme ministre des DOM-TOM. Le groupe Air France traverse une crise d'identité et plus particulièrement sa compagnie Air Inter. Son PDG, Michel Bernard, a démissionné le 15 mai, à la suite d'une série de grèves, alors qu'il tentait de rapprocher sa compagnie et les activités européennes d'Air France selon la stratégie définie par Christian Blanc.

La recapitalisation d'Air France devrait « s'appliquer selon le calendrier prévu », a estimé M. Pons. La compagnie, qui a déjà reçu 10 milliards de francs, devrait recevoir 5 milliards supplémentaires dès cette année, après que la Commission de Bruxelles a donné son aval, les 5 milliards de francs restants en 1996. Enfin, M. Blanc a « les coudées franches » pour décider de l'avenir d'Air Inter et « le gouvernement le confortera dans ses décisions quand il les fera connaître ». Deux scénarios sont actuellement à l'étude pour assurer le devenir d'Air Inter en Europe, au sein ou en dehors d'Air

France. Christian Blanc devait rencontrer le secrétaire d'Etat aux transports, Anne-Marie Idrac, mardi 15 juin, après s'être entretenu avec M. Pons, vendredi dernier. Le temps presse et l'intersyndicale d'Air Inter a rejeté, lundi 14 juin, les deux scénarios à l'étude. Dans une lettre ouverte adressée au premier ministre, l'intersyndicale a menacé de faire grève avant le 30 juin, faute d'une réponse « acceptable ».

M. Pons demande à la SNCF « d'avoir une politique commerciale plus dynamique »

En ce qui concerne, l'avenir de la SNCF, le gouvernement devrait prendre son temps pour finaliser le contrat de plan qui lie l'entreprise publique et l'Etat pour la période 1996-2000. Il n'y aura pas de décision au mois de juillet comme le souhaitaient le gouvernement précédent et le président de l'entreprise publique, Jean Berthoin, mais d'ici à la fin de l'année. M. Pons a demandé à la SNCF, dont la dette atteignait 155 milliards de francs fin 1994, « d'avoir une politique commerciale plus dynamique », en précisant que « la marge de manœuvre (en matière de suppressions d'emplois) était « assez limitée ».

En revanche, le gouvernement n'entend pas remettre en question

l'unicité de l'entreprise. Le décret d'application du 10 mai transposant en droit français une directive communautaire qui vise notamment à une séparation comptable de la gestion des infrastructures et de l'exploitation constitue « le point ultime » de l'évolution de l'entreprise, a estimé M. Idrac. M. Pons a réaffirmé que le gouvernement entendait « défendre et promouvoir le service public à la française ». Selon lui, « l'abaissement des coûts par l'effet mécanique de la concurrence ne peut tenir lieu de politique d'intérêt public et garantir à elle seule l'égalité des conditions d'accès ».

Le ministre a indiqué mercredi 14 juin que le gouvernement comptait « prendre son temps » pour privatiser le groupe public maritime CGM. Prévue par le précédent gouvernement, cette privatisation n'a pas été remise en question par le gouvernement Juppé. La procédure technique se poursuit, avec l'aide des banques-conseils du gouvernement et de l'entreprise, pour déterminer un cahier des charges préalable au lancement de l'appel d'offres.

L'emploi figure au rang des priorités de M. Pons. Un « comité ministériel pour l'emploi » réunira tous les mois les principaux responsables, à savoir les services du ministère, les entreprises sous tutelle (entreprises de transport ou sociétés d'autoroute), a-t-il annoncé. En matière de sécurité routière, M. Pons a laissé entendre qu'il classerait sans suite le projet de loi sur les délits de très grande vitesse, mais qu'une baisse du taux d'alcoolémie était à l'étude.

M. L.

Les syndicats signent l'accord sur le statut unique du personnel de Schneider Electric

12 000 salariés bénéficieront de cet alignement

LE 16 JUIN 1988, après quatre mois de bataille acharnée, Didier Pineau-Valencienne, PDG de Schneider, réussissait enfin son offre publique d'achat (OPA) sur Télémécanique. Cette entreprise, à la culture si particulière, allait devoir cohabiter avec Merlin-Gérin, autre filiale du groupe, à laquelle tout l'opposait. Il fallut attendre le 1^{er} janvier 1994 pour que les deux entreprises fusionnent au sein d'une même entité : Schneider Electric SA.

Le jeudi 15 juin 1995, sept ans après la fin de l'OPA, marque l'ultime étape de l'intégration de Télémécanique. Les syndicats devaient signer un accord important unifiant le statut des 12 000 salariés de Schneider Electric SA. Après plus de quinze mois de discussions et un climat social tendu l'hiver 1994, les deux principaux syndicats, la CFDT, majoritaire chez Merlin-Gérin, et Force ouvrière, première organisation chez Télémécanique, ont en effet décidé d'apposer leurs paraphe sur ce texte de près de 150 pages.

Pour la direction, qui faisait de ce statut unique une question de principe, la tâche était ardue : salaires, congés, système de classifications, culture syndicale... les « bleus » de la Télémécanique et les « oranges » de Merlin-Gérin n'avaient rien de commun... si ce n'est un ferme attachement à leur statut. C'est pourquoi les partenaires sociaux devaient signer le 15 juin pas moins de quatre accords, dont cinq uniquement pour gérer la transition avec les nouvelles règles qui entreraient en vigueur le 1^{er} janvier 1996. La direction, qui au début envisageait que le nouveau statut s'établisse « à coût constant », a dû rapidement

faire machine arrière. Les syndicats reconnaissent que la plupart du temps les nouveaux textes se sont calés sur la situation la plus avantageuse pour les salariés. Certains chiffrèrent à 250 millions de francs le surcoût représenté par cet accord.

Les congés exceptionnels dont bénéficiaient les anciens de Merlin-Gérin (quatre jours supplémentaires à partir de dix ans d'ancienneté) sont étendus à l'ensemble des salariés. S'appliquera également à tous le système de fin de carrière, extrêmement généreux et datant de la Libération, que possédait Merlin-Gérin. En fonction de leur ancienneté, les salariés pourront avoir jusqu'à quatorze mois de congés de fin de carrière non travaillés, mais payés. Possibilité leur sera donnée de travailler et de bénéficier à leur retraite d'une prime correspondant à quatorze mois de salaire.

Les systèmes de rémunération, eux aussi très différents, ont été révisés sur ceux de Télémécanique, jugés plus avantageux. Les systèmes de retraite et de prévoyance complémentaires ont été alignés vers le haut, les non-cadres bénéficiant des mêmes avantages sociaux que les cadres. Seuls les cadres de Télémécanique, qui jusqu'à présent voyaient l'ensemble de leurs cotisations payées par l'employeur, seront légèrement défavorisés puisque ce privilège est aboli. Même le droit syndical est généralisé : toutes les heures de délégation existantes sont maintenues et la direction accorde en outre aux syndicats un budget de fonctionnement de 1,8 million de francs par an.

Frédéric Lemaître

■ **FRANCE TÉLÉCOM** : l'opérateur public a annoncé jeudi 15 juin un allongement de la durée d'une unité de 19 à 21 secondes pour les appels interrurbains à compter du 29 juin, soit une baisse de tarif de 10 % environ. Une communication d'une minute entre Paris et Lille, Lyon ou Marseille coûtera 2,19 francs, contre 2,43 francs au tarif plein. Cette même minute sera facturée 1,46 franc en tarif blanc, 1,22 franc en période bleue et 0,73 franc entre 22 h 30 et 6 heures (bleu nuit). La baisse concerne les appels d'une distance supérieure à 100 kilomètres. Elle exclut les appels passés d'une cabine publique ou par le 36-10 (cartes France Télécom du type Pastel). Le prix des appels locaux ne change pas.

■ **KLEINWORT BENSON** : la banque d'affaires britannique a annoncé jeudi 15 juin avoir reçu une offre de rachat de la part de la seconde banque privée allemande, la Dresdner Bank. Le conseil d'administration de Kleinwort Benson a indiqué que le montant de l'offre de la Dresdner s'établissait « autour de la valeur actuelle sur le marché » de la banque britannique, soit 980 millions de livres environ (7,7 milliards de francs). Le conseil d'administration de Kleinwort Benson « a accepté d'examiner quels bénéfices pourraient résulter d'une combinaison des activités » entre les deux banques.

■ **CARBONE LORRAINE** : le décret de privatisation de la filiale de Pechiney, spécialisée dans les composants industriels, devait être signé jeudi 15 juin. Le groupe d'aluminium va céder 21 % de Carbone Lorraine à Paris, ramenant ainsi sa participation à 40 %. Dans le même temps, Carbone Lorraine devrait reprendre le contrôle d'Uginag, autre filiale de Pechiney spécialisée dans les aimants, et procéder à une augmentation de capital de 250 millions de francs environ. A l'issue de cette réorganisation de son activité « composants et systèmes », Pechiney sera descendu de 1 milliard de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LYONNAISE DES EAUX

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

14 JUIN 1995

CINQ POINTS ÉVOQUÉS À L'ASSEMBLÉE

Après 2 années difficiles, le Groupe a connu en 1994 une amélioration de ses résultats. Quelles sont ses perspectives pour 1995 ?

En 1994, Lyonnaise des Eaux a repris sa marche en avant, avec un chiffre d'affaires qui atteint désormais le niveau de 100 milliards de francs (+7%), et une amélioration significative du résultat net (+32% à 1 061 MF). En 1995, nous devrions enregistrer une nouvelle progression, sous l'effet conjugué de la bonne tenue des activités de Services, de la poursuite du redressement du pôle Construction, et de l'allègement très sensible des pertes dans l'immobilier.

Comment le Groupe compte-t-il assurer son développement à l'international ?

Le Groupe a réalisé, en 1994, 43% de son chiffre d'affaires hors de France, et ce dans près de 100 pays. Notre ambition est de porter cette part à plus de 50 % dans les prochaines années, principalement en Europe, sur le continent américain et en Asie du Sud-Est. Notre développement à l'étranger s'appuie sur une politique de partenariat, tant avec des institutions financières internationales qu'avec des groupes locaux, permettant notamment, pour les projets les plus importants, de limiter notre investissement en capital et donc notre risque.

Le nom de Lyonnaise des Eaux a été plusieurs fois cité dans les « affaires ». Comment pensez-vous rétablir votre image auprès de vos clients ?

En mettant formellement les points sur les i : dès le 10 novembre 1994, nous avons décidé de supprimer tout financement de la vie politique. En réaffirmant nos règles de conduite professionnelle : toutes les sociétés du Groupe disposent aujourd'hui d'un code d'éthique et ont désigné parmi leurs administrateurs un comité qui veille à sa bonne application. Ces codes sont autant de protections pour nos actionnaires, nos clients et nos collaborateurs. Par ailleurs, je suis convaincu que notre professionnalisme n'est pas mis en cause, mais qu'il nous appartient d'expliquer sans relâche notre métier de base, l'eau, car nous avons sans doute été trop discrets dans notre communication.

Pourquoi avez-vous annoncé une réforme du mode de fonctionnement du Conseil d'Administration ?

Depuis 15 ans, le développement considérable de nos activités (avec un chiffre d'affaires porté de 12 à 100 milliards de francs), notre internationalisation accélérée, notre ouverture vers d'autres cultures d'entreprise, nous ont conduits naturellement à mener une réforme en profondeur de notre organisation. Nous avons d'abord décidé, en avril dernier, de créer 3 comités au sein du Conseil d'Administration : un comité d'éthique, un comité des rémunérations et un comité d'audit. Puis, nous avons pris l'initiative d'ouvrir celui-ci à des administrateurs extérieurs, n'ayant aucun lien avec le Groupe : Gerhard Cromme, Président du Comité Exécutif de Fried Krupp AG et Jacques Lagarde, Vice-Président de Gillette Company. Ils apporteront au Conseil de Lyonnaise des Eaux l'expérience acquise dans de grandes sociétés étrangères et participeront, comme les autres administrateurs, aux comités nouvellement créés dont la composition sera déterminée lors du Conseil d'Administration du 5 juillet prochain.

Un très grand nombre de Français ne s'y retrouvent pas dans leur facture d'eau. Ils ne savent pas où va l'argent, ni à quoi il sert. Comment pouvez-vous les faire changer d'avis ?

Les factures d'eau sont en effet généralement peu compréhensibles. Sur certaines d'entre elles figurent jusqu'à 10 organismes publics différents à qui sont rattachés des montants versés. En moyenne, la part de Lyonnaise des Eaux ne représente que la moitié de ce qui est payé par nos clients, mais ceux-ci n'en savent rien. Pour jouer complètement la carte de la transparence, un nouveau modèle de facture, élaboré en concertation avec nos consommateurs, sera en vigueur dès l'automne.

DIVIDENDE NET : 11,50 F PAR ACTION, OPTION DE PAIEMENT EN ACTIONS

L'Assemblée a décidé de porter le dividende à 11,50 F par action, hors avoir fiscal. Du 21 juin au 10 juillet inclus, les actionnaires auront la possibilité d'opter pour un paiement en actions, émises au prix unitaire de 456 F. La mise en paiement en numéraire interviendra le 31 juillet 1995.

CRÉATION D'UN COMITÉ DES ACTIONNAIRES

En annonçant lors de l'Assemblée Générale, la création d'un comité consultatif de 12 actionnaires, Lyonnaise des Eaux montre son souci d'associer plus étroitement les quelque 100 000 actionnaires individuels qui lui font confiance. Ce comité consultatif aura pour mission d'aider la société et sa direction de la communication dans sa politique d'information des actionnaires. Ce comité regroupera des personnes choisies sur la base de critères permettant de lui donner une composition aussi équilibrée que possible.

Si vous désirez, en tant qu'actionnaire de Lyonnaise des Eaux, marquer votre intérêt pour ce comité consultatif, merci de nous le faire savoir et, si vous le souhaitez, d'adresser votre candidature avant le 15 juillet, à l'attention de : Madame Anne-Marie Daniel, Service Actionnaires - Lyonnaise des Eaux - 72, avenue de la Liberté - 92 000 Nanterre.



LYONNAISE DES EAUX

A deux ans et demi de l'assemblage des premiers éléments, la France et l'Allemagne n'ont pas encore réussi à s'entendre sur le montant de leur participation au projet. La réponse est attendue en octobre

déjà en cours de fabrication aux Etats-Unis, en Russie, au Japon et au Canada. Le montage commencera fin 1997 pour se terminer en 2002. Les Européens, s'ils reportent encore leur décision, risquent de ne pas être prêts. Certains responsables et Industriels français ne cachent pas leur peu d'intérêt pour ce projet politiquement prestigieux, mais à l'utilité scientifique et technologique contestée.

Le laboratoire spatial européen

Le laboratoire spatial européen, ou COE (Columbus Orbital Facility) devrait rejoindre la station internationale au début de l'année 2002. A condition que les États membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) se mettent enfin d'accord sur son financement.

entera peut-être aussi de mon-
payer sa participation au dévelop-
pement futur d'Arlane-5 (proje-
né par les Français) contre un
effort supplémentaire de Paris

Mais le marchandage sera rude. La France et l'Europe doivent soigneusement peser les termes de leur engagement, qui ne peut et ne doit pas se faire au détriment de nos autres priorités », a déjà prévenu François Fillon. Pour les Français, les vols habités ne constituent pas « la priorité de nos priorités ».

en milliards de \$

600
500
400
300
200
100
0

1996 97 98 99 2000 01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12

ann. 09

mainten. et soutien du système existant

préparation des technologies avancées

développement du renouveau

développement du laboratoire GPO

de descente à très forte pente (pour éviter la menace des armées sol-air), moindre coût à l'achat et l'entretien, moteurs moins sensibles aux injections de débris toutes sortes. Le choix de ce turbopropulseur à hélices fut une longue et dure bataille entre les états-majors et les constructeurs de ré-

Les industriels de huit Etats européens se sont regroupés pour bâtir ce programme : la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique, Portugal et la Turquie. Ils avaient fondé le projet Euroif chargé de gérer le projet. Mais, dès 1995, ils ont décidé de substituer à Euroif une filiale du consortium européen Airbus, qui, dans l'esprit des participants de cette formule, offre l'avantage non négligeable d'appliquer un matériel militaire à un système de gestion civile avec l'objectif de permettre une réduction sensible des coûts.

en commandant, l'an dernier, vingt-cinq Hercules aux Etats-Unis. Aux Salons du Bourget, on a vu le PDG du constructeur américain, Norman Augustine, essayer de placer quelques dizaines d'exemplaires de ce même avion à des interlocuteurs italiens alors que les groupes Alenia et Fiat-Avior coopèrent sur l'ATF. Ne dit-on pas que la Turquie et la Belgique font l'objet de pressions pour retenir le C-130J de préférence à son rival européen ? Aérospatiale a calculé que le nombre d'emplacements créés par le programme de l'ATF pourrait s'élever, à plein régime, à quelque 35 000 dans l'industrie européenne (dont 7 000 en France) pour une durée de quinze ans. Ce qui représente un marché équivalent à la fabrication des Airbus A-320.

À l'état-major de l'armée de l'air française, on explique volontiers que l'échec de l'ATF obligeait les avions européens à acheter aux États-Unis des Hercules C-130 « sur étagères » (selon les disponibilités du constructeur). Mais cette acquisition ne satisfait pas tous les besoins, en particulier les liaisons à grande distance et à charge maximale. Pour remplir la mission, il faudrait donc acheter un nombre plus élevé de C-130J. La France estime qu'il leur aurait besoin de cent vingt Hercules dans ces conditions ou d'un « panache » de sa flotte de transport, qui, aux côtés d'un nombre moindre de C-130J, inclurait également des quadricoptères lourds C-5A Galaxy (d'occasion) ou des C-17 (à un prix sensiblement plus élevé).

Jacques Isnard

**MINISTÈRE D'ÉCONOMIE ET D'ŒUVRES
ET SERVICES PUBLICS**

SECRÉTARIAT DU TRANSPORT



**FERROCARRILES
METROPOLITANOS S.A.**

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL PUBLIC N° 777

**APPEL D'OFFRES POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE SUR LA VIABILITÉ
D'UN SYSTÈME INTÉGRAL DE TRANSPORT POUR LA RÉGION
METROPOLITAINE DE BUENOS AIRES**

Il s'agit d'un appel d'offres national et international d'activités et méthodologie, avec un prix fixe, pour l'engagement d'une équipe professionnelle ou compagnies de consultants de formation multidisciplinaire, pour la réalisation d'une ÉTUDE SUR LA VIABILITÉ D'UN SYSTÈME INTÉGRAL DE TRANSPORT POUR LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE BUENOS AIRES, concernant les idées, les positions spécifiques pour le développement de solutions pour le transport, par des moyens alternatifs et complémentaires envisageant l'usage des espaces publics et mécanismes d'autofinancement correspondants, pour le moyen et long terme, avec des accomplissements par étapes, dans la période qui comprend les prochaines trente années.

Présentation des propositions : le 01/08/95 - A 15 heures.

Lieu de présentation : Bartolomé Mitre 2815 - 1^{er} piso.

Of. 102 - Buenos Aires - Argentine.

Informations et achat des cahiers des charges :
F.E.M.E.S.A. - Bartolomé Mitre 2815 - 1^{er} piso. Of. 118 -
C.P. 1201 - Buenos Aires - Argentine
Fax : (541) 865-4140

Prix total de l'étude : \$ 505 000,00 (TVA comprise)
Droit d'inscription : \$ 1 767,50

[illegible][illegible]

فلان ابن فلان

INDICES		METALS (New-York)		censu	
Dow-Jones compant	1406	1306	Argent à terme	4,75	40
Dow-Jones compant	283,24	285,25	Platine à terme	0,80	00
Dow-Jones à terme	287,27	288,18	Palladium	166,25	16
Moody's	—	—	GRAINES, DENREES (Chicago)	\$/bush	
			Blé (Chicago)	1,24	24
			Mais (Chicago)	2,41	24
METALLS (Londres)	dollar/ounce		Grain. soja (Chicago)	—	—
Cuivre comptant	2898	2915	Tour. soja (Chicago)	—	—
Cuivre à 3 mois	2864	2876	Blé dur (Londres)	335,10	26
Aluminium comptant	1735,50	1769,50	P. de terre (Londres)	335,10	26
Aluminium à 3 mois	1757	1779,50	Orge (Londres)	168	10
Plomb comptant	609	617	SOFTS		
Plomb à 3 mois	—	—	Cacao (New-York)	1323	1307
Etain comptant	6695	6930	Café (Londres)	3079	3070
Etain à 3 mois	6545	6790	Sucre blanc (Paris)	—	—
Zinc comptant	999,50	1009	OLEAGINEUX, AGRIUMES	censu	
Zinc à 3 mois	1025	1051	Coton (New-York)	1,10	10
Nickel comptant	7620	7850	Jus d'orange (New-York)	7,02	70
Nickel à 3 mois	7620	7850			

RÈGLEMENT
MENSUEL

JEUDI 15 JUIN

Liquidation : 23 juin
Taux de report : 7,75
Cours relevés à 10h15CAC 40
PARIS

+0,33%

CAC 40 :
1899,92

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compen- sation (1)
EDF-GDF SpA	720	720	-0,41	730
B.N.P. (L.P.)	1005	1005	-0,10	1010
C.R. Lyonnais (L.P.)	885	885	-0,23	890
Renault (L.P.)	1940	1940	-0,25	1945
Rhone-Poulenc (L.P.)	2035	2035	-0,24	2040
Saint-Gobain (L.P.)	1175	1180	+0,26	1185
Thomson SA (L.P.)	1055	1055	-0,36	1060
Accor	641	642	+0,16	645
Air Liquide	763	763	-0,13	765
Alcatel Alsthom	480	480	-0,20	485
Alcatel Cable	302,50	302,50	-0,32	305
Alpi	360	360	-0,28	365
AGF-As. Gen. France	150	150	-0,66	155
Asa	252,50	252,50	+1,10	255
Bail Inest.	802	802	-0,12	805
Banque (Cie) 1	560	560	-0,36	565
Banque Paribas	77,50	77,50	-0,13	78
Banque Paribas 2	351	351	-0,18	355
Banque Paribas 3	194,50	194,50	-0,26	195
BIC	80	80	-0,25	85
BIS	419	420	+0,24	425
B.N.P.	239,50	239,50	-0,20	240
Bollore Techno	317	317	-0,31	320
Bouygues	239	239	-0,42	245
Bouygues 1	595	595	-0,34	600
Canal +	687	687	-0,15	690
Cap Gemini Societ	155,50	155,50	-0,12	156
Carrefour	213,50	213,50	-0,24	215
Casino Guichard	132	132	-0,76	135
Casino Guichard 2	116,50	116,50	-0,43	118
Catena Di (L.P.)	761	761	-0,25	765
C.C.F. 1	239	239	-0,42	245
COM (ex-CCM) Ly	52,50	52,50	-0,36	54
CGP (L.P.)	449	449	-0,45	455
CEP Communication	315	315	-0,32	320
CEP Lyonnais	79	79	-0,26	80
CEP Lyonnais 2	755	755	-0,37	760
CEP Lyonnais 3	1138	1138	-0,24	1145
Chargers	960	960	-0,26	965
Christian Dior	447	447	-0,22	450
Ciments Fr. (L.P.)	238	238	-0,42	245
Clare	477,50	477,50	-0,52	485
Club Med	492	492	-0,61	500
Colson	251,10	251,10	-1,23	255
Colson 1	145	145	-0,69	150
Compteur Europ.	1544	1544	-0,20	1550
Compteur Europ. 2	338,50	338,50	-1,09	345

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compen- sation (1)
Crédit Local Fr.	440,50	440,50	+0,22	445
Crédit Local Fr. 2	299,50	299,50	-0,34	305
Crédit National	436,40	436,40	-0,27	440
Crédit National 2	336,20	336,20	-0,27	340
Danone	4710	4710	-0,89	4800
Danone 1	4710	4710	-0,89	4800
Danone 2	4710	4710	-0,89	4800
Danone 3	4710	4710	-0,89	4800
Danone 4	4710	4710	-0,89	4800
Danone 5	4710	4710	-0,89	4800
Danone 6	4710	4710	-0,89	4800
Danone 7	4710	4710	-0,89	4800
Danone 8	4710	4710	-0,89	4800
Danone 9	4710	4710	-0,89	4800
Danone 10	4710	4710	-0,89	4800
Danone 11	4710	4710	-0,89	4800
Danone 12	4710	4710	-0,89	4800
Danone 13	4710	4710	-0,89	4800
Danone 14	4710	4710	-0,89	4800
Danone 15	4710	4710	-0,89	4800
Danone 16	4710	4710	-0,89	4800
Danone 17	4710	4710	-0,89	4800
Danone 18	4710	4710	-0,89	4800
Danone 19	4710	4710	-0,89	4800
Danone 20	4710	4710	-0,89	4800

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compen- sation (1)
Marine Wind	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 1	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 2	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 3	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 4	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 5	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 6	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 7	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 8	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 9	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 10	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 11	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 12	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 13	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 14	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 15	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 16	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 17	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 18	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 19	393,20	393,20	+0,30	395
Marine Wind 20	393,20	393,20	+0,30	395

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compen- sation (1)
ABN-Amro Holding	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 1	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 2	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 3	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 4	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 5	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 6	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 7	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 8	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 9	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 10	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 11	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 12	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 13	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 14	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 15	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 16	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 17	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 18	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 19	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 20	130	130	-0,42	135

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compen- sation (1)
ABN-Amro Holding	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 1	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 2	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 3	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 4	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 5	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 6	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 7	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 8	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 9	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 10	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 11	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 12	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 13	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 14	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 15	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 16	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 17	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 18	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 19	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 20	130	130	-0,42	135

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compen- sation (1)
ABN-Amro Holding	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 1	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 2	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 3	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 4	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 5	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 6	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 7	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 8	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 9	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 10	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 11	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 12	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 13	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 14	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 15	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 16	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 17	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 18	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 19	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 20	130	130	-0,42	135

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compen- sation (1)
ABN-Amro Holding	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 1	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 2	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 3	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 4	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 5	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 6	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 7	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 8	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 9	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 10	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 11	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 12	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 13	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 14	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 15	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 16	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 17	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 18	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 19	130	130	-0,42	135
ABN-Amro Holding 20	130	130	-0,42	135

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 10h15

JEUDI 15 JUIN

OBLIGATIONS	% du nom.	Cours précéd.	Derniers cours	%
BCEP 5,5% 89-94	102,88	102,88	102,88	-0,02
CEPME 5,5% 89-94	106,40	106,40	106,40	-0,02
CEPME 5,5% 89-94	106,40	106,40	106,40	-0,02
CEPME 5,5% 89-94	106,40	106,40	106,40	-0,02
CEPME 5,5% 89-94	106,40	106,40	106,40	-0,02
CEPME 5,5% 89-94	106,40	106,40	106,40	-0,02
CEPME 5,5% 89-94	106,40	106,40	106,40	-0,02
CEPME 5,5% 89-94	106,40	106,40	106,40	-0,02
CEPME 5,5% 89-94	106,40	106,40	106,40	-0,02
CEPME 5,5% 89-94	106,40	106,40	106,40	-0,02

10,95% CAE...	108,04	107,76	0,26	
10,95% CAE...	101,76	101,76	0,33	
10,95% 697 CA...	105,55	105,55	0,37	
10,95% 37 CA...				Artel 2
10,95% 78 TH CA...	100,60	100,60	0,37	Basis Clowes
10,95% 27 CA...	101,60	101,60	0,37	B.M.J. Invest
10,95% 38 TH CA...	107,30	107,30	0,46	Midwestern Int
10,95% 01 TH CA...	99,52	99,52	0,23	B.T.P. (C) 20
10,95% 99 CA...	104,20	104,20	0,64	Cambridge
10,95% 20 TH CA...	106,15	106,15	0,33	Carbone Luxe
10,95% 73 TH CA...	107,20	107,20	0,67	Carbone Luxe
10,95% 52000 CA...	111,91	111,91	0,91	Catellier Bn
10,95% 1 TH CA...	100,30	100,30	0,27	Caraplan Hong
10,95% 1 TH CA...			0,21	Changin (P)
10,95% 27 TH CA...	106	106	0,26	Changin (P)
10,95% 02-35 CA...			0,26	Changin (P)
10,95% 25-35 CA...			0,26	C.I.T.R.A.M.
10,95% 25-35 CA...			0,26	Cit Lyon Ale
10,95% 48-98 CA...	105	105	0,27	Compteur Ind
10,95% 48-98 CA...			0,27	Cos Valfre
10,95% 48-98 CA...			0,27	Credit Comm
10,95% 48-98 CA...			0,27	Derby
10,95% 48-98 CA...			0,27	Ded Bostin
10,95% 48-98 CA...			0,27	Euro Bostin
10,95% 48-98 CA...			0,27	Eco 1
10,95% 48-98 CA...			0,27	Eco 1
10,95% 48-98 CA...			0,27	Ent.Mag. Pa
10,95% 48-98 CA...			0,27	Ernst & Y
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	Fideli
10,95% 48-98 CA...			0,27	

AUJOURD'HUI

SCIENCES

PLANÈTES. A ce jour, toutes les tentatives pour découvrir d'autres formes de vie dans l'univers ont échoué. Pragmatiques, les astronomes se sont plutôt orientés vers la

recherche de systèmes planétaires différents du nôtre qui seraient en orbite autour d'autres étoiles. ● LES PREMIERS INDICES de l'existence possible de tels astres ont été révé-

lés, en 1983, par un petit satellite travaillant dans l'infrarouge et conçu par les Hollandais, les Britanniques et les Américains. ● LE MEILLEUR CANDIDAT est une étoile jeune, Beta pic-

toris, située à 450 000 milliards de kilomètres du Soleil, qui présente, en rotation autour d'elle, un de ces disques de poussières, de particules et de gaz dont l'accrétion progres-

sive peut former des planètes. ● TOUS LES OBSERVATOIRES ont l'œil rivé sur cette étoile. Mais aussi sur d'autres qui pourraient être des pouponnières de planètes.

Les astronomes cherchent un système solaire autour de « Beta Pictoris »

Située à 450 000 milliards de kilomètres de la Terre cette étoile est entourée d'un disque de poussières, de particules et de gaz en rotation dont l'agglomération progressive pourrait déboucher sur la constitution d'astres

« EXISTE-T-IL d'autres formes de vie intelligentes dans l'univers ? Et si oui, pourquoi ne nous ont-elles pas contactés ? » « Sans doute, parce qu'elles sont trop intelligentes », répondait sans pitié un chercheur dans



Un dessin humoristique désormais célèbre. Si tel est le cas, il ne reste plus à la communauté astronomique qu'à tenter de découvrir par elle-même ces autres formes de vie ou, à défaut, de localiser les systèmes planétaires analogues aux nôtres qui pourraient les abriter. Jusqu'à maintenant, la quête des premières, n'a pas donné de résultats, à l'exception d'une méprise qui fit prendre un instant la musique d'une étoile à neutrons - un pulsar - pour le battage de petits hommes verts. Quant à la recherche des seconds, elle est en devenir et, semble-t-il, pleine de promesses.

C'est un petit satellite astronomique infrarouge, IRAS, conçu par les Britanniques, les Néerlandais et

les Américains, qui a donné l'alerte en 1983. A partir des images qu'il avait recueillies, le JPL (Jet Propulsion Laboratory de Pasadena, Californie) crut pouvoir annoncer la découverte - près de deux étoiles ayant deux fois la taille du Soleil, Vega et Beta Pictoris - d'une grande quantité de particules solides. Celles-ci étaient apparemment rassemblées en un disque, précurseur nécessaire à la formation de futures planètes. Il n'en fallait pas plus pour chauffer les imaginations et lancer les chercheurs dans une quête fervente de ces planètes des songes que le petit satellite laissait entrevoir.

L'affaire n'eut guère de suite, mais un an plus tard, sur la foi de clichés pris par l'observatoire de Las Campanas au Chili, Bradford Smith de l'université d'Arizona et Richard Terrell du JPL, annonçaient qu'un système planétaire était en formation à proximité d'une jeune étoile, Beta Pictoris.

CAMÉRAS ANTI-ÉTOILEMENT

N'était-ce pas aller un peu vite en besogne ? Non. Onze ans plus tard, Beta Pictoris demeure toujours un excellent candidat. Loin d'être infirmée, l'existence d'un mince disque de poussières en rotation autour d'elle a bien été confirmée. Par phénomène d'accrétion, ces particules pourraient progressivement former des corps de quelques kilomètres de diamètre, les « planétésimaux », qui serviraient ensuite de « matière première » à la fabrication de véritables planètes.

Pour découvrir ces objets, la



Certains modèles de formation des planètes à partir d'un disque de matière en rotation formé de gaz et de particules. Ces grains de matière s'agglomèrent progressivement entre eux sous l'effet des forces gravitationnelles. Ils forment alors des planètes, des lunes, des anneaux, les planétésimaux, qui, à leur tour, serviront de matière à la formation des planètes. Ce processus s'étend sur plusieurs dizaines de millions d'années.

communauté astronomique s'est dépeensée sans compter et a puisé abondamment dans la panoplie des techniques d'observation qui était à sa disposition pour mieux cerner le véritable portrait de Beta Pictoris. Au début, en 1984, des chercheurs ont pu détecter, en masquant cette étoile avec un coronographe pour ne pas être éblouis, la présence d'un disque de matière compris entre 100 unités astronomiques (cent fois la distance de la Terre au Soleil, soit 15 milliards de kilomètres) et 400 unités astronomiques.

S'étendait-il plus près encore de l'étoile ? Impossible de le dire à l'époque. Les instruments de mesure disponibles ne permettaient pas de

distinguer, dans cette zone, la lumière tenue produite par le disque de celle extrêmement brillante émise par Beta Pictoris. Depuis, de grands progrès ont été faits. Par exemple, des astronomes ont équipé un des télescopes de la Silla (Chili) de caméras à CCD anti-éblouissement analogues à celles utilisées pour distinguer de nuit le numéro minéralogique des voitures. L'expérience, menée, en 1992, par François Colas, Christian Bull, Alfred Vidal-Madjar, Alain Lecavelier et Anne-Marie Lagrange, a permis de mieux préciser les contours du fameux disque.

Mais c'est avec une autre technique, encore en développement, qu'on espère les plus grands progrès. Grâce aux travaux conjoints des astronomes de l'observatoire de Meudon et des chercheurs de l'Onera (Office national d'études et de recherches aéronautiques), il a été possible de développer une optique adaptative pour le télescope de 3,60 mètres de l'Observatoire européen de l'hémisphère sud (ESO). Ce dispositif, issu de technologies militaires, permet de corriger en temps réel les effets des turbulences de l'atmosphère qui brouillent les images.

Équipés de cette optique très spéciale et d'un nouveau type de coronographe, Jean-Luc Beuzit, David Mouillet et Anne-Marie Lagrange ont pu, en décembre 1994, « s'approcher » à 3,6 milliards de kilomètres (24 unités astronomiques) de la surface de l'étoile et observer plus finement dans le proche infrarouge le disque protoplanétaire de Beta Pictoris. D'autres, comme Pierre-Olivier Lagage et Eric Pantin, ont, au prix d'une résolution légèrement dégradée, pratiquement flirté avec la surface de l'étoile : grâce à une caméra (TIMM) travaillant dans l'infrarouge. Enfin, le télescope spatial Hubble, que sa position met à l'abri des perturbations de l'atmosphère, vient de prendre dans le visible des

clichés aussi bons que ceux obtenus à l'ESO avec l'optique adaptative du 3,60 mètres.

Dans ce domaine, « l'important, ce n'est pas de disposer d'une bonne image de l'objet, mais d'en avoir un grand nombre prises dans toutes les longueurs d'onde », précise Anne-Marie Lagrange. On peut ainsi établir « une carte des densités de matière et obtenir des indications précieuses sur

Des millions de soleils à observer

Une grande partie des projets de détection de planètes font appel à des techniques classiques d'imagerie directe, de photométrie, d'optique adaptative, de spectroscopie ou d'astrométrie. D'autres sont plus ambitieuses, comme ce projet qui consiste à équiper aussi le télescope de Hubble d'une optique adaptative, pour lui donner un regard d'angle. Ou cet autre de l'Agence spatiale européenne qui vise à la mise en orbite, à 525 millions de kilomètres de la Terre, de quatre télescopes de 1 mètre de diamètre (projet Darwin) capables de détecter par interférométrie des planètes de la taille de la Terre et de rechercher d'éventuelles traces de vie traînant par la présence de molécules d'oxygène sous forme d'ozone.

Les Européens, qui construisent au Chili un nouvel observatoire, le VLT (Le Monde du 19 avril), attendent beaucoup de ces techniques d'interférométrie, mais aussi de la détection de ce qu'on appelle les lentilles gravitationnelles, pour repérer le passage de planètes devant des étoiles. Les Américains veulent aller plus loin et envisagent de suivre pendant huit ans 35 millions d'étoiles dont le comportement perturbé pourrait lever le voile sur quelque 500 Jupiters, 300 Saturnes et 140 Neptunes !

la taille des particules du disque ». Mais, on peut aussi, avec des techniques de spectroscopie, en obtenir d'autres. C'est ainsi que deux chercheurs américains à Hawaï ont montré que les spectres de lumière qu'ils observaient dans ces zones ressemblaient étonnamment à ceux des comètes... Surprenant.

LA CHUTE DES COMÈTES

Pourtant, d'autres recherches, menées également grâce à des techniques de spectroscopie, ont montré dès 1987 que des gaz qui tombaient sur Beta Pictoris étaient sans doute dus à l'évaporation de comètes atti-

nées par la brillante étoile. « Beaucoup se sont montrés sceptiques quant à cette hypothèse », confesse Anne-Marie Lagrange. Mais, une étude, menée l'an dernier depuis sept télescopes de l'hémisphère sud en liaison avec le télescope spatial Hubble et le satellite d'observation dans l'ultraviolet IUE, a permis de la conforter, d'autant que l'on a découvert dans cette région des traces de monoxyde de carbone, une molécule très présente dans les comètes.

Si des comètes existent et qu'elles plongent dans les étoiles comme certaines d'entre elles le font dans le Soleil, c'est peut-être qu'elles y sont envoyées par des planètes géantes dont la gravité modifie leur trajectoire vers une fin spectaculaire. Dernièrement, Alain Lecavelier des Etangs, Alfred Vidal-Madjar et quelques autres, reprenant des résultats obtenus par l'observatoire de Genève, ont pu montrer par photométrie que la luminosité de Beta Pictoris avait varié. Hypothèse possible : la présence d'une grosse planète de ce type qui serait passée devant l'étoile.

L'état se resserre donc autour de Beta Pictoris. Mais il n'est pas impossible que la réponse vienne d'autres astres, les étoiles T Tauri et les étoiles de Herbig, qui sont susceptibles de

Le « guide bleu » des astres les plus proches

Pourquoi s'abîmer les yeux à rechercher des planètes autour d'étoiles situées à des centaines d'années-lumière du Soleil ? Pourquoi ne pas regarder un petit peu plus près ? C'est que, en fait, il y a peu de chances pour que les vingt-cinq étoiles les plus proches de nous, situées dans un rayon de 12 années-lumière (une année-lumière vaut environ 9 500 milliards de kilomètres) possèdent un cortège de planètes. De plus, la plupart sont des astres froids, des naines rouges, dont les planètes, s'il y en a, doivent être sombres et glacés.

Si l'on considère que notre voisinage stellaire n'est ni trop encombré ni trop désert, on peut estimer que l'espace qui nous sépare de l'amas de Hyades contient 46 000 étoiles. Et sur le chemin des Pléiades, on peut en rencontrer environ 1 million. Chacune de ces étoiles constitue une cible potentielle pour les chasseurs de planètes des années à venir.

● Alpha du Centaure, située à 4,3 années-lumière, est le système

stellaire le plus proche du Soleil. Visible depuis l'hémisphère sud, il est constitué de trois étoiles : Alpha du Centaure A et B, des étoiles similaires à notre Soleil, gravitent l'une autour de l'autre, tandis que Proxima, rouge et faiblement brillante, décrit une orbite qui les encadre. Dans de tels systèmes multi-solaires, il y a peu de chance pour que des planètes - quand bien même elles se seraient formées - aient une orbite assez stable pour que la vie s'y développe.

● L'étoile de Barnard, une naine rouge située à 6 années-lumière, dans la constellation d'Ophiuchus, a longtemps été considérée comme une cible prometteuse. Cependant, des travaux récents laissent penser qu'elle n'est entourée d'aucune planète dépassant la moitié de la taille de Jupiter. Les chances d'y trouver une sœur de la Terre sont donc minces.

● Sirius, située à 8,7 années-lumière dans Canis Major, est l'étoile la plus brillante observée depuis la Terre - elle est trois fois plus chaude et plus lumineuse que

le Soleil. Elle appartient à un système d'étoile double. Son compagnon, Sirius B, est une minuscule naine blanche, parvenue aux derniers stades de son évolution. Bien que le système de Sirius soit une destination excitante, les voyageurs, s'ils sont un jour capables de voyager à la vitesse de la lumière (300 000 km par seconde) et au-delà, ne doivent pas s'attendre à y trouver quelque planète que ce soit.

● Procyon, distant de 11,3 années-lumière, est lui aussi un système double, moins visible cependant. Procyon A est une étoile jaune, un peu plus brillante et chaude que le Soleil, tandis que Procyon B, comme Sirius B, est une naine blanche.

● Epsilon Eridani enfin, située à 10,6 années-lumière, est une étoile de taille respectable, un peu plus faible et petite que le Soleil. Un peu plus loin (11,4 années-lumière), Epsilon Indi, située dans la constellation méridionale d'Indus, est presque similaire, quoique moins lumineuse.

En quête de planètes géantes pour découvrir l'existence éventuelle de nouvelles « Terres »

DANS SON DERNIER LIVRE, l'astronome américain Carl Sagan constate que la vie humaine est jusqu'alors restée cantonnée à une seule planète, plutôt petite, la Terre. L'environnement des autres astres de notre système solaire est hostile à la vie. Mais n'y a-t-il pas, ailleurs dans l'univers, d'autres Terres ? En existe-t-il qui gravitent autour d'une étoile similaire à notre Soleil et qui contiennent assez d'eau liquide et d'oxygène atmosphérique pour accueillir la vie ?

Nous aurons bientôt les moyens de répondre à ces questions. Au tournant du millénaire, de puissants télescopes terrestres et des appareils optiques orbitaux, actuellement en construction, devraient pointer leurs lentilles vers de grosses planètes valant autour d'étoiles. Dans un article publié le 25 mai dans *Nature*, l'équipe d'Adam Burrows, de l'université d'Arizona, a présenté ces cibles que les nouveaux télescopes devront traquer. Il est impossible d'espérer photographier des planètes ressemblant à la Terre tant que les té-

lescopes spatiaux sophistiqués ne seront pas plus disponibles. Ces planètes sont trop petites. Leur éclat est noyé par celui, bien puissant, de leurs étoiles-mères.

C'est pourquoi les astronomes ont choisi une autre approche. Ils scrutent les cieux pour y trouver des planètes géantes, similaires à Jupiter. Principalement composée de gaz, cette planète est 317 fois plus massive que la Terre, circule sur une orbite cinq fois plus éloignée du Soleil et émet d'importantes bouffées de radiations. De tels astres sont de bonnes cibles parce qu'ils ont une taille imposante et qu'ils croisent dans le vide à grande distance de leur étoile-mère. D'autre part, ils émettent dans l'infrarouge alors que le Soleil, qui rayonne beaucoup dans le visible, le fait peu.

M. Burrows et ses collègues utilisent des modèles de l'évolution des systèmes planétaires pour montrer que ces jeunes « Jupiters » seraient plus chauds que les anciens, qu'ils émettent plus d'infrarouges et sont plus facilement dé-

tectables à longue distance. Jupiter est âgé de 4,5 milliards d'années. Une planète de l'amas des Pléiades, deux fois moins massive, mais âgée d'à peine 70 millions d'années, serait 200 fois plus brillante. Une autre planète, située dans l'amas des Hyades, vieux de 600 millions d'années, serait, elle, dix-huit fois plus brillante. Les Hyades et les Pléiades sont tous deux situés dans la constellation de Taurus, et leurs étoiles sont aisément visibles à l'œil nu.

La prochaine génération d'instruments pourra-t-elle détecter de telles planètes ? Les amas des Pléiades et des Hyades sont distants de notre Soleil de 408 et de 147 années-lumière. Les caractéristiques des futurs télescopes terrestres (Large Binocular Telescope du mont Graham, dans l'Arizona, et télescopes géants de huit mètres de diamètre), celles de la caméra infrarouge et du spectromètre multi-objet (NIMOS) du télescope spatial Hubble, ainsi que les performances des prochains télescopes spatiaux infrarouge ISO et SIRTF,

suggèrent clairement que la réponse est oui. Les plus puissants de ces instruments devraient pouvoir détecter des planètes ayant cinq fois la masse de Jupiter et distantes de 98 années-lumière. Nicom pourra même voir toute planète isolée ayant six fois la masse de Jupiter et gravitant autour d'une étoile « ordinaire » aussi éloignée que les Pléiades : plus la planète sera jeune et massive, plus il sera facile de la détecter.

DES PHÉNOMÈNES RARES

Dans un article publié par *Nature* le 9 février, Ben Zuckerman et ses collègues de l'université de Californie ont montré que les très jeunes étoiles ont tendance à expulser des gaz au-delà de leur propre rayon d'attraction avant qu'ils aient eu le temps de se condenser pour former des planètes du type de Jupiter. Les modèles actuels indiquent que ces grosses planètes ne se forment que dans la période courte - de un à dix millions d'années - qui suit la naissance de leur étoile-mère. Cependant, certaines obser-

vations suggèrent que les gaz s'échappent bien plus rapidement ; ces nuées se dissiperaient en quelques millions d'années seulement. Si théorie et observations sont exactes, il y a des chances pour que les planètes gazeuses géantes soient extrêmement rares, quand bien même les planètes de taille terrestre seraient nombreuses.

D'autres travaux montrent que des systèmes solaires ne comprenant pas de pseudo-Jupiters » ne pourraient pas non plus abriter de planètes ressemblant à la Terre. Certes, cette dernière a subi un intense bombardement d'astéroïdes et de comètes, qui a pu arracher assez de matière pour former la Lune. Mais, il y a environ quatre milliards d'années, les champs gravitationnels de Jupiter et de Saturne ont permis de repousser ces gigantesques obus aux confins du système solaire. La vie, apparue sur Terre il y a 3,6 milliards d'années, a donc pu évoluer grâce à l'influence pacificatrice de ces géantes gazeuses.

Mais, si celles-ci sont nom-

breuses, des comètes provenant d'autres systèmes solaires devraient apparaître dans le nôtre de temps en temps. Or ce n'est pas le cas. Et, si les planètes géantes sont rares, celles plus petites, ayant la taille de la Terre, devraient être arrosées par une pluie perpétuelle de comètes et d'astéroïdes. Le dernier astéroïde massif ayant touché la Terre, il y a 65 millions d'années, a, selon certains scientifiques, entraîné la disparition des dinosaures... Sans Jupiter, de tels impacts se seraient succédés tous les 100 000 ans, et il fait peu de doute que nous ne serions pas là pour en parler.

Voilà pourquoi la découverte d'un nouveau Jupiter constituerait un signe encourageant, une raison de penser que d'autres planètes semblables à la Terre existent dans l'univers.

Henry Gee

Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique internationale *Nature*.

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 16 JUIN 1995

GALERIES La 26^e Foire d'art contemporain a lieu à Bâle (Suisse) jusqu'au 19 juin. Considérée par ses organisateurs comme la plus importante au monde, et par les ex-

posants comme la plus professionnelle, elle réunit cette année plus de 250 galeries venues de 22 pays et de quatre continents qui ex-

posent leurs plus beaux tableaux. Elle se situe également en franche concurrence avec la FIAC parisienne, affaiblie par son départ du Grand Palais. ● POUR LA PREMIÈRE FOIS, des galeries françaises

beneficient d'une subvention du ministère de la culture pour y participer, à condition qu'elles consacrent la moitié de leur stand à des artistes vivants, français ou ré-

sidents en France. ● INTERNET entre dans la danse de l'art contemporain, via les galeries de New York, qui inaugurent un service qui offre de fantastiques possibilités.

Bâle et Paris se disputent le marché de l'art contemporain

La foire suisse se pose comme un Salon très professionnel. Et ne cache pas sa volonté de concurrencer son homologue française, la FIAC, encore affaiblie par son déménagement du Grand Palais

Messe Basel, Schweizer Kunstmesse in Basel, CH 4021 Bâle. Tél : (01) 41 61-684-20-20. Du 14 au 19 juin.

BÂLE

de notre envoyé spécial
La Foire de Bâle est bien située. Chronologiquement, elle s'insère cette année entre l'ouverture de la Biennale de Venise et l'emballement du Reichstag par Christo. Nombreux sont les visiteurs, en particulier américains, à inscrire les trois étapes sur leur calendrier. Géographiquement, la proximité de la France, de l'Italie, et surtout de l'Allemagne lui attire un public, certes restreint par rapport aux foules de la FIAC, mais choisi : c'est-à-dire qu'il s'abstient de dire des bêtises devant les tableaux, se renseigne, et surtout demande le prix.

Au sein de la ville même, la manifestation est située dans un quartier voué tout entier aux foires de toute nature. Une étude estime les retombées économiques pour la ville de Bâle à 938 millions de francs suisses - environ 3,75 milliards de francs -, pour l'ensemble des

foires, sur la seule saison 1993-1994. La « Kunst Messe » bénéficie donc d'une infrastructure sans faille, et parfois hors d'échelle.

Enfin, elle dure peu : cinq jours. C'est suffisant pour faire des affaires sans désertier sa propre boutique au-delà du raisonnable, et pas assez long pour s'apercevoir que Bâle n'est pas une ville bien gaie. Mais les galeristes se moquent de l'animation anémique des vieux quartiers : vissés sur leur stand, c'est à peine s'ils savent qu'il y a une cité autour d'eux, pourvue, entre autres, d'un des musées les plus attachants d'Europe. Ils sont là pour le négoce, même si le marché de l'art affiche, à Bâle comme ailleurs, un encéphalogramme plat.

Durant les années folles, la foire fonctionnait comme les marchés aux puces : les bonnes affaires se faisaient entre marchands, bien avant l'ouverture. Les galeries « classiques » et cosues installées au rez-de-chaussée montaient d'un étage pour faire leurs emplettes chez les jeunes. Les jeunes exilés du premier révalent de devenir un jour Beyerle ou Krugier.

Mais même les grands marchands n'ont plus d'argent, ou préfèrent le dépenser dans les salles de ventes. On les comprend : les prix surrèrent (on les affiche rarement) sont supérieurs à ceux des ventes publiques dans des proportions non négligeables. Il est vrai que les œuvres proposées sont d'une autre qualité. Mais, comme les marchands n'ont pas encore redécouvert le troc, les échanges sont rares.

La douane, aujourd'hui, est le seul vrai handicap de la Foire de Bâle

Michel Durand-Dessert n'en a cure. Ce célèbre galeriste parisien renoue avec Bâle après une longue bouderie, et pour une bonne raison : « Je vends plus à la FIAC, mais je dois venir pour n'être pas coupé du marché international. Souvent, j'achète ici plus que je ne vends, mais c'est le seul Salon réellement professionnel. » Ce que tous ses confrères confirment. La subvention offerte par le ministère de la culture (voir ci-contre) n'a pas, affirme-t-il, déterminé son choix : « C'est un coup de pouce, mais nous serions revenus de toute façon. » La Foire de Bâle a donc tout pour elle, y



Paul Rebeyrolle : « Splendeur de la vérité », 1994, technique mixte sur toile, galerie Templon.

compris ces institutions que le monde entier envie à la Suisse que sont les zones franches : à proximité des aéroports de Genève et de Zurich se trouvent les deux plus grands musées d'art contemporain du monde. Des kilomètres de cimaises, des mètres carrés de tableaux conservés dans des conditions optimales. La plupart des grandes galeries y ont un dépôt. Les achats s'y font en toute discrétion, les œuvres ne se déplacent que de la distance qui sépare deux conteneurs. Sur la foire, les étiquettes portent des mentions à peine discrètes signalant que, temporairement extra-

ites de ces fameux entrepôts « sous-douanes », elles sont à même d'y retourner si le client le souhaite. Et le client aurait tort de s'en priver. D'autant que point ici la seule tare du système suisse : ses douaniers. Des limiers capables de se faire passer pour un acheteur sur votre stand, de vous demander un prix, et de le comparer avec votre déclaration préalable. Gare à celui qui sous-estime un tableau. Le gabelou suisse exige de connaître le prix de vente au public. Impossible de consentir la moindre ristourne au client fidèle, ou au marchand ami. Pour

des galeristes désormais familiers des facilités européennes, le jeu ressemble à un casse-tête chinois. Avec, en cas de vente, une TVA de près de 1 % supérieure à ce qui se pratique dans l'Hexagone. La douane, aujourd'hui, est le seul vrai handicap de la Foire de Bâle. Les galeries suisses sont si conscientes du problème qu'elles ont créé, en avril 1995, une association professionnelle, bâtie sur le modèle français du comité des galeries d'art. Sa déclaration d'intention ne laisse aucun doute quant à ses objectifs : « L'Association des galeries suisses va s'investir à alléger [sic] les règles admi-

Des Français subventionnés

LA LOCATION d'un stand de 60 m² à Bâle coûte un peu plus de 70 000 francs français, auxquels il faut ajouter les frais de transport, d'assurance, de logement. Le tarif grimpe vite aux alentours de 150 000 francs, budget moyen d'un exposant. D'après Anne Lahumière, compte tenu des pourcentages dus aux artistes, ou du prix d'achat d'une œuvre ancienne, une galerie doit, pour rentrer dans ses frais, vendre pour au moins 450 000 francs de tableaux. Le secteur « Jeunes galeries » (moins de cinq ans d'âge) bénéficie d'un prix de faveur : le stand de 30 m² leur est facturé environ 20 000 francs. A l'initiative du Comité français des galeries

d'art, la délégation aux arts plastiques (DAP) a décidé cette année de subventionner les marchands qui en feraient la demande, à condition qu'ils consacrent au moins la moitié de leur stand à des artistes vivants, français, ou résidents en France. Cinq galeries parisiennes qui exposent plutôt des étrangers, des artistes d'Europe, ou qui tout simplement préfèrent se passer de la manne gouvernementale se sont abstenues de déposer un dossier. Vingt-six des trente et une galeries venues de l'Hexagone toucheront donc 36 000 francs, soit la moitié du prix de leur stand, qui devraient leur être versés directement sur présentation

des factures. C'est une petite incitation, compte tenu des coûts cités plus haut. Elle paraîtra cependant scandaleuse à certains, pour qui un galeriste ne peut être qu'un négrier, ou qui estiment nécessaire de laisser jouer les lois du marché. Cependant, bon nombre de jeunes galeries n'auraient pu se frayer à leurs aînés sans cette aide. Et l'Australie, l'Espagne et certains Länder allemands pratiquent le principe de la subvention (bien plus élevée dans la plupart des cas) depuis longtemps, ce qui n'est pas sans rapport avec la pénétration de leurs artistes sur la scène internationale. Ha. B.

L'érotisme est omniprésent à l'étage des jeunes galeries

BÂLE

de notre envoyé spécial
« Les réserves sont de sortie ! » Cette réflexion d'un visiteur, vieil habitué des lieux, résume bien la qualité des œuvres exposées : désespérées par la médiocrité des ventes, ou désireux de briller dans cette vitrine internationale qu'est Bâle, les marchands ont exhibé leurs plus beaux tableaux, ceux que secrètement ils espèrent garder pour leur vieux jours. D'autres, aux stocks moins fournis, peaufinent la décoration de leur stand. Le Genevois Pierre Hubert remporte la palme du kitsch avec un mur extérieur peint en rouge sang et constellé d'inscriptions de Robert Barry. L'intérieur a été confié à deux autres artistes, John Armleder et Sylvie Fleury, ce qui donne une alternance de vert pistache et de jaune pour l'un, et de fourrure acrylique rose pour l'autre. Là-dessus, on accroche des tableaux. Ceux qui résistent au traitement sont rares, et on distingue vaguement un Hains et un Fontana. Mais de tels dérapages sont heureusement l'exception : à Bâle, on montre le meilleur, et si la foire est un peu moins spectaculaire qu'en 1994, moins fournie en toiles dignes des meilleurs musées, les

œuvres exposées sont de qualité, et de format assez raisonnable pour figurer dans un intérieur suisse.

Statistiquement, les deux peintres les plus montrés ici tous les ans sont Picasso et Dubuffet. La troisième place est plus disputée : en 1994, elle revenait à Sol Lewitt. C'est Andy Warhol qui la décroche cette année. Bâle permet aussi de se faire une idée assez juste des tendances du marché : Lilliane Durand-Dessert se souvient par exemple d'une « année Richter », où les toiles de l'artiste allemand poussaient sur tous les stands, mais ce phénomène a perdu de son ampleur. En l'absence d'orientation précise, le mieux est donc de partir à la pêche. En commençant pas les eaux poissonneuses des grandes galeries suisses : Jan Krugier, par exemple, peut être un des meilleurs amateurs de dessins de sa génération. Il le prouve en accrochant côte à côte Cézanne et Poussin, Cézanne et Titoret, Cézanne et Veronèse. C'est une réussite. Avec, en point d'orgue, un tableau cubiste de Picasso, une rareté de 1911, à la limite de l'abstraction.

Ernst Beyerle n'est pas en reste : un attendant l'inauguration du musée qu'il compte offrir à la ville de Bâle, il

donne un avant-goût de la richesse de ses collections dans une exposition baptisée « Surréalisme », un festival où Dalí côtoie Magritte et où trône un fort beau Miro. Moins excitant toutefois que celui déniché par le Parisien Marc Blondeau, la Maison avec palmier, un paysage « détaillé » peint par le Catalan en 1918.

CONFRONTATION FRANCO-AMÉRICAINE

A la Marlborough, un grand panneau accroché au-dessus des Klinz signale à ceux qui l'ignoreraient que leur artiste vient de décrocher le Lion d'or à la Biennale de Venise. On lui préfère sans hésiter un très beau Bacon qui figurait dans l'exposition organisée à Paris par Lelong en 1986. Hans Mayer a comme d'habitude déniché des œuvres spectaculaires de Nam June Paik. Son stand, un peu bourré, contraste avec celui de son voisin, le très attendu New-Yorkais Gagosian. Une merveille de concision : deux salles, profondes et élancées. Dans l'une, des toiles anciennes et timides d'Andy Warhol. Dans l'autre, d'exceptionnelles et gigantesques peintures noires de Richard Serra, les Deadweights. On se croirait dans la chapelle peinte par

Robbio à Houston, la puissance brutale d'un temple païen en plus.

A l'étage, la section consacrée aux photographies tourne à la confrontation franco-américaine : les Français Michel Chomette et Alain Paviot montrent de beaux tirages anciens, dont un bel ensemble d'Éli Lotz. Une galerie de La Nouvelle-Orléans présente des figures d'indiens bûcherons à soulever, et des portraits d'artistes célèbres qui ne le sont pas moins. Mais le mélange de tirages originaux, d'épreuves récentes et des planches arachées à un des onze volumes de l'Animal Locomotion publié par Muybridge en 1887 trouble un peu. Ce qui n'est pas le cas chez son voisin, Lum, de New York, qui étiquette chacune de ses photos avec une précision maniaque, mais de bon aloi, et y fait même figurer ses prix. Un milliardaire amateurisme pourra donc s'offrir le portrait de Balzac, par Nadar, pour la bagatelle de 35 000 francs suisses (40 000 francs environ).

Pour les pauvres, il reste le secteur « Jeunes galeries » où on sent un professionnalisme naissant moins perceptible naïvement. C'est peut-être moins fou, moins gai, mais rassurant en ces temps de crise. La vi-

talité a toutefois du bon, et c'est à l'étage que se dégage la principale tendance de cette foire : un amour immodéré pour le sexe. L'érotisme est partout, dans les installations, les photographies et les peintures. Cette innocence manie même des galeries plus âgées : Daniel Templon montre un Rebeyrolle torse, et le portrait d'un de nos célèbres conservateurs de musée peint par Corpet, en pied, de face, et tout nu. Mais

la palme revient à la galerie Jablonka, de Cologne : les solo-musei y trouveront l'apogée de leurs rêves, les pornographes défilant devant douze dessins très lisses de Clemente, et Gilbert et George ravivent les autres. On a même pensé aux voyeurs, avec un beau petit Picasso, le *Peintre et son modèle*. Le vieux faune est décidément partout. Ha. B.

ÉTVDDES

Retrouvez notre sommaire de juin sur :
Minitel : 3615 SJ Etudes

En vente dans les grandes librairies...
ETUDES - 144 pages - 55 F (11 n° par an)
14, rue d'Assas - 75006 PARIS - ☎ (1) 44 39 48 48

Visite à la

Roman Opelt

Quatre

Offert, à la
de la grande
de la grande
de la grande
de la grande

1995 de la

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

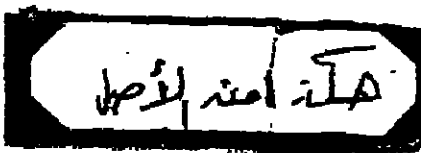
Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde



Visite à la Biennale, chez les oubliés du palmarès

Roman Opalka peint le temps qui passe. César poursuit ses monumentales compressions. Bill Viola propose quatre installations vidéo trop démonstratives... et un trio de femmes revigore le pavillon néerlandais

Vingt-sept pavillons nationaux offrent, à la Biennale de Venise, un aperçu de la production artistique contemporaine de leurs pays. Nombre de participations nationales peuvent s'avérer modestes ou par trop grandilo-

quentes. Mais quelques interventions d'artistes, plusieurs prestations d'envergure, méritent qu'on s'y attarde plus longuement. Dignes d'une mention que le jury officiel ne leur a pas forcément accordée. Telle l'œuvre

de Roman Opalka, qui représente la Pologne dans le pavillon des Giardini. Il montre dix-neuf tableaux sur lesquels il a peint en blanc au pinceau sur un fond toujours plus blanc, des nombres qui se suivent en ligne... Il y a

soit la photo de son visage, qu'il réalise à l'issue de chaque tableau, et l'enregistrement de sa voix disant les nombres pendant qu'il les peint. Seule survivance de l'art conceptuel que la Biennale accueille.

VENISE
de notre envoyé spécial
Roman Opalka est né en France en 1931 et vit en France, mais il faut croire qu'il est toujours Polonais, puisqu'il représente la Pologne dans le pavillon des Giardini. Or, égal et



fidèle à lui-même, il montre dix-neuf tableaux de même format sur lesquels il a peint en blanc au pinceau sur un fond toujours plus blanc, des nombres qui se suivent en ligne, le premier en haut à gauche étant le chiffre qui suit le dernier inscrit en bas à droite du tableau précédent. Le premier de ces tableaux, nommé *Détails*, daté de 1965, allait de 1 à 35 327. Le fond était noir. Aujourd'hui le fond est gris pâle et les nombres de plus en plus grands - le dernier proposé à la Biennale est 4 045 244 - et de plus en plus illisibles. L'artiste qui ajoute 1 % de blanc au fond de chaque toile a calculé qu'il lui faudrait trente ans de sa vie d'artiste pour arriver au nombre de 5 000 000, et qu'au nombre 7 777 777 sa peinture deviendrait effectivement complètement blanche. A ces peintures, Opalka associe la photo de son visage, qu'il réalise à l'issue de chaque tableau-détail, et l'enregistrement de sa voix disant les nombres pendant qu'il les peint.

Cette folle entreprise artistique qui s'est finie pour tâche de peindre le temps, le temps de l'œuvre, le temps compté de l'homme jusqu'à sa disparition, prend avec le temps toujours plus de sens, est à peu près la seule survivance de l'art concep-

tuel que la Biennale accueille. Lourde responsabilité, bien assumée. Le radicalisme très pertinent d'Opalka ne serait-il pas apte à relever le défi de Jean Clair ? Apté à rap- peler qu'un artiste conceptuel dur et pur n'est pas forcément un songe- creux. Cette écriture blanche, calme mais imparfaite, et visuellement belle, ce qui ne gâche rien, où le corps des nombres fuit dans le blanc de la toile, en dirait-elle moins que beau- coup d'images de corps humains rongés, boursoufflés ?

Opalka n'a pas eu de prix, César non plus et ce n'est pas faute de poids : sa pièce principale, un impressionnant monument de compressions de voitures et de deux-roues récupérés chez des ferrailleurs de Lyon et mis en paquets, pèse plus de cinq cents tonnes. D'où la nécessité de consolider les fondations du pavillon français (en allant chercher le fond de la lagune à douze mètres) qu'il n'est plus question de casser, comme Jean Nouvel l'avait proposé lors d'une dernière Biennale - il est classé -, et qu'il fallait de toute façon étayer.

COUP DE POING

Bien que le geste et le projet ne soient pas neufs - l'un et l'autre remontent au début des années 60 -, cette nouvelle prestation de César, qui prend presque toute la salle centrale, fait de l'effet. Elle suffit. Les carcasses de voitures noires écrasées en galettes sur les murs des salles latérales, qu'elles soient présentées à la verticale appuyées au sol, ou à l'horizontale accrochées en tableaux, relèvent d'un esthétisme gratuit qui nuit au sérieux avec lequel on peut lire aujourd'hui, plus qu'hier, la pièce centrale.

Au pavillon américain, écarté lui

aussi du palmarès (*Le Monde* du 11 juin), Bill Viola propose quatre installations vidéo qui cherchent à impressionner de quatre façons différentes. C'est trop, trop de vedettariat, trop de démonstration de la maîtrise technique de l'artiste sur tous les terrains de la vidéo. Il oblige à traverser un couloir de murmures ponctués de visages bâillonnés et troubles, puis une pièce coup de poing, jouant sur un contraste d'images en vis-à-vis, d'un côté celle d'un homme qui se lave lentement le corps dans des bains minéraux tandis que l'autre écran mitraille des images d'explosion, de

bibliothèque de la Visitation, avec flottements de tissus et mains qui se frotent avec grâce, est très émou- vante.

Les Anglais, qui n'ont pas attendu que le vent de la Biennale tourne pour y propulser de bons vieux peintres, présentent Leon Kossof, un petit maître qui laboure ses sujets, nus, portraits, ou scènes de rue, dans l'épaisseur de ses pâtes, plus fondus aujourd'hui qu'il y a vingt ans, comme en témoignent ses deux ou trois tableaux exposés au Palazzo Grassi. Dans un autre genre, le contenu du pavillon allemand n'a rien de bien stimulant. Va pour la

La découverte d'Arthur Bispo do Rosario

Arthur Bispo do Rosario (1911-1989) brodait sur des tentures, des chasubles et des drapeaux, des listes de vêtements, des bateaux de guerre, ou l'histoire des habitants de la planète Terre. Il fait penser au travail des tissus liturgiques traditionnels du Brésil ou d'ailleurs. Il entourait avec soin des objets ordinaires, outils, râpes et capsules, de fils de coton rose ou bleu, et, plus surprenant, montait en tableaux des bottes en caoutchouc ou des bouteilles en plastique pleines de bouts de papiers de couleur. On pense au pop art et au nouveau réalisme. Ces œuvres, en particulier, font dire aux Brésiliens, qui rendent hommage à Arthur Bispo do Rosario, que son œuvre réalisée à partir des années 60 jusqu'à sa mort en asile psychiatrique n'appartient pas à l'art brut, mais à l'art tout court. Est-ce si important ? Ne sommes-nous pas désormais en mesure de reconnaître de très grands créateurs parmi les outsiders ?

violences, dont les éclats se répercutent sur l'image de l'homme. Avec son à l'appui.

La troisième installation, faite d'écrans de voiles, qui joue sur l'opacité et la transparence des images, n'est pas très originale. La dernière pièce, en revanche, relève de ce que Viola sait le mieux faire : se référer à la peinture ancienne. Sa mise en scène au ralenti du thème

dérive des portraits photographiques de Thomas Ruff, mais c'est Catharina Ritsch qui prend presque toute la place pour sa grand-chose : une idée d'architecture concentrationnaire, trop grande pour elle.

Le pavillon néerlandais est mille fois meilleur, avec son trio de femmes. Marlene Dumas, un peintre solide, y montre une suite

de portraits en pied de filles en slip qui, sous des dehors d'adolescentes mal dégrossies, respirent une énergie féroce. Maria Rosen y pose ses boules de verre en forme d'outres- seins sur des fantômes, et Marijke Van Wamsterdam y balance des projections, celle d'une fille qui fait le pokier ou d'un homme qui saute. Soit trois façons de décliner des images du corps, qui rejoignent la thématique de l'exposition de Jean Clair, « Identité et altérité », mais sans ce pathos morbide dont fait état l'exposition du Musée Correr où Marlene Dumas figure aussi.

Le pavillon de la Belgique, où Vermeiren poursuit son interrogation sur le lieu de la sculpture, se tient. Au pavillon tchèque, un très bon artiste, Karel Malich, propose dans une petite salle blanche ses pay- sages dans l'air, traversés de ressorts à boudin, de fils embrouillés. Ils ont l'énergie du gribouillis d'où peuvent émerger un bras et une main, qui semble tenir un crayon, et font penser aux embrouillaminis du cerveau, ou du chef-d'œuvre inconnu.

Dans le pavillon israélien, en partie transformé en dépôt de livres, deux artistes, Joshua Neustein et Uri Tsai, et l'écrivain David Grossman se sont fédérés pour développer une métaphore inépuisable autour de la notion d'archives écrites et visuelles. Une idée qui traverse aussi le pavillon autrichien, transformé en pavillon des médias, submergé d'images réelles et virtuelles, et où, c'est débité de la part des artistes qui l'ont investi, le visiteur perd pied. La réflexion est d'actualité.

Geneviève Breerette

* Giardini de Castello, jusqu'au 15 octobre.

■ **MÉCÉNAT** : les entreprises se sont davantage engagées en 1994, après une année 1993 plutôt morose, selon un rapport que vient de publier l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (ADMICAL). Selon l'association, le volume consacré par les entreprises au mécénat a représenté entre 700 et 800 millions de francs, une augmentation de près de 100 millions par rapport à 1993. Huit cent cinquante entreprises ont été recensées. Les principaux domaines aidés sont la musique, les arts plastiques et les musées. Le cinéma et l'audiovisuel se maintiennent, les parents pauvres restent la photographie, la danse, l'architecture et le design.

■ **MUSIQUE** : le compositeur italien Luciano Berio, qui fête en 1995 ses soixante-dix ans, a ajouté à ses *Sequenza* (commencées en 1958), à la suite d'une commande de l'Ensemble InterContemporain (EIC), un douzième épisode pour basson solo qui devait être donné le 15 juin par le basson Pascal Gallois de l'EIC, au Châtelet. Au cours de ce concert, David Robertson dirigera l'EIC et le London Sinfonietta Voices, dans *Coro*, que Berio a composé en 1976. A la demande de la Fondation Mozart de Prague, le compositeur a complété la *Zaide*, une œuvre inachevée de Mozart qui sera créée à Florence, du 17 au 22 juin. Elle sera donnée à Paris, au Théâtre de l'Europe, du 15 au 21 septembre.

■ **LES 32^e FÊTES MUSICALES** en Touraine, qui devaient avoir lieu à la fin du mois de juin, sont reportées à septembre, à des dates qui ne sont pas encore communiquées. Le pianiste Sviatoslav Richter, âgé de ce festival tourangeau, a été victime d'un léger accident. Tél. : (16) 47-21-65-00.

■ **CINÉMA** : le public de Yokohama va découvrir diverses facettes du cinéma français avec *La Cité des enfants perdus*, *La Haine* ou *Gazon maudit*, à l'occasion du troisième festival du film français, qui a lieu du 15 au 19 juin, sous la présidence de Sylvie Vartan. Des acteurs, des réalisateurs, des producteurs et des exportateurs accompagnent les quatorze films présentés par Unifrance Film International, l'organisme chargé de la promotion du cinéma français à l'étranger, que préside Daniel Toscani du Plantier.

SEALINK DIT:
IL FAUT
COURIR LES MERS
POUR VOIR DU PAYS.



SEALINK FAIT
VOIR LA CAMPAGNE
APRÈS AVOIR TRAVERSÉ LA MER.
1420 F*
6 nuits en Bed & Breakfast par personne.

SEALINK, c'est aussi un tour opérateur qui vous propose par exemple une nuit en hôtel à partir de 390F* par personne au cœur de Londres, ou 6 nuits en auberge nichée au fond

des Lochs Écossais à partir de 1995F* par personne. Pour en savoir plus, demandez la brochure Outre-Manche SEALINK à votre agent de voyages.

*Taux 1 adulte + 4 personnes en chambre double, traversées comprises. (1) Chambre d'hôte.

ET JUSQU'AU 30 JUIN 1995 :

1 JOUR A/R
149 F
1 VOTURE ET JUSQU'À 9 PASSAGERS.
(NON LA LIGNE CALAIS-DUNKERQUE).

3 JOURS A/R
299 F
1 VOTURE ET JUSQU'À 9 PASSAGERS.

5 JOURS A/R
450 F
1 VOTURE ET JUSQU'À 9 PASSAGERS.

10 JOURS A/R
489 F PAR VOTURE.
50 F PAR PASSAGER.

Offres valables sur toutes les lignes et sous réserve de disponibilité au port. Réservation obligatoire au plus tard la veille du départ.
Prix indicatifs de nos offres, veuillez-vous référer aux règlements SEALINK ou chez votre agent de voyages agréé.
Les billets ne peuvent être ni remboursés, ni échangés. Si ces conditions ne sont pas respectées, il vous sera demandé de régler un billet aller-retour en ferry normal en vigueur au moment du départ.
Offres valables sous la limite des places disponibles. Contrats et règlements sur demande.

SEALINK
LES PONTS SUR LA MANCHE

A Genève, « Orphée » de Gluck conclut en beauté quinze ans de direction par Hughes Gall

Le public a salué l'interprétation mais sifflé la mise en scène

Le Grand Théâtre de Genève présente, jusqu'au 30 juin, *Orphée* de Gluck, dans une version de Berlioz datant de 1859, qui avait rapproché la

version originale italienne (1762), où le rôle-titre était interprété par un soprano, et celle de Paris (1774), réécrite par Gluck pour un ténor. Cette

production remarquable dût l'ère d'Hughes Gall qui prend la direction de l'Opéra de Paris et sera remplacé par René Auphan.

ORPHÉE, de Gluck. Mise en scène : Andreas Homoki. Décors et costumes : Wolfgang Gussmann. Lumières : Yves Bernard. Avec Anne Sofie von Otter, mezzo-soprano, Barbara Bonney et Elisabeth Futral, sopranos. Chœurs du Grand Théâtre, Orchestre de la Suisse romande, Jeffrey Tate, direction. Genève : Grand Théâtre, les 15, 18, 21, 24, 27, 30 juin à 20 heures. Tél. : 19-41-22-311-23-11. Places de 20 à 99 francs suisses.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

« Eurydice, Eurydice... » La déposition sort de la bouche d'un jeune garçon placé à l'avant-scène, à peine dégage de la masse sombre du chœur. Il faut quelque temps pour reconnaître dans la silhouette longiligne en complet-veston la mezzo-soprano Anne Sofie von Otter. Mais l'intensité, la netteté du chant n'appartient qu'à elle. La cantatrice suédoise est l'interprète idéale du rôle d'Orphée dans l'opéra de

Gluck : beauté du timbre, souplesse du phrasé, égalité de la voix dans tous les registres, ligne musicale exceptionnelle et intelligence rare du texte, de la musique, du personnage. Pas de sentimentalisme, mais du sentiment, comme dans l'air *J'ai perdu mon Eurydice*, pris sur un tempo rapide, chanté d'une façon presque froide, détachée, et pourtant intense.

Le deuxième grand protagoniste d'*Orphée* est le chœur. Celui du Grand Théâtre de Genève est magnifique. Le trio des solistes est complété par Barbara Bonney (Eurydice) et la jeune Elisabeth Futral (l'Amour), elles aussi très musiciennes et excellentes. Jeffrey Tate conduit l'Orchestre de la Suisse romande avec un rien de distance, sans jamais relâcher la tension dramatique : la trans lucidité des cordes, la tendresse des bois prédominent, et l'orchestre, en grande formation, reste pourtant léger.

La version choisie est celle de Berlioz (1859). Le compositeur français a rapproché la version originale italienne (1762), où le rôle-titre était interprété par un soprano, et celle de

Paris (1774), réécrite par Gluck pour un ténor. Sa révision a consisté en quelques changements d'orchestration, qui donnent parfois une tonalité berliozienne, et surtout en la retransposition du rôle-titre pour la mezzo Pauline Viardot. Cette version s'est imposée, on comprend pourquoi : elle respecte l'esprit, même si elle déplace parfois la lettre.

PORTÉES FROISSÉES

Le public de Genève a fait une ovation aux interprètes. Des sifflets ont accueilli le metteur en scène Andreas Homoki et le costumier-décorateur Wolfgang Gussmann. Sans doute certains Genevois n'ont-ils pas apprécié qu'ils aient transformé l'Amour en un petit écolier facétieux, béré visé sur la tête et qui porte ses ailes comme un carabine sur ses épaules : c'est pourtant une façon joliment malicieuse de détourner la convention. La réalisation des maîtres d'œuvre allemands a, d'ailleurs, beaucoup de tenue.

Sous les éclairages très concentrés d'Yves Bernard, les chœurs - stricts costumes noirs et cheveux grisés - se fondent en une foule anonyme

d'où émerge peu à peu Orphée. Un grand panneau coulissant aux couleurs mates projette celui-ci à l'avant-scène ou s'ouvre sur le plateau pour des effets de perspective. Seule la robe blanche d'Eurydice éclaire un peu cette vision d'oratorio noir suspendu entre ciel, terre et enfers. L'élément essentiel des décors et des accessoires réside dans les grandes pages de papier à musique, aux portées griffonnées de notes, qui courent tout au long du spectacle comme un leitmotiv. Froissées, elles se transforment en rochers ou en conques. Les Furies s'en servent comme boucliers pour repousser Orphée. L'effet est par moments répété, mais devient poétique quand un chapelet de bateaux en papier s'évanouit dans le lointain comme autant de points lumineux.

Cette production dût en beauté l'ère d'Hughes Gall qui, après avoir régné sur Genève pendant quinze ans, va prendre la direction des Opéras de Paris, alors que René Auphan lui succédera à la tête du Grand Théâtre.

Pierre Moulinier

Le country rock classique et subtil des Jayhawks

Le groupe de Minneapolis a donné, le 13 juin, un concert au Hot Brass à Paris. Pour accompagner un disque remarquable

DANS LE ROCK, le talent ne suffit pas toujours. Presque par définition, le genre exige des poses rebelles. Les Jayhawks n'ont finalement de subversif que le classicisme. Au conformisme de la robe obligatoire, ce groupe américain oppose le respect des traditions et le travail bien fait. Leur leader, Mark Olson, avait récemment : « Nous ne voulons qu'une chose, écrire des chansons qui touchent les gens. Il se trouve que cela a déjà été fait... » Le groupe s'attache, avec humilité, à sculpter finement des mélodies selon les lois d'un country rock subtil édictées par Gram Parsons, Neil Young ou The Band.

Ce refus des provocations condamne le quatuor à une carrière lente. Quand il se forme à Minneapolis, à la fin des années 80, la ville résonne encore des dédébels de Hüsker Dü et des Replacements, groupes locaux précurseurs du grunge. S'ils ne sont pas restés insensibles à cette furie, Mark et ses compagnons ont surtout retenu le soin que portaient ces formations à leurs compositions. Un premier album passé inaperçu et un accident de voiture contraignant le batteur et le guitariste à une longue convalescence plongent les Jayhawks dans un découragement presque fatal.

En 1989, *Blue Earth*, compilation de trois ans de maquettes, fera remarquer à quelques amoureux des belles chansons américaines la finesse des guitares et des refrains. Requinqués par cet accueil, le groupe signe sur le label Def American un album - *Hollywood Town Hall* - réalisé par George Drakoulis, producteur en vogue. Un disque plébiscité par la critique mais qui a eu du mal à trouver son public. Le surpassement en la variété de ses mélodies, leur nouvel album, le magnifique *Tomorrow the Green*

Grass, semble devoir connaître le même sort.

Le 13 juin, sur la scène du Hot Brass, club parisien plus habitué aux performances de jazz contemporain, on devine que le groupe ne semble pas décider à forcer les portes du succès. Certes, peu aidés par des choix vestimentaires très Middlewest, les Jayhawks manquent de charisme. Plutôt que de se préoccuper du public autrement que de façon banalement sympathique, les musiciens s'appliquent à interpréter leurs chansons. On aimerait sans doute plus de séduction brute mais le charme tranquille finit par opérer.

SANS NOSTALGIE

Dessiné par la guitare carillonnante de Gary Louris, consolidé par les riffs acoustiques de Mark Olson finement relancés par le piano de Karen Grothberg, le jeu des voix tisse de frissonnantes harmonies. La pureté de l'exercice vocal évoque la technique des Everly Brothers, ses résonances mélodiques rappellent que les Beatles, comme Bob Dylan, influencent les Byrds quand, dans les années 60, ils mêlent les premiers pop, rock, folk et country.

Que leurs chansons soient d'une fragilité suspendue (*Blue*, *Two Hearts*, *Over my Shoulder*) ou accablent des pulsions plus organiques (*Miss Williams Guitar*, *Real Light*), les Jayhawks ne surjoignent jamais des émotions nostalgiques. Qu'ils se privent du lyrisme qui fait le succès de leurs amis les Counting Crows, ou à ne pas risquer les envolées de REM, leurs cousins new wave.

Stéphane Davet

★ Disque : *Tomorrow the Green*, 1 CD American, 74321 236802. Distribué par BMG.

Quand quatre solistes convertissent au jazz la ville nouvelle de Sénart

NUIT DE TOUTES LES MUSIQUES, avec Urban Quartet, Pierre Tibboun/François Thallier, Laurent Dubois/David Chevallier, « African Project » de Philippe Sellam et Gilles Reumes, Lindsay Martine/Nelson Veras. À partir de 20 h 45, le 16 juin. LA COUPOLE, 14, rue Jean-François Millet, 77380 Combs-la-Ville. Tél. : 64-88-69-11. De 60 F à 85 F.

Les habitants de Sénart se sont longtemps demandé ce qui pouvait les lier. Le regroupement administratif, en 1973, de dix communes de Seine-et-Marne et de l'Essonne pour former aujourd'hui la ville nouvelle de Sénart leur a toujours semblé artificiel. En revanche, La Coupole, conçue par Jean Nouvel et inaugurée il y a dix ans, est bien plus concrète. S'il faut se trouver une identité, elle passera par cette scène nationale. Les habitants en sont convaincus. Même si celle-ci, divisée en deux (un gros morceau à Combs-la-Ville, un plus petit à Moissy), participe aussi à cet aménagement un rien schizophrénique.

À la direction de La Coupole se trouvent Alain Grasset et Georges Buisson. Inséparables depuis vingt ans, ils ont vu naître la MC93 de Bobigny, sont passés par le TEB ancienne manière, puis au centre d'action culturelle d'Yvercy. Ils ont hérité du bâtiment dans un « no man's land sans passé, une ville à la campagne en train de se construire », explique Georges Buisson.

Les deux « faiseurs de troubles culturels » connaissent surtout le théâtre. Ils ont secouru le public, ont organisé des représentations à domicile, inondé les communes de Sénart d'informations sur leur programmation. « On a maintenant trente mille spectateurs sur une saison, un budget de 17 millions de francs auquel il manque 4 à 5 mil-

lions pour affirmer nos projets artistiques ».

Parmi ceux-ci, la présence, depuis 1993, du collectif « La Scène et marnaise de création musicale » pèse volontairement d'un bon poids. Quatre solistes et compositeurs du jazz l'ont fondé : le contre-bassiste Patrice Caratini, le pianiste Andy Emley, le saxophoniste François Jeaneau et le vibraphoniste Philippe Macé. « Quatre à vivre, en Seine-et-Marne, le quotidien des besoins culturels », explique Patrice Caratini. Quatre artistes de l'intervention pédagogique et sur le terrain. « On aime ce type d'action qui n'est pas séparée de l'activité de musicien. Lubat a été un des premiers. Maintenant tout le monde s'y met », s'amuse François Jeaneau.

La Coupole, la Scène et marnaise a trouvé une demande pour ce qu'elle installe le jazz. Le collectif de réflexion est devenu un quartet. Ils ont joué à domicile, deux saisons de suite, dans les pavillons ou les petites fermes. Ils ont ensuite créé le POM, une moyenne formation de treize instrumentistes, transformable selon les envies et les besoins orchestraux en grand POM ou en petit POM. Le POM joue André Michelot ou Zool Fleischer.

« La Scène et marnaise fonctionne un peu comme les troupes de danse en résidence, ajoute Patrice Caratini. Il y a ici un creuset de stagiaires et d'amateurs, et une diversité de cultures et de déracinements que Paris ne connaît plus. Pour le jazz, c'est un mélange fondamental. » La « Nuit de toutes les musiques », qu'ils organisent pour sept cents spectateurs, leur paraît en être le symbole. Ainsi, le jazz dans ses larges acceptions, fédérateur et rassembleur, y sera célébré au-delà de l'éphémère d'un concert.

Sylvain Sicler

Personnellement

SAS m'a conquis ! Conquise par sa ponctualité, la qualité de ses services, l'efficacité de son personnel, ainsi que par les attentions particulières qu'elle nous réserve. En voyageant sur SAS, on se sent vraiment privilégié... d'ailleurs c'est été, je pars aux USA ou en Chine grâce aux points EuroBonus si rapidement accumulés !

«Une» appels à bord
Des téléphones sont installés dans les accouilles courtes SAS.

Le téléphone à bord est très important. Il me permet de prévenir mes clients... ou ma famille de mes changements de dernière minute.

«Une» menu
Sur nos longs courriers, le repas à la carte vous permet de composer votre menu. Vous avez également le droit, entre deux entrées, trois plats principaux, et deux desserts.

Un repas équilibré et varié : rien de tel pour se régénérer avant une réunion. Sur SAS, j'apprécie de pouvoir composer mon repas et la qualité des produits est toujours irréprochable. La pause-déjeuner ? Toujours un savoureux moment en compagnie de SAS...

«Une» travail à bord
Des ordinateurs sont équipés d'un modem, vous pouvez donc travailler à bord.

J'aime profiter du temps de vol pour me détendre, mais il n'est bien souvent indispensable de travailler. Sur SAS, je dispose de la place nécessaire pour étaler mes affaires sans gêner personne ! Et avec mon ordinateur équipé d'un modem-fax, je peux fixer mes travaux depuis l'avion.

ISAS
EUROCLASS

The Scandinavian way

Notre objectif : vous permettre d'organiser vos voyages comme vous le souhaitez. Notre ambition : faire de SAS EuroClass **Your Own Class**, «votre» Classe Affaires.

Remplissez le coupon, ci-contre, vous recevrez notre **cadeau de bienvenue** lors de votre prochain voyage en EuroClass SAS : le meilleur choix pour la Scandinavie.

Merci de m'adresser plus d'informations sur les avantages offerts par l'EuroClass SAS. Renvoyez-nous ce coupon dûment complété à : SAS - Libre réponse n° 222 63/93329 Aubervilliers cedex, ou par fax au 05 90 88 40.

Nom _____ Prénom _____

Fonction _____ Société _____

Adresse souhaitée : ☐ Domicile ☐ Professionnelle Adresse _____

Ville _____

Code postal _____ Pays _____

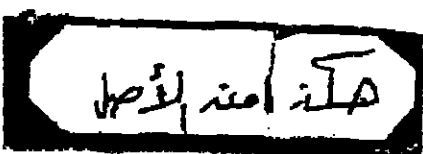
N° de tel domicile _____ N° de tel professionnel _____

(veuillez indiquer votre préférence)

Sur votre carte d'abonnement, veuillez mentionner sur vos cartes de réservation, si vous ne souhaitez pas recevoir d'autres courriers de nos services ou d'autres offres promotionnelles, ainsi que d'autres cartes de fidélité.

Références SAS : Paris (1) 47 43 04 14, Lyon (2) 23 84 32, Marseille (3) 21 94 94, Nantes (4) 20 00 00.

طريقه السفر



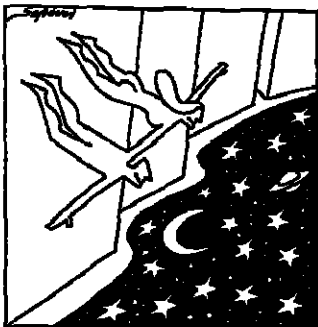
GUIDE CULTUREL

LE MONDE / VENDREDI 16 JUIN 1995 / 29

L'originalité et la provocation de Stephen Petronio

Le chorégraphe prend une place à part dans la danse américaine

IL A FALLU un certain temps à Stephen Petronio pour s'échapper de l'emprise formelle de Trisha Brown, et puis un beau jour, presque soudainement, Stephen Petronio est apparu : vir, audacieux, préoccupé par la fragilité du corps, hésitant pas pourtant à mettre le plaisir en exergue de son travail. A la Maison de la culture de Bobigny, il présente trois inédits : *Previous* (1986), *The King is dead* (1993), pièce pour laquelle Cindy Sherman a composé



l'environnement visuel, et *La reine*, une création sur une musique de David Linton. Pour accompagner la danse sinueuse, inventive de Petronio, Manolo Tabachnick est l'éclairagiste de son univers.

★ Maison de la culture 93, 1, boulevard Lénine, 93000 Bobigny. 20 h 30, les 15, 16 et 17. Tél. : 48-31-11-45. De 50 F à 130 F.

UNE SOIRÉE A PARIS

Cabestan et Arnaud
Maison neuve
Chansons de marins, poèmes, chants de travail : les musiciens de Cabestan sont inépuisables sur la richesse du répertoire breton. Le chanteur, Arnaud Maison neuve, de Quimper, a une voix formidable. Accordéon diatonique, violon, veuze, guitare, mandoline, Cabestan est un des meilleurs groupes de musique traditionnelle de France.
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16^e. M^{me} Passy. 20 heures, le 15. Tél. : 42-30-15-16. 20 F.
M^{me} Passy. 20 heures, le 15. Tél. : 42-30-15-16. 20 F.
Musiciens flamboyants évoluant avec grâce sur un fil tendu entre Inde et Occident, Ithad est un trio formé de Ravi Prasad (chant), Philippe Renaud (trombone) et Guillaume de Chassy (trombone). Un mélange subtil et inédit de rythmes, d'harmonies et de mélodies venus du folklore, du jazz et de musiques savantes.
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris-9^e. M^{me} Rue Montmartre. 20 h 30, le 15. Tél. : 47-70-81-47. 80 F.

Jean-Christophe Paré
Quand il parle de danse, Jean-Christophe Paré possède l'un des jugements les plus percutants, attentifs, qui soient. Et sa danse, le plus souvent, a la grâce de ceux qui se préoccupent des autres. Ex-danseur de l'Opéra de Paris, il aurait pu se contenter de faire admirer sa présence angélique, sa magnifique technique, mais il a préféré chercher, interroger, cet art qui le passionne.
Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris-4^e. M^{me} Rambuteau. La Femme dévoilée : 18 h 30, le 15. Les Deux Limites et Tout est lié : 20 h 30, les 16 et 17 ; 16 heures, le 18. Tél. : 44-78-13-15. De 70 F à 90 F.
Viviane Arnoux et François Michard
Viviane Arnoux est à l'accordéon et François Michard au violon. Lames et cordes pour un répertoire frais, ludique et swingant qui passe des standards du jazz à quelques cins d'œuvres aux séries télévisées (*Mission impossible*), du folklore canadien à la chanson de Paris.
Salle de la Folie-Méricourt, Paris-18^e. M^{me} Oberkampf. 21 heures, le 15. Tél. : 47-00-48-87.

ART

Une sélection des vernissages et des expositions

VERNISSAGES

Agar 93
CRD/CAC, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 heures à 19 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Du 15 juin au 23 juillet.
Carlo (1916-1974)
L'Arche, musée d'art brut, parc de l'hôtel de ville, 93 Neuilly-sur-Marne. Tél. : 43-09-62-73. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi, mardi et mercredi. Du 18 juin au 10 septembre.
Journées portes ouvertes
Ateliers d'artistes du 10^e arrondissement, renseignements : Art Canal 10, 32, rue Jacques-Louvet-Tessier, Paris 10^e. M^{me} Goncourt. Tél. : 44-52-06-10. De 15 heures à 21 heures. Du 16 au 19 juin.
Alain Lambilliotte, Imrayd Skag
Centre d'art contemporain-galerie Fernand-Léger, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 heures à 19 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé le 14 juillet. Fermé lundi. Du 15 juin au 23 juillet.

PARIS

Architecture de la Renaissance italienne, de Brunelleschi à Michel-Ange
Musée national des Monuments Français, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16^e. M^{me} Trocadéro. Tél. : 44-05-39-10. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 juillet. 36 F.
L'Art du tesson
Musée de la Poste, galerie, 34, boulevard de Vaugirard, Paris 15^e. M^{me} Montparnasse-Bienvenue. Tél. : 42-79-23-45. De 10 heures à 18 heures ; dimanche de 12 heures à 19 heures. Fermé jours fériés. Jusqu'au 27 août.
Giuseppe Balla
Galerie Artcurial, 5, avenue Matignon, Paris 8^e. M^{me} Franklin-Roosevelt. Tél. : 42-99-16-16. De 10 h 30 à 19 h 15. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 juillet.
René Baudry
Galerie Renos Xipras, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. M^{me} Filles-du-Calvaire. Tél. : 40-27-05-55. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 juillet.
Piero Bonaiuti
Galerie Schmidt, 396, rue Saint-Honoré, Paris 1^e. M^{me} Concorde. Tél. : 42-60-36-36. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 12 juillet.
Miguel Branco
Galerie Faridat-Cadot, 77, rue des Archives, Paris 3^e. M^{me} Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-78-78-38. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 juillet.
Constantin Brancusi (1876-1957)
Centre Georges-Pompidou, grande ga-

lerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^{me} Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 21 août.
Cardage, l'histoire, sa trace et son écho
Musée du Petit-Palais, avenue Winston Churchill, Paris 8^e. M^{me} Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40 ; nocturne mercredi jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 2 juillet. 40 F.
Marc Chagall, les années russes 1907-1922
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 10^e. M^{me} Alma-Marceau, 11^e. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 17 septembre. 40 F.
John Chamberlain
Galerie Karsten Grève, 5, rue Debellemme, Paris 3^e. M^{me} Saint-Sébastien-Francis. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 août.
Alain Clément, Anita Molinero, Krzysztof Wodiczko
École nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris 6^e. M^{me} Sain-Germain-des-Prés. Tél. : 47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 23 juillet.

Le Design des années pop
Musée des Arts décoratifs, nef, 107, rue de Rivoli, Paris 1^e. M^{me} Tuilleries ou Palais-Royal. Tél. : 44-55-57-50. De 12 h 30 à 18 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi, mardi. Jusqu'au 27 août. 20 F.
Duo
Galerie Louis Carré & Cie, 10, avenue de la République, Paris 11^e. M^{me} Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-72-99-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 juillet.
Centre Georges-Pompidou, forum, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^{me} Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 4 septembre. 27 F.
Max Klinger
Galerie Berggruen & Cie, 70, rue de Valenciennes, Paris 11^e. M^{me} Saint-Martin. Tél. : 42-22-02-12. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 juillet.
Aki Kaurismaa
Galerie Maeght, Hôtel Le Rebours-12, rue Saint-Martin, Paris 4^e. M^{me} Hôtel-de-

Ville. Tél. : 42-78-43-44. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 29 juillet.
Lapque
Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. M^{me} Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 46-34-15-01. De 10 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 juillet.
Zoe Leonard
Galerie Jennifer Flay, 7, rue Debellemme, Paris 3^e. M^{me} Saint-Sébastien-Francis. Tél. : 48-87-40-02. De 10 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 7 juillet.
Malerich, Tchadnik, Soukine
Galerie Pierre Brullé, 25, rue de Tournon, Paris 6^e. M^{me} Odéon. Tél. : 42-25-18-73. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 juillet.
Matta : comme elle est vierge ma forêt
Galerie Dionne, 19 bis, rue des Saints-Pères, Paris 6^e. M^{me} Sèvres-Babylone. Tél. : 49-26-03-06. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 août.
Matta : glisser dans le vent
Galerie de France, 50-52, rue de la Verrière, Paris 4^e. M^{me} Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-74-38-04. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 7 juillet.
Hans Mailing
Musée du Louvre, aile Richelieu, salles des peintures françaises, entrée par la pyramide, Paris 1^e. M^{me} Palais-Royal. Tél. : 40-20-57-51. De 9 heures à 17 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 14 août. Billet d'accès au musée : 40 F de 9 heures à 15 heures ; 20 F après 15 heures et dimanche.

Hans Michaux, estampes
Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs, Paris 2^e. M^{me} Bourse, Palais-Royal, Quatre-Septembre. Tél. : 47-03-81-10. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 20 juillet.
Zaven Music
Grand Palais, 3, avenue du Général-Eisenhower, Paris 8^e. M^{me} Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 42 F et 20 F.
Noces tissées, notes brodées
Musée national des Arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil, Paris 12^e. M^{me} Porte-Dorée. Tél. : 44-74-94-80. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 35 F.
Les Peintres de la couleur en Provence 1875-1920
Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes, Paris 6^e. M^{me} Luxembourg. Tél. : 42-34-25-94. De 11 heures à 18 heures ; jeudi jusqu'à 20 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 6 août. 31 F et 21 F.
Raymond Pettibon, Jim Shaw, Benjamin Weissman
Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin, Paris 11^e. M^{me} Breguet-Sabin. Tél. : 43-39-52-60. De 14 heures à 19 heures.

Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 juillet.
Pied-à-terre IV : Bernard Comment, Reto Emch, Richard Müller & Jan Kopp
Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e. M^{me} Saint-Paul. Tél. : 42-71-39-38. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 2 juillet. Traités du trait
Musée du Louvre, Hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^e. M^{me} Palais-Royal, Musée-du-Louvre. Tél. : 40-20-57-51. De 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 24 juillet. 28 F. Gratuit pour les - de 18 ans.
David Tremlett
Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. M^{me} Bastille. Tél. : 48-05-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 29 juillet.
Trente ans de jeune sculpture à Paris avec Dany Chevalier
Couvent des Cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 6^e. M^{me} Odéon. Tél. : 43-29-39-64. De 11 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 25 juin.
Les Trésors retrouvés des ateliers d'artistes au temps de Rodin
Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal, Paris 2^e. M^{me} Palais-Royal. Tél. : 42-97-27-20. De 11 heures à 18 h 30. Ventes-conférences les jeudi 22 juin ; 6 et 20 juillet, et 7 septembre à 14 h 30 et à 18 heures ; prix : 35 F. Fermé lundi. Jusqu'au 10 septembre. 20 F.
Juan Urdé
Galerie Daniel Templon, 30, rue Beau-bourg, Paris 3^e. M^{me} Rambuteau. Tél. : 42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 13 juillet.

ILE-DE-FRANCE

Christian Brouin : la vitesse de la lumière
Château, orangerie, 1, rue de l'Audience, 95 La Roche-Guyon. Tél. : 34-79-74-42. De 10 heures à 18 heures ; samedi, dimanche et jours fériés jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 9 juillet.
La Collection Dany Chevalier
Musée d'Art et d'Histoire, 11, rue des Pierres, 92 Meudon. Tél. : 46-23-87-13. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi, mardi. Jusqu'au 12 juillet. 15 F.
Mlekado
La Ferme du buisson, centre d'art contemporain, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Tél. : 64-62-77-00. De 14 heures à 18 heures et les soirs de spectacles jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 23 juillet.
Jean-Paul Riopelle
Château, écuries, 1, rue de l'Audience, 95 La Roche-Guyon. Tél. : 34-79-74-42. De 10 heures à 18 heures ; samedi, dimanche et jours fériés jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 17 septembre.
Anne Rochette, Yoon-Hie
Maison d'art contemporain Chailloux, 5, rue Julien-Chailleur, 94 Fresnes. Tél. : 46-68-58-31. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 13 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 16 juillet.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

AUGUSTIN

Film français d'Anne Fontaine, avec Jean-Christophe Sibirin-Blanc, Stéphane Zhang, Guy Casabonne, Nora Hibib, Claude Pecher, James Lord (1 h 01).
Forum Orient Express, 1^{er} (36-65-70-10) ; 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83) ; 36-68-12-12 ; Gaumont Marignan, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10.
CLEAN, SHAVEN
Film américain de Lodge Kerrigan, avec Peter Greene, Robert Albert, Jennifer Mac Donald (1 h 17).
Interdit-16 ans.
VO : Racine Odéon, 6^e (43-26-19-68).
DON JUAN DEMARCO
Film américain de Jeremy Leven, avec Marion Brando, Johnny Depp, Faye Dunaway, Rachel Ticotin, Bob Dishy, Talisa Soto (1 h 40).
VO : UGC Odéon, 6^e (36-68-37-62) ; La Pagode, 7^e (36-68-75-07) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, 6^e (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; UGC Normandie, 13^e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-89 ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 13^e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-89 ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 13^e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-89 ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 13^e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-89 ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 13^e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-89 ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 13^e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-89 ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 13^e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-89 ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 13^e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-89 ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 13^e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-89 ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 13^e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-89 ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 13^e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-89 ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 13^e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43) ; 36-65-71-89 ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65

Arte met en scène le malaise des agriculteurs

Chantal Picault, la réalisatrice du téléfilm « Terre brûlée », s'efforce de montrer comment le désespoir peut engendrer la violence dans le monde rural

UN CRI : « Halte au massacre paysan ! » C'est par cette injonction que débute le premier téléfilm de Chantal Picault intitulé : *Terre brûlée*, programmé par Arte. Rangs serrés d'agriculteurs contre CRS, dérapages et affrontements lorsque les forces de l'ordre chargent, les images donnent une impression de déjà-vu. Les scènes de violence, rappellent *La Haine*, le film de Mathieu Kassowitz.

Sans insister sur l'aspect documentaire, Chantal Picault s'efforce de ne pas s'éloigner de la trame sociale de l'histoire. Elle ne souhaitait pas réaliser un film intimiste mais conserver une vraie épaisseur aux personnages. Les jeunes de la cité filmée par Mathieu Kassowitz expriment la haine qui est en eux, les agriculteurs de *Terre brûlée* ont la rage au cœur. Une rage qui est commune à tous ceux qui n'ont plus grand-chose à perdre.

« Ce qui m'intéresse ce sont les incidences des problèmes de société sur la vie quotidienne des gens », explique Philippe Mayl, l'un des scénaristes de ce téléfilm qui a la chaîne franco-allemande avait déjà diffusé en 1992. « Je n'avais pas envie d'énumérer toutes les origines du malaise paysan, de décrire lourdement les raisons de leurs difficultés. Il est bien plus intéressant de rentrer dans la vie des personnages, de choisir une situation donnée et d'en montrer tous les aspects. »

Pour mieux restituer l'ambiance et pour décrire sans car-



caturer, Chantal Picault est allée enquêter sur le terrain avant de tourner. Cette démarche lui a semblé d'autant plus nécessaire qu'elle ne connaissait pas le monde rural. « J'ai toujours vécu dans de grandes villes. Je n'en étais pas au stade des lieux communs du type : les paysans ne sont jamais contents alors qu'ils vivent une vie merveilleuse au grand air ! Mais il fallait tout de même que j'en sache plus. »

Au fil de ses balades à travers la France, et plus particulièrement dans le Nord où elle a tourné son film, la réalisatrice a pu affiner les traits de caractère de ses person-

nages. Elle ne voulait surtout pas qu'Yves Lemaucourt, la figure principale du film, interprété par Thierry Frémont, ressemble à n'importe quel paysan de n'importe quelle région.

Si la descente aux enfers d'Yves, de traites impayées en flambée de violence finale, peut sembler banale aux agriculteurs en difficulté, ses relations avec les autres personnages – Raymond, le copain, manager de groupe de rock de retour au village, et Josy, ouvrière du textile – sont plus originales. Face à la détresse d'Yves, qui ne peut pas envisager d'abandonner sa terre, Raymond

préconise la violence. Entre les deux amis, pris dans la spirale explosive du désespoir, Josy va tenter de freiner l'enchaînement des catastrophes. Elle n'a qu'un rêve, « aller voir le soleil d'Italie ». Mais elle aime le beau Yves et voudrait briser le lien morbide qui attache le jeune agriculteur à la ferme depuis que sa mère s'est suicidée.

SPIRALE EXPLOSIVE

C'est sans doute cette attirance des personnages pour leurs racines qui a le plus passionné Chantal Picault. Depuis *Terre brûlée*, elle a réalisé un long-métrage, *L'Acroche-cœur*, et plusieurs téléfilms qui ont au moins un point commun. « Je me suis rendu compte que tous mes films sont centrés sur la question des origines, de l'endroit d'où l'on vient et qui a contribué à forger votre personnalité », assure la réalisatrice.

Son dernier téléfilm, intitulé *Vent d'oubli*, qui sera diffusé sur France 2 à la rentrée, n'est pas éloigné de ce thème. Une jeune Vietnamienne de père américain à la recherche de sa famille débarque en France. Elle y fait la connaissance de son oncle, un légionnaire enfoncé dans ses souvenirs et ses rancœurs. Une autre histoire d'incompréhension et de violence mais qui s'achève, comme *Terre brûlée*, sur une note d'optimisme.

Do. T.

★ *Terre brûlée*, Arte, vendredi 16 juin, 20 h 40.

Des goûts... par Agathe Logeart

POUR QUI fait commerce de bons sentiments, l'histoire de Nicolas Gréen est une histoire en or. Nicolas était un petit garçon de sept ans qui vivait en Californie avec ses parents. Puis ils sont partis en vacances en Calabre. Là, des bandits prenant la voiture de ces touristes pour celle d'un bijoutier qu'ils voulaient dévaliser, leur ont tiré dessus. Nicolas a été touché à la tête. Deux jours plus tard, il est mort. Les parents ont décidé de faire don de ses organes à ceux qui en auraient besoin. Ce fut dramatique, terrible et généreux. L'histoire pourrait s'arrêter là.

Mais c'est mal connaître TF1. Raconter une histoire ne suffit pas. Il faut la montrer. Montrer les photos du petit garçon, bien sûr. Et le film tourné par ses parents lors de son dernier anniversaire. Les intergros, évidemment, sur leur douleur et leur hauteur d'âme. Mais cela non plus ne suffisait pas. Le rêve consistait à mettre en présence les parents et ceux qui vivent grâce aux greffons prélevés sur leur petit garçon. La loi française interdit ce genre de rencontre. Aussi l'histoire des Gréen est-elle une aubaine. Pensez-vous ! Ils sont américains, et les receveurs italiens : il n'y a dès lors plus de problème pour les réunir sur un plateau de télévision.

Comme il avait l'air heureux du tour de force, Jean-Pierre Pernaut, qui présentait cette tragique histoire au cours d'une émission spéciale diffusée à l'occasion de la journée nationale du don d'organes ! Sur les sept greffés, TF1 avait réussi à mettre la main sur

cinq d'entre eux. On se serait cru à « Perdu de vue ». Ils étaient là, mais oui, dans la coulisse, et ils allaient nous rejoindre maintenant, tout de suite ! Musique, maestro ! Les voilà, ils arrivent, ils sont là. Il y a Francesco, qui a eu droit à une comédie. Et puis Silvia, qui a reçu le pancréas. Et voilà Anna Maria qui a hérité d'un rein. Là, c'est Domenico qui a eu l'autre comédie. Et voilà Maria qui a changé de foie. Désolé pour le cœur, il est resté en Italie. « Vous les trouvez beaux, vous les aimez ? », demande Jean-Pierre Pernaut aux parents de Nicolas.

On n'invente rien. Cette question, il l'ose. Il n'a pas peur de prendre une claque. D'ailleurs, quand on sourit comme Jean-Pierre Pernaut, avec cet air béat comme illuminé d'une flamme intérieure ou du simple bonheur d'être Jean-Pierre Pernaut soi-même, la rebuffade ne fait pas partie du programme. Du drame d'autrui, faisons notre miel. Qui oserait invoquer la décence élémentaire, lorsqu'on est face au héros d'une grande cause nationale ? D'ailleurs, Jacques Chirac, notre président à tous, n'a pas manqué (ce fut dit à deux reprises au cas où l'on n'aurait pas bien compris) d'apposer son soutien à son ami le Pr. Cabrol, parrain de cette grande opération pour le don d'organes. Avec pareille caution, on aurait sûrement tort de faire la mauvaise tête.

Oh, et puis, juste un détail. Comme le précisait le générique, Jean-Pierre Pernaut était habillé par Cernutti. Il ne peut donc s'agir que d'un homme de goût.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.40 Feuilleton : Les Fous de l'amour. 14.30 Série : Dallas. 15.20 Série : La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.50 Club Dorothée. 17.25 Série : Les Garçons de la plage. 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Série : 2000. 19.15 Magazine : Ça coucou ! 19.50 Le Bébête Show (et 0.50). 20.00 Journal. La Minute hippique, Météo.	13.45 Série : Inspecteur Derrick. 14.50 Série : L'Enquêteur. 15.50 Variétés : La Chance aux chansons. 16.35 Des chiffres et des lettres. 17.10 Série : Seconde B. 17.40 Série : Les Années collège. 18.05 Série : Sauvés par le gong. 18.45 Jeu : Que le meilleur gagne. 19.10 Flash d'informations. 19.15 Studio Gabriel (et 4.50). 19.55 Bonne Nuit les petits. 19.59 Journal, Météo, Point route. 20.55 Téléfilm : Maigret. Maigret et la vente à la bougie. Un sombre huis-clos dans une auberge. Un crime, puis une mystérieuse histoire de trésor caché... Maigret enquête. D'après une nouvelle de Georges Simenon adaptée pour la télévision par le cinéaste Pierre Granier-Deferre. 22.45 Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Cinéma n'était conté. Invités : Jacques Perrin, producteur (Les Enfants de Lumière) ; Bernard Chardère (Le Roman des Lumière, Les Images des Lumière) ; Pierre Tchernia ; Christian Jacot (Anthologie du cinéma invisible). 0.00 Variétés : Taratata. Présenté par Nagui. Avec Patrick Bruel, Zucchero, Alliance Ethnik. 1.15 Les Films Lumière (rediff.). 1.20 Journal, Météo, Journal des courses. 1.50 Programmes de nuit. Le Top : 2.20, Mix ; 2.50 Mix Monde ; 3.50, Mix ; 4.20, 24 heures d'infos ; 5.45, Nuit blanche ; 6.00, Dessin animé.	13.35 Magazine : Vincent à l'heure. 14.35 Série : La croisière s'annule. 15.30 Série : Simon et Simon. 16.25 Les Minikoums. 17.35 Une pêche d'enfer. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Brancusi sous la direction de Margit Rowell, Ann Tordoff, Friedrich Taja Bach. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.40 Consomag. 20.50 Magazine : Thalassa. Le Jour des dauphins, de Nicolas Jouin et Nedjma Berder. Depuis des siècles, les pêcheurs de la côte mauritanienne utilisent des dauphins pour capturer les bancs de maquereaux qui migrent le long des côtes. 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Michel Petrucci. Colombie : les Indiens Kogi ; Portugal : les celtes de la révolution ; Paris jazz. 22.55 Météo, Journal. 23.25 Magazine : Strip-tease. 0.20 Magazine : L'Heure du golf. La compétition : l'Open de Hambourg. 0.50 Musique Graffiti. Les Noces de Fagor, de Mozart, ouverture, par l'Ensemble orchestral de Paris, dir. Gilbert Varga (10 min).	13.25 Téléfilm : El Diablo. De Peter Markle, avec Anthony Edwards, Louis Gossett Jr. Un jeune instituteur, claudin un peu gauche, part à la poursuite d'un dangereux bandit mexicain qui, après avoir semé la mort dans le village, s'est enfui en enlevant une des élèves de l'école. 15.20 Boulevard des clips (et 1.15, 6.05). 17.00 Variétés : Hit Machine. Émission présentée par Yves Noté et Ophélie Winter. 17.30 Série : Classe mannequin. 18.00 Série : U. Le traître. 19.00 Série : RoboCop. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Magazine : Capital (et 23.25). Présenté par Emmanuel Chénier. 20.45 Téléfilm : Union diabolique. D'Yves Simoneau, avec Treat Williams, Arliss Howard. Un ancien flic assésse le mari de sa malresse pour partager avec elle deux contrats d'assurance-vie souscrits par le couple. 22.35 Série : Aux frontières du réel. Vengeance d'outre-tombe. 23.35 Magazine : Secrets de femme. Détective privé. 0.05 Dance Machine Club. Présenté par Ophélie Winter. 3.00 Radiodiffusions. Fréquentar : 3.55, Sea, Sex and Sun ; 4.50, La Tête de l'emploi ; 5.15, Culture pub ; 5.40, Fanzone.	13.35 Cinéma : Silver. Film américain de Phillip Noyce (1993). 15.20 Série : Babylon 5 [9/22] La Brute. 16.05 Cinéma : Un fil et demi. Film américain de Henry Winkler (1993). 17.35 Le Journal du cinéma du mercredi (rediff.). 18.00 Canaille peluche. En clair aussi à 20.35. 18.30 Jeu : Pizzarollo. 18.40 Nulle part ailleurs. 19.20 Zéromama. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Sport : Bossa. En direct. Match de championnat du monde WBC des poids mi-lourds, au palais des sports de Lyon : Mike McCallum (Jamaïque)-Fabrice Tiozzo (France). 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : La Vengeance d'une blonde. Film français de Jeannot Szwarc (1993). 0.30 Cinéma : Au-dessus de la loi. Film américain de Vic Armstrong (1992, v.o.). 2.15 Sport : Golf. En direct. 2 ^e journée de l'US Open. 3.00 Sport : Basket-ball américain. Cinquième match de la finale NBA. En direct de Houston (sous réserve). 3.35 Cinéma : Bossa 1. Film français de Bernard-Henri Lévy et Alain Ferrat (1994).	13.30 Défi. 14.00 Magazine : Découverte. 15.00 Embarquement porte n° 1. Vienne (rediff.). 15.30 Allô ! La Terre. L'écriture (I). 16.00 Perspectives. Clichés de la terre. 16.25 Attention santé. 16.30 Feuilleton : Schulmeister, espion de l'empereur (7/13). 17.30 Kéfir. 18.00 Les Enfants de John. 18.30 Magazine : La Morde des animaux. Akyon, oiseau de légende. 18.57 Le Journal du Temps.

CÂBLE	RADIO
TV 5 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Passe-moi les jumelles. 21.00 L'Hebdo. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 9 juin. 0.00 Intérieur nuit. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min). PLANÈTE 19.40 Neisager : Les Suisses qui disent non. De Jacob Berger et Béatrice Banton. 20.35 Autoroute : Quand le nougat a le goût de bouchon. D'Antoine Bordier et Eric Burnard. 21.20 Vendanges, histoire mondiale du vin. [2/3] L'Empire du vin. De Christopher Rilling. 21.50 Je ne sais pas lire, mais je me soigne. De Leslie Jenkins et Daniel Pasche. 22.40 Alcan Highway, la route de l'Alaska. De Dale Johnson. 23.40 A la rencontre du ciel et de la terre. De Jacques Dubuisson. 0.35 Ballerina. La Reine [4/4]. De Derek Bailey. PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première info (et 1.00). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.45). 19.45 Meilleurs souvenirs. 20.00 Musiques en scènes (et 22.00). 21.00 Embouteillage. 22.30 La Tosca. Opéra en trois actes de Giacomo Puccini. Enregistré dans les Arènes de Vérone en 1984 (135 min). CANAL 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. 17.55, C'est comme moi ; 18.00, Océ est Chucky ? ; 18.20, Futé-nut ; 18.25, Skippy ; 18.35, Tip top clip ; 19.00, Bases pas bêtes ; 19.15, Tip top clip ; 19.20, Réflex. 19.30 Série : Océane. CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. 20.30 Série : Les Enchanteurs. Le Procs. 21.20 Série : Au nom de la loi. Baa-Baa. 21.50 Destinations séries. 22.20 Chronique moscovite. 22.25 Série : Dream On. Conflits de génération. 22.50 Série : Seinfeld. 23.15 Country Box. 23.45 Série : New York Police Blues. 0.30 Série : Michel Vaillant. 1.00 T'es pas une idée ? (55 min). SÉRIE CLUB 19.00 Série : Le Grand Cheppard. 19.50 Série : Ne mangez pas les marguerites. 20.15 Série : Flipper le dauphin. 20.45 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 23.50). 22.15 Série : Flash. 23.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI. Alerte à la bombe. (50 min). MCM 20.10 MCM Mag. Spécial festival du film de Paris. 20.40 MCM découvertes. 21.00 Concert : Tréponem Pal. Enregistré au Monde de l'Art en décembre 1994. 22.00 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min). MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CinéMatic. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Party Zone (120 min). EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Aéroclub. 20.30 Gymnastique. En direct. Coupe d'Europe : finale. A Rome. 23.00 Boxe. Championnat du monde : poids lourds. Lennox Lewis (G-8) - Lionel Butler (F-4). A Sacramento. 0.00 Sailing (60 min). CINÉ CINÉFIL 19.00 Le Chelch blanc. Film italien de Federico Fellini (1952, N., v.o.). 20.30 Les Aventures de David Balfour. Film américain d'Alfred L. Werker (1938, N.). 22.00 The Darling Young Man. Film américain de William A. Seiter (1935, N., v.o.). 23.20 Mariage incognito. Film américain de George Stevens (1938, N.). 0.50 Don Quichotte. Film français de Georg Wilhelm Pabst (1933, N., 60 min). CINÉ CINÉMAS 18.30 Téléfilm : Incident à Crestridge. De Jud Taylor. Avec Bruce Davison (95 min). 20.05 Le Nouveau Bazar de Cirié Cinéma. 21.00 Calme blanc. Film australien de Philip Noyce (1989). 22.35 La Solitaire. Film américain de Michael Mann (1980, v.o.). 0.35 Manhattan Project : The Deadly Game. Film américain de Marshall Brickman (1986, 110 min).	FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Pierre Moussier (L'Or du torrent). 19.30 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine. Les greffes de moelle osseuse (2). 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Yves Nat par ses élèves (5). 20.30 Radio archives. Manuscrits retrouvés. 21.28 Poésie sur parole. Poèmes et poèmes pour lire avec Dieu (5) (rediff.). 21.32 Musique : Black and Blue. L'homme de New York (2). 22.40 Les Nuits magiques. Le miroir japonais. A. La psyché et le corps. 0.05 Du jour au lendemain. Nicole Casanova (Sainte-Beuve). 0.50 Coda. Montmartre en liesse (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Entretien avec Jacques Brel ; 2.03, Christophe Colomb, de Paul Claudel ; 3.57, Le Sentiment religieux au XVIII ^e siècle ; 5.59, Les Ensaibles ou les derniers témoins d'une histoire occultée. FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courchelle, journaliste. 20.00

par Pierre Georges

des événements n'ont pu que

à tuer le temps, à fureter dans les dictionnaires au mot lune et à y découvrir cette citation totalement abracadabrante de Flaubert mais fort opportune : « *perdit encore trois lunes à équiper les éléphants* ».

Ces incidents font suite à des émeutes, en mai, dans la région d'Abou Gharib

Exemple qui s'est mal passé

L'INSURRECTION DES DOULAIMI

Mais, depuis le 18 mai, ils sont impliqués dans des affrontements avec les forces de l'ordre, à la suite de l'escouade d'un des leurs, le général de l'armée de l'air Mohammad Mazloum al-Doulaïmi. Arrêté en novembre 1994 pour « complicité dans une tentative de coup d'Etat », ce dernier a été exécuté et son corps - mutilé - a été rendu à sa famille le 17 mai. Cet événement a provoqué une véritable insurrection qui a été brutalement réprimée (*Le Monde* du 31 mai). Selon

Après une première tentative d'avance sur la prison d'Abou Gharib, qui a échoué, le général al-Doulaïmi a lancé une deuxième attaque qui s'est soldée par l'anéantissement de son bataillon. Les insurgés exigeaient la libération de tous les prisonniers détenus dans la prison.

se, le rapport, « l'impact des actions menées depuis plusieurs années pour maîtriser la croissance de certains postes ». Le taux d'augmentation de la consommation de biens et services médicaux (+1,4 % en volume) apparaît même comme « le plus faible enregistré depuis le début des années 1980 ». Ce résultat est surtout dû à la décréation des dépenses de médecine de ville (184,2 milliards (+0,2 % en volume) ; les dépenses de consultations (+0,6 %) et d'auxiliaires médicaux (+2 %) sont restées sèches, tandis que celles des laboratoires baissaient (-7,4 %). La consommation pharmaceutique (118,8 milliards) *na progressé que de 1,6 % (+4,5 % en 1993). Quant aux dépenses hospitalières, qui ont atteint 32,7 milliards (5 575 francs par habitant), elles ont progressé de 1,9 % (contre 3,2 % en 1993).*

La baisse de la consommation est en partie imputable au « plan Veil » d'août 1993 (baisse de 5 points de remboursements). Le rapport indique que la part Sécurité sociale dans la prise en charge des dépenses ne cesse de diminuer : 76,5 % en 1980, 73,5 % en 1994. Cela explique la part croissante des mutuelles (+0,1 point entre 1992 et 1994) et des assureurs (+0,5) dans la couverture maladie des Français.

NEW YORK

L'enjeu est de taille tant Michael Jackson est un empire. *History* sort le 15 juin en France, le 20 juin aux États-Unis, après quatre ans de silence. Thriller (1982) demeure l'album le plus vendu de tous les temps, M. J. Inc. possède les droits, entre autres, de la plupart des chansons des Beatles. La campagne de remise en orbite est menée avec la précision d'une opération militaire. Depuis plusieurs semaines, la télévision américaine, mais aussi les salles de cinéma Sony - *History* sort sous ce label - diffusent un clip montrant Michael Jackson marchant au pas de Poë en tête d'un cortège militaire traversant une ville bombardée, tandis que les enfants crient « *Michael, je t'aime* » ou tombent à genoux lorsqu'est dévoilée une gigantesque statue qu chanteur. Le volet

L'entretien d'une heure s'est ouvert sur son mariage, que beaucoup qualifient d'alibi, et les accusations d'abus sexuels sur les enfants qui ont failli briser sa carrière. « Avez-vous jamais eu un rapport sexuel avec un enfant ? », lui demande Diane Sawyer. « Jamais, jamais, jamais, jamais. Je ne peux pas, ce n'est ni dans mon cœur ni dans ma nature. » Les photos prises par la police pour déterminer si ses parties intimes portaient des marques conformes à la description d'un de ses accusateurs? « Humiliant. Les marques que je porte ne correspondraient en rien. Entretien. » « Je confirme, ajoute Lisa Marie, je connais ses marques. » Quant aux ambiguïtés de son clip, Michael Jackson ne les perçoit pas : cette « audace/une vraie dédication de soi », selon Diane Sawyer, plagie en effet Le Triomphe de la volonté, de Lini Riefenstahl. A l'arrivée, l'entretien laisse un sentiment étrange d'un garçon affectif et immature qui vit dans une bulle.

Henri Béhar

Jean-Michel Bezat

INTERNATIONAL

Diplomatie : M. Chirac appelle le Congrès américain à soutenir sa politique bosniaque 2

Défense : les huit essais nucléaires français auront une puissance inférieure à 150 kilotonnes 3

Russie : Moscou attribue à des Tchétchènes l'attaque de Bondenovsk 4

Guinée : les résultats des élections législatives sont contestés par l'opposition 6

FRANCE
Paris: l'attribution des logements
par la Ville 8 et 9
Gauche: retrouvailles au sommet à
Nîmes 10
Chômage: le contrat initiative-
emploi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 11

SOCIÉTÉ
Justice : l'acquittement d'Henri Ja-
comet 12

HORIZONS

Enquête : l'Asie défigurée 14

Editoriaux : Les nouveaux marchands de mort ; Gouvernement d'entreprise 15

Débats : Prolifération nucléaire et pensée unique, par Jean-Louis Bessis ; Les essais et la dissuasion, par Pascal Boniface 16

Incohérences, par Bruno Barrillot ; Confiscation, par René Cruse, Au coureur du Monde 17

ENTREPRISES
Suez : actionnaires et dirigeants s'affrontent lors de l'assemblée générale 18
Air France : le gouvernement confirme le président Christian Blanc dans ses fonctions 19

AUJOURD'HUI
Astronomie : la recherche d'un système solaire autour de l'étoile *Beta Pictoris* 23
Basket-Ball : Houston remporte la finale de la NBA 24

CULTURE
Arts : la 26^e Foire d'art contemporain
de Bâle 26
Les oubliés du palmarès de la Biennale
de Venise 27
Opéra : *Orphée* de Gluck, à Genève,
dôt Père Hughes Gall 28

COMMUNICATION
Audiovisuel : les quotas de diffusion, simples barrières commerciales pour Washington 30

SERVICES	
Carnet	13
Finances et marchés	21-22
Agenda	23
Météorologie	23
Abonnements	23
Jeux	23
Guide culturel	23
Radio-Télévision	30-31

Cours relevés le jeudi 15 juin, à 10

**FERMETURE
DES PLACES ASIATIQUES**

Tokyo Nikkei	14660,50	+0,42	-24,61
Hong Kong Index	9364,77	+2,87	+14,32

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

17000,00
16000,00
15000,00
14000,00

14 mai 28 mai 15 juin

	Cours au 14/06	Var. en % 13/06	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1899,65	+ 1,32	+ 0,66
Londres FT 100	3339,80	- 0,24	+ 8,94
Zurich	---	---	+ 4,72
Milano MIB 30	960	+ 0,21	- 6,34
Francfort Dax 30	2128,02	+ 0,61	+ 1,01
Bruxelles	1411,53	- 0,22	+ 1,57
Suisse SBS	---	---	+ 12,72
Madrid Ibox 35	295,47	- 0,01	+ 3,61
Amsterdam CBS	287,60	- 0,38	+ 3,45

L'ASIE DÉFIGURÉE : second volet de notre enquête. La pollution et les atteintes à l'environnement prennent des proportions considérables en Asie du Sud-Est. Comment se développer en corrigeant les effets néfastes de l'expansion ?

Tirage du Monde daté jeudi 15 juin 1995 : 508 409 exemplaires

Trio-pen
Hi-lite
le stylo qui se

METAMORPHOSE



Un coup

d'oeil,



un coup
de ponce.

Il devient...

- surligneur
- stylo bille
- porte-mine

DANS LA PRESSE

LE SOIR

Toutes les considérations internationales n'ont donc pas tenu. Acte avant tout politique : Chirac a tranché. Après « mûres ré-

taire et ombrageuse de la France, son esprit de grandeur : les obsessions et les paroles du général sont issues d'autres époques, plus menaçantes ou plus fiées.

flexions » et « larges consultations ». « *Larges* » ? Certains en doutent. Pourtant, il convient de se souvenir que c'est François Mitterrand qui est en amont de la décision actuelle ! C'est lui qui avait chargé son fidéissime ami Lannade de réunir une commission d'experts afin de faire le point sur les essais interrompus et la crédibilité de la force de dissuasion.

Réponse des six experts unanimes... à l'automne 1993 : les essais devaient être repris, la campagne achevée à Mururoa, sans quoi rien n'était plus garanti... *Jacques Corv*

EL PAIS

Le général est revenu à l'Elysée. Depuis le 17 mai, le président français, Jacques Chirac, s'est efforcé d'imiter la silhouette du général Charles de Gaulle : grande, raide, hautain, les épaules rejetées en arrière, la poitrine gonflée. Depuis hier, avec l'annonce

■ ASSEMBLÉE NATIONALE
Claude Gaillard, député (UDF)
nr) de Montigny

LA STAMPA

Nombre de commentateurs et d'hommes politiques en France attribuent à Chirac une vision arcaïque de la stratégie, principalement à cause de cette fidélité à de Gaulle. Ils le considèrent prisonnier d'un vocabulaire dépassé, inadapté à l'air du temps. La souveraineté, l'indépendance soli-

UN INCIDENT de niveau 2 sur

échelle internationale des événements nucléaires (qui en compte 7) a eu lieu, vendredi 9 juin, au grand accélérateur national d'ions lourds (Ganil), exploité à Caen par le Commissariat à l'énergie atomique et le CNRS, a annoncé, mercredi 14 juin, la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN). L'accès au cyclotron CS21 est resté possible pendant vingt-quatre minutes alors que l'appareil était en fonctionnement et présentait donc des dangers d'irradiation. L'exploitant n'a découvert que fortuitement que les portes de l'installation n'étaient pas verrouillées.

Cet incident, qui constitue « une défaillance importante dans les lignes de défense » du site, indique le DSIN, serait dû à un défaut du système informatique de contrôle d'accès à la casemate, récemment modifié. L'installation a été immédiatement arrêtée, et la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) a procédé à une inspection, mardi 13 juin.

Après vérification des emplois du temps des expérimentateurs, Daniel Guerreau, directeur du Gami, affirme que l'incident n'aurait entraîné « aucune conséquence » pour le personnel. Mais les dosimètres portés par chacun d'eux n'ont pas encore été développés. Selon lui, toute personne pénétrant dans l'enceinte est avertie du fonctionnement de l'accélérateur par une bafte d'avertissement. L'origine de la défaillance du système informatique, installé en 1980, n'a pas encore été détectée.

En défense du roman noir, l'ultime

[illegible]

Le Monde DES LIVRES

VENDREDI 16 JUIN 1995

La méthode selon Dürer

Compas et règle en main,
le peintre allemand définit l'art de la mesure
afin d'atteindre « l'authentique vérité »

**INSTRUCTION
SUR LA MANIÈRE
DE MESURER**
D'Albrecht Dürer.
Traduit de l'allemand
et présenté par J. Bardy
et M. Van Peene,
Flammarion, 240 p., 245 F.

L'Unterweisung der Messung mit dem Zirkel und Richtscheit parut à Nuremberg en 1525, où des rééditions suivirent en 1533 et 1538. L'ouvrage fut traduit en latin pour des éditions à Paris en 1532, 1534 et 1535. D'autres versions encore ont été publiées au début du XVII^e siècle aux Pays-Bas et une édition française, celle sans doute que consulta Poussin, date de 1613. Il y prit de quoi perfectionner ses connaissances en matière de géométrie alors qu'il employait lui-même des maquettes afin de construire dans ses tableaux des espaces de plus en plus profonds et de mieux en mieux organisés.

Poussin, lecteur de Dürer : la rencontre est logique, si distantes que semblent les œuvres. Les deux peintres s'accordaient sur l'importance « de l'art de la mesure sans lequel personne ne peut devenir créateur ». Ils savaient la nécessité de « s'atteler à la mesure avec le compas et la règle et d'y découvrir par l'œil et l'esprit l'authentique vérité ». Ils ne doutaient pas que ce fût là le but ultime de leur art. « Afin qu'une peinture fasse plus de bien

que de mal, il faut donc qu'elle soit exécutée avec art et méthode ».

Ces phrases sont de la préface de l'Instruction, très brève. Suivent quatre livres, qui composent un discours de la méthode picturale, méthode fondée sur la géométrie dans le plan et la géométrie dans l'espace, cette dernière déterminant les principes de la perspective. Des données élémentaires, le point et la ligne, le raisonnement procède vers la définition des « surfaces planes », qu'il faut savoir dessiner régulières, découper en parties égales ou inscrire exactement les unes dans les autres — par exemple, un octogone dans un cercle. Vient un « troisième petit livre à propos des objets en volume », qui étudie la projection des surfaces préalablement définies dans l'espace

— du cercle au cylindre, du cylindre à la colonne, au monument et aux règles de l'architecture selon Vitruve. Le dernier livre n'a pas de titre, quoiqu'il se révèle le plus remarquable, puisqu'il développe l'enseignement de la perspective. « Voilà la base pour qui veut reproduire ce qui peut être l'objet de la peinture. » Des lignes droites relient l'œil aux

objets. Sur un plan vertical coupant ces « lignes visuelles » en n'importe quel point, les formes observées sont figurées dans leurs justes proportions. Ce plan d'intersection peut être celui, purement fictif, de la démonstration géométrique. Ce peut être, pour la commodité de l'artiste, une « vitre plate et lisse dans un châssis quadrangulaire » accompagnée d'une tige dont l'extrémité percée d'un petit tron

ENTRÉE DU CATALOGUE DE LA VENTE DU 21 JUIN 1995 (N° 534) GALLERIE KONIGLÉ D'ORLÈANS



fait office de point de visée. « Tout ce que tu vois au travers, tu peux le dessiner au pinceau sur le verre et ensuite reporter sur le panneau que tu veux peindre. C'est une bonne méthode pour tous ceux qui veulent reproduire et qui ne sont pas sûrs d'eux-mêmes ».

L'édition posthume de 1538 signale d'autres procédés, viseurs de bois savamment conçus et « grille faite de solide fil noir » qui quadrille l'espace. Des gravures complètent les explications. Celle qui illustre la méthode de la grille figure un peintre assis à sa table observant, de l'autre côté du châssis quadrillé, une femme nue renversée sur des coussins ; un pan de tissu froissé cache ce que, sans ce reste de pudeur, l'artiste géométrique verrait comme le vit Courbet pour peindre son *Origine du monde*. Rien n'autorise à pousser plus avant la comparaison, et c'est grand dommage car

il serait plaisant d'établir que Courbet, trois siècles et demi après Dürer, s'est assis dans la même position que lui et a délibérément achevé son entreprise de dévoilement et d'analyse de l'anatomie.

C'est, du reste, une tentation plusieurs fois renouvelée pendant la lecture que celle qui suggère de s'aventurer du côté de la postérité de l'Instruction. Pour ses sources et ses origines, elles sont connues et Panofsky les a détaillées (1). Dürer a lu Euclide, ayant acquis à Venise, en 1505, la première traduction latine d'après le texte grec. Il a lu Vitruve et l'a traduit partiellement. En Italie, il a étudié les théories en cours d'élaboration, et, de Venise, s'est rendu à Bologne pour apprendre l'art de la *costruzione legittima* et de la *perspectiva artificiale* auprès d'un professeur qu'il ne nomme pas, et qui était soit le mathématicien Luca Pacioli, soit

l'architecte Donato Bramante, soit quelque savant anonyme de l'université de Bologne. Sur ces points, sur la dette à l'égard de Piero della Francesca, sur le parallèle de Dürer et de Léonard de Vinci, les historiens de la perspective et les éditeurs de l'Instruction ont largement travaillé. Plus que le détail des raisonnements et des graphiques et l'examen de leur provenance, c'est cependant la leçon sous-entendue de l'ouvrage qui retient, celle qui suggère l'intérêt de Poussin pour ce qui pourrait passer pour une compilation en langue vulgaire — l'allemand — à l'usage de ceux qui, à Nuremberg, ignoraient le latin. Cette leçon, cette exigence tiennent en ces mots : « Découvrir par l'œil et par l'esprit l'authentique vérité. » Lus aujourd'hui, où les arts visuels ne savent plus quelle fin est la leur, ils sonnent étrangement. Ils rappellent qu'en ces temps, ceux de

« Armoiries à la tête de mort », 1503

la Réforme de Luther et des premiers travaux de l'anatomiste Vésale, l'art de dessiner et de peindre n'était pas distinct de la science. Alors, Panofsky l'a rappelé, « comme ars en latin et art en français, le mot allemand Kunst avait (...) deux sens différents, dont le second est maintenant tombé en désuétude. » Celui qui demeure est celui du *Können*, du savoir-faire. Celui qui a disparu tenait du *Kenner*, du savoir théorique.

L'adresse, la maîtrise des moyens allaient de pair avec l'intelligence des phénomènes et l'analyse abstraite. Les premiers permettaient les progrès des seconds, qui eux-mêmes fondaient plus solidement les premiers et permettaient de les perfectionner. De cet état de la pensée, Dürer est l'admirable exemple. Qu'il voyage aux Pays-Bas ou étudie un paysage à la pointe d'argent, qu'il grave les planches explicatives de son traité ou la *Melancholia*, il ne sépare pas l'exercice de la main de celui de l'esprit et les applique ensemble à l'observation et la compréhension de la nature.

Dürer a lancé ces avertissements en un moment, le premier quart du XVI^e siècle, où, en Italie, le culte de la belle forme gagnait en puissance et où l'effet de style élégant prenait souvent le pas sur la justesse du regard. Le maniérisme se formait, ce maniérisme qui fait de la virtuosité indiscrète une vertu. Alors, pour des décennies, l'art s'est replié sur lui-même, glorieux de sa majesté, oublieux de ce que Dürer nomme la « vérité ».

Si aventureux soient les parallèles historiques, il serait tentant de penser que l'art est aujourd'hui à la fin d'un autre maniérisme, non moins habile et non moins narcissique que ceux qui l'ont précédé, non moins habités par la religion de l'art pour l'art, devenue au XX^e siècle celle de l'art contre l'art, close sur elle-même et condamnée à l'hermétisme. Lire Dürer maintenant, ce n'est pas satisfaire seulement une curiosité d'antiquaire, c'est aussi remettre en cause les conventions contemporaines.

Philippe Dagen

(1) Erwin Panofsky, *La Vie et l'œuvre d'Albrecht Dürer*, trad. D. Le Bourg, Hazan, 1987.

Manchette, dernière

En défense du roman noir, l'ultime contribution de l'écrivain disparu

L'écrivain Jean-Patrick Manchette est mort le 3 juin (Le Monde du 6 juin). Si le romancier s'était vu depuis 1981, la critique avait renoué avec l'écriture voici quelques années. Il défendait tous les trimestres, dans la revue *Polar*, avec une pertinence accrue teintée d'humour, son genre d'écriture. La dernière livraison de cette publication, en librairie ces jours-ci (1), comporte ses ultimes « Notes noires », dont nous publions, ci-dessous, un extrait. De son côté, François Guérif, directeur de *Polar*, rend hommage (page VIII) à celui qui bouleversa l'esthétique du roman noir français.

Revenons à notre mouton noir, le roman de même couleur. Dans un temps où toutes les formes littéraires régressent, il semble être une régression aussi, avec son réalisme hérité du XIX^e siècle français et américain. Et se débarrasser du problème en isolant la « paratextualité », en plaçant le roman noir sur l'étriquet ruban policier, en expliquant sa forme à partir d'une filiation réduite à la série Poe-Conan Doyle-Christie et consorts (avec une référence spéciale aux *dime novels*), c'est ériger une spécialité en totalité, et c'est accessoirement supposer que Burnett et Hammett, etc., sont des gens incultes. Il faut admettre que les fondateurs du roman noir et leurs successeurs pratiquent une écriture régressive. Il faut admettre qu'ils

l'ont choisie. Et je crois beaucoup trop bormée l'idée qu'ils l'ont choisie et qu'ils ont choisi le roman noir parce qu'il faut gagner sa pitance et aller la chercher là où il y a un public d'acheteurs. Cela joue, c'est sûr. Mais l'amour d'écrire vient d'abord. Ensuite on tâche d'établir une relation dialectique avec le public. L'avant-garde picturale russe avait choisi de donner *Une gifle au goût du public* (c'est le titre d'un de ses manifestes), et Dada et d'autres sont proches de la même attitude. Hammett, Burnett et la suite prennent les choses autrement, ils s'inscrivent dans le goût du public, mais il ne sont pas des putes, ils débloquent avec leur personnalité (celle de Hammett était assurément indomptable), ils trouvent l'angle d'attaque qui convient pour dire au public des choses que celui-ci n'a pas forcément envie d'entendre. (...) Quoi qu'il en soit, nos pères fondateurs du roman noir, et leur descendance, sont des écrivains (je crois que je ne vous apprends rien), et ils méritent d'être situés non pas dans leur relation à la « paratextualité », mais par rapport à l'histoire générale de l'art, notamment du roman américain après la première guerre mondiale, c'est-à-dire dans un moment d'involution historique qui voit s'éteindre la révolution sociale et les avant-gardes artistiques. Dans ces conditions, la forme romanesque d'avant-guerre, et même du XIX^e,

est une solide ligne de défense. Ce n'est pas par hasard que les marxistes hétérodoxes de l'école de Frankfurt, spécialement Walter Benjamin, étudient beaucoup le XIX^e siècle dans les années 30, et prêtent une grande attention à Paris, au Second Empire, à Flaubert, Maupassant, Zola, etc. C'est le terrain à partir duquel s'est développée la critique du capitalisme (songez à Karl Marx, *Les luttes de classe en France* et *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, récemment repris avec d'autres jolies choses dans le volume d'*Œuvres IV* de « La Pléiade »), et aussi bien l'art moderne et sa crise (Cézanne, Mallarmé, et, d'autre part, Lautréamont, etc.). Sur le terrain américain, qui communique — il ne faudrait tout de même pas l'oublier — avec l'Europe, nous avons évoqué, dans des livraisons précédentes, le substrat social. Dans la culture, le XIX^e siècle américain a été, entre bien d'autres choses, le temps d'Edgar Poe, Melville, Thoreau, Walt Whitman, Hawthorne, Mark Twain et Stephen Crane, et bientôt nous voyons venir Upton Sinclair (notoirement influencé par Zola et le réalisme français) et Jack London, deux auteurs évidemment essentiels de ce qu'on peut appeler la littérature engagée (malgré les grosses bêtises dont Sartre a couvert cette notion). Au total, il est donc tout naturel que, vers 1930, en ce temps de contre-révolution sociale et artistique, les

meilleurs romanciers américains prennent pour base d'opération le grand réalisme critique d'avant-guerre. Une métaphore militaire en amenant une autre, je crois qu'il faut admirer la stratégie indirecte des pères fondateurs et leur descendance, par laquelle ils pénètrent dans le dispositif ennemi, c'est-à-dire la culture de masse, afin d'opérer sur ses lignes de communication. Soit dit en passant, je me demande si, face à la solidité minérale de Hemingway, la décadence progressive de Dos Passos n'était pas inscrite dans sa tentative initiale pour injecter de l'avant-gardisme dans le réalisme. Quand l'avant-gardisme est devenue une chose vraiment morte et insupportable, cet intéressant écrivain ne s'est-il pas retrouvé en caleçon, ou du moins en short ? Des textes comme *Milieu de siècle* (Gallimard) sont au-dessous d'un bon petit « Série noire », quand bien même ils tentent d'être au-dessus.

Rions en tout cas encore une fois des feuilistes qui affirment simplistiquement de tel ou tel ouvrage qu'il est davantage qu'un « roman policier ». Le roman noir, grandes têtes molles, ne vous a pas attendus pour se faire une stature que la plupart des écoles romanesques de ce siècle ont échoué à atteindre.

Jean-Patrick Manchette

(1) *Polar*, n° 15, avec un dossier consacré à Jérôme Charyn, Rivages, 195 p., 89 F.

« Une nouvelle fois, la collection
« Terre Humaine »
propose un livre événement. »

ANDRÉ VELTER, LE MONDE

Viramama
Josiane et Jean-Luc Racine
Une vie paria
Le rire des asservis
Inde du Sud



64 pages
broché : 165 F
relié : 230 F

« Une inouïable ramoule, qui n'a même jamais rêvé d'apprendre à lire, fait son entrée dans une collection, au côté de Lévi-Strauss, de Segalen et d'Emile Zola. »

JEAN-CLAUDE FARRIER, LE NOUVEL OBSERVATEUR

Collection Terre Humaine
dirigée par Jean Malaurie

PLON

avait été de 10 000 exemplaires.

■ **Les Éditions Joseph K.** C'est le héros du *Procès*, de Kafka, qui a donné son nom aux Éditions Joseph K., nées à Nantes en octobre 1994. Après avoir ouvert son catalogue par une édition bilingue complète des *Aphorismes* de Kafka et par un inédit de Knut Amundson, cette nouvelle maison devrait se consacrer désormais à la littérature contemporaine, au rythme d'une dizaine de titres par an. Une collection d'aphorismes trouvera sa place dans ce programme dont la « ligne » est résumée par Alain Coelho, directeur littéraire de la maison : « Nous voulons privilégier une forme de lyrisme qui conduise à des découvertes, qui ne soit donc pas une narration vide de sens ». Deux nouveaux ouvrages viennent de paraître en mai : *Genesis Khan*, de Tor Age Bringsværd, traduit du norvégien par Régis Boyer, et *Arthur Rimbaud, la fin de la littérature*, d'Alain Coelho, préfacé par Jean-Luc Steinmetz (Éditions Joseph K., 70, rue du Maréchal-Joffre, 44000 Nantes. Tél : (16) 40-14-00-68. Diffusion : CDE-Sodis).

La lettre inédite de Youki Desn

bifrons ci-dessous vient d'être re
papiers de celle qui fut l'épouse
finalement envoyée à son destina
valeur de témoignage infaillible,
la mort de Robert Desnos à Tere
tragique et une sorte de légèreté
l'homme et du poète que fut Rob

15 octobre 1958

Cher Gaston Gallimard,
Je vous remercie d'avoir bien vou
bert D. — Bien sûr que *Pau* beco
d'amour, hélas, ni vous ni moi ne
sant à le faire éditer chez vous. Le
un prisonnier russe alléché à vol
qui contenait cela, ainsi que mes
violet Rodet, fusillé en chemin. Il
soldat a été fort dèçu, car il croya
chocolat.

C'est un peu pour cela que Robe
ses compagnons, il était libéré e
chait cette boîte. Il avait même
qui la lui apporterait. En atten
inouï pour de récents déportés.
sinfecties, il y avait des poux typi
Je me demande qui m'avait fait
locrou, ou Juliette Achard ? Ou
une rareté à l'époque et que je m
son colis.

C'est désagréable de parler de c
de mourir, mais quand même c'

Le dernier jour de Desnos

**Il y a cinquante ans, le poète disparaissait en Bohême
Une lettre inédite éclaire les circonstances de sa mort**



Son « abri », la poésie

Robert Desnos est mort il y a cinquante ans, au camp de Terezin, en Bohême. C'était le 8 juin 1945. A Paris, où il était revenu après la débâcle, il avait participé, comme rédacteur littéraire, au journal créé par Henri Jeanson *Aujourd'hui*; puis, à la fin de l'année, il avait publié, dans le même journal, deux romans des occupants. Contournant la censure, Desnos ne céda rien à l'espionnage collaborateur. Il fut poétiquement, avec Céline qui l'insultait, le « parti de 1942 », se servit de sa position pour aider le réseau de résistance ACIR auquel il appartenait. Arrêté par la Gestapo le 22 février 1944 à la suite d'une dénonciation, il connut alors, comme tous les anonymes qui partageaient ce sort, la longue errance des déportés.

D'abord emprisonné à Fresnes, il est transféré à Compiègne, au camp de Royallieu, le 20 mars. Le 30 avril, après trois jours de voyage, il arrive, avec mille sept cents autres déportés, à Auschwitz. Le poète André Verdet, qui avait été arrêté en même temps que Desnos, racontera plus tard cette scène extraordinaire où l'on voit l'auteur de *La Liberté ou l'Amour*, dans la nuit froide du camp envahie par l'odeur de la fumée des fours crématoires, se consoler joyeusement entre ses compagnons de désespoir, pleurant.

santer avec eux, lire dans les lignes de leurs mains un destin libre... Ce qui a toutes les apparences d'une légende est pourtant confirmé par plusieurs témoignages rapportés par Théodor Fraenkel, un médecin ami des surréalistes, dans la revue *Critique* en 1946 (1).

Moins de quinze jours plus tard, Desnos repart, pour Buchenwald, puis pour Flossenburg. Avant-dernière étape de son calvaire : Flöha, en Saxe, où il arrive au début du mois de juin ; les prisonniers participent à la fabrication

des carlingues de Messerschmitt.

« Notre souffrance, écrit-il à sa femme Youki le 15 juillet 1944, la rend intolérable si nous pouvions la considérer comme une maladie passagère et sentimentale. Nous ne trouvons embellir notre vie pour au moins trente ans. De mon côté, je prends une gorgée de jeunesse, je reviendrai rempli d'amour et de forces ! (...) J'espère que cette lettre est notée à venir. Mon amour, je t'embrasse avec si tendrement que l'honorabilité l'admet dans une lettre qui passera par la censure. » Devant l'avance des armées alliées, les derniers déportés, ceux qui ont survécu, sont transférés, dans un état de total épuisement, à Terezin, au cours du printemps 1945.

Le dernier message du poète qui soit parvenu à Youki était daté du 7 janvier ; il l'avait dit : « Pour le reste, je trouve un abri dans la poésie. Elle est réellement « le cheval qui court au-dessus des montagnes » dont parle Rosé Sélavy dans un de ses poèmes et que j'aimais si juste ! moi pour moi. »

C'est un jeune étudiant en médecine de Prague, Josef Stuma, qui découvrit Desnos, atteint du typhus, agonisant parmi des centaines de prisonniers. Il était trop tard pour le sauver : « Jusqu'à la fin », écrit Stuma, il conserva néanmoins un grand souci de la forme et se montra d'une propreté méticuleuse. Il gardait toute confiance et nous parlait de sa femme, de ses amis : « Vous viendrez drez (...) à Paris et je vous les fera connaître (...). je vous conduirai chez Picasso. »

Patrick Kéchichian

(1) Repris dans le *Cahier de l'Herne* - dirigé par Marie-Claire Dumas - consacré à Robert Desnos en 1987. Voir aussi le numéro de la revue nantaise *Signes* (n° 18, 1995, éd. Petit Véhicule, 20, rue du Coudray, 44000 Nantes, 176 p., 140 F).

« Je vois des corolles de harpes per-
dus au milieu du monde », déclare
l'un des personnages d'une pièce
inedite de Desnos, *Le Bois d'Amour*,
qui fut écrite autour de 1925 et dont
les Editions des Cendres publient,
superbement, l'acte unique qu'elle
comporte. Ce volume reproduit les
pages du manuscrit – que Desnos
avait offert à Aragon – ainsi que ses
dessins surréalistes datant de la
même époque (Editions des
Cendres, 8, rue des Cendriers, 75020
Paris, 64 p., 200 F). Signalement
le dernier cahier des « Archi-
ves du surréalisme » – n° 5 – sur
Les jeux surréalistes, mars 1921-sep-
tembre 1932, présenté et annoté par
Emmanuel Garrigues (Gallimard,
314 p., 160 F).

Une boîte de chocolats...

La lettre inédite de Youki Desnos à Gaston Gallimard que nous publions ci-dessous vient d'être retrouvée, à l'état de brouillon, dans les papiers de celle qui fut l'épouse du poète ; rien n'assure qu'elle ait été finalement envoyée à son destinataire. Ce texte émouvant, sans avoir valeur de témoignage infallible, éclaircira cependant les circonstances de la mort de Robert Desnos à Terezin. L'anecdote, qui mêle le hasard, le tragique et une sorte de légèreté ou d'humour, est fidèle à la figure de l'homme et du poète que fut Robert Desnos.

15 octobre 1958
 Cher Gaston Gallimard,
 Je vous remercie d'avoir bien voulu vous dérouter pour l'émission sur Robert D. - Bien sûr j'ai beaucoup d'inédits de Robert. Quant au roman d'amour, hélas, ni vous ni moi ne pouvons l'avoir. Il paraît écrit en pensant - de la faire éditer chez vous. Les deux tiers du livre étaient rédigés mais un prisonnier russe alléché a volé la boîte de chez la Marquise de Sévigné qui contenait cela, ainsi que mes lettres et les poèmes de son ami de captivité, le capitaine de la marine, le capitaine de la marine, le capitaine de la marine. Ce soldat a été fort docile, car il croyait que la boîte était pleine de bonbons au chocolat.

C'est un peu pouce la que Robert est mort. D'après ce que m'a dit un de ses compagnons, il était libéré et pouvait prendre le train, mais le cher-
cheur de cette boîte, il avait même promis toutes les ratons, mais à
qui le lui avait apporté, il avait reçu des chaussettes, l'uni-
qui pour de récents déportés. Seulement, dans ces chaussettes mal dé-
sinfectées, il y avait des puces typiques.

Je me demande qui m'avait fait cadeau de cette boîte. Est-ce vous, ou So-
lacroix, ou Juliette Achard ? ou Marie-Louise ? Toujours est-il que c'était
une rareté à l'époque et que je m'étais fait une si grande joie de l'ajouter à
son colis.

C'est désagréable de porter de tout cela, il faut bien que je le fasse avant
de mourir, moi aussi même c'est désagréable. (...)

**Fusion entre
la Découverte
et Syros**

PANCRAZI

e Arnoul



Le conseil d'administration de la société holding DSA - qui regroupe depuis 1993, les trois maisons d'édition La Découverte, Syros et les Éditions de l'Atelier, et dont l'actionnaire principal est la CFDT - entériné, lundi 12 juin, le projet de fusion entre Syros et La Découverte (« Le Monde des livres » du 9 juin).

Cette décision est assortie, d'un certain nombre de mesures, parmi lesquelles le départ du PDG de Syros Jacques Magagnoli, et le gel, jusqu'au 15 septembre, des licenciements envisagés. D'après un communiqué de DSA, ceux-ci restent néanmoins « indispensables » et l'audit sera mené, d'ici à la fin juillet, pour « déterminer les moyens à mettre en œuvre afin de définir un mode d'organisation adapté ». Par ailleurs, une solution de reprise d'Alternatives, filiale de Syros depuis 1994, par ses salariés, a également été acceptée.

En freinant son programme de partition du second semestre - le secteur jeunesse dans lequel Syros s'est pourtant particulièrement illustré ces dernières années devrait connaître une « pause éditoriale » - DSA va donc retrouver l'équilibre en 1994.

Dans un communiqué, les personnels des trois maisons d'édition DSA affirment qu'ils restent « motivés » et entendent « intervenir dans les discussions futures concernant les conséquences résultant des choix antérieurs ».

Comme chaque année, la ville de Dublin organise toutes sortes de festivités pour célébrer Bloomsday, le 16 juin, en l'honneur de Leopold Bloom, le héros d'*Ulysse*, le roman se déroulant au long de la journée du 16 juin 1904 (Jour où, dit-on, James Joyce rencontre celle qui devait devenir son épouse, Nora Barnacle). Il est d'usage, pour les participants, de se costumer à la mode en vigueur du temps du roi Édouard VII avant de s'élaner à travers la ville, d'assister à des lectures et des représentations théâtrales, de participer à des repas commémoratifs, et, bien sûr, d'aller de pub en pub, tout en visitant tous les endroits emblématiques, même brièvement, dans le roman. Toi-même, si tu es à Sandycove, prends un petit déjeuner traditionnel servi dès 6 h 30 du matin, se poursuit à la Joyce Tower mais aussi dans les rues, en particulier à Eccles Street où habite Bloom, à la National Library ou encore au David Byrne's où l'on sert le déjeuner de Bloom, avec sandwichs au gorgonzola arrosés de vin de Bourgogne ! Les spectacles et les animations se poursuivent jusque tard dans la nuit, certains sont gratuits mais la plupart sont payants et ne sont accessibles que sur réservation.

AUTANT EN EMPORTE LE DOLLAR...

Un million de dollars : c'est la somme qu'a versée Scribner, le successeur des éditions Macmillan, pour l'achat des droits d'un petit roman sentimental écrit, lorsqu'elle était jeune fille, par Margaret Mitchell. Pour la petite histoire, Macmillan avait versé une avance de... 500 dollars pour la rédaction d'*Autant en emporte le vent*.

■ **ÉTATS-UNIS.** L'American Booksellers Association (ABA) organise chaque année aux Etats-Unis depuis près d'un siècle une des principales foires du livre réservées aux professionnels dans le monde. Elle a eu lieu cette année du 3 au 5 juin, pour la première fois à Chicago, où elle devrait se fixer pour les années à venir, car elle est devenue si gigantesque que rares sont les centres d'exposition qui peuvent encore l'accueillir : 1 800 exposants, 45 000 visiteurs - éditeurs, libraires, agents littéraires, distributeurs... - sur 36 000 m² (la zone internationale ayant vu sa surface augmenter de 25 % avec une centaine de représentants de l'édition française). C'est un grand show, un spectacle à l'américaine, où les vedettes viennent se montrer, que ce soient des personnalités politiques comme Hillary Clinton, l'épouse du président, ou Newt Gingrich, le leader républicain, ou littéraires, comme Martin Amis, sus Grafton (auteur de romans policiers) ou Umberto Eco. Une ambiance bon enfant qui ne doit pas dissimuler les difficultés : si la production d'ouvrages reliés et brochés ne se porte pas trop mal, les ventes des livres de poche se dégradent et l'explosion des coûts du papier inquiète à la fois comme ailleurs les éditeurs.

■ **RUSSIE.** Près de vingt ans après l'écriture de son manuscrit, l'écrivain populaire Vladimir Soloukhine (né en 1924) publie *Le Dernier Marche* aux éditions AO Delovitsvoït (mai 1995, tirage limité). Selon l'hebdomadaire *Khnjina Obozrenie*, le roman fut achevé en 1976 mais ne put paraître pour d'obscures raisons politiques. A travers toutes ses œuvres, cet amateur de la nature a toujours joué du détail pour décrire indirectement le quotidien de la Russie soviétique. Prix Gorki 1979, ce poète et prosateur est renommé pour son style lyrique. D'autre part, la Journée de l'écriture et de la culture slaves, qui s'est déroulée le 24 mai à Moscou, au Palais Hôtel, a été marquée par la présentation du dernier livre de l'écrivain kirghize Tchinguiz Aïmatov (né en 1928), *La Marque de Cassandre* qui vient d'être publié en version originale aux éditions Eksmo (coll. « Les best-sellers russes », 1995).

Ce roman, qui, selon *Knijnoie Obzrenie*, fait l'unanimité auprès de poètes aussi illustres qu'Evgueni Evtouchenko, Andreï Voznessenski, ou encore du critique Lev Anninski, avait déjà été traduit en allemand et en français (par Ivan Mignot) avant d'être enfin édité en russe (La version française paraîtra en septembre aux éditions *Le Temps des cerises*).

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE.** *Vedem* (« Nous, l'avant-garde ! ») était le nom d'un hebdomadaire, rédigé, de 1942 à 1944, par un groupe d'adolescents juifs de la ghetto de Theresienstadt-Terezin, huit cents enfants en tout, qui en étaient les seuls lecteurs. Une sélection en langue anglaise paraît aujourd'hui, pour la première fois, en Europe et aux États-Unis, après cinquante ans. Les efforts pour publier la collection dans l'ex-Tchécoslovaquie communiste. Ces textes constituent un exceptionnel témoignage sur les conditions de vie dans ce qui était un camp de transit sur Auschwitz (*We are the Children Just Same: Vedem, The Secret Magazine of the Boys of Terezin*, Jewish Publication Society, Philadelphia, 199 n., 29,95 dollars).

COLLOQUES, BULLETINS ET SOCIÉTÉS

■ **L'INSTITUT DES TEXTES ET MANUSCRITS MODERNES** (CNRS) organise une table ronde sur le thème des « brouillons » avec Jacques Derrida, Jean-Michel Rabaté, Daniel Ferrer, Michel Contat, dans le cadre de son séminaire général « Questions à la génétique textuelle » samedi 17 juin à 10 heures (université Paris-III, centre Censier, 13, rue du Santeuil, 75005 Paris, 2^e étage, salle 777).

■ LE GROUPE D'ÉTUDES SARTRIENNES tiendra un colloque les 24 et 25 juin sur le thème « Le premier Sartre » et sur « l'engagement ». Une table ronde sur *Les Temps modernes* clôturera cette rencontre qui se déroulera à l'université Paris I - Sorbonne (1, rue Victor-Cousin) et à la galerie Dumas, amphithéâtre Le Goff, les 24 et 25 février. Rens. 45-80-38-23).

■ L'ASSOCIATION ■ L'ASSOCIATION DES LECTEURS DE MICHEL LEIRIS s'est constituée sous la présidence de Francis Marmande (vice-président: Marie Claire Dumais; trésorière: Martine Pion; secrétaire-archiviste: Louis Yvert). L'Assemblée générale de l'Association aura lieu le 26 juin à 18 heures, à l'université Denis-Diderot (amphithéâtre 56 B). Un premier colloque international consacré à Leiris se tiendra du 29 mai au 7 juin 1996 (université Paris VII). Denis-Diderot, UFR-STI case 7010, 2 place Jussieu - 75251 Paris 5 (01 42 76 05 05). Adhésion à l'association: étudiants, 100 F; a. tifs, 200 F; bienfaiteurs, 500 F. a. tifs, M. A. VINCENT ET LE VIN, tel. 01 42 76 05 05.

le thème du « Banquet des livres » organisé par l'association Le Marque-page, au village


de Lagrasse, dans l'aude, du 1^{er} au 13 août. Autour de la civilisation de la vigne et du vin, des écrivains, chercheurs, journalistes, cinéastes et éditeurs participeront à des rencontres et des animations. (Rens. Editions Verdier, Rieux-en-Vallée, 11220 Lagrasse, tél. : 68-24-05-75).

LE CONCILE DE CLERMONT DE 1095 ET L'APPEL À LA CROISADE feront l'objet d'un colloque international qui se tiendra à Clermont-Ferrand les 23, 24 et 25 juin, à la faculté des lettres de cette ville, amphithéâtre Gergovia (renseignements : M. L. L. 23, 24, 25 juin, 1994, 14h30, 15h30, 16h30, 17h30, 18h30, 19h30, 20h30, 21h30, 22h30, 23h30, 24h30, 25h30, 26h30, 27h30, 28h30, 29h30, 30h30, 31h30, 32h30, 33h30, 34h30, 35h30, 36h30, 37h30, 38h30, 39h30, 40h30, 41h30, 42h30, 43h30, 44h30, 45h30, 46h30, 47h30, 48h30, 49h30, 50h30, 51h30, 52h30, 53h30, 54h30, 55h30, 56h30, 57h30, 58h30, 59h30, 60h30, 61h30, 62h30, 63h30, 64h30, 65h30, 66h30, 67h30, 68h30, 69h30, 70h30, 71h30, 72h30, 73h30, 74h30, 75h30, 76h30, 77h30, 78h30, 79h30, 80h30, 81h30, 82h30, 83h30, 84h30, 85h30, 86h30, 87h30, 88h30, 89h30, 90h30, 91h30, 92h30, 93h30, 94h30, 95h30, 96h30, 97h30, 98h30, 99h30, 100h30, 101h30, 102h30, 103h30, 104h30, 105h30, 106h30, 107h30, 108h30, 109h30, 110h30, 111h30, 112h30, 113h30, 114h30, 115h30, 116h30, 117h30, 118h30, 119h30, 120h30, 121h30, 122h30, 123h30, 124h30, 125h30, 126h30, 127h30, 128h30, 129h30, 130h30, 131h30, 132h30, 133h30, 134h30, 135h30, 136h30, 137h30, 138h30, 139h30, 140h30, 141h30, 142h30, 143h30, 144h30, 145h30, 146h30, 147h30, 148h30, 149h30, 150h30, 151h30, 152h30, 153h30, 154h30, 155h30, 156h30, 157h30, 158h30, 159h30, 160h30, 161h30, 162h30, 163h30, 164h30, 165h30, 166h30, 167h30, 168h30, 169h30, 170h30, 171h30, 172h30, 173h30, 174h30, 175h30, 176h30, 177h30, 178h30, 179h30, 180h30, 181h30, 182h30, 183h30, 184h30, 185h30, 186h30, 187h30, 188h30, 189h30, 190h30, 191h30, 192h30, 193h30, 194h30, 195h30, 196h30, 197h30, 198h30, 199h30, 200h30, 201h30, 202h30, 203h30, 204h30, 205h30, 206h30, 207h30, 208h30, 209h30, 210h30, 211h30, 212h30, 213h30, 214h30, 215h30, 216h30, 217h30, 218h30, 219h30, 220h30, 221h30, 222h30, 223h30, 224h30, 225h30, 226h30, 227h30, 228h30, 229h30, 230h30, 231h30, 232h30, 233h30, 234h30, 235h30, 236h30, 237h30, 238h30, 239h30, 240h30, 241h30, 242h30, 243h30, 244h30, 245h30, 246h30, 247h30, 248h30, 249h30, 250h30, 251h30, 252h30, 253h30, 254h30, 255h30, 256h30, 257h30, 258h30, 259h30, 260h30, 261h30, 262h30, 263h30, 264h30, 265h30, 266h30, 267h30, 268h30, 269h30, 270h30, 271h30, 272h30, 273h30, 274h30, 275h30, 276h30, 277h30, 278h30, 279h30, 280h30, 281h30, 282h30, 283h30, 284h30, 285h30, 286h30, 287h30, 288h30, 289h30, 290h30, 291h30, 292h30, 293h30, 294h30, 295h30, 296h30, 297h30, 298h30, 299h30, 300h30, 301h30, 302h30, 303h30, 304h30, 305h30, 306h30, 307h30, 308h30, 309h30, 310h30, 311h30, 312h30, 313h30, 314h30, 315h30, 316h30, 317h30, 318h30, 319h30, 320h30, 321h30, 322h30, 323h30, 324h30, 325h30, 326h30, 327h30, 328h30, 329h30, 330h30, 331h30, 332h30, 333h30, 334h30, 335h30, 336h30, 337h30, 338h30, 339h30, 340h30, 341h30, 342h30, 343h30, 344h30, 345h30, 346h30, 347h30, 348h30, 349h30, 350h30, 351h30, 352h30, 353h30, 354h30, 355h30, 356h30, 357h30, 358h30, 359h30, 360h30, 361h30, 362h30, 363h30, 364h30, 365h30, 366h30, 367h30, 368h30, 369h30, 370h30, 371h30, 372h30, 373h30, 374h30, 375h30, 376h30, 377h30, 378h30, 379h30, 380h30, 381h30, 382h30, 383h30, 384h30, 385h30, 386h30, 387h30, 388h30, 389h30, 390h30, 391h30, 392h30, 393h30, 394h30, 395h30, 396h30, 397h30, 398h30, 399h30, 400h30, 401h30, 402h30, 403h30, 404h30, 405h30, 406h30, 407h30, 408h30, 409h30, 410h30, 411h30, 412h30, 413h30, 414h30, 415h30, 416h30, 417h30, 418h30, 419h30, 420h30, 421h30, 422h30, 423h30, 424h30, 425h30, 426h30, 427h30, 428h30, 429h30, 430h30, 431h30, 432h30, 433h30, 434h30, 435h30, 436h30, 437h30, 438h30, 439h30, 440h30, 441h30, 442h30, 443h30, 444h30, 445h30, 446h30, 447h30, 448h30, 449h30, 450h30, 451h30, 452h30, 453h30, 454h30, 455h30, 456h30, 457h30, 458h30, 459h30, 460h30, 461h30, 462h30, 463h30, 464h30, 465h30, 466h30, 467h30, 468h30, 469h30, 470h30, 471h30, 472h30, 473h30, 474h30, 475h30, 476h30, 477h30, 478h30, 479h30, 480h30, 481h30, 482h30, 483h30, 484h30, 485h30, 486h30, 487h30, 488h30, 489h30, 490h30, 491h30, 492h30, 493h30, 494h30, 495h30, 496h30, 497h30, 498h30, 499h30, 500h30, 501h30, 502h30, 503h30, 504h30, 505h30, 506h30, 507h30, 508h30, 509h30, 510h30, 511h30, 512h30, 513h30, 514h30, 515h30, 516h30, 517h30, 518h30, 519h30, 520h30, 521h30, 522h

tax : 94-22-74-19).

MARCHÉ DE LA BIBLIOPHILIE
FOIRÉ SAINT-GERVAIS

PLACE SAINT-SULPICE
Paris 6^e



**DU 27 JUILLET AU
2 AOUT 1975**

organisé par le C.N.R.S.

ACTUALITÉS

**Irlande :
c'est Bloomsday !**

LITTÉRATURES

Faux duc

...tentent que leur présence
à New et Elizabeth Topol
soient deux modèles
d'émigration le long

[illegible]

Le phare

Au début de ce siècle, une
par un romancier fasci-

[illegible]

POUVOIR HYPNOTIQUE
Contre toute habitude, le se-
neur se laisse passer la cheville
sur un univers clair, sorte d'écran.
Le seul instant qui l'ébranle est
celui qui harle le premier, sous
un goût d'abandon, d'oubli, de
minuterie, parfois, après
un membre. Le premier mot est


man a un porteur hypertrophique
 rappelle l'athlétisme des ma-
 et trouble du flux et de la
 tible le sur le plus enfoncé
 ses crues n'est que le parer
 sible d'une déviation du
 Walden. Ici possible un plus
 scrite les tentatives de plan-
 ferait un garçon en de-
 plus évident qu'un autre.
 l'élément dans son grand re-
 vient battu par les vagues. Il
 s'écarter d'écarter l'écou-
 se porte de solitude. Il s'écarter
 ambitions masculines. Il s'écarter
 grande fond, le flot de
 des vagues claires.


Le roman à une intrigue, et ce peut-être que l'on reproche. Mais pour moi, c'est le travail et la vérité qui épaisent l'âme, et qui rompent les digues entre l'âme et l'extérieur. Le monde, tel que nous le voyons, est un monde de sensations, d'émotions, nous n'est-à-dire la vie. La fiction, si grande de son caractère, est une chose qui nous permet de nous en débarrasser. Elle est une chose qui nous permet de nous en débarrasser. Elle est une chose qui nous permet de nous en débarrasser.

**PRIX DU LIVRE INTER
PRIX ALBERT CAMUS
PRIX MAURICE GENEVOIX**

JEAN-NOËL PANCRAZI

Madame Arnoul




 **HAUTE
ENFANCE**

GALLIMARD

**MARCHE DE
LA BIBLIOPHILIE**
FOIRE SAINT-GERMAIN

PLACE
SAINT-SULPICE
Paris 6^e



DU 27 JUIN AU
2 AOÛT 1995

entrée gratuite de 15h à 20h30

organisé par la Cnfrp
115 boulevard de la Chapelle

١٢٠

هناك منة ليا

LITTÉRATURES

VENDREDI 16 JUIN 1995 III

Faux duo

Elles ne partagent que leur prénom : Elizabeth Bowen et Elizabeth Taylor incarnent deux manières inconciliables d'envisager la fiction

DERNIER AUTOMNE
(The Last September)
d'Elizabeth Bowen.
Traduit de l'anglais
par Gabrielle Marchez,
Rivages, 312 p., 129 F.

LE PAPIER TUE-MOUCHE
(Devastating Boys)
d'Elizabeth Taylor.
Traduit de l'anglais
par Nicole Tisserand,
Rivages, 224 p., 110 F.

La personnalité d'Elizabeth Bowen ressemble moins à celle d'Elizabeth Taylor, sa contemporaine, qu'à toute autre dans la littérature anglaise du siècle. Aucune affinité entre elles n'a tenté ici le chroniqueur, mais leur antinomie : elles incarnent - au reste, avec une fortune inégale - deux manières inconciliables d'envisager la fiction. D'origine galloise et née à Dublin en 1899, dans le somptueux domaine familial dont elle allait hériter, Bowen's Court, la romancière de *Dernier automne* est morte à Londres en 1973. Elle avait vécu tantôt en Irlande, tantôt en Angleterre, aussi bien qu'en France et en Italie. Elle savait qu'elle appartenait à un milieu social menacé, et non sans ironie elle s'appliqua à le décrire dans ses ouvrages, voire dans son autobiographie, *Seven winters*. Certes, tout écrivain appartient à une famille, à une constellation littéraire ; or, ce qui déconcerte dans le cas d'Elizabeth Bowen, c'est que tout à tour on la compare à Jane Austen, à Henry James, à Aldous Huxley, à Saki, à Ivy Compton-Burnett, à Tchekhov - quand on ne la présente pas comme le maillon qui relie Virginia Woolf à Iris Murdoch

et à Muriel Spark... Il se peut que l'un ou l'autre de ces rapprochements puisse être de quelque utilité pour cerner au plus près l'esprit et le style de Miss Bowen ; il n'en reste pas moins que les écrivains appelés ainsi à la rescousse ne se ressemblent nullement entre eux, ni en amont ni en aval.

En revanche, l'influence que l'auteur de *Mrs Dalloway* a exercée sur sa cadette est d'autant plus sensible qu'elle se manifeste par à-coups car Elizabeth Bowen n'a jamais réussi la fusion des principes romanesques hérités du XIX^e siècle - le personnage garanti par la réalité extérieure, la narration qui avance, inextinguible, vers un impeccable dénouement - et cette instabilité du « moi » ballotté de-ci de-là par d'énigmatiques turbulences, que Virginia Woolf a évoquée de façon mémorable : « L'esprit reçoit des myriades d'impressions, banales, fantastiques, évanescences ou gravées avec l'acuité de l'acier. De toutes parts elles arrivent - une pluie sans fin d'innombrables atomes (...). N'est-ce pas la tâche du romancier de nous rendre sensible ce fluide élément changeant, inconnu et sans limites précises ? » (1).

De sorte que sur de vieux canevas, et comme si elle répondait à l'impulsion de Virginia Woolf, Elizabeth Bowen fait s'entrecroiser de fines analyses et parfois atteint à la poésie, transformant l'imprécision en atout. Ce ne sont que des instants, une page, un paragraphe, une simple notation, mais on la lit avec plaisir pour ces moments pareils à des lézardes dans un vieux mur, à travers lesquelles on capte la lumineuse beauté d'un paysage. En fait, la romancière ne possède ni le sens de la structure propre au « ro-



L'œil impartial d'Elizabeth Taylor face aux méditations psychologiques d'Elizabeth Bowen.

man classique » ni l'art du portrait, en un mot ce qui, faute de séduire, entraîne le lecteur. *Dernier automne* (2), son deuxième roman, se déroule dans les années 20, pendant la guerre d'indépendance irlandaise. Un manoir et ses salons, son parc et son court de tennis, fournissent le décor - qui, soit dit par parenthèse, ne cesse d'accueillir des personnages scrupuleusement inconsistants, sauf l'un d'entre eux : Lois, la jeune fille de la maison, velléitaire, mélancolique, sérieusement agaçante. On dirait que Miss Bowen a relevé le défi flaubertien de placer au cœur du roman un être incapable de susciter chez le lecteur la moindre sympathie. Et pourtant - alors que le récit, engagé dans des voies sans issue, s'éparpille et que le lecteur tourne la dernière page avec le sentiment d'une promesse que l'écrivain n'a pas tenue - Lois se dé-

tache, elle reste avec nous, nimbée de ce rayonnement subtil, bien qu'intérimaire, qui fait le prix de la littérature d'Elizabeth Bowen, chez qui grâce et acuité psychologique vont de pair. Avec Elizabeth Taylor, nous nous trouvons face à l'autre versant de la littérature moderne : à la méditation et aux plongées jusqu'aux tréfonds de l'âme se substitue l'œil impartial du photographe qui sait rendre la diversité de la nature humaine en quelques instantanés. S'il fallait à tout prix la rapprocher d'autres écrivains, peut-être lui trouverait-on plus facilement une famille en Amérique du Nord qu'en Angleterre : Eudora Welty, J. D. Salinger, Flannery O'Connor en seraient les fleurons. Comme eux, Elizabeth Taylor est tout entière occupée à choisir les détails qui, se renforçant l'un l'autre, vont permettre au personnage de vivre sous



nos yeux, tout en cherchant la manière la plus efficace d'impliquer le lecteur dans son histoire, jusqu'à en faire - risquons-nous à le dire - le narrateur ; pour cela, elle l'oriente en suggérant quelque chose sans le formuler, afin qu'il interprète à sa guise ses omissions calculées. Née en 1912 au sein d'une famille modeste, à Reading dans le Berkshire, elle fit des études à l'Abbey School. Gouvernante d'enfants, puis libraire, elle avait vingt-quatre ans lorsqu'elle épousa un homme d'affaires, John W. K. Taylor, avec lequel elle eut une fille et un garçon. Elle a toujours vécu entourée d'enfants ; ils sont souvent présents dans son œuvre ; elle éleva d'abord ceux des autres ; plus tard les siens, et enfin ses petits-fils. On lui doit onze romans et quatre recueils de nouvelles, écrits loin des milieux littéraires, en grande partie dans un village du Buckinghamshire où elle est morte en 1975. Elizabeth Taylor ne fit son entrée en littérature qu'à l'âge de trente ans, alors qu'elle écrivait, pour ainsi dire, depuis toujours : elle rejeta un nombre considérable d'ouvrages parce qu'elle les trouvait « trop personnels, trop subjectifs » ; il fallait s'intéresser aux autres, apprendre à les imaginer. Avec une imperturbable sincérité, un don d'observation très singulier, et sans oublier que « le grotesque est la plus riche ressource que la nature puisse offrir à l'art » (le mot est de Victor Hugo), elle demeura fidèle à ce parti pris d'impersonnalité : l'émotion même qui se dégage de ses récits semble appartenir au personnage, ou plutôt au lecteur, et ne jamais l'avoir touchée, elle.

Onze nouvelles composent l'ouvrage que voici. Celle qui donne son titre au recueil est un chef-d'œuvre ; d'autres s'en approchent ; on ne résume pas une nouvelle sans la transformer en conte. Le conteur, lui, éprouve son sujet et -

d'une cuillerée à café se mesurerait en tonnes.

L'époque est bien étrange : on manque de temps et cependant le roman bénéficie toujours d'une mystérieuse faveur, au point que, seul, il accorde le statut d'écrivain dans la Cité. Pourtant, si on faisait le bilan de la littérature du siècle, on constaterait que non seulement presque tous les grands auteurs ont écrit des nouvelles, mais que, souvent, elles constituent le meilleur de leur œuvre.

Celles d'Elizabeth Taylor (3) - célèbre en Angleterre et encore aujourd'hui absente de nos dictionnaires - ne dépareraient pas le choix le plus sévère effectué dans ce genre littéraire considéré comme latéral et devenu clandestin.

Hector Bianciotti

- (1) *L'Art du roman*. Le Seuil.
- (2) Œuvres d'Elizabeth Bowen traduites en français et disponibles : *La Maison à Paris*, Gallimard ; *L'Inghilterra*, Ed. du Seuil ; *Les Petites Filles et Les Cœurs détraqués*, « 10/18 ».
- (3) Autres titres d'Elizabeth Taylor, chez Rivages : *Mrs Palfrey*, *Hotel Claremont*, *Cher Edmund*, *Notes de folie*, *Une saison d'été*, *La Bonté même*. Avec ces-ci, on trouve également chez le même éditeur, en collection de poche, *Angel*, son chef-d'œuvre aux yeux de la critique anglaise.

Le phare aveugle

Au début de ce siècle, une histoire d'amour et de mort par un romancier fascinant : Howard Norman

L'ARTISTE QUI PEIGNAIT DES OISEAUX
(The Bird Artist)
de Howard Norman.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Dominique Rinaudo,
Belfond, 236 p., 110 F.

Le personnage principal de *L'artiste qui peignait des oiseaux* est le décor. De ce très beau roman, on voit d'abord et toujours la mer grise et implacable, le village recroquevillé dans son long hiver d'été oubliée, les rochers violents par les vents où s'égarant les oiseaux que Fabian Vas, le jeune héros de cette légende d'amour et de meurtre, capture par le dessin, attendit à copier leur parfaite nécessité, accordée aux ondes et aux lumières du ciel. A Terre-Neuve, au bout du monde, il y a des gens ordinaires, minuscules dans un paysage désolé, à la fois omniprésent et étriqué par la grâce d'une écriture rigoureuse et désabusée dont les phrases sobres cernent les lourds silences sans jamais s'appesantir sur ses secrets. « Tout cela, je vous le raconte au cours de l'été 1923, douze ans après avoir assassiné Botho August, le gardien du phare », commente le narrateur, maintenant rescapé de la tragédie.

La nature est si troublante au-delà de sa présence palpable que l'on ne souhaite rien d'autre que la description des jours qui s'écoulent lents et semblables. Surtout, murmure le lecteur fasciné par l'immobilité sauvage du lieu, que Fabian Vas continue à peindre ses oiseaux (on craint presque qu'il ne parte ailleurs vivre sa vie de créateur), que son père, taciturne et bon, rentre chaque soir de son labeur, que Margaret Handle, sensuelle sorcière au grand cœur, offre, comme elle le fait depuis son plus jeune âge, son corps d'amoureuse à cet humble artiste afin qu'il n'ait pas à se poser le problème de la chair, donc de l'amour. Que l'on évite ainsi que le roman ne bascule dans le drame convenu... Oui, que tout s'éternise

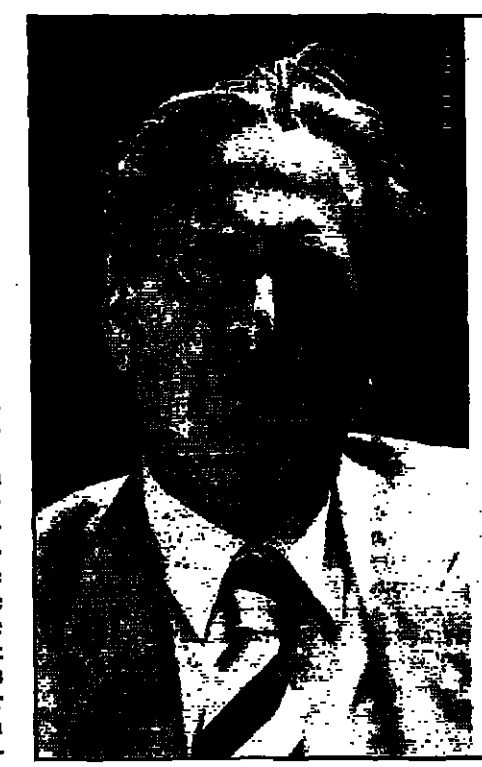
ainsi : les rendez-vous bêtebouda-daires des amants-adolescents, les fêtes à l'aube, le vin qui rougit les joues et la grisaille sublime de la mer et celle, sans espoir, du quotidien, les promenades de la mère de Fabian sur la grève nue d'un monde perdu, ouvert à la générosité du rêve.

POUVOIR HYPNOTIQUE
Contre toute habitude, le lecteur ne se lasse pas de la chronique de cet univers clos, sorte d'éden après. Le seul désir qui l'étreint est celui qui hantait le peintre, obsédé par un goût d'absolu dont son travail, minutieux parfois, approche le mystère. La première moitié du roman a un pouvoir hypnotique qui rappelle l'éblouissement instantané et trouble du *Désert des Tartares*. Mais la mer la plus enfoncée dans ses crises n'est que la parcelle visible d'une interrogation infinie. *Wildness Bay* possède un phare qui scrute les ténèbres. Le phare enferme un gardien, ni meilleur ni plus séduisant qu'un autre, mais c'est dans son grand sexe de pierre battu par les vagues. Phallus voyeur d'escaliers inconnus, dans sa gerbe de solitude, il focalise les ambitions inassouvies, la folie des grands fonds, la fébrilité des rendez-vous clandestins.

Le roman a une intrigue, et ce n'est pas celle que l'on prévoit. Dans ce petit monde où le travail et la pauvreté épuisent l'âme, le corps rompt les digues avec moins d'hyppocrisie. La bonté, ici, est d'admettre des tentations dont personne n'est à l'abri. La mère de Fabian, si proche de son fils, si compréhensive et - nous sommes en 1911 - si permissive... la mère de Fabian quitte l'ordre des choses en quête d'une autre chose, fondamentale et nécessaire, que la fiction appelle la passion. En l'absence du mari parti chasser, elle découvre et couche au pluri. Le mélodrame assaille le fils qui ne peint plus ses oiseaux. Crime et exil. Le récit se fissure. Au paradis médiocre et fou succède l'enfer précis et exaltant de la fuite. Là aussi le roman dérange les conven-

tions. L'océan bascule vers d'autres ports. Fabian résiste et remonte le courant. *L'artiste qui peignait des oiseaux* est le troisième livre de Howard Norman, le premier traduit en langue française. Howard Norman vit dans le Vermont et à Washington et enseigne à l'université du Maryland. Il a passé dix ans dans l'Arctique et les territoires du Grand Nord canadien. On le considère aux États-Unis comme un romancier prometteur et original. Et il est vrai que *L'artiste qui peignait des oiseaux* transfigure une banale histoire d'adultère, lui octroie l'espace du mythe. Howard Norman ne s'intéresse pas au scandale, ni à la fureur d'un mari, ni aux aléas de la morale (les habitants de *Wildness Bay* aiment bien que la brume recouvre cette erreur de parcours), mais à l'ineffable fatalité que les hommes amplifient par les mots pour que la vie ne s'épuise pas en

médiocre catastrophe. Un trio sans histoires est soudain à l'épreuve du désastre. Fabian, le narrateur, découvre d'autres baies où viennent atterrir les oiseaux qui font de si grands voyages mais reviennent toujours là où les gnaie la mort. Le phare aurait dû rester muet, aveugle aux affaires de la terre. A l'image des oiseaux migrateurs, Fabian Vas et Margaret Handle finissent par se retrouver au point de départ qui commut leur première étreinte. Fabian recommence à dessiner des oiseaux, mais il a appris qu'il n'est plus le seul à posséder le don. Il n'est pas le seul à s'accommoder des petits bonheurs. Il n'est pas le seul à accepter d'être sans ailes, sans autre destin que de perpétuer la vie et de répertorier de nouveaux oiseaux, anéanti certains soirs de ne pas savoir donner un nom à son amante. Hugo Marsan



PIERRE
HEBEY

LES PASSIONS MODÉRÉES

Une éducation sentimentale du XIX^e siècle.
Une Scaprin/La légende du l'homme

Un roman de passions qui rappelle les fureurs érotiques de Michel Leiris
Une éducation sentimentale de Roland Barthes

Une éducation sentimentale de Michel Leiris

Les passions modérées peuvent se lire à la fois comme une lecture de l'adultère, mais on ne peut pas dire que ce cabinet de curiosités dont aucune pièce n'est déçue jamais.

Jean-Dominique Bauby/Elle

Le lire, on perçoit que son équilibre bien tempéré des passions n'est pas démission mais combat qui implique rigueur, persévérance et lucidité.

Pierre Hébey/Le Point

Il s'agit d'un roman de confidences amoureuses et d'adultère que celui-ci. Sur le plan de la nouveauté, la folie d'un amoureux d'Hebey s'exprime avec une étonnante dévotion d'adultère qui donne un caractère singulier à ce gros livre murmuré.

François Nourissier/Le Figaro Magazine

GALLIMARD

Dernières livraisons

LITTÉRATURE FRANÇAISE

VENISE, JUSTE EN FACE, de Denise Dubois-Jallais
A Saint-Nazaire, pendant les années 30, la narratrice, Dora, et sa tante Elizabeth habitent une maison insolite, « comme un feuillet ». Elles vivent par procuration, en observant, en commentant, en anticipant les faits et gestes des voisins de la villa d'en face : Armand, Charlotte et leur fille, Venise. Mais Dora ne se contente pas d'y « engouffrer ses rêves », elle s'approche amoureusement d'Armand et l'accompagnera dans ses déchirements intimes lorsqu'arrivera la guerre... Un beau roman qui séduit par sa légèreté émue, sa sensualité exacte, sa délicatesse poignante (Robert Laffont, 310 p., 129 F).

ABNER ABOUNOUR, d'Edmond Amran El Maleh
Edmond Amran El Maleh, haute figure de la littérature marocaine de langue française, poursuit et approfondit, dans ces sept nouvelles, son travail sur la mémoire. En arrachant des lambeaux de vie au silence, il tente, en poète archéologue, de reconstituer l'existence d'hommes communs qui s'éteignent dans la solitude, comme Abner Ohana, négociant en céréales, ou légendaires – comme le Grand Satrape. Il aime aussi retrouver l'âme des malsons délabrées et perdues sous les archives de poussière. De belles histoires, à mi-chemin de la chronique nostalgique et du conte (La Pensée sauvage éd., 118 p., 60 F).

UNE SAISON DE PIERRE, de Jean-Marie Chevrier
Les années 20. La France qu'on ne dit pas encore profonde. Un monde rural à des siècles de nous, disparu à jamais. Si le roman s'arrête là, on n'aurait qu'un récit sur la nostalgie. Mais il y a plus. Le passé n'est ici qu'en toile de fond de l'histoire d'un paysan artiste qui abandonne tout pour consacrer sa vie à la sculpture. Taillant dans le granit, il demande à la forme de dire ce qu'il ne saurait exprimer par des mots. Avec les siens, justes et chauds comme « les joies muettes » de son personnage, Jean-Marie Chevrier a réussi un roman à la fois du terroir, de l'art et du mystère des rêves quand, dans la pierre taillée, ils paraissent (Albin Michel, 170 p., 89 F).

CE QUE L'IMAGE NE DIT PAS, d'Anne François
Au cœur muet de ce roman, il y a Olivia, une enfant autiste. « Elle est une image de moi, plus belle et plus obscure », dit Lucile, la mère qui tente de dominer la douleur particulière d'un amour voué, semble-t-il, à n'obtenir aucune réponse. Un cameraman, venu faire un reportage sur l'enfant, observe, capte l'indicible derrière l'image, décrit aussi bien la fille que la mère, succombe. Deux voix alternent pour exprimer le mystère, pour décrire une femme en gloutine par le vertige secret de la maternité et pour dénoncer la cruauté inconsciente d'une équipe de tournage. Ce roman pudique éclaire tous les aspects d'un sujet délicat. C'est aussi un roman d'amour qui pose le problème du regard et de son impossible quête de la vérité (Albin Michel, 175 p., 85 F).

LES MAUVAIS ESPRITS, de Christophe Guis
On a déjà beaucoup glosé sur le thème de la quête du père. Mais dans le premier roman de Christophe Guis, cette recherche est infernale, sulfureuse. Car Charles, influencé par une bande d'amis – de vieux adolescents perdus qui, s'agitant des blockhaus au bord de la mer, imaginent que « la maturité passe par la mort » –, veut exécuter son père, Jonathan, pour se venger des violences qu'il a exercées sur lui pendant son enfance. Il y a une tension forte, nette, dans cette histoire centrale. Elle est malheureusement affaiblie par l'outrance de personnages secondaires, peu crédibles – tel ce curé qui se comporte plutôt en psychiatre lubrique – et par la brutalité schématisée des comportements de ces jeunes, « mauvais esprits » (Grasset, 144 p., 85 F).

LE TROUBLE DES EAUX, de Maïté Pinero
La mémoire, vigilante et douloureuse, est la musique-leitmotif de ce beau roman, sa part étrange et convaincante. La narratrice, infirmière convertie à l'action humanitaire, s'est approprié le souvenir du « Colonel » qui aurait été le père exilé de Loli, son amie d'enfance, comme elle s'est imprégnée de la poésie de Garcia Lorca, du tango, des chants espagnols. L'adulte ne peut effacer ce passé bruisant de mystère et de détresse, en dépit de ses missions à l'étranger. Ancré dans son cabinet de psychiatre, Pinero écoute la femme blessée lorsqu'elle revient à Paris (comme il l'a jadis écoutée et aidée). L'amour entre, un instant repéré comme apaisement, l'amour entre deux êtres solitaires, gouteurs des souffrances des autres, peut-il valoir les rêves et la mélancolie et donner sa lumière à la réalité que ne distraient plus les voyages ? (Julliard, 178 p., 99 F).

DON JUAN 40, de Yves Salignes
Yves Salignes a revisité le mythe de don Juan dans les années 40-45, période fertile en drames, compromissions, héroïsme et délation, période sans doute opportune pour les aventures individuelles comme celle de Jean Brumaire et de son ami Odilon Ducharme. Séducteur cynique et confident complice, les deux jeunes hommes partagent les jeux de la chair et de l'argent, traversent la guerre et, séparés quelque temps, se retrouvent indemnes et à nouveau conquérants. Mais on sait le destin de don Juan, qui ne peut impunément déifier la mort. *Don Juan 40* est une belle fresque romanesque aux péripéties et aux personnages attachants (Albin Michel, 418 p., 130 F).

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

LE MAÎTRE DU RÊVE-FANTÔME, de Mudrooroo
Métis aborigène et professeur d'université, Mudrooroo est un des plus célèbres romanciers australiens contemporains. Pénétrer dans son univers – un monde étrange où rêve et réalité se côtoient, où les légendes font partie de la vie, où la magie prend le relais du quotidien – n'est pas si facile pour nos esprits rationalistes. On aurait tort pourtant d'ignorer cet affrontement de deux hommes, à la fin du siècle dernier, dans un combat mystique pour conquérir les âmes d'une tribu, de part et d'autre de civilisations qui ne peuvent pas se rencontrer. Même si, sous l'influence des missionnaires, les femmes portent « des jupes sages » et les hommes des pantalons, le vieux chaman Jangamutuk explore des chemins de résistance qui passent à travers le « rêve-fantôme » (traduit de l'anglais – Australie – par Christian Sériuzier, éd. de l'Aube, 198 p., 120 F).

POUR FAIRE COURT, nouvelles de Stephen Dixon
Un touriste est agacé par l'omniprésence de la femme qui lui sert de guide à Moscou ; ou voit qu'elle meurt et tout empire. Un écrivain voit le prix littéraire qu'il convoitait lui échapper ; la presse, son entourage, modifiant, d'un coup, leur attitude. Un couple se sépare, un père divorcé craint de voir sa fille lui échapper ; le quotidien est griffé d'incertitudes, de brisures... Le ton de Stephen Dixon est lent et pourtant la forme est ramassée. Les situations sont apparemment banales et pourtant tout est chargé de menaces. Avec, parfois, une impression de longueur ou de trop-plein (traduit de l'anglais – États-Unis – par Nicolas Richard, Baland, 190 p., 100 F).

Singulière Linda Lê

De son fauteuil de paralytique, un jeune homme décrit sa mère et toute une série de personnages grimaçants. Une descente aux enfers tonique et mordante

LES DITS D'UN IDIOT
de Linda Lê
Christian Bourgois, 203 p., 100 F.

Qui serions-nous, lecteurs, pour sourire au spectacle de la cruauté ? Pour rire d'un traité de décomposition, d'un précis de morbidité ? Pour applaudir aux efforts frénétiques d'un narrateur handicapé décidé à ne pas laisser une seule molécule d'air à peu près respirable autour de lui, pas un seul bienheureux dans son paradis des algues ? Des monstres, peut-être ? Des sadiques ? Des affamés de poisse ? Ou tout simplement, les admirateurs d'une verve qui emporte la conviction en jumelant l'humour et la méchanceté, le sourire et le malaise. Singulière perversité, talent singulier, Linda Lê réussit à nous embarquer dans un itinéraire voué au fiel et à la détestation, sans jamais cesser de réjouir et, presque, de revigorer. C'est qu'il y a à quelque chose de tonique dans cette promenade haineuse qui balance entre le noir et le violacé, en passant par les subtiles nuances du sang, de la bile et de l'indigestion. Quelque chose de vivifiant, si l'on ose dire, dans ce portrait, par un fils paralytique, de sa mère en « Mandragore » et de toute une série de personnages grimaçants. Au septième ciel des sorcières et des bossus, au royaume des épouvantails pour enfants désoberissants, le narrateur se plaît à parcourir cette galerie de masques hideux. Embusqué dans son fauteuil, il appelle plutôt sa « petite voiture ultramoderne », tapi dans un « taudis » qui fait affront à la fortune de sa mère, il regarde. Il décrit. Et son tour de force, celui de l'auteur, consiste finalement à



Linda Lê, entre malaise et sourire

faire naître un soupçon : qui existe, en dehors de lui, dans cet univers uniquement peuplé d'individus asservissants ou asservis, rongés par le ressentiment ? Le vociférant Ragot, « vieil oiseau » voué à l'insulte et à la querelle ? L'« Homme célèbre », réclamant à cor et à cri « qu'on nous donne des monstres » ? L'indéfinissable Morteisson, petite femme rabougrie gavée de faits divers sanglants ? Ariane, la mère, qui devient « la Mandragore » dans sa version la plus maléfique et la plus morbide, torturée par un amour de soi qui se déguise en élan maternels proches de la persécution ? Celle-là contamine tout ce qui l'approche, retournant en arme de destruction cette faiblesse aptitude à donner la vie

dont elle se prévaut pour exiger l'amour de son fils. Mais que savons-nous vraiment de lui, doué à sa chaise, ricanant, sans pitié, « petite crevette » tourmentée par l'idée que sa mère lui a inoculé le mal dont il souffre ? Ces portraits ne seraient-ils pas issus de sa seule imagination, comme en témoignent la récurrence d'expressions très spécifiques dans des bouches différentes, ou l'omniprésence de certains fantasmes ? La forme du texte, qui se déroule sans aucune ponctuation classique, prête le flanc à ce « soupçon » : pas de vrai dialogue, mais une sorte de monologue excessif, litannique, bâti d'un seul tenant et manifestement jailli d'une seule bouche. Très habile, Linda Lê réussit à éviter les écueils souvent

Raphaëlle Rérolle

La vie est ailleurs

Entre tourment et sérénité, la profession de foi de Marcel Schneider

CE QUE J'AIME
de Marcel Schneider
Grasset, 238 p., 105 F.

Les six volumes « intimes » publiés par Marcel Schneider depuis 1967 nous ont initiés aux passions d'un homme singulier. Ce que j'aime appartient à la même veine autobiographique. Un écrivain de quatre-vingt ans, sage et intrépide, depuis toujours écarté du troupeau, nous présente avec pudeur et ferveur les enjeux et les limites d'un apprentissage individuel de la spiritualité. Dans ce dernier livre, le frémissement du doute trouble pourtant cette quête de la vérité et la rend d'autant plus poignante. « L'homme n'existe que s'il tire sa substance de Dieu », écrit Marcel Schneider. Le lecteur ne doit pas se tromper d'itinéraire. Cette courte phrase est le leitmotiv d'un livre difficile d'accès. L'auteur ne veut pas nous distraire. Le sujet est grave, l'engagement décisif. Il nous faut donc comprendre sinon admettre ce qui est au cœur de ce témoignage. Ce n'est pas le charme de bonne compagnie qui raconte mais un homme qui se penche sur son passé et tient à dire nettement ses convictions, avec une sorte d'insistance inquiète. M'avez-vous bien compris ? Répondez-lui à l'encre et à la courtoisie de suggérer que c'est sans importance – parce qu'il ne se considère pas comme un homme important et que nous sommes voyageurs et entichés d'utopies ridicules –, il tente néanmoins de nous convaincre. Remercions-le de cette angoisse à vouloir être entendu. C'est la meilleure part de son livre. Il nous dit que la vie est précieuse, d'un or qu'il faut sauver. Plus qu'à une profession de foi, c'est à une interrogation capitale qu'il nous convie, tel un « ancien » distant, quelque peu fataliste, mais fraternel néanmoins et secrètement enthousiaste.

Le Dieu de Marcel Schneider est le dieu d'un homme fier qui ne se contente pas d'être un paquet d'instincts et d'émotions livré à la dérive du temps mais se sent aspiré par le grand vertige de la mort, comme Thérèse d'Avila « qui mourait de ne pas mourir et pour qui le désir était sans remède », et qui n'a de recours que l'orgueilleuse certitude que « l'homme [est] placé comme roi de ce monde ». La métaphore de ce Dieu qui donne sens au chaos et indique à l'homme sa part de liberté, c'est Louis XIV dessinant les jardins de Versailles, mise en scène paradisiaque de son règne : « Le jardin à la française est l'entreprise la plus téméraire qui existe afin de dépasser la nature et l'associer à l'éternité. » Comme Proust, Schneider ne parle pas sur l'au-delà mais s'attache à ses représentations terrestres dont la musique et la poésie expriment les voluptés visibles. Ce que j'aime est le livre urgent d'un homme qui n'a jamais cru aux conquêtes matérielles et nous accuse de lèse-humanité : « Mais en tuant Dieu, ils ont aussi tué l'homme qui est devenu ou redevenu un animal, une chose, moins que rien, un reflet dans un miroir, un soupir de chien qui rêve. »

MÉMOIRE BÉANTE

Dernière l'impeccable symétrie de Versailles et les miroirs où se reflète le ciel, les forêts repoussées par Le Nôtre nous menacent : « Me suis-je trompé en méditant toute ma vie sur le Ciel, Novales, Hoffmann, la musique et la poésie ?... Avoir opté pour l'imaginaire vous déshabille pour toujours de ce qui est réalité sociale. » De sa vie privée, Marcel Schneider dit peu. Mais la mémoire reste béante : à dix ans, il perdit en même temps (les deux événements sont relatés dans la même phrase) son ami le plus cher et sa mère. Cela n'explique pas tout et Schneider moins qu'un autre ne se livre à la psychanalyse. Mais il est certain qu'une douleur brutale s'est déplacée et adoucie dans le rêve et le conte, l'amour de la littérature, un goût exceptionnel du fantastique, la musique qui « a partie liée avec ce qui subsiste en nous d'intact, de libre, de précieux : notre âme », des « motifs » subtils qui domptent l'intolérable et disciplinent les ténèbres. Le Moyen Âge est exalté avec sa profusion baroque de mystères, de légendes et de mysticisme craintif.

Marcel Schneider aime tout ce qui grandit l'homme mais aussi tout ce qui en dévot les espaces inconscients et les aspirations déçues. L'art et la religion apaisent les hommes : le Saint Empire fut le désir d'une Europe unie par le latin, le commerce, la chrétienté et la culture. Dire que le talent de l'écrivain nous conduit à entretenir sa conception de la vie et du monde – et ses opinions politiques – serait soumission ou hypocrisie. Comment admettre que « toute la philosophie des Lumières... fait [son] exécution avec ses préceptes inopérants ou corrompus » ? En dépit d'une démonstration implacable, les deux premiers chapitres nous ont heurtés. La force de Marcel Schneider, c'est son sens du sacré, sa culture

H. M.

P O É S I E

Esteban entre sérénité et tourment

Trois sections composent le nouveau recueil de Claude Esteban, *Quelqu'un commence à parler dans une chambre*. Les dix-huit « Sept jours d'hier », déjà publiés sous le même titre aux éditions Fourbis (1), témoignaient d'un retour à la poésie et, semblait-il, d'une sorte d'apaisement, après le deuil qui avait suscité, en 1989, *Élégie de la mort violente*. A la rigueur formelle de ce semainier succèdent, dans l'abandon du rêve et de la rêverie, les proses tourmentées de « Phrases, la nuit ». Tout y est signe de dépression : les « mots (...) – pleins de sable », les souvenirs enfouis dans une maison de campagne où l'on ne va plus, les voyages qui ne se font plus que dans la tête, les amis absents. C'est parfois une méditation sur le fonctionnement de la pensée, sur les relations lointaines « quasi protocolaires » qu'entretenaient avec eux-mêmes les solitaires. Parfois s'exprime un désir d'hibernation, dans une sorte de Labrador neigeux où la nuit serait blanche et douce : « Je voudrais un pays où la nature soit très lente, lente à mourir, lente à renaitre, avec ce grand espace de temps qui permet le sommeil des sens et le réveil de ce que l'on nommait, jadis, l'âme, et qui n'est sans doute que le corps plus profond. » La dernière section du recueil, « Graduel du petit matin », regroupe des poèmes souvent brefs fait place aux choses simples, « toutes petites » : au jour qui s'avance et au soir incertain ; aux objets familiers, la table et la chaise, qui rassurent malgré toutes les vieilles blessures : « On reste là, il fait si bon parfois quand le soir tombe / et qu'on regarde simplement ses mains. »

Monique Petitlon

QUELQU'UN COMMENCE À PARLER DANS UNE CHAMBRE, de Claude Esteban, Flammarion, 160 p., 89 F.

(1) Voir « Le Monde des livres » du 21 janvier 1994.

LITTÉRATURES

Dans la fabrique

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

de « Madam »

Dans la fabrique de Flaubert

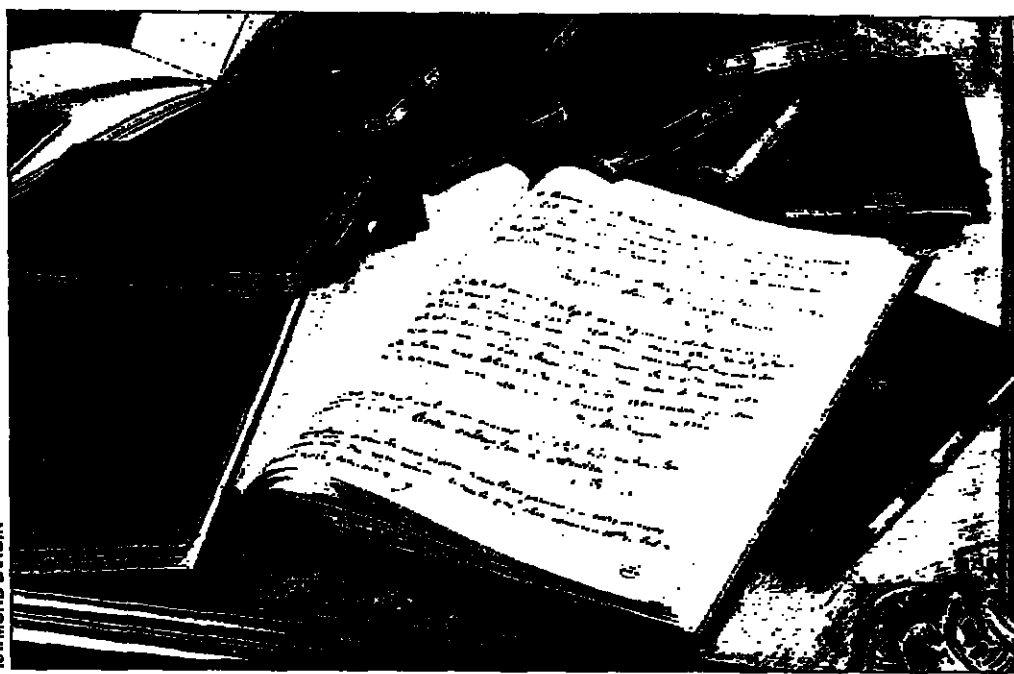
Par quels cheminements l'auteur de « Madame Bovary » a-t-il accouché de son chef-d'œuvre ?
Un captivant parcours visuel et intellectuel au pays de l'avant-texte

PLANS ET SCÉNARIOS DE MADAME BOVARY
d'Yvan Leclerc.
CNRS éd./ Zulma,
coll. « Manuscrits »,
200 p., grand format,
dont 61 de reproductions
photographiques
des manuscrits, 285 F.

À la fin de l'édition de *Madame Bovary* qu'il procura naguère dans la folle collection « La Salamandre » (1), Pierre-Marc de Biasi proposait au lecteur « une plongée (...) dans l'histoire originale de l'œuvre à travers une nouvelle transcription des trois premiers scénarios d'ensemble du récit ». Suivaient plus d'une trentaine de pages de petits caractères, sur deux colonnes, truffées de signes de transcodage... Concession obligée du chercheur à toute édition « savante » ou « scientifique » que le lecteur amateur ne peut que survoler faute d'y trouver un véritable plaisir. D'autant que cette « réalité manuscrite », volontairement privée de toute annotation (« Mieux, sans doute, qu'aucun documentaire, ces documents dans leur dynamisme natif et un peu sauvage permettent de saisir par quel processus Flaubert a donné naissance à son projet de narration... »), s'apparente alors à un espace hiéroglyphique qui laisse au lecteur le mieux disposé. Le propos d'une telle édition n'était pas, il est vrai, d'abord générique : il s'agissait de donner la version du roman achevé la meilleure qui soit et la mieux présentée possible.

GRANDEUR NATURE
Le pari d'Yvan Leclerc et de sa collection « Manuscrits » est, au contraire, d'introduire le lecteur au cœur même de la création, tant visuellement qu'intellectuellement. Donner à voir et à comprendre par quels cheminements Flaubert, partant des trois lignes télégraphiques du « Plan général », en vient, au bout de quatre années de « gueloir » et près de trois mille quatre cents pages de brouillon, à accoucher de « sa » *Bovary*. Soixante et une pages de fac-similés, grandeur nature (ou peu s'en faut), dans la couleur d'état des manuscrits... N'étaient la texture et l'odeur du vélin des originaux, le lecteur se trouve véritablement dans la situation qui fut celle d'Yvan Leclerc : déchiffrer et ordonner des pages plus ou moins remplies, plus ou moins raturées et plus ou moins complexes dans leur organisation même (2).

Il y a là tout un travail de lecteur amateur jubilatoire qui donne l'illusion qu'on pourrait être à la place de l'éditeur. Le regard suit les lignes, tourne au gré des ajouts, fouille sous les ratures. Et l'on prend plaisir à ordonner soi-même les éléments : ainsi le fameux « *Charbovari* » de l'ouverture permet-il d'établir une chronologie sommaire. Dans un « premier scénario original », le « brouillon » est ignoré ; vient un second état qui le mentionne en marge : « Son nom bre-



Au cœur même de la création, les carnets de travail

douillé à la classe. Hurra de la classe rire du professeur - *Charbovari* » ; enfin une troisième mouture, plus développée, l'intègre cette fois-ci à l'embryon narratif - « son nom brouillé à la classe fait rire tout le monde » (*Charbovari*) », tandis que la marge s'empit de précisions horaires, vestimentaires et autres. Mais, très vite, on est remis à sa place : celle d'un amateur. Outre la maîtrise de la graphie - quoi qu'en dise Yvan Leclerc, il faut plus de deux ou trois pages pour « s'habituer à cette petite écriture régulière » - comment

comprendre ces rapports tant de fonctionnalité que de chronologie entre ce que l'on a coutume d'appeler, à la suite de Flaubert, les « scénarios », les « plans » et les « résumés » ? La lecture ici ne suffit plus ; bien au contraire, elle interpelle, questionne, interroge. Ainsi, par exemple, de la page 24, qui associe, dans un désordre savant, le plan partiel de la noce (1.4), des notes disparates sur les lectures d'Emma (première partie, chapitre 6) et le scénario partiel de la demande en mariage (1.3). Outre une parfaite maîtrise du roman, la connaissance de la correspondance de l'époque est ici essentielle qui permet de suivre le cheminement flaubertien : notre bonhomme jette sur le papier des éléments de récit - il s'agit des scénarios et plans, dont on a vu qu'ils se nourrissent progressivement des notes mar-

ginales ; puis vient un moment où il lui faut rassembler les *membra disjecta* : il « résume » alors, comme pour mettre au propre ces brouillons qui se répètent, se contredisent, finissent par tourner en rond ; enfin viennent les « plans », phase de concaténation essentielle pouvant aller d'une structure tracée à grands traits (c'est le cas du « plan général » de la page 7, lui-même peaufiné sur la même feuille avec un début de subdivision en chapitres) à des micro-développements internes d'épisodes (telles les comices [11.8] de la page 44).

Ajoutons que ces pages de travail font également vivre l'homme Flaubert dans sa spontanéité : le travail du style peut bien affleurer ici ou là au détour d'une phrase, ce qu'il jette sur le papier, ce sont des mots qui, pour lui, traduisent des actes (« la balade » avec *Rudolphe*), des situations («... départs de Rouen noyée de foudre, de larmes de [...] cheveux et de champagne »), les sentiments de ses personnages («... excitations de lui qu'elle prenait au col jour de Charles »), son souci de traduire des aspects du caractère (« montrer l'intérieur molasse du cœur de Léon »), etc. On tremble à l'idée que le procureur Pinard ait eu ces pages sous les yeux (3) ! Au terme de l'enquête sur ces Plans et scénarios, comment ne pas reprendre *Madame Bovary* dans sa bibliothèque ? Un nouveau plaisir vient alors se super-

poser à celui de la lecture du chef-d'œuvre : celui de la découverte d'un texte que l'on croyait connaître et que la fréquentation des ébauches nous fait voir d'un oeil nouveau. Car tel est bien le miracle de cette collection « Manuscrits » : introduire à une lecture active, non, comme c'est trop souvent le cas avec les éditions critiques, par le biais d'un savant discours et de notes parfois pesantes, mais par le plaisir d'une création partagée entre l'auteur et le lecteur.

Daniel Couty

(1) *Madame Bovary*, présentation, notes et transcriptions, par Pierre-Marc de Biasi, Imprimerie nationale éd., coll. « La Salamandre », 1994, 640 p., 160 F.

(2) L'ouvrage comporte, outre la transcription diplomatique, un appareil critique très étoffé et utile (classement des divers types de matériaux, tableau des lignes d'amplicité converties par chacun des documents, tableau synoptique par séquences du roman publié, bibliographie génétique de Flaubert, etc.). A signaler : une disquette pour Macintosh (75 F), à commander à CNRS Editions, 20-22 rue Saint-Amand, 75015 Paris) permet de compléter et d'enrichir la lecture de l'ouvrage par une « navigation hypertextuelle » qui offre diverses possibilités de parcours (génétique, linguistique, thématique, etc.).

(3) Voir Yvan Leclerc, *Crimes écrits. La littérature en procès au XIX^e siècle*, Pion, 1991.

« Madame Bovary », c'est nous

BOVARY CHARIVARI
Essai d'éthnocritique
de Jean-Marie Privat.
CNRS éd., 315 p., 160 F.

LA PASSION DE CHARLES BOVARY
de Marc Girard.
Ed. Imago (diff. PUF),
168 p., 120 F.

Jean-Marie Privat affirme : *Madame Bovary*, c'est nous, c'est-à-dire la société française en mutation au siècle dernier, avec ses traditions, ses rituels et ses racines ethniques. C'est nous aussi bien, lecteurs. Cet essai substantiel et passionnant démontre bien, en effet, l'importance d'une culture originale, d'un savoir d'usage à autre chose que l'œuvre elle-même, pour une lecture neuve d'un classique (1). L'ouvrage est ambitieux parce qu'il entend illustrer une école critique nouvelle, l'éthnocritique, fondée en théorie aux croisements de l'ethnologie, de l'histoire, de la sociologie et de la critique textuelle. Nul ne peut dire déjà quelle sera sa fortune, puisqu'une école ne vaut finalement que par ses travaux. Mais ce coup d'essai a l'éclat et le sérieux d'un coup de maître. Rarement - depuis *L'Idiot de la famille*, de Sartre, à vrai dire -, le grand roman de Flaubert n'avait à ce point vu se déployer derrière lui, c'est-à-dire entre les lignes de son texte, dans la charge des mots eux-mêmes, un savoir aussi stimulant.

On n'en prendra ici qu'un exemple. Une phrase de l'épilogue dit froidement, au présent d'éternité, que la fille de Charles et d'Emma a été recueillie par une tante pauvre qui « l'envoie pour gagner sa vie, dans une filature de coton ». Le monde de harcèlement, d'abandon, de solitude, de fatigue, d'abrutissement, de bruit, de charivari perpétuel que Jean-Marie Privat dresse derrière cette simple information sociale et professionnelle est un abîme de tristesse, un abîme réel, où entrent aussi bien le lâche abandon par M. Homais de sa responsabilité traditionnelle de parrain, dont il avait accepté l'honneur à l'église tout en étant mécréant, que les survivances, dans les débuts de l'ère industrielle en Normandie, du charivari moyenâgeux qui transgressait rituellement les lois de l'église, comme l'adultère d'Emma a transgressé la morale sociale et l'a entraînée, elle et les siens, dans le malheur.

Madame Bovary, c'est lui. C'est-à-dire non pas Flaubert, comme le veut une tradition critique qui se fonde sur une phrase probablement apocryphe de l'auteur (« *Madame Bovary, c'est moi* »), mais bien lui, Charles Bovary, par qui Emma Rouault devient M^{me} Bovary et excite les convoitises des hommes non seulement parce qu'elle est belle, ce dont personne ne s'était avisé avant Charles, mais parce qu'elle est mariée. Marc Girard, dans *La Passion de Charles Bovary*, nous somme de choisir entre Emma, qui est bête, emportée par ses

désirs consuméristes, et Charles, habité par un désir de beauté, métaphore dégradée de la passion artistique dans l'économie du roman. Ce qu'il ne voit pas, lançant au détour une attaque sauvage et non argumentée contre le livre de Sartre, décidément « l'immonde » du dan flaubertien, parce qu'étranger à lui, c'est que, comme *L'Idiot de la famille* l'a montré, le monde de *Madame Bovary* est l'enfer sur terre, et qu'en enfer on ne choisit pas.

Michel Conat

(1) Ce n'est pas toujours le cas, hélas, des thèses, comme en témoigne *Le Haut et le Bas, essai sur le grotesque dans « Madame Bovary »* de Gustave Flaubert, de Michèle Breux, qui mobilise beaucoup de science, empruntée à Peirce, pour un résultat léger : le grotesque - et le malaise qu'il provoque dans le roman - aurait valeur de thérapie... (Éditions Rodopi, Amsterdam, 257 p.)

* A signaler également : *Flaubert, les secrets de l'homme-plume*, de Pierre-Marc de Biasi, excellente introduction, vivement écrite et personnelle, à l'œuvre d'un homme « crucifié par le dégoût » (Hachette, coll. « Coup-double », 125 p., 49 F) ; et une étude de Martine Reid sur *Flaubert correspondant*, où les lettres de Flaubert à Maxime Du Camp, M^{me} Le Royer de Chantepie, George Sand, Tourgueniev et Maupassant sont considérées non plus seulement comme une sorte de journal mais comme un échange, une relation, une « correspondance », au sens propre (SEDES, 265 p., 94 F).

René GARRIGUES
LA VIERGE AUX CERISES

457 pages, 21x29,7 cm
Couverture quadrichrome
d'après le merveilleux
tableau du même titre
de Quentin Metsys
(Anvers, 1510).
500 F, chez l'auteur :
81170 MILHARS, France
(envoi en Propost, dédié
et recommandé)

Du même auteur :
- Leçons de philosophie (1981)
- Essai sur Bach et Beethoven (1983)
- Kant, Thom, Heidegger (1984)
- La Richesse (1987)
Chaque ouvrage : 160 F
SIREY et lecture

Mona Ozouf

PRIX FRANCE TÉLÉVISION



Photo: Hubert de la Harpe

Mona Ozouf

LES MOTS DES FEMMES

ESSAI SUR LA SINGULARITÉ FRANÇAISE

Madame du Deffand
Isabelle de Charrière ♦ Madame Roland
Madame de Staël
Madame de Rémusat ♦ George Sand
Hubertine Auelet ♦ Colette
Simone Weil ♦ Simone de Beauvoir
FAYARD

402 p.
150 F

D'où vient que la France soit le seul pays où le commerce entre hommes et femmes soit agréable ? ... Il y a des raisons séculaires à la nature des relations particulières qui demeurent, en France, entre les deux sexes. Et ces raisons, Mona Ozouf les décrit en historienne. C'est brillant comme tout ce bel ouvrage nourri de tendresse pour les femmes, sans être pourtant hostile aux hommes. Singularité française.

Françoise Giroud,
Le Nouvel Observateur

Dix portraits écrits dans un style magnifique... Mona Ozouf atteint le sommet du genre qu'elle a choisi.

Geneviève Brisac, Le Monde

FAYARD

Histoires littéraires

PAR FRANÇOIS BOTT



HÉRAULT DE SÉCHELLES
de Georges Bernier.
suivi de THÉORIE
DE L'AMBITION
Julliard, 210 p., 120 F.

Un épicurien sous la Terreur

C'était l'année de M. de Silhouette. Il était encore le ministre des finances de Louis XV, mais il allait être renvoyé « sur ses terres » en novembre. Il ne fit que passer sur la scène politique. Tant pis... ou tant mieux, car, faute d'entrer dans l'Histoire, il enrichit la langue française avec son patronyme. Hérault de Séchelles, dont Georges Bernier retrace l'existence, naquit cet automne-là. Le 20 octobre 1759, exactement. Son père, un colonel, venait d'être tué par les Anglais, et « le petit Marie-Jean » connut l'étrange condition des « enfants posthumes ». Il appartenait à la génération de Robespierre, de Danton, de Fouché et de Camille Desmoulins. Au collège, il reçut des « leçons de maintien ». Ce n'était pas une mauvaise idée pour l'époque très tourmentée qui allait suivre. Il préféra la robe à l'épée et devint magistrat. C'était à la fois un jeune homme de plaisir et d'étude. Il voulait que, dans sa demeure parisienne, « tout respire la volupté ». Joli programme... Hérault de Séchelles aimait la champagne, les « petites maîtresses » et la vie nocturne. Il lisait Voltaire, Rousseau, Diderot et surtout Buffon. Il prit des leçons d'art oratoire chez une comédienne, M^{lle} Clairon — ce qui serait très utile après le 14 juillet 1793.

Il fréquentait naturellement les salons, et trouva que « la conversation de Diderot ressemblait à une belle lumière qui ne demandait qu'à être approchée de beaucoup d'objets ». Il fit une visite à Buffon durant l'automne 1785, en Bourgogne, pour découvrir que « le style », c'était « l'homme ». Puis il écrivit le récit de cette visite, et c'est peut-être son chef-d'œuvre. On y apprend tout à l'heure du crépuscule, le naturaliste portait « une robe de chambre jaune, parsemée de raies blanches et de fleurs bleues ». Hérault de Séchelles faisait en quelque sorte le tour des vieilles gloires dans le demi-jour du siècle finissant. Il nourrissait de grandes espérances. Il prenait soin d'être à la mode, sinon de la précéder. Il partageait ou reprenait les idées les plus « avancées » de son temps. Il recevait les gens en vogue, les jolies dames et les meilleurs esprits dans son château d'Épône, près de Mantes. Il s'interrogeait, avec son ami Antoine de Lamoignon, sur les divers « moyens de parvenir ». C'est de là que sortit sa *Théorie de l'ambition*, laquelle s'appela d'abord *Codicille politique et pratique d'un jeune habitant d'Épône*. « Il ne s'agit pas d'être modeste, mais d'être le premier », disait Hérault de Séchelles. Tous les Bastignac devraient avoir cet ouvrage dans leur bibliothèque, avec *Le Prince* de Machiavel, *Le Livre du courtisan* de Castiglione, *L'Homme de cour* de Gracian et les *Mémoires* du cardinal de Retz. Hérault de Séchelles recommandait, notamment, de « saisir le faible de son adversaire et d'avoir toujours l'œil dessus ». Ses maximes étaient à l'opposé de celles de La Rochefoucauld. Cependant, le jeune habitant d'Épône rejoignait quelquefois le moraliste : lorsqu'il affirmait, par exemple, que « la société guérit de l'orgueil, et la solitude de la vanité ». Hérault de Séchelles se promenait souvent au Palais-Royal, endroit de débauche amoureuse et politique. Les dames de petite vertu et les jolies femmes les plus révérentes, les idées subversives et les mœurs légères s'y rencontraient à la veille de la Révolution. Des « réformateurs » de toutes sortes s'y rendaient pour souper au club de Valois. Hérault de Séchelles y retrouvait peut-être Condorcet, Sieyès, Choderlos de Laclos, Chamfort et Talleyrand. Imaginez la conversation...

Que faisait-il le 14 juillet 1793 ? Ses fonctions d'« avocat général du roi » ne l'empêchèrent pas de participer à la prise de la Bastille. Hérault de Séchelles ne manquait pas les rendez-vous de l'Histoire, même si cela contrariait ou désolait sa famille. Élu à l'Assemblée législative, en septembre 1791, il continua de mener une vie très mondaine. Entre les séances, il allait dans les salons de M^{lle} de Staël et de M^{lle} Roland. Celle-ci n'avait pas une très bonne opinion de lui. « Tous ces beaux garçons, dirait-elle dans ses *Mémoires*, ont l'air de trop s'aimer eux-mêmes pour ne pas se préférer à la chose publique ». Le 10 juillet 1792, à l'Assemblée, Hérault de Séchelles prit les accents de Démosthène pour annoncer que « la patrie » était « en danger ». C'étaient les leçons de M^{lle} Clairon...

Il eut des maîtresses pendant cette époque agitée. Il savait très bien conjuguer l'amour et la Révolution. Cet ancien protégé de Marie-Antoinette n'avait pas de mal à séduire les dames. Elles regrettaient son inconstance et vantaient sa délicatesse. En 1793, il présida la Convention et fit partie du Comité de salut public. Mais la vie désormais serait brève, car la Terreur se renforçait. M^{lle} Roland passa sous la guillotine, le 8 novembre. Hérault de Séchelles avait écrit qu'il fallait « démanteler toute cette emprise » pour « sauver » la nation. Quel euphémisme, cet emploi du verbe « démanteler » ! Mais l'époque ne tolérait ni la modération ni la dérive des sentiments. Autre euphémisme... Sous la Terreur, Hérault de Séchelles ne changea pas son genre d'existence, poursuivant ses « dîners galants » et passant des bras d'Adèle à ceux de Suzanne. Cela le perdait sans doute. Il permit à ses adversaires de « saisir (son) faible » et « d'avoir l'œil dessus ».

Lorsqu'il fut accusé d'avoir « conspiré avec l'ennemi », cet homme de plaisir « se hâta de vivre » une dernière fois. Il mourut, à son tour, sous la guillotine, le 5 avril 1794, en même temps que Danton, Camille Desmoulins et Fabre d'Églantine. Adèle était à une fenêtre, pour faire ses adieux à son amant. D'après un témoin, « le calme d'Hérault de Séchelles était celui de l'indifférence ». Le jeune habitant d'Épône avait retenu ses « leçons de maintien ».

D'autres mondes

PAR NICOLE ZAND

LES MILLIONS D'ARLEQUIN
de Bohumil Hrabal.
Traduit du tchèque
par Milena Braud
et Marie-Elisabeth Ducreux,
Robert Laffont, 244 p., 129 F.

A l'occasion de la publication en France des *Millions d'Arlequin*, dernier volet de sa trilogie autobiographique, un inédit en français publié à Prague en 1981, Bohumil Hrabal est venu la semaine dernière à Paris pour trois jours. Plus désireux de rencontrer son vieil ami Jiri Kolar, de voir les rives de la Seine, de visiter Senlis ou Chantilly, que de parler de son œuvre. Savourant finalement ce que la vie peut encore lui offrir — une bière, un poème, un tableau de Manet ou de Pollock —, tout en souffrant des méfaits de l'âge (« J'ai l'impression d'être un défunt », répète-t-il), mais l'œil étonnamment bleu toujours attentif aux nouvelles du monde, quoi qu'il en dise. « Je mets ma mort à plus tard », a-t-il promis avant de reprendre son avion pour Prague.

La vieillesse, c'est ce qui reste d'une vie quand on n'a pas oublié. Malgré leur titre de chanson pour noces et banquets, ces *Millions d'Arlequin*, évocation d'un temps désespérément perdu, est l'occasion d'une réunion de fantômes dans l'imposant château des comtes Spork transformé en maison de retraite où agonise l'oncle Pepi et où la mère de l'écrivain vient finir sa vie avec son mari Francis. C'est elle, la belle Maria, qui, arrivée à la dernière station de son existence, sera, avec l'aide des « témoins de l'ancien temps », trois vieillards qui sont la mémoire de la ville — la narratrice de cette ultime reconstruction du passé, dans cette demeure décrépie où l'horloge marque à jamais sept heures vingt-cinq (personne ne sait plus pourquoi la réparer...), étrangement baignée par une musique venant de partout et de nulle part, parce que le médecin-chef a

prescrit de diffuser en permanence, avec d'innombrables haut-parleurs, la mélodie des *Millions d'Arlequin*. « Je veux non pas rêver mais me projeter encore et encore dans la tête le film entier des événements passés », dit Maria, qui, un jour, il y a longtemps, avait osé sacrifier sa chevelure pour être coiffée comme Joséphine Baker. Et qui, désormais, a décidé de « souligner les misères qu'apporte la vieillesse », de ne pas porter de dentier ni de se teindre les cheveux : « J'étais donc redevenue moi-même, une femme orgueilleuse qui, même vieille, se distingue des autres, exactement comme autrefois quand, roulant à bicyclette, mes jambes éblouissaient toute la ville autant que les aiguilles dorées du cadran de la basilique. » La « petite ville », elle avait parfois rêvé de la quitter, et elle se souvient avec émotion de la brève aventure de la parfumerie qu'elle avait voulu ouvrir à Prague : elle avait emprunté et investi toutes les économies du couple pour vendre « tout ce qui peut embellir une femme », des produits qui promettaient le secret de la jeunesse et de l'éternelle beauté. On croirait que Hrabal, le buveur de bière palabreur, le pilier de la Brasserie du Tigre d'or, s'est littéralement enivré à décrire merveilleusement les produits aux parfums délicats — lotions, essences, élixirs, poudres, onguents, savons aux épices du Pérou ou à la glycérine, sels de bain, perles de Vénus ou gélées Kaloderma — que la coquette Maryska propose à de rares clients, avant de découvrir... qu'elle vendait « une marchandise obsolète, passée de mode depuis au moins dix ans ».

De l'opiole, à travers un rideau, elle regarde longuement la brasserie qui se dresse de l'autre côté du fleuve. « Là-bas, j'ai vécu heureuse, mais qu'importe au juste que, le bonheur, qu'a donc été le

Histoire

PAR JEAN-PIERRE RIOUX

LA MAISON DES FRANÇAIS
de Lucien Maillard
et Christian Louis-Victor.
CLV Développement
(198 A, avenue d'Esyines,
33200 Bordeaux-Mérignac),
329 p., 300 F.

L'INVENTION
DE L'HABITATION MODERNE
Paris 1880-1914
de Monique Eleb
et Anne Debarre.
Hazan et Archives d'architecture
moderne, 534 p., 240 F.

Dans une bluette qui fut longtemps dictée aux enfants des écoles, Rousseau disait : « Si j'étais riche, sur le penchant de ma colline bien ombragée, j'aurais une petite maison rustique, une maison blanche avec des contreforts verts. » Ainsi l'histoire individuelle et bucolique de l'habitat est entrée dans nos mœurs. Et depuis plus de deux siècles que les enquêtes sociales et les sondages existent, quatre Français sur cinq font savoir invariablement qu'ils préfèrent, ô combien, le « Ça m'a suffi » au collectif en matière d'habitation. L'histoire d'un acharnement si ému pour rechercher le petit bonheur méritait bien d'être écrite : en voici deux chapitres bien venus.

Lucien Maillard, journaliste, et Christian Louis-Victor, président de l'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles, ont résolu de rendre justice aux vrais utopistes amoureux du peuple et aux bricoleurs du dimanche en maillot de corps. Ils ont conçu un joli livre entre deux vins, bourré de photos et de citations, où tout est rangé en suivant des thèmes comme dans le cabanon au fond du jardin. Et de ce sympathique bric-à-brac naît une réflexion assez gironde qui mêle une sociologie comme l'âme Pierre Sansot et une histoire passionnée que Theodore Zeldin aurait pu signer.

Tout aurait commencé, croit-on, il y a environ quinze mille ans, quand le sagesse ex-nomade jugea plus sûr et plus plaisant de se mettre définitivement en ménage,

Bohumil Hrabal et les siens

« Je veux non pas rêver mais me projeter encore et encore dans la tête le film entier des événements passés », dit Maria, qui, un jour, il y a longtemps, avait osé sacrifier sa chevelure pour être coiffée comme Joséphine Baker. Et qui, désormais, a décidé de « souligner les misères qu'apporte la vieillesse », de ne pas porter de dentier ni de se teindre les cheveux : « J'étais donc redevenue moi-même, une femme orgueilleuse qui, même vieille, se distingue des autres, exactement comme autrefois quand, roulant à bicyclette, mes jambes éblouissaient toute la ville autant que les aiguilles dorées du cadran de la basilique. » La « petite ville », elle avait parfois rêvé de la quitter, et elle se souvient avec émotion de la brève aventure de la parfumerie qu'elle avait voulu ouvrir à Prague : elle avait emprunté et investi toutes les économies du couple pour vendre « tout ce qui peut embellir une femme », des produits qui promettaient le secret de la jeunesse et de l'éternelle beauté. On croirait que Hrabal, le buveur de bière palabreur, le pilier de la Brasserie du Tigre d'or, s'est littéralement enivré à décrire merveilleusement les produits aux parfums délicats — lotions, essences, élixirs, poudres, onguents, savons aux épices du Pérou ou à la glycérine, sels de bain, perles de Vénus ou gélées Kaloderma — que la coquette Maryska propose à de rares clients, avant de découvrir... qu'elle vendait « une marchandise obsolète, passée de mode depuis au moins dix ans ».

De l'opiole, à travers un rideau, elle regarde longuement la brasserie qui se dresse de l'autre côté du fleuve. « Là-bas, j'ai vécu heureuse, mais qu'importe au juste que, le bonheur, qu'a donc été le

« Je procède comme les monteurs de cinéma, c'est le moment le plus beau : je découpe ce que j'ai écrit. » Extraordinaire besoin de dynamiser la convention par le défilé verbal, par le cocasse, par la sauvagerie des mots (d'où son admiration pour Céline), par une écriture de mosaïque et de fragments placés sous l'influence du surréalisme et de son étoile pragoise : Jaroslav Hasek, Jakub Deml, Ladislav Klíma, Richard Weiner, Franz Kafka... « Écrire, pour moi, c'est une façon de me défendre du suicide, explique-t-il. C'est fuir. D'une ligne à l'autre. Cela se voit très bien sur la machine à écrire. Je ne sais jamais ce que j'ai écrit. Je suis sans cesse à pourchasser l'idée qui est devant moi. Je veux la rattraper, mais elle court toujours plus vite que moi. »

Qui rattrapera Hrabal ?

Bohumil Hrabal, un film de Patrick Catala, sera présenté dans la série « Un siècle d'écrivains » de Bernard Rapp, le mercredi 21 juin à 22 h 50 sur France 3.

Le grillon du foyer

1914, des immenses commodes et raisonnables qui auraient pu servir de modèle pour inventer un art de vivre du XIX^e siècle, quand il fallut reconstruire et innover après les guerres, en 1918 et 1945. On sait que, hélas ! cette Belle Époque fut délaissée et ridiculisée : l'architecture, entée des épures de la Corbusier-Savoye et hantée par la surface lisse, sollicita médiocrement par les aménagements et les bêtises, ligotée par la faiblesse des surfaces à bâtir, prit alors le parti de l'usine à fabriquer contre celui de l'artisanat des maisons individuelles. Jusqu'aux résultats que l'on sait, du côté de nos « grands ensembles » si mal nommés.

Il est vrai que le XIX^e siècle avait engendré un monstre qu'on aurait peut-être pu ne pas rendre trop déplaçant : la banlieue, cet entre-deux de ville et de campagne, où les modestes ont acquis leur droit de cité au prix d'un intense bricolage social qui sera tenu pour rationnel par les raisonnements. Maillard et Louis-Victor disent vertement toute la force sociale et culturelle des solutions modestes qu'on lui offrit pourtant, sur l'air vertueux d'« une maison pour chaque foyer » puisé chez Le Play : le grand berceau familial du « pavillon » de menuiserie, l'habitat social et le jardin ouvrier d'un Jules Siegfried ou d'un abbé Lemire, la « cité-jardin » des édiles progressistes comme Sellier à Suresnes, le « chez soi » de la loi Loucheur ou la bicoque des lotisseurs avisés du côté de Clichy et de Levallois-Perret. Elles ont heureusement perduré, chez les Castors d'après 1945, ou même avec la maison Phénix de Guy Toussaint aujourd'hui.

Mais elles n'ont pas pu s'imposer quand les visionnaires à la Corbusier prirent à considérer la banlieue comme un déchet et que leur urbanisme géométrique, faisant l'objet d'un consensus mou chez les décideurs en panne d'inspiration, sut y incruster ses vermes, d'HLM en « barres ». Depuis lors, le drame était noué. Et bienheureux celui qui aujourd'hui, comme Rousseau à l'abri de ses contrevents verts, peut avoir le plaisir de se dire en courant sa banlieue : « Je suis encore un homme. »

« Je procède comme les monteurs de cinéma, c'est le moment le plus beau : je découpe ce que j'ai écrit. » Extraordinaire besoin de dynamiser la convention par le défilé verbal, par le cocasse, par la sauvagerie des mots (d'où son admiration pour Céline), par une écriture de mosaïque et de fragments placés sous l'influence du surréalisme et de son étoile pragoise : Jaroslav Hasek, Jakub Deml, Ladislav Klíma, Richard Weiner, Franz Kafka... « Écrire, pour moi, c'est une façon de me défendre du suicide, explique-t-il. C'est fuir. D'une ligne à l'autre. Cela se voit très bien sur la machine à écrire. Je ne sais jamais ce que j'ai écrit. Je suis sans cesse à pourchasser l'idée qui est devant moi. Je veux la rattraper, mais elle court toujours plus vite que moi. »

Qui rattrapera Hrabal ?

Bohumil Hrabal, un film de Patrick Catala, sera présenté dans la série « Un siècle d'écrivains » de Bernard Rapp, le mercredi 21 juin à 22 h 50 sur France 3.

Bohumil Hrabal, un film de Patrick Catala, sera présenté dans la série « Un siècle d'écrivains » de Bernard Rapp, le mercredi 21 juin à 22 h 50 sur France 3.

Bohumil Hrabal, un film de Patrick Catala, sera présenté dans la série « Un siècle d'écrivains » de Bernard Rapp, le mercredi 21 juin à 22 h 50 sur France 3.

Le grillon du foyer

1914, des immenses commodes et raisonnables qui auraient pu servir de modèle pour inventer un art de vivre du XIX^e siècle, quand il fallut reconstruire et innover après les guerres, en 1918 et 1945. On sait que, hélas ! cette Belle Époque fut délaissée et ridiculisée : l'architecture, entée des épures de la Corbusier-Savoye et hantée par la surface lisse, sollicita médiocrement par les aménagements et les bêtises, ligotée par la faiblesse des surfaces à bâtir, prit alors le parti de l'usine à fabriquer contre celui de l'artisanat des maisons individuelles. Jusqu'aux résultats que l'on sait, du côté de nos « grands ensembles » si mal nommés.

Il est vrai que le XIX^e siècle avait engendré un monstre qu'on aurait peut-être pu ne pas rendre trop déplaçant : la banlieue, cet entre-deux de ville et de campagne, où les modestes ont acquis leur droit de cité au prix d'un intense bricolage social qui sera tenu pour rationnel par les raisonnements. Maillard et Louis-Victor disent vertement toute la force sociale et culturelle des solutions modestes qu'on lui offrit pourtant, sur l'air vertueux d'« une maison pour chaque foyer » puisé chez Le Play : le grand berceau familial du « pavillon » de menuiserie, l'habitat social et le jardin ouvrier d'un Jules Siegfried ou d'un abbé Lemire, la « cité-jardin » des édiles progressistes comme Sellier à Suresnes, le « chez soi » de la loi Loucheur ou la bicoque des lotisseurs avisés du côté de Clichy et de Levallois-Perret. Elles ont heureusement perduré, chez les Castors d'après 1945, ou même avec la maison Phénix de Guy Toussaint aujourd'hui.

Mais elles n'ont pas pu s'imposer quand les visionnaires à la Corbusier prirent à considérer la banlieue comme un déchet et que leur urbanisme géométrique, faisant l'objet d'un consensus mou chez les décideurs en panne d'inspiration, sut y incruster ses vermes, d'HLM en « barres ». Depuis lors, le drame était noué. Et bienheureux celui qui aujourd'hui, comme Rousseau à l'abri de ses contrevents verts, peut avoir le plaisir de se dire en courant sa banlieue : « Je suis encore un homme. »

CHRONIQUES

LE FEUILLETON DE PIERRE



« Je procède comme les monteurs de cinéma, c'est le moment le plus beau : je découpe ce que j'ai écrit. » Extraordinaire besoin de dynamiser la convention par le défilé verbal, par le cocasse, par la sauvagerie des mots (d'où son admiration pour Céline), par une écriture de mosaïque et de fragments placés sous l'influence du surréalisme et de son étoile pragoise : Jaroslav Hasek, Jakub Deml, Ladislav Klíma, Richard Weiner, Franz Kafka... « Écrire, pour moi, c'est une façon de me défendre du suicide, explique-t-il. C'est fuir. D'une ligne à l'autre. Cela se voit très bien sur la machine à écrire. Je ne sais jamais ce que j'ai écrit. Je suis sans cesse à pourchasser l'idée qui est devant moi. Je veux la rattraper, mais elle court toujours plus vite que moi. »

Qui rattrapera Hrabal ?

Bohumil Hrabal, un film de Patrick Catala, sera présenté dans la série « Un siècle d'écrivains » de Bernard Rapp, le mercredi 21 juin à 22 h 50 sur France 3.

Bohumil Hrabal, un film de Patrick Catala, sera présenté dans la série « Un siècle d'écrivains » de Bernard Rapp, le mercredi 21 juin à 22 h 50 sur France 3.

Le grillon du foyer

1914, des immenses commodes et raisonnables qui auraient pu servir de modèle pour inventer un art de vivre du XIX^e siècle, quand il fallut reconstruire et innover après les guerres, en 1918 et 1945. On sait que, hélas ! cette Belle Époque fut délaissée et ridiculisée : l'architecture, entée des épures de la Corbusier-Savoye et hantée par la surface lisse, sollicita médiocrement par les aménagements et les bêtises, ligotée par la faiblesse des surfaces à bâtir, prit alors le parti de l'usine à fabriquer contre celui de l'artisanat des maisons individuelles. Jusqu'aux résultats que l'on sait, du côté de nos « grands ensembles » si mal nommés.

Il est vrai que le XIX^e siècle avait engendré un monstre qu'on aurait peut-être pu ne pas rendre trop déplaçant : la banlieue, cet entre-deux de ville et de campagne, où les modestes ont acquis leur droit de cité au prix d'un intense bricolage social qui sera tenu pour rationnel par les raisonnements. Maillard et Louis-Victor disent vertement toute la force sociale et culturelle des solutions modestes qu'on lui offrit pourtant, sur l'air vertueux d'« une maison pour chaque foyer » puisé chez Le Play : le grand berceau familial du « pavillon » de menuiserie, l'habitat social et le jardin ouvrier d'un Jules Siegfried ou d'un abbé Lemire, la « cité-jardin » des édiles progressistes comme Sellier à Suresnes, le « chez soi » de la loi Loucheur ou la bicoque des lotisseurs avisés du côté de Clichy et de Levallois-Perret. Elles ont heureusement perduré, chez les Castors d'après 1945, ou même avec la maison Phénix de Guy Toussaint aujourd'hui.

Mais elles n'ont pas pu s'imposer quand les visionnaires à la Corbusier prirent à considérer la banlieue comme un déchet et que leur urbanisme géométrique, faisant l'objet d'un consensus mou chez les décideurs en panne d'inspiration, sut y incruster ses vermes, d'HLM en « barres ». Depuis lors, le drame était noué. Et bienheureux celui qui aujourd'hui, comme Rousseau à l'abri de ses contrevents verts, peut avoir le plaisir de se dire en courant sa banlieue : « Je suis encore un homme. »

قوله من لا يصط

LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE



TUDOR BANUS

LE CHAUD ET LE FROID

d'Ernest Hemingway.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Pierre Cachera et Pierre Cuglielmina.
Préface de Philippe Sollers.
Gallimard, 200 p., 110 F.

LA POLÉMIQUE DES POULPES ET AUTRES HISTOIRES

(Raccontis surréalistes et satiriques)
d'Alberto Moravia.
Traduit de l'italien par René de Ceccatty.
Flammarion, 370 p., 150 F.

Ernest Hemingway s'est tué en se tirant une décharge de sa carabine à répétition Richardson à incrustations d'argent, il y aura bientôt vingt-quatre ans. Alberto Moravia est mort paisiblement en 1990. Ni *Le Chaud et le froid* pourtant, ni *La Polémique des poulpes* n'appartiennent à la catégorie douteuse des œuvres posthumes, ces livres reniés, ces tentatives avortées, ces ébauches abandonnées qu'héritiers, légataires et agents littéraires s'acharnent à sortir de l'ombre où leur auteur les avait sciemment relégués.

Certes *Le Chaud et le froid* n'est pas un livre. C'est un bouquet de hasard et de rencontre. Il se compose d'un poème, de sept nouvelles écrites à différentes périodes de la vie d'Hemingway et du post-scriptum au film *La Terre espagnole* tourné en 1937 par Joris Ivens et son photographe John Ferno et dont Hemingway avait écrit le commentaire (1). Aucune unité donc, ni de temps ni d'intention. Dans cet immense roman autobiographique qu'est l'œuvre d'Hemingway, du cycle de nouvelles sur l'éducation de Nick Adams au *Vieil Homme et la mer*, les textes réunis ici jouent le rôle de chapitres qui nous manquaient encore. Ils ne changent pas vraiment la figure que le romancier s'est construite, jusqu'à en faire une légende, mais ils en précisent les traits. Ils montrent, par exemple, tout ce que l'écrivain qui jouait volontiers les rustres - doit à la tradition européenne du roman de chevalerie.

Trois vers du poème - pas excellent - « Intelligence critique » - donnent l'alerte : « La littérature du futur je peux te l'annoncer en passant sera écrite / par d'affables jeunes gentilshommes dont à cet instant absolument rien / n'est connu. » Que viennent faire ces gentilshommes dans une prophétie sur la littérature et chez un auteur si résolument contemporain ? Quelques pages plus loin, dans une nouvelle intitulée « Le Garçon », Hemingway raconte la rencontre dans un train de Jim, un adolescent qui fuit l'Amérique avec son père, et de George, le steward noir du wagon. George, qui a beaucoup bu la veille avec le père de Jim, initie le garçon au maniement du rasoir. Comme toujours dans l'Hemingway de bon cru, le dialogue est anodin et essentiel. Et George le steward à moitié ivre dit ceci qu'on n'attendait pas : « Ton père est une sorte de noble gentilhomme chrétien. »

Dans la longue nouvelle, presque un roman qui s'intitule « L'Etrange Contrée », nous rencontrons encore deux errants, un homme d'âge mûr et une très jeune femme qui vont essayer de se faire une vie nouvelle, ailleurs. Dans la voiture qui les emmène, ils parlent, et ils boivent pour mieux pouvoir se parler. Du whisky qui les aide à dissiper leur malaise, l'homme dit : « C'est notre bon copain. Le vieux tueur de géants. » Et il donne à sa jeune compagne la recette du philtre : « Pas pour le massacre des géants. Simplement pour le goût qu'il peut avoir. Mais tu dois avoir de la glace faite avec de l'eau de source et un gobelet refroidi dans la source et tu regardes la source et il y a ces petites volutes de sable qui remontent du fond, là où ça fait des bulles. » Mais nous savons aussi que l'entreprise de ces deux-là est vouée à l'échec. L'homme est certes ensorcelé par la beauté de la fille, par le bonheur amoureux qu'elle lui offre, mais il ne pourra jamais l'initier à l'essentiel. Elle n'appartient jamais à la chevalerie, cette affaire d'hommes. C'est avec des hommes qu'il aimerait être, avec ses fils. Il le lui dit brutalement : « J'aimerais que les garçons soient ici pour repérer des choses et me montrer des choses et m'en parler. - Je vais repérer des choses. - Ne te donne pas cette peine. Marche simplement un peu devant et laisse-moi regarder ton dos et tes fesses. » On devine que bientôt, faute de fils, il s'arrachera à elle, tel Lancelot à Guenièvre, pour reprendre enfin le chemin de l'idéal, celui de la guerre, de la nouvelle croisade, de l'Espagne où il pourra de nouveau prouver et éprouver sa valeur.

Plutôt que des rapports de père à fils, obligatoirement complexes et ambivaux, Hemingway décrit des rapports de chevalier à écuyer. Il s'agit de transférer, par des leçons et des

épreuves dont la rudesse est gage de vérité, des savoirs et des techniques qui sont tout à la fois instrumentaux et moraux. Savoir chasser, pêcher, boire, se battre, mais aussi savoir écrire. Dans une des nouvelles du recueil, très belle, intitulée « J'imagine que tout doit te rappeler quelque chose », le père rêve de pouvoir entraîner son fils à l'écriture, comme il en a fait un champion du tir au pigeon. Hemingway a toujours aimé comparer l'écriture avec des sports virils, avec la boxe, avec le base-ball, avec la corrida ou avec la guerre. Certes, il lui est arrivé d'affirmer qu'« écrire, c'est jouer de la lyre pendant que Rome brûle », mais le plus souvent il préfère se voir comme un pugiliste au milieu d'un ring ou comme un champion dans la lice d'un tournoi. Dans une lettre à son éditeur Charles Scribner, il écrivait ainsi son entraînement : « J'ai débuté en essayant de battre des écrivains morts dont je savais combien ils étaient bons. J'ai commencé par M. Tourgueniev et ça n'a pas été trop dur. Suis passé à M. Moupassant (refuse de lui concéder la particule) et ça a pris quatre de mes meilleures histoires pour le battre (...). Quant à M. Henry James, je me contenterais

consonance des noms, on ne trouvera rien dans cette cinquantaine de récits « surréalistes et satiriques » publiés par Moravia en 1956 qui ne soit adaptable à n'importe quel lieu et n'importe quel temps. C'est de l'homme qu'il s'agit, d'un homme qui n'a guère changé depuis les commencements de l'humanité et qui, vraisemblablement, ne changera plus jusqu'à sa disparition.

Moravia se fait donc l'entomologiste de cette vieille espèce vivante et qui s'ennuie. Les héros d'Hemingway affrontent un destin tragique ; ils apprennent à vivre pour bien mourir. Les personnages de Moravia sont déjà usés, épuisés, moralement vidés et vaincus avant d'entamer le combat. Pour donner un peu de sel à cette soupe froide et fade qu'est l'existence, ils s'inventent des passions, se fixent des buts impossibles à atteindre et s'ingénient ainsi à rendre leur petite vie invivable, à eux-mêmes et aux autres. *La Polémique des poulpes* est une manière d'inventaire de ces folies diverses qui épient le broiet de l'ennui d'exister. On y trouve donc, comme chez La Bruyère, des « caractères », autrement dit des divertissements poussés jusqu'à la manie et la caricature : le rêveur, le glouton, le vaniteux, le curieux, l'insatisfait, le dissimulé, le vindicatif. Des textes que les talents de conteur de Moravia, ce mélange de réalisme à ras de terre et d'animosité ironique, rendent souvent amusants mais qui ne sont guère plus que des vignettes.

Plus excitantes sont les nouvelles où Moravia fait un petit détour par le non-réalisme pour mieux montrer l'absurdité et le conventionnel de nos jugements. Ainsi « L'épidémie », l'un de ses contes philosophiques les plus réussis. Il raconte le développement d'une maladie dont les victimes sont en parfaite santé sinon qu'elles puent de manière épouvantable. Jusqu'à ce que l'épidémie gagne un si grand nombre de personnes que celles-ci se persuadent que cette puanteur de viande pourrie est, en fait, le plus suave et le plus raffiné des parfums et que ceux qui en sont privés sont écartés d'un des plus exquis délices de la condition humaine. Là, Moravia est au meilleur de son art, dans le raffinement intellectuel, l'amoralité subtile, l'analyse psychologique au microscope, l'agilité dialectique. Un vieux art de vieil Européen civilisé, un peu fluet, un peu chinois, abstrait et tarabiscoté. Mais qui n'apparaît pas cérébral, pâlot et maladif au sortir de deux cents pages d'Hemingway ?

(1) Les nouvelles réunies dans ce volume ne sont pas tout à fait inédites, comme l'ont cru leurs éditeurs. En juin 1994, à l'occasion d'une réimpression du premier volume des Œuvres romanesques d'Hemingway dans la « Bibliothèque de la Pléiade », ces nouvelles, dans une autre traduction, y avaient été insérées sans fanfare. Si discrètement même que les autres départements de la maison Gallimard n'en avaient pas été avertis. D'où ce « double », somme toute heureuse puisqu'il dispense les amateurs d'Hemingway de troquer leur vieille « Pléiade » pour la nouvelle.

Le preux et le vieux

d'une seule pichenette la première fois qu'il me toucherait et puis de le frapper là où il n'avait pas de couilles et de demander à l'arbitre d'arrêter le combat. » Malgré ces vantardises (où il entre une bonne dose d'auto-ironie), Hemingway ne se gargarisait pas avec sa qualité d'écrivain. C'était un métier qu'il avait appris et qu'il pratiquait durement, pas une grâce du ciel ou un devoir métaphysique. Quand il avait beaucoup travaillé, il jugeait que ses histoires étaient « bonnes », « presque bonnes » ou « mauvaises » selon qu'il était ou non parvenu à passer du froid au chaud, du souvenir au présent. La plupart des nouvelles réunies ici sont à classer dans la catégorie : « bonnes ». Dignes d'un championnat du monde.

S'il avait eu envie de se battre, Alberto Moravia aurait boxé chez les poids plume. Le punch n'est pas son affaire, ni l'idéalisme des romans de chevalerie. Ses racines littéraires remontent plus en arrière encore, du côté des romans grecs et des contes latins. Les récits qui ouvrent *La Polémique des poulpes* mettent d'ailleurs en scène Empédocle, Crassus, Tibère, Erostrate, Lucrèce et Mahomet sans que leur ton et leur propos soient sensiblement différents des récits, plus nombreux, situés dans l'Italie contemporaine. Mais s'agit-il vraiment de l'Italie ? Mis à part la

Version originale

Le multiculturalisme en procès

Richard Bernstein n'est nullement un nostalgique de la suprématie « blanche »,
Il n'en dénonce pas moins avec vigueur la « dictature de la vertu » en vogue sur les campus américains

L'idéologie multiculturaliste, aux Etats-Unis, celle-là même qui prétendait redonner voix et droits aux minorités noyées dans le courant dominant (*Mainstream*), est en train de se métamorphoser en discours de pouvoir, voire d'oppression, menaçant pour la démocratie. Telle est la thèse d'un livre paru outre-Atlantique, au titre significatif : *Dictatorship of Virtue* (1). L'auteur, qui soutient que le multiculturalisme est devenu l'idéologie officielle et exclusive de son pays, se veut homme de gauche, nullement nostalgique de la suprématie « blanche ». Il se reconnaît parfaitement dans la lignée du mouvement des « droits civiques » et dans l'idéal professé, jadis, par Martin Luther King.

Si Richard Bernstein n'hésite pas cependant à comparer le climat régnant actuellement aux Etats-Unis à celui de la dictature robespierriste, c'est qu'il connaît bien la France et son histoire. Journaliste au *New York Times*, après une longue carrière en Asie, Bernstein a été le correspondant à Paris du célèbre quotidien new-yorkais. Ceux qui, d'après lui, portent la responsabilité des excès de la *political correctness* ne sont pas, comme on le répète à l'envi, les philosophes déconstructionnistes de Yale ni leurs inspirateurs français, mais une bureaucratie de plus en plus envahissante de psychologues, de travailleurs sociaux, de spécialistes de la diversité ethnique, héritiers déviants des contestations des années 60. Sous couvert de traquer le racisme ou le sexisme, ceux-ci ont aujourd'hui institutionnalisé leur emprise sur les élites intellectuelles, administratives, journalistiques et - ce qu'on dit moins - professionnelles. On ne s'étonnera pas de retrouver, dans l'ouvrage, la longue liste des incidents qui émaillent la vie des prestigieux collèges ou des institutions appartenant à la vénérable Ivy League Association, laquelle regroupe les huit grandes universités

privées du Nord-Est américain. Mais ce ne sont pas les seules élites qui, désormais, sont concernées par cette « bataille pour le futur de l'Amérique ». Bernstein a cherché à mesurer l'impact - et les méfaits - de la « nouvelle conscience » multiculturelle là où se joue aussi l'avenir : dans les écoles publiques. Dans cet établissement de Queens, un quartier populaire de New York, où les programmes de sensibilisation culturelle et minoritaire, imposés par la mairie, se sont spectaculairement heurtés à la résistance des populations concernées, composées d'hispaniques, d'indiens ou de Pakistanaïes (les parents, partis sans d'une tradition familiale assez stricte, se montraient particulièrement rétifs aux projets d'ouverture à la différence sexuelle dans le primaire).

FORTERESSE VIDE

Car tel est le pivot de cette critique « de gauche » (*liberal*) du multiculturalisme. Pour Bernstein, les idéologues d'aujourd'hui, nouveaux gardes rouges de l'utopie « new age », règnent sur une forteresse vide, tant ceux qu'ils disent défendre correspondent fort peu aux canons ethniques forgés par leurs thuriféraires. De ce point de vue, les balourdises du nouveau système multiculturel sont parfois déconcertantes. C'est ainsi, dit Bernstein, qu'on propose aux nouveaux venus en provenance d'Haïti une scolarité bilingue en anglais et en créole, alors qu'à Haïti même l'enseignement se fait en français. Elles peuvent également friser le

racisme, quand, dans certains hôpitaux de San Francisco, on prétend ne jamais servir de légumes aux jeunes accouchées « asiatiques » sous prétexte que la cosmologie yin-yang investit cet aliment d'une énergie « froide », nuisible au nourrisson. L'« Asiatique », s'interroge Bernstein, est-il à ce point imprégné de superstition qu'il faille, ainsi, aller au-devant de ses « croyances » ? En bon connaisseur de l'Asie réelle, Bernstein ne se prive pas de souligner que la critique de ces mêmes superstitions médicales a été faite depuis longtemps, en Chine même, par le grand écrivain Lu Xun, par exemple. Pourquoi cette passion de remplacer l'individu par un être défini par sa race, son sexe, son ethnicité - même si l'ethnie en question n'est qu'une fiction reconstruite ? Les explications proposées par Richard Bernstein laissent souvent le lecteur sur sa faim. On ne saurait se contenter d'y voir, comme lui, le simple résultat d'une sorte de prise du pouvoir par la génération de la guerre du Viet-Nam, pour qui la phraséologie victimaire ne constituerait qu'un discours de reconnaissance. Richard Bernstein conteste, en tout cas, l'idée reçue - qui sert, de fondement à la révolution multiculturelle - selon la quelle l'Amérique blanche aurait d'ores et déjà cessé d'exister. Il cite une projection montrant qu'en 2040 la population « non blanche » des Etats-Unis ne constituera encore que 25 % de la population totale - 40 % si on lui adjoint les hispaniques.

Aux Etats-Unis, on a parfois reproché à *Dictatorship of Virtue* d'être un catalogue d'anecdotes rabâchées. Pour l'auteur, ces anecdotes, qui remplissent le livre, ne représentent nullement des épisodes isolés mais autant d'indices d'un dérapage en cours. Dérapage qui voit se mettre en place, dans les établissements d'enseignement américains, un terrible conflit de valeurs entre le respect de la diversité ethnique et la liberté d'expression. Aujourd'hui quelques jeunes étudiants se trouvent, de facto, investis du pouvoir redoutable de ruiner la carrière et la réputation de leurs professeurs sur un simple soupçon de racisme, pour un mot mal placé ou teinté à leurs yeux de sexisme ou d'« agisme » (oppression des jeunes et des vieux par les adultes).

PREMIÈRES BRÈCHES

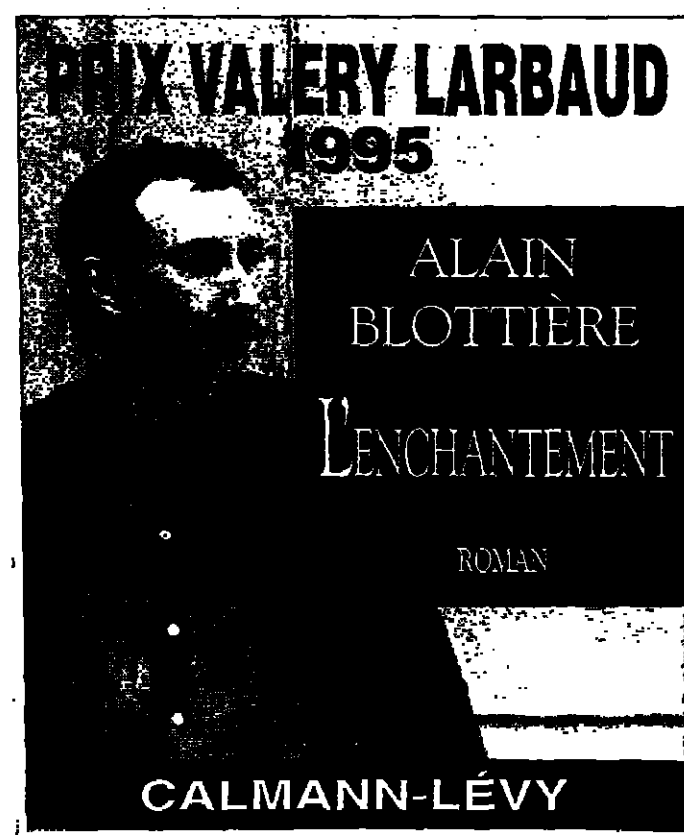
La « bataille » que Richard Bernstein appelle de ses vœux pour la défense d'une culture qui, tout occidentale et européenne qu'elle soit, a, selon lui, su concilier démocratie et prospérité semble cependant mieux engagée qu'il n'a l'air de le dire, et la situation de l'auteur de *Dictatorship of the Virtue* ne rappelle guère celle des rares intellectuels, auxquels il se plaît à se comparer, qui osèrent contester, dans l'Europe des années 50 et 60, la vision marxiste et marxienne du monde. N'en est-on pas déjà, aux Etats-Unis, aux premières brèches légales dans le traitement préférentiel réservé aux minorités (*Le Monde* du 7 juin) ? Prompt à pourfendre les « déma-

gogues de la diversité », Richard Bernstein n'est guère bavard sur un éventuel modèle alternatif. Au travers de rares allusions, on croit deviner que celui-ci aurait quelques traits de ressemblance avec l'idéal français d'assimilation, qui refoule les différences « ethniques » dans le silence de la

sphère privée. Est-ce la bonne réponse aux vraies questions qui sont posées par le multiculturalisme, dont on attendrait que la philosophie soit au moins discutée ? Ce besoin d'expression culturelle et de reconnaissance, qui est au cœur de l'identité moderne, pourra-t-il être satisfait dans une société qui n'accorde de prix qu'au strict mérite individuel ? Voilà des questions que Richard Bernstein ne pose pas franchement, et là réside sans doute la faiblesse de son cri d'alarme.

Nicolas Weill

(1) *La Dictature de la vertu, le multiculturalisme et la bataille pour le futur de l'Amérique*, Alfred A. Knopf, New York, 367 p., 25 dollars.



*En apparence, elle foule l'impeccable gazon du polar à l'anglaise.
Jusqu'à ce que se dérègle la froide mécanique...*

Le refus de « l'insupportable ordre des choses »

liste-critique. A présent qu'il est sorti de ce purgatoire, c'est pour tomber dans le *Présimic* de l'animation culturelle et dans les bras d'une littérature qui agonise notablement depuis 1920.

Le travail de plus en plus savant sur le texte, l'effectif dans plusieurs romans commencés et déjà achevés. Il y en eut un où il était question d'une île et d'un bunker renfermant les copies des films japonais montrés au public, comme *The Seagull*, de Joseph von Sternberg, que son producteur, Charles Chaplin, avait refusé de distribuer. La maladie et divers problèmes personnels ont brisé cette multitude d'élans créatifs.

Aux dernières nouvelles, le roman tant espéré « *avancé bien* ». Se le vit contraindre, une fois de plus, pour raisons de santé, de l'abandonner et s'apprêter, « *en attendant* », à traduire un roman de Ross Thomas intitulé *Ah, Trachey* ! (« *Ah, trachion* »).

Celui qui se voulait un chantre de l'agressivité sociale a été un compagnon de route d'une rare élégance morale. Comme Robin Cook, qui l'adorait et voyait en lui le meilleur écrivain de sa génération, il s'est battu jusqu'au bout pour ses convictions. Et les dernières messages qu'il envoyait à Michel Leuninger, rédacteur en chef de la revue, fut de lui faire dire qu'il était désolé, mais qu'il ne pourrait sans doute pas lui remettre à temps ses dernières « Notes noires ».

François Guérin

► Directeur de la revue *Polar*, directeur de la collection « Rivages/Noir »

Première surprise : l'auteur de cette histoire n'a rien de la vieille Anglaise qu'on imagine, cultivant le crime avec la même minutie maniaque que les roses de son jardin. Née dans une famille modeste de l'Ohio, d'une mère d'origine italienne et d'un père aux ascendances anglo-irlando-écossaises, Elizabeth George a grandi en Californie du Nord. Elle vit au jourd'hui près de Los Angeles, à Huntington Beach, « à cinq blocs et demi de l'océan Pacifique ». Et des lièues de l'Angleterre, où elle persiste pourtant à situer l'action de son septième roman, « *Parce que ça va* », il ne passe en tant que pays, ni les traditions, ni l'histoire, sa culture. « C'est très difficile d'imaginer une intrigue ayant pour cadre les États-Unis... » Ses intrigues, Elizabeth George les mise non seulement

Mr Snell, lorsque vous êtes arrivé, les portes étaient ouvertes ou fermées ? » Progressant dans le livre, le lecteur d' *Un goût de cendres* découvre, à partir de l'examen minutieux d'une bergère à oreillettes placée dans la salle à manger, que l'incendie de Celandine Cottage est d'origine criminelle. Et retrouve, avec plaisir, les enquêteurs de New Scotland Yard chez le Elizabeth George : le très aristocratique inspecteur Lynley, lui-même comte d'Ashterton, qui chesse Shakespeare aussi souvent qu'il regarde l'heure à sa montre de gousset ; et son antithétique bras droit, le sergent Barbara Havers, fille du peuple au franc parler, baskets rouges et coupe de cheveux hirsute. Tous deux se trouvent évidemment très vite enghés dans un enchevêtrement, habilement embrouillé, de faits mystérieux contradictoires et de suspects bardés des meilleures raisons d'avoir voulu faire disparaître le champion de cricket : sa femme, Jean, d'origine prolétaire comme lui, servese de smact, qu'il a abandonnée à mi-chemin de sa gloire ; son fils Jimmy, qui le haït de toute la force de son amour traï ; Hugh Patten le mari de sa maîtresse ; Miriam Whitelaw, bourgeoise insatisfaite de trente ans son aînée, qui lui a servi de mentor et voudrait beaucoup plus ; et Olivia, la fille de Miriam, remplacée par Kenneth dans le cœur et le testament de sa mère.

Et c'est alors que s'insinue le trouble dont Elizabeth George orchestre savamment l'installation progressive. Au rythme de ses habituelles obsessions. Mettant peu à peu en évidence un monde de solitude, de frustration, de refluxement... Accomplissant ce désir d'écriture qui la tient depuis toujours et auquel le roman policier a donné un cadre : « *J'ai toujours eu besoin d'écrire pour me sentir en paix avec moi-même. Très tôt, le m'importe peu. Je remplis un certain vide de mon enfance, de mon adolescence. Et plus tard aussi, dans ma vie d'adulte, le m'a fallu compenser. Su-blimer.* » Au fil des pages, le lecteur ressent un malaise grandissant. Sans aller jusqu'à la critique sociale explicite, Elizabeth George brosse en filigrane du déroulement de son intrigue, le portrait d'un Anglais malade. L'explosion de la famille. La crise des valeurs et des structures sociales.

Le livre refermé, l'impression est ainsi toute différente de ce

Ainsi pourrait aller, de rebondissement en rebondissement, jusqu'à l'ultime coup de théâtre, ce roman mécaniquement irréprochable et parfaitement maîtrisé. Mais la principale surprise est ailleurs. D'abord, justement, où le livre se démarque de la tradition du roman criminel. Quand Elizabeth Gourgon se contente pas de l'énigme pour l'énigme, ni de l'habituelle galerie de personnages à peine plus consistants que le Colonel Montarde ou la Madame Percevenche du jeu de Cuedo. Quand les êtres qu'elle met en scène prennent cette épaisseur, cette complexité, cette vérité qui ont fait sa réputation d'analyste et de finesse psychologiques et ont permis de la comparer à Ruth Rendell et à E.D. James. Quand elle n'hésite pas à faire prendre à ses personnages la plus simple des décisions, à leur laisser se plaindre et à laisser éclater parfois avec une singulière violence la différence et la névrose.

une fois le criminel démasqué, tout s'effondre sagement dans l'ordre, sans plus de conséquences qu'une tempête dans une tasse de thé. Reste au contraire, ici, ce « goût d'incendres » que ressent l'inspecteur Lymley au terme d'une enquête qui n'a rien d'élusif au fond. « Je vous dirais écrire le mot "fin" alors que parfois il ne s'agit que d'un entracte... C'est malheureux, mais c'est comme ça. » Et de là lieux du triomphe habituel d'un Hercule Poirot, ces derniers mots amèrement ironiques qui concluent le roman : « *s'agit d'une enquête pour meurtre. Ça a commencé comme ça. Et ça*

Michel Abescat

(1) Tous les livres d'Elizabeth George ont paru aux Presses de la Cité. En quête dans le brouillard, Le Lieu du crime, Cérémonies barbares et Une douce vengeance sont également disponibles dans la collection « Presses de la Cité ».

Deux magnifiques personnages pour Lawrence Sanders et Patricia Cornwell

LE DIABLE T'ATTEND
(The Devil Knows
you're Dead)
de Lawrence Block.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Robert Pépin,
Seuil, coll. « Policiers »,
356 p., 99 F.

LA SÉQUENCE DES CORPS
(*The Body Farm*)
de Patricia Cornwell.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Dominique Dupont-Viau,
éd. du Masque, 388 p., 73 F.

L'énigme ou la vie, il faut choisir. C'est en substance ce qu'affirmait Chandler pour expliquer le peu d'intérêt qu'il portait au roman « à problème », n'est pas Lawrence Block et son roman récurrent, Matt Scudder – c'est la deuxième aventure traduite dans la collection « Seuil policiers » après sa naissance voici dix ans juste, dans la « Série noire ». L'extraordinaire *Huit millions de morts en survis* (1) – qui le démentirait. Dans le petit monde des détectives et flics du roman noir, Matt Muller les particularités. Policier, il l'a dans un lointain passé. Mais il est sans toujours y parvenir, de l'oublier car ce souvenir est aussi celui d'un drame personnel : alors qu'il était fonction, il a accidentellement tué une filleule, et sa vie dès lors s'est effondrée. Démission, alcoolisme, num-

familiale : Scudder a descendu, pense à une vengeance vertigineuse. Sa saga, telle que la décrit désormais Bagg, trois après avoir été d'origine de la rédemption, dort. Mais comme le lecteur, pressent qu'elle peu de chances d'aboutir vraiment. Mais il faut continuer à vivre et Ma s'y essaie, avec une bonne dose d'auto-ironie, soutenu par Elaine, une ancienne call-girl avec laquelle développe une relation où la prudence, le respect de l'autonomie de chacun le disputent à la profondeur des sentiments. Ses talents d'enseignant sont intacts. Il les met au service d'amis, de connaissances, en marge de toutes les institutions, puisqu'il n'a pas même de licence de professeur. Mais, dans le New York d'aujourd'hui, qu'il hante le plus souvent à pied, rythmant ses journées par une fréquentation régulière des réunions des Alcooliques anonymes, ne sont pas les occasions qui manquent. Comme dans *Le Diable s'attend*, l'assassinat d'un yuppie énarque, que la femme de la victime

Peu importe, vraiment, que Bloch sollicite un peu trop le hasard pour mener, ensuite, son intrigue meurtrière serait le résultat d'une nprise... Car la vérité du roman est là : dans la remarquable complexité d'un Scudder fort de doutes, affrontant vaillamment la destinée ; dans l'extrême justesse de ses rapports avec les autres, amis et ennemis ; dans le rapport char-

aussi qu'il entretient avec une vision du bloc d'ici qu'il aime surtout en ces jours de « *monnaie d'énergie* », peut être, mais aussi, dans une « *stimulante* ». Ce désarmement, le routier – il est apparu, pour la première fois, dans la « Série noire » en 1961 – reconnaît sans peine cette origine à la « Série » d'Ed McBain. Ça se voit, ça se sent. C'est un compliment, car l'écrivain rejoint un maître.

À côté de Block, Patricia Cornwell fait figure de tendron. Elle n'est pas en scène qu'en 1990, sous le nom de *Mortem*. Mais quel coup d'essai ! Le lui vaudra d'ailleurs en France le rôle du roman d'aventures et, surtout, aux États-Unis, le prestigieux Edgar Poe Award. Depuis, ont suivi à une cadence annuelle *Mémoires* mortels. Et il ne restera que pousser, la *séquence d'exception* et, aujourd'hui, *l'absence des corps*. Tout ont été écrits aux éditions du Masque, toutes depuis longtemps au culte du roman d'énigme. Et pourtant, là, encore, c'est le personnage qui fait la différence.

Extraordinaire héroïne, en vérité que cette Kay Scarpetta, qui domine tous les romans de Cornwell ! Coup de génie de l'auteur, qui s'est souvent d'avoir été informaticien dans un service de médecine légale sans doute d'en avoir fait un médecin légiste, une fonction qui aux Etats-Unis, fait de son titulaire l'équivalent d'un officier de police. Voici donc une jeune femme

commerce quotidien avec des corps brûlés, brûlés, défigurés qu'il ouvre, tranche, découpe pour trouver les indices qui lui permettent, terme de confondre, comme dans *Séquence des corps*, un meurtre d'enfant. Il y faut le cœur et l'œil bien accrochés. Il y a donc Dr Scarpetta d'une froide efficacité, un praticien réservé, logique, qui l'admiration de ses supérieurs. Mais ce Hyde-14 a aussi son jekyll. Et ce talent de Cornwell est de permettre aux lecteurs d'aller au-delà des apparences. Pour découvrir, sous la carapace dont elle s'enfante sinueusement, une femme déchirée, blessée par la vie — une enfance difficile, des amours chaotiques — qu'elle apparaît à se battre, mais n'en rêve plus de paix. Dans *La Séquence des corps*, Kay patagne dans le sang, boue des dérangements sensoriels et militaux. Elle assume, avance l'agresse au ventre. Mais pourtant cette certitude : « Personne ne m'empêche davantage les morts que les gens comme moi, qui travaillent avec eux qui écoutent leurs histoires muettes. Notre objet est d'aider les vivants. » Kay Scarpetta est comme la sœur de Matt Scudder. L'un et l'autre, les mains, si humains au royaume

Bertrand Augus

(1) N° 1992. Réédité en « Folio » n° 2543, sous le titre *Huit millions façon de mourir* (traduction de Rosalind Wiseman).

André Green réaffirme la prépondérance du développement des neuroses

[illegible]

Interprétation
Après avoir été l'invention de titres de respect au point d'être la culture du elle est devenue en même temps de fermes critiques de la psychanalyse. Cette succession de distinctions n'ayant rien d'original, elle est propre, en réalité, à avoir été et d'être l'objet, de la part de ces disciplines nouvelles, de critiques auxquelles son rempla-

Légitimité
En contrastant son livre sur *La Culture du psychisme*, André Green place la discussion au point méthodique, il est, en effet, le seul à signifier d'une approche psychanalytique de l'histoire et de ses troubles. Si les applications d'ordre neurologique, capitaliste ou culturel sont capables de rendre compte des comportements et des productions fantasmatiques des individus et si elles sont capables de réduire la part d'angoisse qui leur est inhérente, elles peuvent à bon droit prétendre remplacer la psychanalyse. Les trois cent trente-six pages du livre d'André Green sont consacrées à montrer qu'elles ne le peuvent pas. Mais que faut-il leur offrir pour implanter, telles ou sans conscience, à bien au contraire, à toujours sans renoncer ce qu'elles apportent à la connaissance des individus et la part que la psychanalyse doit leur faire.

Mais il y a dans les enchevêtrements des faits psychiques, et par conséquent dans la complexité qui les régit, un surcroît de sens, de déterminations et de complications qui rend indispensable la recours à l'idée d'une chimie épistémique. De celle-ci, la pratique du divan reste à ce jour le meilleur véhicule. C'est ce surcroît, avec ce qu'il implique d'irréductibilité aux ordres du biologique et du culturel, qui appelle une métapsychologie destinée, comme toute théorie, à expliquer comment il est possible que les choses se passent. Sur ce plan, André Green maîtrise excellentement l'écru-

Renseignements : 8, boulevard
Général-Leclerc
77300 FONTAINEBLEAU
Tél. : 60 40 62 85

le vendredi, 18 juin
de 16 h à 18 h
7-11 place de Clugny
Paris 17^e - Tél. 45.22.47.51

ENQUÊTE SUR LE REDOUBLEMENT

Maladie honteuse ou seconde chance ? À l'heure des choix : nos conseils et ceux des profs.

- Aussi au sommaire :**
- **S'inscrire à l'université**
 - **L'école communale en l'an 2000**

JUN 1995 - 25 F

**UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**

Un monde sans pitié

Drogue et télévision sont au centre de l'essai d'Alain Ehrenberg. En positif et non en négatif. Ces deux phénomènes sont, en effet, pour l'auteur, significatifs de l'évolution en profondeur des frontières entre le privé et le public

L'HOMME INCERTAIN
d'Alain Ehrenberg.
Calmann-Lévy, 351 p., 140 F.

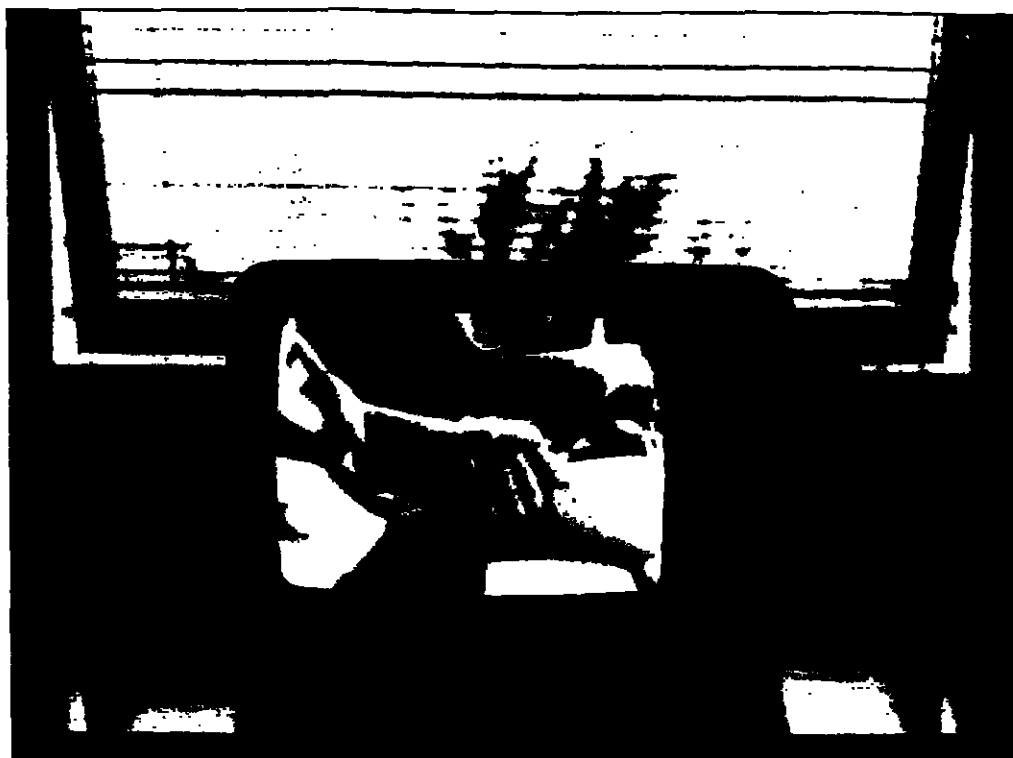
Les milieux d'affaires l'ont compris avant les sociologues : l'angoisse et la souffrance psychique en général sont parmi les plus rémunérateurs des marchés. Groupes pharmaceutiques et cosmétiques, sexologues, chirurgiens plastiques, psys en tout genre... ont depuis longtemps entrepris - moyennant espèces sonnantes et trébuchantes - de commercialiser produits et services dans le but de pallier les angoisses et les doutes existentiels de chacun d'entre nous. L'individu incertain, d'Alain Ehrenberg, aurait pu exploiter le créneau facile de l'aliénation moderne. Heureusement, l'auteur évite l'écueil de l'inventaire dénonciateur. Calmement mais avec précision, il se sert du marché du « moi » exploité par les industriels de la drogue, de la pharmacie et de la télévision pour montrer à quel point l'isolement et l'angoisse ont contribué à modifier (à notre insu) l'ensemble des mécanismes sociaux. Tenant pour acquis que les attaches collectives (la famille, l'appartenance à une classe sociale, la religion...), qui ligotaient les personnes et leur assuraient auparavant un destin, se sont considérablement relâchées, Alain Ehrenberg plonge dans les arcanes d'une société - la nôtre - où la lutte des classes est devenue un concept vide de sens. Les relations sociales n'étant plus mues par des logiques collectives mais individuelles, chacun se retrouve autonome et plus libre qu'il ne l'a jamais été - avec tous les risques de solitude et de névrose que cela comporte. « Nous avons atteint l'âge d'homme, ce qui signifie que nous sommes responsables

de nous-mêmes à un point jamais égalé dans l'histoire des sociétés modernes. Cette augmentation de la responsabilité nous rend, dans son mouvement même, plus vulnérables, car elle suppose d'accroître la capacité de chacun à agir à partir de son autorité privée et de son jugement personnel sans lesquels on bascule dans l'impulsivité et la souffrance psychique. » L'« estime de soi » devient alors l'unique moteur pour obliger tout un chacun à forger ses propres solidarités. Pour saisir et rendre tangible la manière dont l'espace du moi - « la subjectivité », dit l'auteur - est aujourd'hui devenu espace social et politique, Alain Ehrenberg va suivre deux fils conducteurs : la drogue (légitime et illégitime) et la télévision. Ces deux vecteurs, l'auteur nous l'affirme, sont complémentaires. Le fil pharmacologique a pour but de dessiner l'espace « des mises en scène de soi » qui rendent visibles les failles du sujet, tandis que l'espace audiovisuel, à travers les *reality shows* et les débats de plateau, démultiplie les capacités d'action de la subjectivité et permet à la sphère privée de se tailler une place essentielle dans l'espace public.

L'espace du moi devenu espace social et politique

Le nouveau travail d'Alain Ehrenberg vient du caractère hétérodoxe de sa démarche. « Peut-on travailler simultanément sur des objets aussi hétéroclites que la télévision et la drogue ? », demande-t-il lui-même. Avant d'ajouter : « Cela ne conduit-il pas à mélanger des tomates et des choux ? » La recette utilisée n'est dans aucun manuel, mais chaque cuillère a du goût, car l'intérêt de *L'Homme incertain* est sa singulière transversalité. Ce livre n'appartient ni à la sociologie ni à la psychologie, mais à l'essai politique. L'auteur a clairement entrepris une réflexion destinée à repositionner les piliers de la dé-

mocratie (la justice, l'égalité...) dans une société où les individus prennent le pas sur les entités. Dans cette perspective, le snif de cocaïne et « Bas les masques », l'émission phare de France 2 animée par Mireille Dumas, cessent d'être de banaux sujets d'études sociologiques pour devenir des instruments de remise en cause des croyances et des savoirs déjà constitués. Rassurons-nous, Alain Ehrenberg ne dit pas : « Drogues-nous en regardant Jacques Pradel animer *L'Amour en danger*. » En revanche, il démontre que quand toute une société plonge sur les substances chimiques et médicamenteuses pour calmer son angoisse et modifier sa perception du monde ou



Le « petit écran », révélateur d'une individualisation de la société

quand des couples dévoilent leurs fractures intimes à la télévision, c'est que les frontières traditionnelles entre le privé et le public ont commencé d'évoluer en profondeur. Cette double appréhension de l'individu moderne à travers la drogue et la télévision est évidemment profondément perturbante pour le lecteur. Tout d'abord parce qu'elle l'oblige à abandonner le confort de certains préjugés : quel statut réserver au « drogué » quand la notion de drogue éclate entre de multiples produits (licites ou illicites) et que de nouvelles molécules permettent de mettre sur le marché des psychotropes sans effets secondaires qui créent des groupes sans cesse plus larges

de « drogués sans toxicomanie » ? Sans tenir compte de l'individualisation de la société, ni de la liberté que s'autorise chacun d'alléger son anxiété au moyen de substances chimiques, la loi française continue de mettre des limites très strictes à la libre disposition que chacun peut faire de soi en ce domaine. « Le drogué est celui auquel on doit rappeler qu'il vit en société avant de l'empêcher de s'autodétruire », rappelle Alain Ehrenberg. En clair, le mythe de la cohésion sociale passe avant le secours apporté à l'individu. Alors que l'ensemble des pays européens tâtonnent dans le but d'assouplir leur législation, la France maintient donc un système d'interdiction rigide qui va à l'encontre du but recherché. D'où un conflit, qui va aller s'aggravant, entre une législation inadaptée et des évolutions technologiques déjà capables de produire des drogues de plus en plus parfaites pour rendre socialement adaptable le plus névrosé d'entre nous. On l'aura compris, ce « paradis » chimique s'organise d'autant plus rapidement que le niveau de souffrance de chacun croît avec son niveau de liberté. Mais c'est aussi parce que les individus souffrent qu'ils ont envie de parler et de trouver des repères à leurs problèmes. C'est donc très tôt qu'ils se sont adressés aux médias, non

pas comme à une quelconque autorité - lesquelles, on l'a vu, sont bien incapables de leur répondre - mais à la cantonade, c'est-à-dire aux autres. Après la radio qui se faisait miroir pour les ménagères pendant les années 70, c'est la télévision qui a pris le relais. « L'Amour en danger », émission destinée aux couples au bord de la rupture, « Perdu de vue », conçue pour aider à la reconstitution des familles, ou encore « La Nuit des héros », qui a glorifié les actes héroïques de M. Tout-le-monde..., tous ces *reality shows* ont fait basculer la télévision sur son axe et révélé l'individualisation de la société. Evitant soigneusement les pièges de la dénonciation, Alain Ehrenberg ne condamne pas ces nouvelles formes de télévision - même s'il regrette que la souffrance de chacun soit rentabilisée par des entrepreneurs de spectacles - mais s'emploie à les traiter comme un moyen mis à la disposition des individus modernes pour les aider à surmonter dans « l'imagination collective les tensions qui travaillent massivement [leur] individualité ». Très habilement, Alain Ehrenberg montre que le brouillage entre le public et le privé qui caractérise la drogue se reproduit lorsqu'il s'agit de télévision. Quand un drogué utilise l'écrân pour s'absenter de la société et résoudre ainsi les tensions qui l'habitent, il attende à la frontière privé-public de la même manière qu'un couple qui expose un trouble sexuel en direct sur un plateau de TF 1. Le tollé qui a accueilli les premiers *reality shows* - « indécence », « exhibitionnisme », « voyeurisme »... - n'était que le cri d'une collectivité angoissée à l'idée de perdre soudain son repère à l'autrui, et la capacité que nous avons de mesurer s'il est proche ou lointain.

On ne saurait réduire la richesse de l'analyse - ni les questions qu'elle soulève - à ces quelques indications. Une chose est sûre : *L'individu incertain* tombe à pic pour verbaliser notre « mal à la politique ». Ni les hommes politiques ni nous-mêmes n'avons encore entériné les déplacements de frontière entre le public et le privé, ni le degré élevé d'angoisse qui habite chaque recoin de la société. Le désenchantement qui en résulte vis-à-vis de la politique n'implique pourtant pas un désintérêt. Au contraire même, le nouvel individualisme engendre une « demande de politique à laquelle l'edit politique n'arrive plus à répondre parce qu'il ne sait pas la traduire ».

VICTOR BURGIN AVEC L'AUTORISATION DE LA GALERIE L.-J. DURAND-DESSERT

Yves Mamou

Le psychanalyste et son critique

André Green réaffirme la prépondérance de la psychanalyse face au développement des neurosciences et des sciences sociales

LA CAUSALITÉ PSYCHIQUE
Entre nature et culture
d'André Green.
Odile Jacob, 336 p., 160 F.

La psychanalyse pourra fêter dans cinq ans le centenaire de sa découverte, commodément symbolisée par la publication, en 1900, de *L'Interprétation des rêves* de Freud. Après avoir été vivement contestée, l'invention de Freud a gagné ses titres de respectabilité scientifique au point d'être incorporée à la culture du XX^e siècle, dont elle est devenue l'une des composantes en même temps que l'un des ferments critiques. Si l'histoire de la psychanalyse se bornait à cette succession d'incroyance puis d'institutionnalisation, elle n'aurait rien d'original. Ce qui lui est propre, en revanche, est d'avoir été et d'être régulièrement l'objet, de la part de sciences ou de disciplines nouvellement surgies, de critiques annonçant sa fin et son remplacement par celles-ci. Sans doute y a-t-il toujours quelque chose de polémique dans la délimitation des frontières entre les sciences humaines ; mais, dans le cas de la psychanalyse, la polémique qu'elle suscite prend généralement l'allure d'une menace de mort. On peut aisément comprendre que les psychanalystes répondent en affirmant au contraire la vitalité de la discipline qu'ils pratiquent et en montrant ce qu'a, selon eux, de fallacieux le raisonnement invoqué par leurs critiques. Aujourd'hui, il n'est pas difficile de savoir d'où vient le vent de la contestation antipsychanalytique : le développement des neurosciences (et des sciences cognitives), d'une part, celui des sciences sociales, d'autre part, permettent de dessiner le portrait d'un homme sans inconscient ou, en tout cas, d'un homme dont l'in-

conscient ne serait pas psychique et ne résulterait pas d'un refoulement. Aussi les unes comme les autres construisent-elles une représentation de l'homme et de ses comportements dont l'ambition est de faire l'économie d'une métapsychologie, qui a toujours eu, comme la métaphysique, l'inconvénient d'être « méta ».

LÉGITIMITÉ
En centrant son livre sur *La Causalité psychique*, André Green place la discussion au point névralgique, là où, en effet, se joue la légitimité d'une approche psychanalytique de l'individu et de ses troubles. Si les explications d'ordre neurologique, cognitiviste ou culturel sont capables de rendre compte des comportements et des productions fantasmatiques des individus et si elles sont capables de réduire la part d'angoisse qui leur est inhérente, elles peuvent à bon droit prétendre remplacer la psychanalyse. Les trois cent trente-six pages du livre d'André Green sont consacrées à montrer qu'elles ne le peuvent pas. Non que l'auteur les tienne pour impertinentes, tritues ou sans consistance ; bien au contraire, il marque sans réquiescer ce qu'elles apportent à la connaissance des individus et la part que la psychanalyse doit leur faire. Mais il y a dans les enchevêtrements des faits psychiques, et par conséquent dans la causalité qui les régit, un surcroît de sens, de déterminations et de complications qui rend indispensable le recours à l'idée d'une causalité spécifique. De celle-ci, la pratique du divan reste à ce jour le meilleur révélateur. C'est ce surcroît, avec ce qu'il implique d'irréductibilité aux ordres du biologique et du culturel, qui appelle une métapsychologie destinée, comme toute théorie, à expliquer comment il est possible que les choses se passent. Sur ce plan, André Green se montre explicitement freudien,

autrement dit soucieux d'éviter ce qu'il tient pour des déviations à l'égard de la doctrine authentique, au premier chef l'œuvre de Lacan. On lira avec profit le dernier chapitre de son livre, *Actuelle conférence d'introduction à la psychana-*

lyse, où, dans une langue claire, il expose les principaux concepts permettant de s'orienter dans « le babélisme de la littérature psychanalytique ».

François Azouvi



Yves Courrière
LAZAREFF

"C'est à ce personnage trépidant, attendrissant avec son cœur gros comme ça, qu'Yves Courrière consacre une énorme biographie, minutieuse, baignée d'anecdotes, qui est aussi le portrait d'une époque."
Françoise Giroud / Le Figaro

"La biographie qu'Yves Courrière consacre au Maître de France - Soir est passionnante : les lecteurs vont découvrir un personnage un peu extravagant, immergé dans une époque tragique."
Georges Siffert / Le Figaro Littéraire

"Retraçée avec allant et talent par Courrière, la biographie de Lazareff souligne la profonde ambiguïté de l'homme qui, des décennies durant régna sur la presse française."
Olivier Wiewiorka / Libération

"Pierrot, 'le Petit Homme', méritait bien ce gros tome conçu par Yves Courrière à la fois comme un roman et comme un livre d'histoire."
Didier Pobel / Le Dauphiné Libéré

"C'est l'un des grands intérêts de cette biographie si réussie, que de mettre sans cesse face à face l'histoire d'un homme, et celle de la presse, donc de la politique, de l'histoire du monde entre 1930 et 1965."
Jean-Jacques Brochier / Le Magazine Littéraire

"Si ce livre ressemble à une fresque romanesque c'est parce que le Petit Homme... est un personnage de Roman... Dans cette biographie passe la souffrance de la vie que Lazareff réclamait à ses 'Cocos'.
Jean Contrucci / Le Provençal

Pierre BIOGRAPHIES nrf GALLIMARD

Dernières livraisons

CULTURE

LE CREUSET MÉDITERRANÉEN : TUNIS de Serge Santelli. Bienvenue soit cette « Année tunisienne » à Paris qui, outre la splendide exposition « Carthage » au Petit-Palais, nous procure plusieurs titres remarquables sur l'ancienne régence de Tunis. Ainsi ce livre-album, intelligemment illustré en noir et blanc et couleurs, de l'architecte français Serge Santelli. Spécialiste de l'art arabe en Tunisie, titulaire du prix Aga-Khan d'architecture pour ses réalisations à Sousse, l'auteur s'est penché sur l'histoire sociologique et urbanistique de Tunis, en particulier à l'époque du protectorat français (1881-1956), où la capitale des beyes devint, avec l'immigration française, italienne, grecque et maltaise venue s'ajouter à la présence judéo-arabe, une Alexandrie en miniature. Dans ce *Creuset méditerranéen*, quelques architectes visionnaires exercent leurs talents. Tunis aujourd'hui s'en trouve bien (coédition Le Demi-Cercle et CNRS, coll. « La Ville », 130 p., illustrées grand format, 165 F).

BLUE MONK. PORTRAIT DE THELONIOUS de Jacques Pozzio et François Postif. Comment percer l'énigme Monk, l'une des plus intrigantes de la musique contemporaine ? Les auteurs, qui sont des spécialistes du jazz, ont entrepris d'approcher la personnalité mystérieuse de Thelonious Monk par une abondante et minutieuse compilation de biographies, qui fonctionnent à la manière d'une chronologie documentaire. On ne trouvera pas dans cet ouvrage un récit biographique classique, ni une analyse musicologique des œuvres enregistrées du célèbre pianiste, mais un parcours de vie aussi richement documenté que possible et qui donne envie d'écouter la musique intensément poétique de celui qui fut appelé le « grand prêtre du jazz moderne », ce qui lui fit, au début, beaucoup de tort (Actes Sud, 409 p., 180 F).

ESSAIS LITTÉRAIRES

LE MIROIR. NAISSANCE D'UN GENRE LITTÉRAIRE

d'Einar Mar Jónsson. Un véritable genre littéraire s'est constitué au Moyen Âge autour du miroir. D'abord religieux, influencé par le néo-platonisme antique, cette littérature – dont l'auteur étudie les caractéristiques dans une œuvre anonyme du XII^e siècle, *Le Miroir des Vierges* –, évolue ensuite vers le savoir encyclopédique. Einar Mar Jónsson, maître de conférences à Paris-IV, étudie la genèse du symbolisme lié à cet objet et à ses usages (Les Belles Lettres, 258 p., 135 F).

GEORGES BATAILLE APRÈS TOUT

sous la direction de Denis Hollier. Ce volume rassemble les actes d'un colloque qui s'est tenu à Orléans en novembre 1993. Cette rencontre, qui intervenait après la publication de la monumentale édition des *Œuvres complètes* de Bataille en douze volumes chez Gallimard, a permis de réévaluer, selon Denis Hollier qui l'organisa, « les concepts majeurs élaborés [par l'écrivain] – celui de transgression, de réserve, de fait social total, d'homme intégral, d'athéologie, d'impossible – à la lumière de la condition post-totalitaire qui est en passe de devenir la nôtre, dans un espace qui n'est plus celui du plus que tout, mais de l'après tout ». Le présent colloque s'inscrit dans l'histoire des lectures bataillennes, scandée par les rencontres d'Orléans, déjà, en 1970, de Celsy, en 1972, puis d'Auxerre, en 1982 (Belin, 300 p., 130 F).

HISTOIRE

HISTOIRE DE L'UTOPIE EN RUSSIE

de Leonid Heller et Michel Niqueux. On peut écrire l'histoire de la Russie en suivant la succession de ses tsars, chefs ou présidents. On peut aussi prendre pour fil conducteur les utopies diverses qui, de l'an mil à nos jours, ont foisonné en ce pays. C'est ce que font deux universitaires, Leonid Heller, qui enseigne à Lausanne, et Michel Niqueux, professeur à Caen. Dénominateur commun des utopies : la croyance en un paradis sur terre. Les auteurs analysent les utopies populaires et savantes jusqu'à la plus gigantesque de toutes, celle des bolcheviks, ces « socialistes scientifiques » qui méprisaient tant le « socialisme utopique ». Et aujourd'hui ? L'absence d'utopisme n'est pas forcément le moindre des maux qui accablent la Russie (Presses universitaires de France, 295 p., 198 F).

UNE FIN DE RÈGNE, de Saint-Simon

Un parti pris clair pour une sélection de temps forts des *Mémoires* du duc de Saint-Simon : la mort. Celle du roi bien sûr, mais aussi celle d'une génération qui a servi le monarque, l'a glorifié, représenté même au regard de la postérité. L'intelligente préface de Guillaume Monsaigeon, responsable du choix des textes empruntés à l'édition Colquhoun (Gallimard, 8 vol., 1983-1988), restitue à ce thème éminemment baroque une place centrale : bien mieux que le métronome arithmétique du Temps, « la cadence du monde, son ouverture glacée sur le néant ». En une lente cérémonie funèbre, ce montage des *Mémoires* révèle le terrible protocole du Grand Siècle à paré, face à la vanité du monde, la mort « qui est tout ». (Autrement, coll. « Littératures », 320 p., 98 F).

RELIGIONS

ÉGLISE ET SOCIÉTÉ : COMMUNICATION IMPOSSIBLE ?

de Bernard Gendrín. Le maledictum croit entre l'Eglise catholique et la société, si l'on en juge par les manifestations qui ont suivi, en janvier, la révocation de Mgr Gaillet ou par l'indifférence d'une grande partie de l'opinion (y compris catholique) à l'enseignement moral du pape. Bernard Gendrín, secrétaire général du Comité français de radiotélévision (CFRT), qui produit « Le Jour du Seigneur », par ailleurs diacre permanent du diocèse de Pontivy, analyse – sans complaisance – les raisons d'un malaise qui ne se réduit pas à la communication difficile de l'Eglise avec les médias (Desclee de Brouwer, 210 p., 115 F).

LES VOIES DE L'AU-DELA, de Jean Chevalier. Co-auteur du *Dictionnaire des symboles* dans la collection « Bouquins », ancien journaliste au *Monde*, Jean Chevalier est mort en 1993. Il présentait dans ce dernier ouvrage, dans un style accessible, les différentes pensées qui ont tenté de répondre à la question de la mort et de l'au-delà. Une exploration des rêves et des croyances de l'homme (éd. du Félin, 362 p., 145 F).

VOUS CHERCHEZ
UN LIVRE ÉPUISÉ
ou ANCIEN

SERVICE LIVRES

Tél. : 47.55.89.33
Fax : 44.05.92.72
111, avenue Victor Hugo
75116 PARIS

ACHAT DE LIVRES

Le Monde éditions

Des livres de Platon
l'Histoire au jour le jour
l'Album du Festival d'Avignon

36 15 LEMONDE

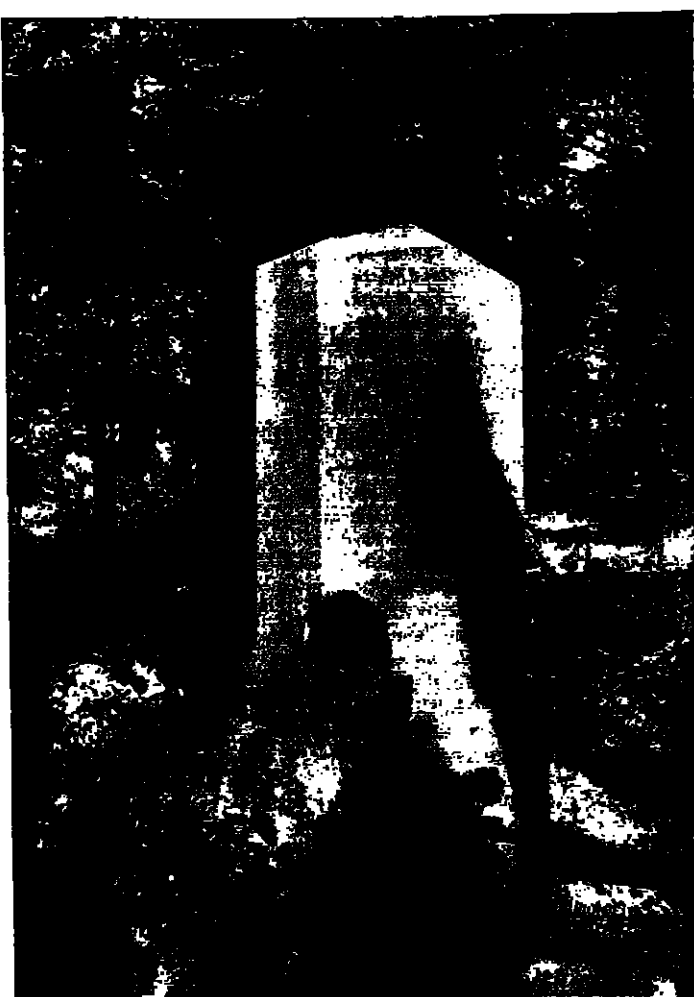
Hommages de pierre

Un « guide raisonné » de ces stèles et plaques qui, à travers la France, perpétuent la mémoire plurielle de la deuxième guerre mondiale

PASSANT, SOUVIENS-TOI !
Les lieux du souvenir
de la seconde guerre mondiale
en France
de Serge Barcellini
et Annette Wiewiorka.
Plon, 525 p., 180 F.

Le regard s'arrête peu sur ce qui est inscrit dans l'espace familier. Une plaque, sur un mur, rappelant la mort d'un héros ou d'une victime de la deuxième guerre mondiale retient rarement l'attention du passant. Le plus souvent modeste, parfois imposante et monumentale, cette mémoire gravée dans la pierre n'avait pas retenu non plus, jusqu'ici, l'intérêt des historiens. Ainsi découvre-t-on, dans l'importante étude que Serge Barcellini et Annette Wiewiorka lui consacrent, un paysage commémoratif d'une ampleur et d'une diversité méconnues.

INITIATIVES PRIVÉES
Sans prétendre être exhaustifs, mais attentifs à en déchiffrer les signes et la portée, les deux auteurs proposent un « guide raisonné » de ces hommages de pierre ainsi que des « acteurs du souvenir » qui ont les associations et les musées. L'ouvrage est organisé autour de onze thèmes qui renvoient à la mémoire plurielle de la deuxième guerre mondiale : la mobilisation et les combats de 1940, les Polonais, les prisonniers de guerre, les Alsaciens et les Mosellans expulsés ou incorporés de force dans l'armée allemande, De Gaulle et la France libre, Jean Moulin, la Résistance, la répression, la déportation, le génocide, le service du travail obligatoire. Évoquant chacun un fragment d'histoire, la spécificité d'une expérience, d'un combat, d'une souffrance, ces différents ensembles commémoratifs, en dépit de leur hétérogénéité, présentent des traits



Stèle du bois de Boulogne

communs. La plupart des pierres et monuments fut inaugurée très tôt, les trois quarts d'entre eux datant d'avant 1950. Au lendemain de la Libération, s'est développé, à travers tout le pays, et à l'initiative des parents, des amis ou des camarades de Résistance, un mouvement spontané d'inscription commémorative, réglementé, dès le 12 avril 1946, par un décret du ministère de l'Intérieur. Toutefois, en dehors de ce rôle de contrôle et

de l'octroi éventuel de subventions, il n'y a pas eu, dans ce domaine, de politique de l'État, du moins jusqu'au retour au pouvoir du général de Gaulle, en 1958. Les familles furent souvent les premières à vouloir perpétuer le souvenir d'un de leurs, mais ce sont les municipalités et surtout les associations et amicales, aussi multiples que diverses, qui ont assumé l'essentiel de la tâche, en engageant démarches et dépenses. Le monument le plus contrasté est une stèle, une grosse pierre du pays, érigée sur les lieux mêmes de la mort. Lorsque cette dernière est survenue hors du territoire, c'est généralement à la gare de départ ou sur la maison natale qu'une plaque est apposée. Quant aux grands hommes, ils « ont droit à des hommages qui parsèment l'histoire de leur vie ». Ainsi, le nom de Jean Moulin, héros emblématique et martyr, figure-t-il sur 37 monuments ou stèles et 119 plaques. Il a été également donné à 978 rues et boulevards. Diverses sont les inscriptions : les unes se bornent à un sobre rappel, d'autres exhortent le promeneur au recueillement. Elles varient aussi avec le temps et la manière dont, à diverses époques, est assumé le passé : il a fallu attendre la fin des années 70 pour que soit explicitement incriminée la responsabilité de la Milice et du gouvernement de Vichy. Les symboles eux, sont rares, sauf sur les mémoriaux dédiés à la déportation qui comportent de multiples signes iconiques, tels des flammes, des urnes, ou des barbelés. Gravées pour lutter contre l'oubli, toutes ces plaques et ces pierres appartiennent légalement à ceux qui les ont créées. Qu'une famille ou une association s'érige et elles sont en danger. Ravalements et rénovations urbaines en ont déjà fait disparaître certaines. Leur devenir est aléatoire, car ce sont, pour la plupart, des « lieux du souvenir » dont l'existence est liée à la volonté et au devoir de remémoration, et non des « lieux de mémoire », au sens défini par Pierre Nora, celui d'un repère matériel ou idéal, symboliquement investi par une communauté. Reste que ce livre, enrichi d'une abondante iconographie et assorti d'un index permettant au lecteur de retrouver les mémoriaux du département ou de la ville qui l'intéresse, contribue peut-être à en préserver la durée. Nicole Lapierre

L'enfant lettré et les autres

Au sein de familles dites populaires, Bernard Lahire explore les voies par lesquelles s'élaborent leurs relations à l'écrit

TABLEAUX DE FAMILLES
Heurs et malheurs scolaires
en milieu populaire
de Bernard Lahire.
Gallimard/Le Seuil,
coll. « Hautes études »,
301 p., 130 F.

Comment s'articulent réussite scolaire et appropriation des cultures de l'écrit ? Cette question, devenue triviale à force d'être posée, trouve une nouvelle actualité dans le travail de Bernard Lahire. Ce qu'il apporte de neuf tient d'abord à la méthode. Délaissant la statistique, il explore avec une infinie patience les mille et une voies par lesquelles se transmettent (ou s'inventent) des façons de faire et des façons de vivre qui conduisent des familles dites populaires à construire (ou à manquer) leur relation à l'école et à l'écriture. C'est aussi le déplacement du regard qui retient le lecteur. Bernard Lahire consacre une part importante de ses enquêtes à ceux qui, contre toute attente, réussissent sans héritage et rompent, dans leur lignage, avec une longue succession d'analphabètes ou d'illettrés. Il éclaire ainsi, de manière inattendue, ce que d'innombrables enquêtes sur l'échec scolaire ou sur la reproduction sociale laissent dans l'ombre : comment la familiarité avec la culture de l'écrit, qui détermine si fortement la réussite scolaire, peut-elle être acquise par ceux qui ne sont pas des héritiers ? Après deux essais sur le même thème parus en 1993 (1), Bernard Lahire, dans *Tableaux de familles*, le plus abouti et le plus original de ses ouvrages, nous introduit dans la vie quotidienne de vingt-six familles d'une des banlieues les plus pauvres de Lyon. Ces minuscules communautés ont des caractéristiques sociologiques très proches : pères ouvriers, peu ou pas spécialisés, souvent issus de l'immigration maghrébine, mères ayant rare-

ment connu l'école et élevant au foyer leurs quatre ou cinq enfants, cousins proches ou éloignés mais toujours présents, voisins obligés. Au centre de chaque « tableau », un enfant de huit ou neuf ans. L'école, à l'occasion de l'une de ses évaluations nationales – celle du cours élémentaire – Pa désigne bon, ou au contraire mauvais élève. Qu'est-ce qui, malgré l'homogénéité des positions sociales a pu déterminer si précocement de tels écarts ?

SURÉVALUATION DE L'ÉCRIT
Dans ces milieux où les adultes ont, lorsqu'ils ne sont pas illettrés, une alphabétisation des plus précaires, l'écrit occupe une place centrale, presque obsessionnelle. Comme le constate amèrement un adulte : « Pour ceux qui ne savent pas lire et écrire, surtout écrire, c'est dur ». Et l'école, avec laquelle il faut bien compter à cause des enfants, contribue largement à cette surévaluation, redoublée ou acceptée, du rôle de l'écriture. C'est pourtant là, dans les contradictions et les ambivalences de ces représentations, que semble se jouer l'entrée en culture écrite des plus jeunes et, en définitive, leur destin scolaire.

Le père de Samira est illettré. Il n'a jamais été scolarisé, ni au Maroc ni en France. Chaque soir il interroge sa fille sur sa journée scolaire. Lorsqu'elle rapporte un livre de la bibliothèque, il lui demande de le lui raconter. Elle explique au sociologue : « Je pose les questions, c'est obligé ça. Nous, on ne sait pas lire, ni écrire, mais on demande quand même ». La sœur aînée de Samira n'a pas eu un destin scolaire très brillant. Scolarisée dans une section d'enseignement spécialisé du collège, elle en sait pourtant déjà assez pour tenir les écritures familiales et en organiser la mémoire dans des classeurs et des cahiers d'écolier. Samira, forte de ce premier et timide succès, est déjà la bonne élève, la lectrice assidue que

cette famille attendait. Pour qu'un enfant occupe dans l'espace des relations familiales la position d'« enfant lettré », deux processus semblent jouer un rôle décisif. Le premier concerne la transmission des compétences sur lesquelles l'école s'appuie pour alphabétiser un enfant, mais quelle ne semble pas capable, pour l'instant, de produire elle-même. Bernard Lahire constate que les adultes qui entourent un écolier qui réussit, même lorsqu'ils sont dans l'incapacité d'être pour lui des représentants efficaces de la culture écrite, paraissent en avoir intériorisé les contraintes mais aussi la logique. Sans pouvoir se servir d'un agenda, ils plantent leur vie quotidienne. Sans l'aide de classeurs, ils tiennent en ordre la mémoire administrative familiale. Sans se servir de listes ou de pense-bête, ils gèrent dans la durée les actions qu'ils ont d'abord prévues. Sans fréquenter les journaux, ils s'informent des événements qui leur sont étrangers. Sans écrire de lettres, ils nourrissent leur imagination de récits et de fictions. Ils offrent ainsi à leurs enfants l'exemple de façons de dire, de faire ou de sentir en accord avec celles qui ont cours à l'école.

Le deuxième processus nous conduit au cœur des sociabilités de la famille élargie. Lorsqu'un père, une mère, une grande sœur ou un grand frère se révèlent dans l'incapacité de fournir au jeune enfant l'image d'une pratique assidue et efficace de la culture écrite, tout se passe comme si les membres du réseau familial se partageaient, chacun à la mesure de ses moyens, la charge d'incarner les diverses fonctions de l'écriture. Une fille gère la mémoire administrative, un cousin se charge de la correspondance, un voisin transmet les informations, une tante fréquente la bibliothèque municipale et le père

reste le gardien d'un ordre qui inscrit la vie familiale dans l'espace scripturairement réglé de la vie sociale. Subtiles tactiques ont toutefois un prix. Le « lettré collectif » qui a été ainsi constitué est directement tributaire de la pérennité des relations familiales et de voisinage. Les entretiens relèvent d'un travail qu'il faut sans cesse recommencer. Si l'un ou l'autre des acteurs vient à faillir, c'est tout le dispositif qui s'effondre et se laisse l'enfant confronté à des images identitaires tronquées ou contradictoires. Pour maintenir cette cohésion dans la durée, ces familles se révèlent des « tacticiennes » avisées, au sens où Michel de Certeau employait ce terme. C'est de là que leur vient sans doute le souci d'établir enfin l'un des siens – un enfant bien sûr, riche de multiples possibilités – dans cette maîtrise du temps et de la mémoire que procure l'écriture et qui se confond, dans nos sociétés, avec une scolarité réussie.

Ainsi, dans ces familles peu ou pas alphabétisées, semble se construire un savoir implicite des exigences de l'institution scolaire. Ce même savoir manque à d'autres, pourtant plus à l'aise avec l'écriture, qui ne parviennent pas à inscrire l'un de leurs dans une scolarité réussie. Contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, ce savoir porte moins sur les techniques de la lecture et de l'écriture que sur les contraintes, pratiques et éthiques, que leur usage impose dans la vie quotidienne. L'entrée en culture écrite d'un enfant, dans ces familles faiblement dotées, est d'abord une asocle collective.

Jean Hébrard

(1) *Culture écrite et inégalités scolaires. Sociologie de l'échec scolaire à l'école primaire* (Presses universitaires de Lyon) ; *La Raison des plus faibles. Rapport au travail, écritures domestiques et lectures en milieu populaire* (Presses universitaires de Lille).

ESSAIS

Louis XIV en miroir

Biographie du Roi-Soleil
de Philippe-Jean Cadogan

Le miroir s'enrichit en se regardant

Les photographies qui illustrent la biographie de Louis XIV, de Philippe-Jean Cadogan, sont d'une qualité remarquable. Elles nous montrent le Roi-Soleil dans ses différents rôles : roi, homme d'État, homme de guerre, homme de lettres. Elles nous montrent aussi le Roi-Soleil dans ses moments de détente, dans ses moments de réflexion, dans ses moments de tristesse. Elles nous montrent le Roi-Soleil dans sa vie de famille, dans sa vie de couple, dans sa vie de père. Elles nous montrent le Roi-Soleil dans sa vie de citoyen, dans sa vie de Français, dans sa vie de Européen. Elles nous montrent le Roi-Soleil dans sa vie de mortel, dans sa vie de chair et de sang, dans sa vie de douleur et de gloire. Elles nous montrent le Roi-Soleil dans sa vie de Dieu, dans sa vie de saint, dans sa vie de héros. Elles nous montrent le Roi-Soleil dans sa vie de légende, dans sa vie de mythe, dans sa vie de symbole. Elles nous montrent le Roi-Soleil dans sa vie de tout, dans sa vie de rien, dans sa vie de tout et de rien.

PORTRAITS LITTÉRAIRES
Biographie de Louis XIV, de Philippe-Jean Cadogan. Cette biographie est une œuvre d'art. Elle est écrite avec une plume d'or. Elle est illustrée avec des photographies d'une qualité remarquable. Elle est publiée chez Grasset. Elle est disponible à 19,90 F.

LE GRAND CONDÉ
de Bernard Gendrín. Ce livre est une œuvre d'art. Il est écrit avec une plume d'or. Il est illustré avec des photographies d'une qualité remarquable. Il est publié chez Grasset. Il est disponible à 19,90 F.

Les rêves de Condé
de Bernard Gendrín. Ce livre est une œuvre d'art. Il est écrit avec une plume d'or. Il est illustré avec des photographies d'une qualité remarquable. Il est publié chez Grasset. Il est disponible à 19,90 F.

قوله الله لا اله الا هو

ESSAIS

VENDREDI 16 JUIN 1995 XI

Louis XIV en majesté

L'historiographie du Roi-Soleil
et de son règne s'enrichit en se nuancant

LOUIS XIV

Les stratégies de la gloire
(The Fabrication of Louis XIV)
de Peter Burke.
Traduit de l'anglais
par Pierre Chemla.
Seuil, 272 p., 150 F.

LOUIS XIV

de Jean-Christian Petitfils.
Perrin, 780 p., 149 F.

Lecteurs attirés par le passé national, rassemblez vos énergies, vous allez avoir de la besogne. Voici que paraissent en même temps deux ouvrages de conséquence consacrés à Louis XIV, qui se complètent assez heureusement. L'un est une étude thématique due à un historien britannique, Peter Burke, parue en anglais sous un titre expressif que l'on eût pu conserver, *The Fabrication of Louis XIV*; l'autre est tout bonnement une biographie en pied, par Jean-Christian Petitfils, qui s'étale déjà attaquée à Louise de La Vallière, à Lauzun et au Régent. Comment, soupirez-t-on, encore Versailles et le mythe du Roi-Soleil ? Encore une vie du monarque, qui s'ajoute à une infinité d'autres et, comme elles, va entrer rapidement en obsolescence, en raison du faible taux d'innovation propre à ce genre florissant ?

Certes, on souhaiterait avant tout que reçoivent, à grande échelle sinon à vive allure, le vaste travail de publication des sources originales qui forment le socle de toute connaissance approfondie des trois siècles de l'Ancien Régime. La situation actuelle est à cet égard paradoxale. Jamais l'appétit de savoir authentique, de compréhension totale n'a été aussi vif ; jamais l'éloignement des professionnels pour l'édition méthodique des documents n'a été aussi marqué, alors que bibliothèques et archives, fonds publics et collections privées regorgent de pièces de premier ordre encore inconnues ou consultées seulement par quelques chercheurs, à l'occasion d'une étude ponctuelle et sélective. Sous l'effet de certains préjugés à la mode, par dégoût aussi de l'ascétisme qu'impliquent ces tâches ardues et obscures, liées à un exigeant savoir-faire, l'érudition traditionnelle, de style chartiste, tournée en priorité vers les sources, s'est ralentie depuis longtemps.

Mais cette constatation générale n'affecte pas les ouvrages de Burke et de Petitfils. Car l'un et l'autre font preuve d'une double qualité : disparition de l'anachronisme comme de la puerilité anecdotique ; reconnaissance chez Louis XIV et ses contemporains d'une autre logique, d'une autre sensibilité que les nôtres, sur lesquelles on ne jette plus un œil condescendant mais sympathique. Le monde de Versailles et de Marly n'appelle-t-il pas tout autant le respect attentif que l'univers complexe d'une communauté polynésienne ? A condition, toutefois, de ne pas tomber dans la confusion comparatiste, que fût parfois Peter Burke, qui semble oublier la spécificité des Anciens Régimes chrétiens et européens.

Les phénomènes qui caractérisent la fabrication de l'image royale par les sacralités ancestrales, l'étiquette de palais, les fêtes et les fêtes, la propagande sous toutes ses formes s'observent avec une netteté particulière dans le royaume de Louis XIV mais sont également présents dans tous les autres lieux de pouvoir, Rome pontificale, Vienne impériale, Madrid et Lisbonne royales, innombrables principautés germaniques. On trouve, en France, apothéose plus grandiose que celle, peinte au plafond d'Altéplöschheim, en Bavière, de Léopold I^{er} en Jupiter avec l'impératrice Éléonore et le bataillon des archiducs ? C'est toute l'Europe des cours qu'il faut rendre à la vie, en suivant la direction que les historiens de l'art et les historiens des lettres ont eu le mérite d'indiquer.

Le récit alerte, informé, de Jean-Christian Petitfils présente un bilan équilibré et nuancé du règne, personnalité du souverain et situation du royaume. Il s'appuie intelligemment sur les travaux des meilleurs connaisseurs, en particulier ceux de l'école anglo-saxonne, son analyse recoupant, pour l'essentiel, la synthèse cristalline que présente l'éminent spécialiste Andrew Lossky avec son *Louis XIV and the French Monarchy* (1).

PORTRAIT LUMINEUX

Répudiant les interprétations partiales ou réductrices, cette historiographie, que Peter Burke, avec une pointe de raffinement anthropologique, incarne également, écarte l'image pharaonique du despote de Versailles au profit d'un portrait plus lumineux, que Sainte-Beuve avait, dès 1852, esquissé avec son ordinaire pénétration. Partant des *Œuvres* du roi - sur lesquelles Paul Sonnino a apporté beaucoup de neuf (2) - et de la remarque de La Bruyère notant que « Le caractère des Français demande du sérieux dans le souverain », l'auteur des *Causées du lundi* reconnaît en Louis XIV, avec ses qualités solides, son application laborieuse, sa ténacité, son bon sens, sa lenteur préméditée et cette qualité majeure, le secret, une conscience royale portée à son intensité supérieure, qui se sent et se veut type et figure du prince accompli.

Rien d'extraordinaire mais la perfection du juste milieu, y compris dans l'expression orale et écrite. Observation reprise par Marc Fumaroli, héritier de Sainte-Beuve et de l'abbé Bremond à l'Académie, quand il rappelle, dans « Le Génie de la langue française » (3), que Louis XIV, par la « simplicité, la nature, la facilité, la clarté qui s'accordent [en lui] avec la majesté (...) apparaît comme le détenteur de l'égalon or de la bonne langue et du bon style qui, inséparables, servent désormais de clé de voûte à l'empire universel du français ».

Bruno Neveu

(1) Rutgers University Press, 1994.
(2) Dans son introduction à *Memories for the Instruction of the Dauphin*, New York, 1970.
(3) Dans *Trois institutions littéraires*, « Folio Histoire », Gallimard.

Les rêves de Condé

LE GRAND CONDÉ

de Bernard Pujot.
Albin Michel, 480 p., 150 F.

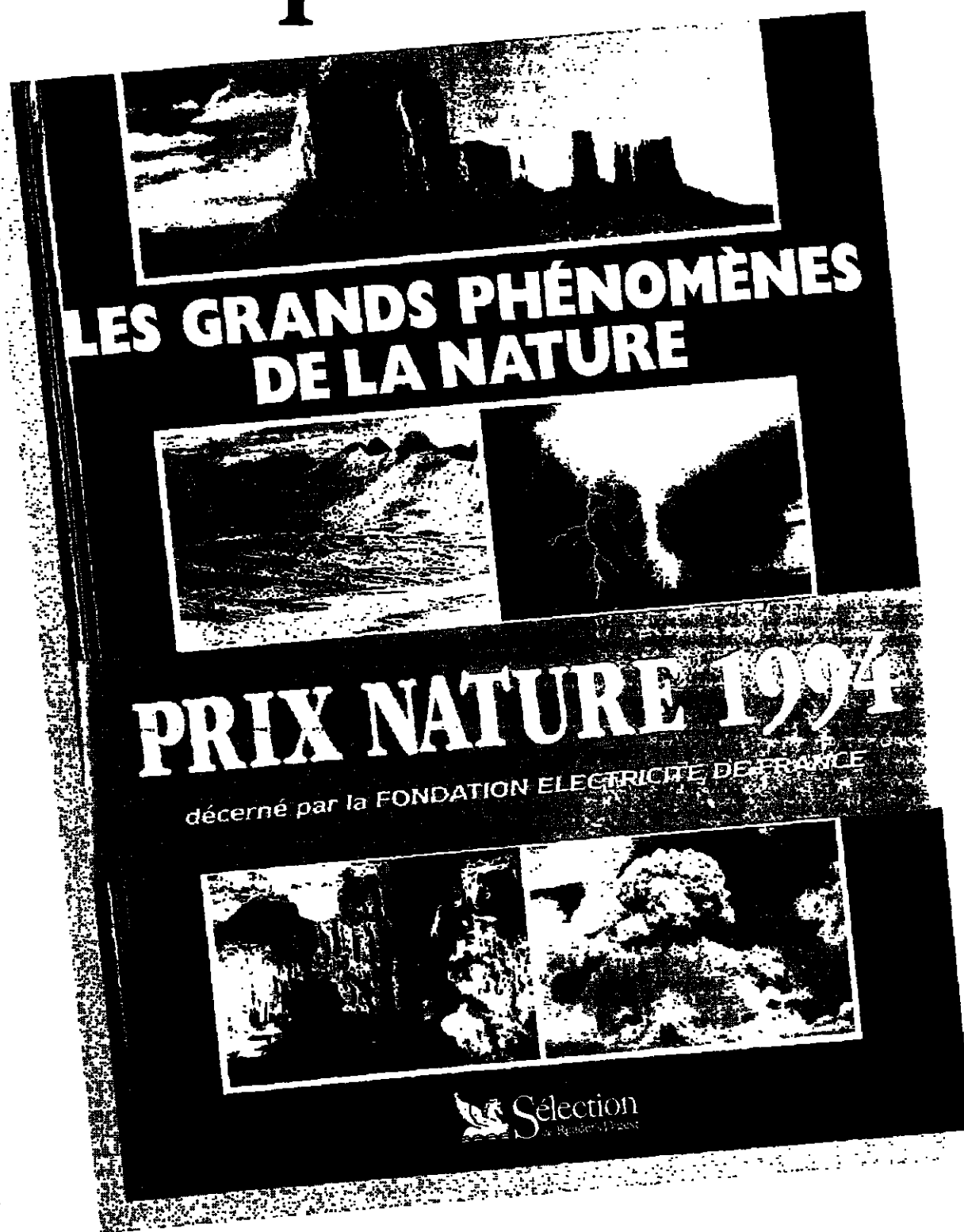
Apprenant la mort de son cousin, le grand Condé, Louis XIV saluait en lui « le plus grand homme de [son] royaume », et le prince d'Orange de surcroît : « Il vient de mourir le plus grand homme de l'Europe ». Ce consensus tardif autour du plus romanesque personnage du Grand Siècle achève d'en faire un héros à la Dumas : un père présumé bâtarde avant d'être l'héritier du trône de France ; une mère, dernière passion du Vert Galant qui manqua allumer, pour elle, une guerre ; un oncle exécuté pour s'être opposé au terrible Richelieu... Un début peu banal pour un prince du sang.

Sa formation intellectuelle, exceptionnelle pour le temps, la perspective encore ouverte d'une accession au trône, tout contribue à forger chez le jeune prince la conscience

de sa valeur et de son rang. La victoire de Rocroi, qui ouvre le règne de Louis XIV, révèle le chef de guerre intrépide qui devient vite l'indispensable soutien de la Couronne. Ulcéré par la faveur dont jouit Mazarin, il se range au côté des frondeurs et prend la tête du mouvement. Le triomphe du cardinal le fait passer à l'ennemi. Pardonné, Condé rentre ensuite dans le rang, mais il caresse encore des rêves de gloire - une couronne polonoise, d'autres lauriers -, héros aventureux déphasé dans le cadre sans âme de Versailles. Chantilly, qui abrite sa retraite, lui convient mieux. Il y tient une cour plus libre, hors d'attente, même si la révocation de l'édit de Nantes le blesse encore. C'est à Chantilly, justement, que Bernard Pujot a consulté l'essentiel de la documentation, dont il a nourri une biographie scrupuleuse, attachée à brosser un portrait de l'homme de guerre sans négliger un parcours politique atypique.

Philippe-Jean Catich

Laissez-vous éblouir... et découvrez les secrets de notre planète !



Au fil des jours, les grands phénomènes de la nature transforment et modèlent les paysages de notre planète.

Conçu et rédigé par d'éminents spécialistes, cet ouvrage vous propose un voyage à travers les temps géologiques.

Du Grand Canyon du Colorado à la lagune de Venise, du Grand Récif corallien de Nouvelle-Calédonie aux hauts sommets de l'Himalaya, vous traverserez les plus fabuleux paysages des cinq continents.

LES GRANDS PHÉNOMÈNES DE LA NATURE a reçu le PRIX NATURE 1994 de la FONDATION ELECTRICITE DE FRANCE, décerné chaque année à des livres consacrés à l'environnement.

• 320 pages • 360 photos en couleurs • Plus de 100 dessins et cartes • 279 F • Disponible en librairie

Sélection
du Reader's Digest

Milena n'aime pas les blondes

Entrez dans un appartement qui n'est pas le vôtre, faites le tour du propriétaire, apprenez à connaître la place de tous les objets, passez-y le plumeau et déduisez-en les penchants de celui qui les possède, essayez ses chaussures, sa garde-robe, sa vie... vous voilà femme de ménage. Ou écrivain. Entre les deux, avec ses dons de bernard-hermite, Milena Moser n'a pas vraiment choisi.

L'île des femmes de ménage, son premier livre traduit en français (1), en dit long sur ses rêves de jeune fille sage. On y voit trma, femme de ménage diplômée de l'enseignement supérieur, au service d'une superwoman télévisuelle, avocate sans défauts, brillante politicienne, femme accomplie, mère idéale, moderne, parfaite, bref... éternelle Irma, elle, « n'arrivait pas à se souvenir si elle avait pris sa douche la veille au soir. Méfiante, elle se renifle sous les aisselles ». Et découverte dans la cave, séquestrée dans un réduit, la belle-mère de la patronne. Pour venger la vieille, Irma déploie des dons de stratège dignes des assassins d'Agatha Christie, avant de l'emmener vivre au soleil ses derniers jours sur « l'île des femmes de ménage ».

L'auteur de ce petit joyau effrayant de fantaisie et de cruauté ? On imaginerait volontiers une de ces vieilles dames anglaises à la méchanceté appliquée et au menton pointu, telle la délicieusement féroce Ivy Compton Burnett. En se fiant à ce genre de déductions, on pourrait la chercher encore longtemps, Milena Moser, dans les salons du grand hôtel parisien où elle vient timidement pour accompagner la sortie en France de son nouveau livre. La voilà assise, elle srotte un diabololo, elle a trente ans et des poussières, une douceur très gracieuse, un français élégamment heurté par de petites pointes germaniques.

Elle, féroce ? « Je me suis mariée deux fois, et quand je passe devant un magasin de robes, j'ai toujours envie de recommencer », lance-t-elle de but en blanc avec une naïveté curieusement coquaine, comme si elle voulait profiter de Paris pour se délivrer en bloc des contraintes de sa très puritaine Suisse allemande. « En Suisse, on a une image arrêtée de « l'intellectuel ». Si vous avez un rouge à lèvres un peu voyant et des chaussures fantaisie, on vous fait comprendre que ça ne va pas, que ça ne correspond pas au portrait-robot de l'écrivain. Les journalistes, là-bas, lisent mes livres comme des manuels de savoir-vivre et me prennent à partie sur ma théorie des femmes, de la société, toutes sortes de choses auxquelles je ne sais pas répondre. Ça me fait peur. Ici, en France, on n'attend rien de moi. Les gens ont l'air de lire les romans pour ce qu'ils sont, et pas pour essayer d'y trouver une explication de la vie. Les écrivains se plaignent souvent de ne pas être

pris au sérieux. Pour moi, c'est le contraire. » Ses livres, il est vrai, ne sont pas franchement sérieux. Celui qui paraît aujourd'hui, *A quoi rêvent les blondes*, épingle un petit hids clos de femmes en perdition, dans une cité HLM de la Suisse profonde, avec enfants, mille problèmes et pas un homme à l'horizon. On ne s'étonnera donc pas de l'hystérie générale quand débarque au supermarché du coin ce qui ressemble à un célibataire (à moins que ça ne soit le messie). Il s'appelle Zeno Held. « Held », c'est-à-dire « héros », en allemand. Quant à Zeno, rien à voir avec Italo Svevo : Milena trouvait simplement que le prénom était proche de « zéro ». « C'est le seul homme, et il n'est pas bien défini, précise l'auteur. Cela laisse la page blanche, comme un écran de projection pour que les femmes puissent exprimer leurs fantasmes. »

En Suisse, à en croire Milena Moser, on n'a pas toujours bien saisi l'humour de la chose. Les critiques, contrairement à l'accueil du public, lui furent très défavorables. « On m'a fait le reproche de n'être pas assez féministe. Je n'ai pas compris pourquoi. Si, à la fin du livre, toutes les femmes avaient trouvé un jeune homme à épouser, j'aurais été déprimée. Mais là, je montre que ce qui manquait à ces femmes, c'était de retrouver leurs forces. L'homme n'est pas la réponse à tout. Par ailleurs, c'est la société de Suisse allemande en général qui interdit aux femmes d'avoir des rêves de femmes. Presque rien n'est organisé pour les décharger de leurs enfants pendant la journée, il y a très peu de crèches, pas de cantines, l'école ne commence qu'à sept ans. Elles sont obligées de tout faire. La plupart restent à la maison. »

Elle n'a l'air de rien, Milena Moser, la paille plongée dans son diabololo, le charme espiègle et involontaire, un bon sens qui déroute. Où va-t-elle donc chercher ces mises en scènes abracadabrantes, cette ironie cruelle, drôle, bizarrement insouciance, pour décapier l'horreur anodine du quotidien ? Où va-t-elle dénicher sa redoutable clairvoyance, elle qui s'exécute timidement d'avoir arrêté l'école trop tôt et de ne pas toujours comprendre les discussions ? « C'est presque maladif, chez moi, d'observer. Je n'arrête pas de voir des choses ; les images, les bruits me tombent dessus. Ma mère me dit que j'ai de la chance d'avoir fait un métier de ce handicap. »

Les femmes de Milena Moser sont de celles dont on ne parle pas. Sans grand destin, elles vivent un petit combat très banal avec leur vie de tous les jours, agitées par le

C'est une drôle de personne, Milena Moser. Il y a de la mélancolie dans la malice de cette jeune Suisse, un mélange de vérité, d'ironie et de désespoir dans ses rêves de jeune fille

spectacle de leurs idéaux fipés. Ainsi, celle qui, dans une nouvelle (non traduite), passe une robe dans une cabine d'essayage : on assiste à ce qui se passe devant la glace, face à soi-même, où toutes les ruses sont bonnes pour adoucir l'inévitable révélation. Entre la cabine d'essayage, l'appartement de la trop parfaite madame Schwarz, l'avocate de l'île des femmes de ménage, et la cité HLM des amazones modernes, dans *A quoi rêvent les blondes*, Milena Moser se trouve à l'aise dans les huis clos. C'est là que ce qui paraît

elle a une théorie très arrêtée. « Il y a un type de femmes qui restent assises, qui ont toujours quelque chose à leur place tout ce qui n'est pas agréable. En allemand, on les appelle des « Blondine », ce qui est plus qu'une blonde : c'est un état d'esprit. L'équivalent en France, ce serait peut-être la poupée Barbie. J'avais une copine blonde, qui avait des minijupes et des longues jambes. Elle ne disait jamais rien et tout le monde l'adorait. Il y avait quelque chose en elle qui faisait qu'on lui apportait toujours tout,

« C'est presque maladif, chez moi, d'observer. Je n'arrête pas de voir des choses ; les images, les bruits me tombent dessus. Ma mère me dit que j'ai de la chance d'avoir fait un métier de ce handicap »

ordinaire saute aux yeux comme une extravagance. « Au moins, là, il y a toujours quelque chose qui cloche. Un personnage normal, lisse et sans problème, qu'est-ce que j'en ferais dans un roman ? » Une bonne raison pour se débarrasser proprement de madame Schwarz, qui, décidément, ne « clochait » pas assez. Milena, d'ailleurs, est une jeteuse. « Je jette mes vêtements, des pages que j'écris, mes livres... Je jette tout. J'aime ça. » Et les blondes ? Saura-t-on enfin à quel elles rêvent ? Milena Moser est brune, mais sur les blondes,

bref, le contraire des femmes de mon livre. Pour moi, c'est une vision : à la fois un cauchemar et un rêve. Le rêve d'être prise en charge, d'être écrasée par un camion pour être hospitalisée. D'ailleurs, dans *A quoi rêvent les blondes*, la seule vraie blonde habite ailleurs, à l'autre bout du livre, côté riche, hors du ghetto des furies en mal d'amour, là où les foyers sont paisibles, où chacun est à sa place. Elle pèse 120 kilos, preuve qu'on trouve de tout chez les blondes, et en plus, elle a volé un mari : c'en est trop. En-

core une qu'on ne se privera pas de jeter dans le coin des indésirables. Mais, parmi les cercles de l'enfer de Milena Moser, elle aura droit au deuxième, le purgatoire : les vraies damnations, il faut bien les garder pour celles qui sont encore plus blondes en esprit, du genre de madame Schwarz.

« Mes personnages ne sont pas punis pour ce qu'ils ont fait, mais pour ce qu'ils représentent », annonce gravement Milena Moser, dont on n'est jamais bien sûr de savoir si elle est vraiment très ingénue où si elle s'applique à l'être pour mieux tromper son monde et mordre soudain, par surprise. « Ce que l'on doit payer, cela vous rattrape toujours », ajoute-t-elle en bonne fille de calvinistes, tout en se défendant de jouer au père fouettard. Son prophète, à elle, ce serait plutôt Jacques Dutronc et son fameux précepte du cactus, qui sert de morale à toute l'histoire. Tout le monde, même les blondes, en prend pour son grade. « C'est bien ce que je disais : la vie est un cactus », conclut l'une des héroïnes, « d'un ton sentencieux où planaient des traces d'ivresse » ; « Il est impossible de s'asseoir. » Ainsi s'achève (provisoirement) les rêves de ces filles prêtes à tout pour devenir blondes et dénicher l'homme idéal, tout en se fichant bien d'envoyer au désespoir leurs mamans qui avaient tant fait pour le féminisme.

C'est une drôle de personne, Milena Moser. Il y a de la mélancolie dans sa malice, de la gravité dans sa naïveté, un mélange de vérité, d'ironie et de désespoir dans ses rêves de jeune fille. Elle ne lit qua-

siment que des romans policiers anglais et autrefois des romans de gare, revendique « une façon de lire très enfantine » et aurait adoré « écrire ces histoires d'amour qui se vendent dans les kiosques ». Un peu pour embêter les Suisses, qui, selon elle, sont trop sérieux pour comprendre que la littérature et le divertissement ne sont pas incompatibles. Peut-être, aussi, pour se protéger d'un milieu littéraire où elle voyait évoluer son père, écrivain lui aussi, aujourd'hui disparu, et où « cela semblait si important, que Max Frisch vous dise bonjour ou pas ». Aujourd'hui, Milena Moser a du succès et une femme de ménage. Ses livres figurent en tête des ventes des librairies de Suisse allemande. Pourtant, on dirait qu'elle est toujours un peu ailleurs, dans d'autres rêves ou dans d'autres tristesses. Est-elle devenue une blonde ? « Pas assez, soupire-t-elle ironiquement. J'aimerais l'être pour peu de temps. Devenir blonde rien que pour quelques semaines. » En attendant, méfions-nous de la douceur helvétique. L'écrivain suisse Georges Haldas l'a souvent écrit : là-bas, le meurtre se cache sous les géraniums. De grands ménages se préparent.

Marion Van Renterghem

(1) Calmann-Lévy, voir « Le Monde des livres » du 29 juillet 1994.

A QUOI RÊVENT LES BLONDES de Milena Moser. Traduit de l'allemand (Suisse) par Françoise Toraille. Calmann-Lévy, 250 p., 98 F.



MARTINE SIMON

LITTÉRATURES

- DERNIER AUTOMNE (The Last September) d'Elizabeth Bowen. Page III
- LE PAPIER TUE-MOUCHE (Devastating Boys) d'Elizabeth Taylor. Page III
- L'ARTISTE QUI PEIGNAIT DES OISEAUX (The Bird Artist) de Howard Norman. Page III
- LES DITS D'UN IDIOT de Linda La. Page IV
- CE QUE J'AIME de Marcel Schneider. Page IV
- QUELQU'UN COMMENCE À PARLER DANS UNE CHAMBRE de Claude Estaban. Page IV

CHRONIQUES

- LE FOUILLETON de Pierre Lepape
- LE CHAUD ET LE FROID d'Ernest Hemingway. Page VII
- LA POLÉMIQUE DES POULPES ET AUTRES HISTOIRES (Racconti surrealistici e satirici) d'Alberto Moravia. Page VII
- PLANS ET SCÉNARIOS DE MADAME BOVARY d'Yvan Leclerc. Page V
- BOVARY CHARIVARI Essai d'éthnocritique de Jean-Marie Privat. Page V
- LA PASSION DE CHARLES BOVARY de Marc Girard. Page V

ESSAIS

- L'HOMME INCERTAIN d'Alain Ehrenberg. Page IX
- LE GRAND CONDÉ de Bernard Pujol. Page XI

LA CAUSALITÉ PSYCHIQUE

- ENTRE NATURE ET CULTURE d'André Green. Page IX
- TABLEAUX DE FAMILLES Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires de Bernard Lahire. Page X
- PASSANT, SOUVIENS-TOI ! Les lieux du souvenir de la seconde guerre mondiale en France de Serge Barcellini et Annette Wiewiorka. Page X
- LOUIS XIV (The Fabrication of Louis XIV) de Peter Burke. Page XI
- LOUIS XIV de Jean-Christian Petitfils. Page XI

Grands auteurs à petits prix recherchent lecteurs du Monde pour partager frais de voyage

Le Monde POCHÉ Spécial livres de vacances avec Le Monde du 23 juin daté 24

7.00 F

Les forces de l'ordre

Accroche vendre

Le Monde

La gloire autoproclamée de Michael Jackson

Les logements de la Ville de Paris

Les éditoriaux du Monde

Le Monde

Nouvelle mon